

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°225

DÉCEMBRE 2003

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

sommaire :

- **LA CAPTURE DE SADDAM HUSSEIN**
- **NEW-YORK : HOSHYAR ZEBARI, MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, A VIVEMENT CRITIQUÉ L'ONU EN L'ACCUSANT D'AVOIR FAILLI À SAUVER SON PAYS DE LA « TYRANNIE MEURTRIÈRE »**
- **LA SYRIE SIGNE AVEC L'UNION EUROPÉENNE UN ACCORD D'ASSOCIATION FAVORISANT LES INVESTISSEMENTS EUROPÉENS ALORS QUE LES ETATS-UNIS DÉCIDENT DE SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES CONTRE DAMAS**
- **JAMES BAKER OBTIENT DES EUROPÉENS ET DE MOSCOU DES PROMESSES DE RÉDUCTION SUBSTANTIELLE DE LA DETTE IRAKIENNE**
- **TÉHÉRAN : MANIFESTATIONS ESTUDIANTINES EN IRAN ET SIGNATURE DU TRAITÉ DE NON PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE**
- **LE PENTAGONE PRÉCONISE L'EXCLUSION DES ENTREPRISES DES PAYS OPPOSÉS À LA GUERRE DES CONTRATS DE RECONSTRUCTION DE L'IRAK**
- **LE BILAN 2003 DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE PLUS CRITIQUE QU'EN 1999**
- **KIRKOUK : LES KURDES MANIFESTENT POUR RÉCLAMER LEUR RATTACHEMENT AU KURDISTAN AUTONOME**
- **IN MEMORIAM : DÉCÈS DU PÈRE JOSEPH PARI**
- **VERS L'EXPULSION D'IRAK DES MOUDJAHIDDINE DU PEUPLE IRANIE ?**
- **AINSI QUE...**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**

LA CAPTURE DE SADDAM HUSSEIN

L'ÉVÉNEMENT tant attendu et espéré par les Irakiens est enfin arrivé. Saddam Hussein a été découvert le 13 décembre à 20H00 locales (17H00 GMT) dans une cache souterraine de deux mètres de profondeur aménagée dans une ferme près de la ville d'al-Daour, non loin de Tikrit, au cours de l'opération « Aube rouge » menée

par 600 militaires américains. L'ancien dictateur irakien a été capturé sans résistance huit mois après le renversement de son régime par l'armée américaine. L'administrateur civil américain en Irak, Paul Bremer, a officialisé la nouvelle le 14 décembre : « Mesdames et Messieurs, nous l'avons eu », « le tyran est prisonnier », a-t-il déclaré au cours

d'une conférence de presse. « Maintenant, l'ancien dictateur va faire face à la justice qu'il a refusé de donner à des millions » de gens, a affirmé ensuite à Washington le président George W. Bush. « La capture de cet homme était essentielle pour l'émergence d'un Irak libre », a-t-il ajouté. C'est l'agence officielle iranienne Irna qui a annoncé en premier la capture de Saddam Hussein à Tikrit, en citant comme source le chef kurde Jalal Talabani. « Les forces américaines ont annoncé à Tikrit que Saddam

Hussein avait été arrêté aujourd'hui », a déclaré Jalal Talabani, qui a souhaité que l'ex-dictateur soit condamné à la prison à perpétuité plutôt qu'à la peine de mort.

L'ancien dictateur se trouvait « dans un trou à rats » dont l'entrée était cachée avec des briques et de la terre, selon le général Ricardo Sanchez, commandant des forces américaines en Irak. « Il y avait seulement de la place pour qu'une personne reste couchée (...) Le trou avait un ventilateur pour la circulation de l'air », a-t-il déclaré. Saddam Hussein avait en sa possession un pistolet, deux kalachnikovs et 750.000 dollars en liquide. Deux autres personnes ont été capturées en même temps que lui. « Aujourd'hui, le gouvernement de la peur et de la répression est révolu à jamais », a déclaré un vieil opposant à Saddam Hussein, Adnan Pachachi, membre du Conseil de gouvernement transitoire irakien, qui faisait partie d'une délégation irakienne appelée à identifier l'ancien dictateur. Saddam Hussein était « sans remord et même rebelle », a ajouté M. Pachachi.

La fin du tyran honni a donné lieu à d'immenses scènes de liesse populaire un peu partout dans le pays, en particulier au Kurdistan et dans les villes chiites du Sud. Les Irakiens ont enfin pu tourner la page la plus noire de leur histoire.

Saddam Hussein sera traité comme un prisonnier de guerre et protégé par la convention de Genève, a déclaré le 14 décembre le secrétaire américain à la Défense, Donald

Rumsfeld, sur la chaîne américaine CBS. « Il s'est vu accordé la protection du statut de prisonnier de guerre et il sera traité en accord avec la convention de Genève », a indiqué M. Rumsfeld, précisant que ce sera aux juristes de décider si la Croix Rouge pourra le voir. Interrogé sur les méthodes qui pourraient être utilisées par les militaires pour faire parler Saddam Hussein, M. Rumsfeld a totalement récusé l'idée que l'armée américaine puisse faire usage de la torture pour obtenir des informations de la part de l'ancien dictateur arrêté. Il a également démenti que les autorités iraniennes avaient mis une quelconque part dans la capture de Saddam Hussein. « La raison pour laquelle il a finalement été capturé c'est parce que des hommes et des femmes merveilleux en uniforme ont été là-bas (en Irak) depuis 7, 8 mois », a-t-il ajouté. La CIA a été chargée de mener les interrogatoires de Saddam Hussein, a annoncé le 16 décembre Donald Rumsfeld. « J'ai demandé au (directeur de la CIA) George Tenet de se charger des interrogatoires de Saddam Hussein », a déclaré D. Rumsfeld, expliquant que l'agence de renseignement était plus qualifiée pour cela que l'armée. Questionné sur le degré de coopération de Saddam Hussein, le secrétaire à la Défense s'est refusé à tout commentaire sur les propos tenus à ce sujet par des responsables militaires américains en Irak et à Washington. « Je crois que le meilleur mot pour caractériser son comportement avec ses geôliers serait probablement : résigné. »

Un document vidéo a été diffusé par

les Américains, représentant l'ancien dictateur le visage mangé par une longue barbe poivre et sel et se faisant examiner par un médecin. Puis a été montrée une photo prise après qu'il eut été rasé, à l'exception de sa célèbre moustache. Le général Sanchez a affirmé qu'il avait été capturé sur la base d'informations communiquées aux forces américaines, mais n'a pas précisé si c'était par des prisonniers arrêtés ces dernières semaines ou si l'appât du gain l'avait emporté sur l'allégeance tribale ou familiale. Les Américains avaient promis une prime de 25 millions de dollars pour sa capture. Tout en félicitant les troupes américaines, M. Bush a affirmé que cette arrestation ne marquait « pas la fin de la violence en Irak ». « Nous faisons toujours face à des terroristes qui préfèrent tuer des gens innocents que d'accepter l'émergence de la liberté au cœur du Moyen-Orient », a-t-il déclaré.

Le président en exercice du Conseil du gouvernement provisoire irakien, Abelaziz Hakim, arrivé le 14 décembre au soir à Paris à la tête d'une délégation du Conseil du gouvernement provisoire irakien, dont faisait partie Jalal Talabani, a affirmé que Saddam Hussein sera jugé en Irak par des juges irakiens dans le cadre d'un tribunal récemment créé pour les criminels de guerre. « Saddam Hussein sera jugé par des juges irakiens, et le tribunal va travailler et statuer en Irak, sous la supervision d'experts internationaux », a déclaré M. Hakim. Le Conseil de gouvernement transitoire irakien avait le 10 décembre voté la création d'un

tribunal spécial chargé de juger les crimes du régime de Saddam Hussein. M. Hakim et la délégation irakienne ont rencontré le 15 décembre le président français Jacques Chirac et le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin. Par ailleurs, le ministère britannique des Affaires étrangères a souligné, le 14 décembre, à l'adresse des autorités irakiennes, que la Grande-Bretagne était opposée à la peine de mort au cas où celles-ci voudraient juger Saddam Hussein. Les autorités iraniennes s'appêtent de leur côté à déposer une plainte contre le président déchu pour « crimes de guerre » contre l'Iran, a de son côté annoncé à Téhéran le porte-parole du gouvernement iranien Abdollah Ramezanzadeh. « Nous souhaitons qu'un tribunal international compétent enquête sur les crimes commis par l'ancien dictateur irakien » a-t-il déclaré.

Partenaires de Washington en Irak ou opposés à l'intervention militaire, les dirigeants étrangers ont félicité les Etats-Unis ou salué la capture de Saddam Hussein. Des chefs de la diplomatie de nombreux pays ont été en contact téléphonique avec leur homologue américain, Colin Powell, a précisé le Département d'Etat. « Là où son règne signifiait terreur, division et brutalité, espérons que son arrestation soit synonyme d'unité, de réconciliation et de paix entre tous les Irakiens », a commenté le Premier ministre britannique Tony Blair. Le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa a plaidé pour que le peuple irakien décide du sort de Saddam

Hussein et souligné que l'arrestation du tyran « constituait l'issue définitive de l'ancien régime ». Des témoignages similaires sont venus du camp opposé à l'intervention américaine. Le chancelier allemand Gerhard Schroeder a exprimé l'espoir que cette « arrestation (soutienne) les efforts de la communauté internationale pour la reconstruction et la stabilisation de l'Irak ». Alors que selon le président français Jacques Chirac, il s'agit « d'un événement majeur qui devrait fortement contribuer à la démocratisation et à la stabilisation de l'Irak ». La Russie « compte (sur le fait) que l'arrestation de Saddam Hussein va contribuer au renforcement de la sécurité en Irak et à l'activation du processus de règlement politique sous l'autorité des Nations unies ». Au Proche et au Moyen-Orient, seuls Israël, le Koweït et l'Iran se sont ouvertement félicités de l'arrestation de Saddam Hussein. L'Egypte et la Syrie ont souhaité la fin de l'occupation de l'Irak.

L'enquête sur les crimes commis sous le règne de Saddam Hussein s'annonce comme une tâche titanesque, avec des millions de documents à examiner, de témoins à retrouver, dans un contexte encore très chaotique.

Aucune statistique fiable n'existe sur le nombre de victimes du régime de Saddam, estimées entre plusieurs centaines de milliers et plusieurs millions selon les sources. De nombreuses preuves ont sans doute été perdues lors de l'exhumation de

charniers, dans l'immédiate après-guerre, en l'absence de médecins légistes et d'experts. Des centaines de milliers de documents récupérés dans les anciennes administrations à la chute du régime, et qui contiennent, selon des sources irakiennes, les preuves de la culpabilité de l'ex-raïs, sont aux mains d'associations, de partis politiques, voire de particuliers irakiens. Certains sont détenus par l'autorité provisoire de la Coalition. Pour le moment, aucun organe ne centralise ces informations, cruciales pour la préparation du procès.

L'avocat français Jacques Vergès qui s'est envolé le 18 décembre pour Amman afin de préparer la défense de Tarek Aziz, s'est déclaré également prêt à défendre Saddam Hussein tout en soulignant qu'il s'agissait pour le moment d'une question purement théorique. Esquissant une possible défense, il avait souligné que l'ex-dictateur irakien avait bénéficié dans le passé du soutien de nombreux dirigeants occidentaux. « S'il doit être poursuivi demain, il doit bénéficier de la présomption d'innocence », avait-il dit. « Si on doit le juger et qu'on le traite comme un paria, manifestement son défenseur sera forcé de dire « mais ce paria était l'ami de tous les chefs d'Etat occidentaux. Il était non seulement leur ami mais leur allié » », avait-il ajouté. Par ailleurs, plus de 600 avocats jordaniens se sont portés volontaires pour représenter l'ancien président irakien Saddam Hussein en cas de procès.

**NEW-YORK : HOSHYAR ZEBARI,
MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
A VIVEMENT CRITIQUE L'ONU EN L'ACCUSANT D'AVOIR
FAILLI À SAUVER SON PAYS DE LA « TYRANNIE
MEURTRIÈRE »**

LE ministre irakien des Affaires étrangères Hoshiyar Zebari a accusé, le 16 décembre, les Nations unies d'avoir failli à sauver son pays de la « tyrannie meurtrière » de Saddam Hussein pendant 35 ans, et a appelé l'ONU à retourner en Irak pour participer à la construction d'une nation démocratique.

« Il y a un an, le Conseil de sécurité était divisé entre ceux qui voulaient apaiser Saddam Hussein et ceux qui voulaient qu'il réponde de ses actes », a-t-il déclaré devant le Conseil de sécurité de l'ONU. « Les Nations unies en tant qu'organisation n'ont pas réussi à sauver le peuple irakien d'une tyrannie meurtrière qui a duré 35 ans ». « L'ONU ne doit pas délaissier de nouveau le peuple irakien », a-t-il poursuivi. « Alors nous demandons aujourd'hui, mettez s'il vous plaît vos différents de côté, rassemblez-vous et travaillez avec nous et tous ceux qui ont participé et sacrifié tant pour réaliser notre objectif commun d'un Irak souverain, uni et démocratique. »

Mais le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a déclaré pour sa part qu'il avait besoin « de bien plus de

clarté » sur ce que les Irakiens et la coalition menée par les Etats-Unis attendaient des Nations unies. Ce qui aiderait à mesurer si ce travail valait le risque posé au personnel de l'ONU, a-t-il précisé.

L'ONU a retiré tout son personnel d'Irak en octobre dernier après deux attentats visant le quartier général des Nations unies à Bagdad et une série d'attaques menées contre les organisations humanitaires. Un attentat du 19 août dernier a tué 22 personnes, dont l'émissaire de l'ONU en Irak Sergio Vieira de Mello. Pour l'heure, Kofi Annan estime que la situation en Irak demeure trop dangereuse pour rouvrir les bureaux de l'ONU à Bagdad. Il a ainsi précisé dans un rapport présenté au Conseil de sécurité que l'ONU allait ouvrir un bureau consacré à l'Irak à Nicosie, la capitale chypriote, et une annexe en Jordanie, à Amman, ce qui permettrait au personnel onusien de voyager en Irak si besoin est. L'opération sera menée par un nouvel émissaire de l'ONU, Ross Mountain.

De son côté, Hoshiyar Zebari a assuré que le Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG) comprenait « les pertes

dévastatrices » que l'ONU a subies, tout en insistant sur le fait que l'ONU doit retourner en Irak pour jouer un rôle plus large dans la mise en place d'un gouvernement provisoire en juin, la rédaction d'une Constitution, et la préparation d'élections générales d'ici fin 2005.

Les Nations unies ont toujours travaillé « dans des régions déchirées par la guerre et dans les zones de crise, et l'Irak est l'une d'entre elles », a-t-il noté. « Les Nations unies sont un forum-clé de l'action internationale collective pour nous aider à atteindre nos buts de reconstruction et de démocratisation de notre pays », a-t-il déclaré au Conseil de sécurité de l'ONU. « Votre aide et votre expertise ne peuvent être fournies de façon efficace de Chypre ou d'Amman. » « Nous sommes prêts et désireux d'aider à apporter toute la sécurité nécessaire pour voir l'ONU revenir en Irak », a assuré M. Zebari. Le chef de la diplomatie irakienne a ainsi invité Ross Mountain à visiter Bagdad et à discuter du rôle des Nations unies avec le Conseil intérimaire de gouvernement irakien, une proposition que l'ambassadeur américain à l'ONU, John Negroponte, a qualifié « de bonne première étape ».

Kofi Annan a toutefois précisé qu'il n'était pas sûr que M. Zebari était « en position d'offrir cette sécurité », tout en ajoutant qu'il prévoyait d'en reparler avec le responsable irakien

LA SYRIE SIGNE AVEC L'UNION EUROPÉENNE UN ACCORD D'ASSOCIATION FAVORISANT LES INVESTISSEMENTS EUROPÉENS ALORS QUE LES ETATS-UNIS DÉCIDENT DE SANCTIONS ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES CONTRE DAMAS

LA Syrie et l'Union européenne (UE) ont achevé le 9 décembre à Damas les négociations sur un accord d'association qui devrait être signé début 2004, après approbation des autorités politiques, ont indiqué des responsables syriens et européens. « La Syrie et l'UE sont parvenues à un accord sur toutes les questions, même politiques », a déclaré le chef des négociateurs européens Christian Leffler, de la Commission européenne. « Les résultats seront présentés aux autorités politiques pour approbation », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse. « La Syrie a adopté une attitude très positive et constructive qui permettra de développer un agenda concernant toutes les questions politiques », a-t-il indiqué.

« Nous avons terminé les discussions techniques sur l'accord », a affirmé de son côté Toufic Ismaïl, président de l'Organisme syrien pour la planification qui a conduit les négociations pour la partie syrienne. « D'importants efforts » ont été déployés pour parvenir à cet accord d'association composé de volets politique, économique, commercial, social et culturel, et qui « réalisera les intérêts communs syriens et européens d'une manière équilibrée », a poursuivi M. Ismaïl.

Les deux parties avaient entamé le 8 décembre cette dernière série de négociations qui ont porté notamment sur le démantèlement tarifaire concernant différents produits, les services et la propriété intellectuelle. L'UE a signé des accords d'association avec tous ses partenaires sur le pourtour méditerranéen à l'exception de la Syrie, avec laquelle elle négocie depuis 1998.

Le responsable européen a souligné que l'accord « permettra à la Syrie d'intégrer » l'OMC. « Il faut permettre au secteur privé (syrien) de jouer un rôle efficace. L'objectif est de parvenir à la libéralisation totale de l'économie », a-t-il ajouté. L'accord d'association facilitera les investissements européens en Syrie qui cherche à moderniser son infrastructure et stimuler son économie.

Les négociations Syrie-UE ont été accélérées après l'adoption récente par le Congrès américain de sanctions économiques et diplomatiques contre la Syrie, qu'il accuse de « soutenir le terrorisme ». Ainsi, le Sénat américain a le 12 novembre approuvé des sanctions économiques et commerciales contre la Syrie, évoquant la longue tradition syrienne d'abriter des terroristes et ses récents échecs pour museler les forces hostiles à la guerre menée par

les Etats-Unis en Irak. La loi, votée à 89 voix contre 4 par le Sénat, reflète la législation passée le mois dernier par la Chambre des représentants à 398 voix contre 4. La seule différence réside dans un amendement qui donne au président américain une plus grande autorité pour imposer des sanctions motivées par la sécurité nationale.

Des membres du Congrès américain en déplacement au Moyen-Orient avaient rencontré le 11 novembre le président syrien Bachar El-Assad et lui avaient précisé, selon le chef de cette délégation, le républicain Jim Kolbe, que ces sanctions étaient l'expression de la frustration des Américains face aux pays qui ne coopéraient pas en matière de guerre contre le terrorisme. Le président El-Assad leur avait répondu que la Syrie faisait davantage pour sécuriser sa frontière avec l'Irak et « promet de continuer à travailler avec nous sur ce sujet », toujours selon M. Kolbe.

Washington reproche depuis longtemps à la Syrie d'abriter des dirigeants du Hamas et du Jihad islamique, deux groupes palestiniens considérés comme des organisations terroristes par le Département d'Etat américain. Cette nouvelle législation appelle la Syrie à cesser de soutenir le terrorisme, à se retirer du Liban occupé depuis 13 ans, à arrêter ses efforts pour produire ou se procurer des armes de destruction massive et des missiles balistiques de longue portée, et enfin à éviter que des terroristes et des armes ne pénètrent sur le sol irakien. Dans le cas contraire, le président américain doit interdire les ventes de produits

qui peuvent avoir un usage double, à la fois civil et militaire, à la Syrie. Il doit également imposer à Damas au moins deux sanctions sur une liste de six mesures possibles : interdire les exportations, empêcher les entreprises américaines d'opérer en Syrie, imposer des restrictions aux diplomates syriens aux Etats-Unis,

limiter les vols de la compagnie syrienne aux Etats-Unis, réduire les contacts diplomatiques ou geler les avoirs syriens aux Etats-Unis.

Le président américain, George W. Bush a, le 12 décembre, ratifié la loi de sanction en question.

également rendu à Berlin. « Pour cette raison, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis conviennent qu'une réduction substantielle de la dette irakienne devrait intervenir au sein du Club de Paris en 2004 et travailleront étroitement entre eux et avec d'autres pays pour atteindre cet objectif ».

JAMES BAKER OBTIENT DES EUROPÉENS ET DE MOSCOU DES PROMESSES DE RÉDUCTION SUBSTANTIELLE DE LA DETTE IRAKIENNE

JAMES Baker, l'ancien secrétaire d'Etat américain et l'émissaire de George W. Bush pour la dette irakienne, s'est rendu le 18 décembre à Moscou, dernière étape de son périple, pour des entretiens relatifs à l'allègement de la dette extérieure irakienne dans le cadre du Club de Paris. Il a évoqué avec le président Vladimir Poutine la dette de quelque 8 milliards de dollars due par Bagdad à la Russie, qui est le premier créancier de l'Irak. Le président en exercice du Conseil de gouvernement transitoire irakien, Abdel Aziz Hakim, a le 22 décembre annoncé que la Russie avait promis d'annuler une partie de la dette de Bagdad et qu'en retour l'Irak était prêt à travailler avec "toutes les compagnies russes". Jalal Talabani, qui accompagnait M. Hakim à

Moscou, a assuré que la Russie proposait d'annuler jusqu'à 65% de la dette et qu'elle serait prête à annuler le reste si elle obtenait un traitement privilégié concernant ses contrats pétroliers.

James Baker s'était rendu une semaine plus tôt en Europe et avait obtenu de plusieurs pays, dont l'Angleterre, l'Allemagne la France et l'Italie, l'engagement de restructurer et de réduire la dette irakienne (120 milliards de dollars). La France et l'Allemagne ont le 16 décembre donné leur accord de principe sur une « réduction substantielle » de la dette irakienne. « La réduction de la dette est un élément essentiel pour permettre au peuple irakien de construire un Irak libre et prospère », ont-ils déclaré dans un communiqué publié à Paris après la visite de James Baker, qui a rencontré Jacques Chirac et qui s'est

Après l'accord du président français Jacques Chirac et du chancelier allemand Gerhard Schroeder, James Baker a obtenu le 18 décembre celui du président du Conseil italien Silvio Berlusconi afin d'œuvrer en faveur d'un allègement de la dette irakienne, puis celui du Premier ministre britannique Tony Blair, qui avait aussi convenu du besoin de réduire le poids de la dette extérieure irakienne dans le cadre du Club de Paris. La portion de la dette irakienne due à la Grande-Bretagne s'élève à 931 millions de dollars, sans compter les intérêts non payés. En ajoutant ceux-ci, l'ardoise se monte à 2 milliards de dollars, selon les autorités britanniques.

Ce club de 19 pays est un groupe informel de créanciers publics chargé de négocier les problèmes de dettes. L'Irak doit 40 milliards de dollars aux membres du Club de Paris, dont les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, et 80 milliards de dollars à d'autres pays et créanciers privés.

L'émissaire américain s'est également rendu du 27 au 30 décembre au Japon, en Corée du Sud et en Chine.

TÉHÉRAN :
MANIFESTATIONS ESTUDIANTINES ET SIGNATURE DU
TRAITÉ DE NON PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

U millier d'étudiants favorables à des réformes se sont rassemblés le 7 décembre à Téhéran en appelant à une plus grande liberté d'expression et à la libération des prisonniers politiques en Iran. Le rassemblement s'est déroulé sous bonne garde policière sur le campus de l'Université de la capitale. Les étudiants ont brandi des photos de ceux d'entre eux se trouvant actuellement en détention. Les manifestants ont scandé « Libérez tous les prisonniers politiques! » et « Mort au despotisme! » à l'occasion de cette journée annuelle des étudiants, qui marque la mort de trois des leurs au cours d'une manifestation contre la visite en Iran du vice-président américain d'alors, Richard Nixon, en 1953.

Les étudiants sont le fer de lance des manifestations contre l'establishment conservateur de la République islamique, ces dernières années. Des heurts les ont souvent opposés à des milices conservatrices fidèles aux « durs » du régime, hostiles à toute libéralisation. Un mouvement d'agitation étudiante a secoué l'Iran en juin 2003 et des dizaines d'étudiants ont alors été interpellés. Les étudiants avaient joué un rôle crucial dans la victoire électorale de Mohammad Khatami à l'élection présidentielle de 1997 puis à sa réélection en 2001, à partir d'un programme de réformes politiques et sociales libérales. L'Iran est un pays démographiquement très jeune,

puisqu'environ 70% de ses 66 millions d'habitants ont moins de 30 ans.

Par ailleurs, l'Iran a signé le 18 décembre à Vienne un protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire (TNP), autorisant l'AIEA à effectuer des contrôles inopinés et poussés de toutes ses installations nucléaires. Le protocole a été signé au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au nom du ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharazipar, par le représentant de Téhéran auprès de l'AIEA, Ali Akbar Salehi, en présence du directeur général de

l'Agence onusienne de sûreté nucléaire, Mohamed ElBaradei.

Etabli en 1997 par l'AIEA, le protocole additionnel constitue le principal outil international de contrôle du nucléaire. Il autorisera l'AIEA à inspecter non seulement les installations en fonctionnement en Iran mais également des lieux où elle n'avait pas accès en vertu du TNP, comme des réacteurs arrêtés, des centres de recherche ou des usines fabriquant des produits susceptibles de servir à un programme nucléaire.

L'AIEA pourra désormais inspecter l'ensemble des installations nucléaires iraniennes avec un préavis de seulement deux heures, et y effectuer des mesures, des échantillonnages et des prélèvements d'eau, de terre et d'air afin de déceler d'éventuelles activités clandestines.

LE PENTAGONE PRÉCONISE L'EXCLUSION DES
ENTREPRISES DES PAYS OPPOSÉS À LA GUERRE EN
IRAK DES CONTRATS DE RECONSTRUCTION DE L'IRAK

LES Etats-Unis ont provoqué le 10 décembre un tollé en Europe en excluant les entreprises des pays opposés au recours à la force en Irak, tels que la France, l'Allemagne ou la Russie, des contrats de reconstruction. La veille au soir, le « numéro deux » du Pentagone, Paul Wolfowitz avait invoqué des raisons de sécurité nationale pour annoncer que les sociétés issues des pays en question seraient exclues des appels d'offres.

Dans une circulaire du 5 décembre

publiée le 9 décembre sur le site internet du Pentagone, 63 pays ont été reconnus éligibles pour participer aux appels d'offres. Les Etats européens présents militairement en Irak, comme la Grande-Bretagne, l'Espagne, l'Italie ou la Pologne, en font partie. La Maison Blanche a expliqué le lendemain que les contrats étaient financés avec l'argent des contribuables américains et qu'il était normal que les pays n'ayant pas soutenu les Etats-Unis n'en profitent pas. Dans un communiqué diffusé sur le site web www.rebuilding-iraq.net, Wolfowitz

explique qu'il limitera la concurrence pour 26 contrats de reconstruction, d'une valeur totale de 18,6 milliards de dollars. Le Pentagone a annoncé le même jour que le lancement des appels d'offre allait de nouveau être retardé. « Nous avons pris note des lignes directrices signées par Paul Wolfowitz. Nous ne souhaitons pas faire de commentaires à ce stade », a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Hervé Ladsous. « Nous étudions la compatibilité de ces décisions avec le droit international de la concurrence, en liaison avec nos partenaires concernés, notamment de l'Union européenne, et la Commission », a-t-il ajouté, tandis que Berlin dénonçait une mesure « inacceptable ». « Cela ne serait pas acceptable pour le gouvernement allemand. Et ce ne serait pas conforme à l'esprit d'une démarche privilégiant de regarder l'avenir ensemble », a déclaré Bela Anda, porte-parole du chancelier Gerhard Schröder. La Commission européenne n'a pas non plus tardé à réagir, annonçant, par la voix de sa porte-parole Arancha Gonzalez, que les restrictions fixées aux 26 contrats seraient examinées de manière à vérifier leur compatibilité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce.

Loin de nuancer les propos du secrétaire adjoint à la Défense, la Maison blanche a enfoncé le clou, jugeant la décision « totalement opportune ». « Je pense qu'il est opportun et raisonnable d'attendre que les principaux contrats de reconstruction financés par les dollars des contribuables américains aillent au peuple irakien et à ces pays qui œuvrent aux côtés des Etats-

Unis pour aider à bâtir un Irak libre, démocratique et prospère », a déclaré le porte-parole du président George W. Bush, Scott McClellan. La Maison blanche a toutefois laissé entendre un peu plus tard que les contrats de reconstruction pourraient être élargis à des pays non engagés dans la guerre si ces derniers soutenaient les « efforts de la Coalition » par d'autres moyens. « Si d'autres pays veulent participer à nos efforts (...) la situation peut changer », a ajouté le porte-parole

Scott McClellan. Le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a fermement critiqué les restrictions américaines en estimant que la communauté internationale devait unir ses forces dans la tâche de stabilisation de l'Irak. L'administration Bush a essuyé les mêmes critiques de la part de son opposition. Le sénateur démocrate Joe Biden y voyant « une gifle totalement gratuite » qui ne fera que « nous mettre à dos des pays dont nous avons besoin en Irak ».

LE BILAN 2003 DE LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE PLUS CRITIQUE QU'EN 1999

L'Association turque des droits de l'Homme a le 2 décembre publié une évaluation récente de la situation des droits de l'Homme en Turquie dans le cadre des 6ème et 7ème paquets d'harmonisation adoptés par Ankara

en vue d'une adhésion à l'Union européenne. Voici quelques extraits de ce bilan couvrant la période de janvier à septembre sur les cinq dernières années :

Nombre de personnes torturées ou ayant été victimes de traitements inhumains et dégradants :

- 472 victimes entre janvier et septembre 1999
- 508 victimes entre janvier et septembre de l'année 2000
- 762 victimes entre janvier et septembre 2001
- 456 victimes entre janvier et septembre 2002
- 770 victimes entre janvier et septembre 2003

Atteintes portées à la liberté d'expression en nombre de personnes poursuivies :

- 103 personnes poursuivies entre janvier et septembre 1999
- 254 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2000
- 1921 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2001
- 2432 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2002
- 1292 personnes poursuivies entre janvier et septembre 2003

Par ailleurs, l'Association indique que le nombre d'organisations politiques, de maisons d'édition et de centres culturels perquisitionnés

était de 250 en 1999 et 48 en 2003. Le nombre de publications confisquées ou interdites était de 242 en 1999 et de 102 en 2003

KIRKOUK : LES KURDES MANIFESTENT POUR RÉCLAMER LEUR RATTACHEMENT AU KURDISTAN AUTONOME

DES milliers de Kurdes ont manifesté le 22 décembre à Kirkouk à l'appel de leurs partis, réclamant le rattachement de cette ville pétrolière au Kurdistan autonome. Les organisateurs ont affirmé que les manifestants étaient au nombre de 10.000. La manifestation s'est dispersée sans incident en milieu de journée.

Les manifestants, qui s'étaient massés dans le centre-ville, répétaient en kurde « Kirkouk, Kirkouk, coeur du Kurdistan » et « nous réclamons le fédéralisme pour le Kurdistan ». Les manifestants ont distribué une pétition réclamant que « Saddam Hussein soit jugé publiquement à Halabja », ville où quelque 5.000 Kurdes irakiens ont été gazés par l'armée du président irakien déchu en mars 1988. Ils brandissaient des drapeaux kurdes, rouge, blanc et vert, avec un soleil jaune au milieu, mais aucun drapeau irakien. Certains brandissaient également un énorme drapeau américain et une banderole réclamant que « Saddam Hussein soit jugé au Kurdistan ». Des peshmergas (combattants kurdes) en armes et des forces de défense civile irakienne encadraient la manifestation. Des soldats américains étaient également présents en nombre. La foule brandissait des banderoles, pour la plupart en langue kurde, réclamant que le kurde soit « enseigné dans

toutes les écoles de Kirkouk ». « Vos demandes sont acceptables et nous tenterons de les réaliser », a déclaré aux manifestants le gouverneur kurde de Kirkouk, Abdel Rahman Zangana.

La manifestation était scindée en deux : une partie était menée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et l'autre par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), les deux grandes formations kurdes.

Il s'agit de la plus importante manifestation organisée à Kirkouk depuis la chute du régime de Saddam Hussein en avril. La ville, située au sud des zones autonomes kurdes, est peuplée de Kurdes, d'Arabes et de Turcomans. Majoritairement kurde à l'origine, elle avait été prise par les Kurdes lors du soulèvement de 1991 mais reconquise brutalement par les forces de Saddam Hussein qui n'entendait pas perdre le contrôle de cet important centre pétrolier. Elle a été l'un des théâtres privilégiés de la campagne d'arabisation menée par Saddam Hussein pour modifier sa composition ethnique. L'ancien régime avait mené depuis les années 1970 une politique d'arabisation à outrance.

Les Kurdes d'Irak réclament des garanties territoriales sur les limites des zones kurdes, dans le cadre d'un Etat fédéral irakien. Massoud Barzani, chef du PDK, avait affirmé le 21 décembre que les Kurdes

revendiquaient la région de Kirkouk en raison de leurs droits historiques et non pour sa richesse pétrolière. « Les Kurdes ne réclament pas Kirkouk parce que cette région est riche en pétrole (...) mais parce que ses villes et ses villages ont de l'importance pour l'histoire des Kurdes et sont situés à l'intérieur des frontières géographiques et administratives du Kurdistan », a déclaré M. Barzani au journal al-Taakhi, organe du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qu'il dirige. « Le peuple kurde estime que le fédéralisme constitue la meilleure solution pour son problème et tout gouvernement à l'avenir devra éviter de répéter les erreurs fatales commises par les gouvernements irakiens précédents et ne pas ignorer la volonté du peuple kurde », a encore averti M. Barzani. Il a souligné « qu'après douze ans d'autonomie, les Kurdes n'accepteront pas moins que les zones qu'ils contrôlent actuellement et aspirent à ce que les autres régions du Kurdistan, qui ont été soumises avant la libération de l'Irak à des changements démographiques leurs soient restituées ».

« Les prochains mois seront cruciaux pour déterminer l'avenir des Kurdes en Irak », affirme pour sa part le Dr. Mahmoud Othman, membre kurde du Conseil de gouvernement transitoire. Il indique que l'exécutif irakien va examiner prochainement un projet de loi soumis par le groupe kurde au sein de cette instance, présentant « sa vision du fédéralisme au sein d'un Irak unifié. » M. Othman explique que « le Conseil a approuvé le principe du fédéralisme pour le

Kurdistan mais nous voulons que cela soit clairement énoncé dans la nouvelle Loi fondamentale ». « Les Kurdes ont des droits dont ils ont été privés depuis 80 ans, c'est pourquoi ils tentent aujourd'hui d'obtenir des garanties administratives pour préserver l'identité kurde », explique de son côté Adel Mourak, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Conformément au texte présenté le 20 décembre par les représentants kurdes et qui reprend « une loi sur le fédéralisme qui avait été adoptée par le Parlement kurde il y a un an, le territoire du Kurdistan comprendrait les zones à majorité kurde sur la base du recensement de 1957, soit avant la politique d'arabisation forcée menée notamment dans la région de Kirkouk. » « Le recensement de 1957 (avant la révolution), qui est le plus fiable, montre que 80% des habitants de Kirkouk sont des Kurdes, suivis par les Turcomans puis les Arabes, sunnites et chrétiens », affirme M. Mourad. Le texte précise que les régions kurdes sont formées des trois provinces d'Erbil, de Dohouk et de Souleymanieh, qui représentent les zones contrôlées depuis 1991 par les Kurdes, ainsi que de celle de Kirkouk et des bourgs kurdes dans les provinces de Diyala (66 km au nord-est de Bagdad) et de Mossoul (400 km au nord de Bagdad).

Les Kurdes tentent d'obtenir gain de cause avant l'adoption le 1er mars 2004 par le Conseil de gouvernement d'une Loi fondamentale sur l'administration de l'Etat pendant la période transitoire, jusqu'à fin 2005. Les Kurdes

comptent sur leurs cinq représentants au Conseil de gouvernement qui compte 25 membres, ainsi que sur leurs cinq ministres dans le gouvernement provisoire, où ils détiennent notamment le portefeuille des Affaires étrangères, pour faire avancer leur aspiration à un Etat fédéral. Les Kurdes, qui se sont soulevés contre Saddam Hussein en 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, ont géré depuis un territoire autonome dans les provinces d'Erbil, de Dohouk et de Souleymanieh.

Mais les demandes kurdes semblent inacceptables pour la Turquie voisine, dont le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a lancé le 22 décembre un ferme avertissement. « Si des mesures erronées sont prises en Irak, si des mesures mettant en danger l'intégrité territoriale et l'unité politique de l'Irak sont prises, cela signifiera le début d'une nouvelle escalade dangereuse en Irak », a averti M. Gul devant le parlement à Ankara. De telles

mesures causeront « de nouveau de la souffrance et des larmes », a insisté le chef de la diplomatie turque. M. Gul a souligné les dangers de ces revendications. « Tenter de changer la structure démographique de l'Irak, et particulièrement de Kirkouk, est une mesure très dangereuse. Nous avons averti tout le monde de cela », a-t-il déclaré. La Turquie a aussi appelé les Etats-Unis à ne pas favoriser les Kurdes dans l'Irak d'après-Saddam Hussein.

Un affrontement a eu lieu au lendemain de la manifestation à Kirkouk. Quatre étudiants, trois Kurdes et un Turcoman, ont été arrêtés à la suite de l'affrontement qui a opposé les étudiants kurdes aux Arabes et aux Turcomans, au collège technique de Kirkouk. Selon la police, l'incident a eu lieu lors d'une célébration au collège technique, au cours de laquelle les étudiants kurdes ont refusé que le drapeau irakien soit hissé.

IN MEMORIAM : DÉCÈS DU PÈRE JOSEPH PARI

LE Père Joseph, dit Abouna, est décédé le 6 décembre 2003, à Paris, des suites d'un cancer, alors qu'il se préparait à rentrer définitivement au Kurdistan. L'une des personnalités les plus respectées et aimées de la communauté kurde de France, le Père Joseph Pari, nous a quittés à l'âge de 67 ans. Youssef (Joseph) Hana Sulaiman Pari, était né le 1^{er} juillet 1937 dans une famille

chrétienne à Koysanjak, au Kurdistan irakien. Après des études primaires et secondaires dans sa ville natale, il entra au séminaire des pères bénédictins de Mossoul, où il apprit notamment le français. Il fut nommé prêtre à Suleymanieh en 1961. Peu d'années après, le Père Joseph (appelé familièrement Abouna « notre père ») rejoignit le Parti démocratique du Kurdistan de Mollah Mustafa Barzani où il devint

un cadre influent. En 1966, Abouna fut arrêté par la police irakienne. Jugé pour ses activités militantes, il fut condamné à la peine capitale. Sa peine fut ensuite commuée à la prison à vie. Il fut libéré lors des accords de mars 1971. Le Père Joseph vint alors à Paris pour préparer un doctorat en théologie.

En 1992, à la libération d'une grande partie du Kurdistan irakien et après la formation du gouvernement régional du Kurdistan, le Père Joseph en fut nommé représentant auprès du Vatican, fonction qu'il

assuma jusqu'au début de la première guerre fratricide kurde en mai 1994. La disparition prématurée du Père Joseph a suscité une vive émotion au sein de la communauté kurde. Une cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 10 décembre 2003, à 16h00 à L'Eglise Saint Ephrem, à Paris, et une cérémonie civile a également eu lieu le même jour au siège de la représentation du gouvernement régional du Kurdistan à Paris. Sa dépouille a été ensuite envoyée au Kurdistan où le Père Joseph a été enterré en présence d'une foule nombreuse.

Irakiens, dont deux anciens généraux et un ancien colonel, ont été arrêtés par les troupes américaines.

A Khaldiya, au nord-ouest de Bagdad, une voiture piégée a explosé au matin du 14 décembre près d'un poste de police, tuant 18 personnes dont 16 policiers. L'attentat, qui a eu lieu avant l'annonce de la capture de Saddam Hussein, a aussi fait 29 blessés.

Un soldat polonais âgé de 20 ans est mort le 22 décembre des suites d'un tir dû au maniement accidentel d'une arme qu'un de ses collègues était en train de nettoyer. L'accident s'est produit dans un camp militaire à Kerbala, à 60km du QG du contingent dirigé par la Pologne, où s'est rendu le président polonais Alexandre Kwasniewski, en visite surprise en Irak.

Par ailleurs, Paul Bremer a confirmé le 19 décembre avoir échappé à une tentative d'assassinat début décembre en Irak, où la principale formation chiite du pays a de nouveau été la cible d'une attaque imputée aux fidèles de Saddam Hussein. Selon la chaîne de télévision américaine NBC, Bremer revenait de l'aéroport de Bagdad lorsque son convoi a heurté un engin explosif et a été soumis au feu roulant d'armes légères. Cette tentative d'assassinat est survenue le jour même de l'arrivée à Bagdad du secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld.

De plus, une explosion a secoué le 19 décembre un bureau du principal parti chiite irakien, le Conseil

AINSI QUE...

L'ARRESTATION DE SADDAM HUSSEIN A PROVOQUÉ DE VASTES COUPS DE FILET MAIS LES ATTENTATS ET SABOTAGES CONTINUENT. L'armée américaine multiplie les arrestations après la capture de Saddam Hussein. Le chef d'état-major interarmes américain, le général Richard Myers, a indiqué le 21 décembre que plusieurs centaines de personnes avaient été capturées dans un coup de filet contre la guérilla, grâce à des renseignements obtenus à la suite de la capture de Saddam Hussein, le 13 décembre. « Des informations que nous avons récoltées lorsque nous avons cueilli Saddam Hussein nous ont permis de mieux comprendre la structure de la résistance opposée par des éléments de l'ancien régime », a-t-il déclaré sur la chaîne de télévision Fox, évoquant la capture de « deux cents » voire « plusieurs centaines » de personnes.

En raison du climat d'insécurité persistant à Bagdad, la messe de minuit a été annulée pour la première fois cette année. L'armée américaine a mené le 24 décembre, avant l'aube, une large opération visant la guérilla dans le sud de Bagdad, tandis que plus de 70 personnes, dont un proche de l'ancien « numéro deux » irakien Ezzat Ibrahim, ont été arrêtées en deux jours par les forces de la Coalition, autour de la capitale et dans le nord du pays. Les forces américaines ont ainsi arrêté le 23 décembre à l'aube, à Mossoul, un ancien général des services de renseignements irakiens, Abdallah Jassem Ahmad. En outre, six membres présumés de la guérilla ont été arrêtés au cours de trois opérations différentes dans la région de Baaqouba (60 km au nord de Bagdad). A Falloujah, autre ville rebelle du « triangle sunnite », 26

suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), tuant une Irakienne et en blessant cinq autres. Il s'agissait du deuxième attentat cette semaine visant le CSRII. Un cousin de l'actuel président du Conseil de gouvernement irakien qui est également un membre influent du principal parti chiïte, Muhannad al-Hakim, avait été tué le 17 décembre alors qu'il quittait son domicile à Bagdad.

Au Kurdistan, deux soldats américains et un responsable kurde ont été tués le 10 décembre lors de deux incidents à Mossoul, alors qu'un avion militaire américain effectuait un atterrissage d'urgence après avoir été vraisemblablement touché par un missile. Le même jour, un GI a trouvé la mort et trois de ses camarades ont été blessés quand leur véhicule a sauté sur une bombe placée en bord de route à Mossoul, a indiqué le commandant Hugh Cate de la 101e Division aéroportée. A Kirkouk 16 personnes accusées d'être liées à des attentats anti-américains ont été arrêtées, le 23 décembre, de même que 20 autres personnes, membres d'un groupuscule kurde islamiste, la Jamaa islamiya, accusé d'être lié au groupe islamiste Ansar Al-Islam. Un attentat-suicide à la voiture piégée a fait au moins quatre morts et vingt blessés, le 24 décembre à Erbil. La voiture a explosé juste devant le siège local du ministère de l'Intérieur, tuant le kamikaze, deux policiers en faction et un passant. Erbil avait jusqu'ici été relativement épargnée par les violences qui secouent le reste du pays, même si plusieurs voitures piégées y avaient déjà visé les

troupes américaines et les Irakiens collaborant avec elles. Youssef Khochi, un juge de Mossoul d'origine kurde, a été abattu le 22 décembre par trois hommes circulant à bord d'une voiture. Y. Khochi était l'un des trois principaux juges d'instruction de Mossoul. Des cadres irakiens de l'industrie pétrolière, des policiers et d'autres magistrats travaillant en liaison avec l'administration américaine ont été aussi pris pour cibles dans d'autres attaques du même genre. D'autre part, un nouvel acte de sabotage a été commis le 22 décembre contre l'oléoduc reliant les champs pétrolifères de Kirkouk à la raffinerie de Baiji plus au sud, provoquant un incendie. Une explosion avait, le 10 décembre, déjà endommagé l'oléoduc reliant les raffineries de Baiji (nord), à Dora (Bagdad), affectant l'approvisionnement du marché intérieur et endommageant des lignes de haute tension, selon des responsables irakiens. Près de 90 actes de sabotage ont visé les oléoducs et les infrastructures pétrolières depuis la chute du régime de Saddam Hussein, provoquant une importante pénurie de carburant en Irak. Elles ont notamment empêché la remise en service de l'oléoduc Kirkouk-Ceyhan.

Sur le plan diplomatique, l'administrateur américain en Irak Paul Bremer et le secrétaire d'Etat Colin Powell ont discuté à Washington de l'établissement d'une « très grande ambassade » américaine prête à fonctionner fin juin à Bagdad, quand sera mis en

place un gouvernement provisoire irakien, a indiqué le 22 décembre le Département d'Etat.

• LES CLANDESTINS PAIENT LE PRIX FORT : 70 CLANDESTINS DISPARUS AU LARGE DE MARMARIS.

Quatre personnes ont été arrêtées à Istanbul et une à Marmaris, où des clandestins originaires d'Irak, d'Afghanistan, du Liban, d'Egypte et de Syrie, avaient embarqué pour tenter de rallier l'île grecque de Rhodes, à une cinquantaine de kilomètres de là, a affirmé à la télévision NTV le gouverneur de la province locale Huseyin Aksoy, qui a déclaré ignorer combien de personnes étaient à bord au moment du naufrage qui se serait produit le 19 décembre dans la nuit.

Un seul survivant, un jeune homme, qui serait de nationalité iranienne, a été recueilli par un ferry turc après avoir dérivé pendant des heures accroché à un morceau de bois, selon un communiqué des garde-côtes. Les autorités grecques ont pour leur part retrouvé sept corps. Selon le survivant, cité par les garde-côtes, les clandestins, au nombre de 70, avaient embarqué sur un bateau de 14 mètres de long, dont le capitaine était turc. Parvenu au large de Rhodes, ce dernier aurait quitté le navire à bord d'une vedette, disant aux clandestins de faire route en direction des lumières de la côte. Mais le navire avait commencé à prendre l'eau et avait chaviré, les immigrants étant pris de panique. Le rescapé a comparu le 21 décembre devant un tribunal de Marmaris qui a décidé de l'expulser. La Turquie est

un important lieu de transit pour les immigrants clandestins d'Asie voulant se rendre en Europe.

• **HOSHYAR ZEBARI EN VISITE À MARRAKECH ET EN ALGÉRIE.** Le ministre des Affaires étrangères du Conseil de gouvernement provisoire irakien, Hoshyar Zibari, est arrivé le 18 décembre à Marrakech pour participer aux travaux du sommet ministériel du groupe des 77 (G77), prévu pour le lendemain. M. Zibari a également eu des entretiens avec son homologue marocain, Mohammed Benaïssa.

Le G77, qui regroupe 135 pays et la Chine, est actuellement présidé par le Maroc. Le sommet ministériel de Marrakech a pour but de promouvoir "le partenariat Sud-Sud" et faire entendre la voix des pays en développement dans les négociations sur le commerce mondial.

Hoshyar Zebari, s'est ensuite rendu à Alger le 20 décembre pour s'entretenir avec les responsables algériens de l'évolution de la situation en Irak. Le ministre a indiqué dans une déclaration faite à son arrivée que sa visite visait « à informer les autorités algériennes du processus politique en cours en Irak et de l'évolution de la situation sécuritaire dans le pays ». M. Zebari a par ailleurs déclaré qu'« il existe en Irak un processus politique qui se poursuit dans une situation difficile ». « Nous sommes venus écouter l'appréciation et les recommandations des autorités algériennes afin de nous aider à mener l'Irak vers la stabilité,

d'autant que l'Algérie a joué un rôle important ces dernières années pour la sauvegarde des intérêts de l'Irak », a souligné le ministre. M. Zebari a aussi précisé que son séjour à Alger sera également consacré au renforcement des relations algéro-irakiennes et à la question de la reconstruction de l'Irak.

La visite du chef de la diplomatie irakienne intervient en marge d'une tournée européenne effectuée par le président du Conseil de gouvernement provisoire irakien, Abdelaziz al-Hakim, pour évaluer la participation des pays européens à la reconstruction de l'Irak.

• **VERS L'EXPULSION D'IRAK DE L'ORGANISATION DES MOUDJAHIDINES DU PEUPLE ?** L'Iran s'est réjoui, le 10 décembre, de la décision des autorités intérimaires irakiennes d'expulser les Moudjahidine du peuple, ses pires « ennemis », mais a assuré qu'il n'avait pas marchandé pour cela l'extradition de membres d'Al-Qaïda.

Les dirigeants de la République islamique ont unanimement salué la décision annoncée la veille par le Conseil de gouvernement transitoire d'expulser d'ici à la fin de l'année les milliers de membres des Moudjahidine du peuple réfugiés en Irak. Il s'agit de la principale organisation à combattre par les armes le régime de Téhéran depuis la révolution islamique de 1979. « La décision du Conseil de gouvernement est très positive », s'est réjoui le ministre des Renseignements, Ali Younessi, à

l'issue du Conseil des ministres. Il a annoncé que son pays se montrerait « indulgent » envers les militants subalternes qui se rendront.

Le vice-président Mohammad Ali Abtahi a confirmé que cette décision était le fruit des « très bonnes relations » entre Téhéran et le Conseil de gouvernement depuis la chute de Saddam Hussein, malgré « l'occupation » de l'Irak sans cesse dénoncée par l'Iran. Les membres du Conseil de gouvernement, pourtant mis en place par les Américains, ont multiplié les visites chez le voisin iranien, dont l'influence sur les chiïtes inquiète les Etats-Unis. Le président Mohammad Khatami a fini par reconnaître le 17 novembre ce Conseil, à l'occasion d'une visite de celui qui assurait alors la présidence tournante du Conseil, le Kurde Jalal Talabani, lui aussi bien disposé à l'égard de l'Iran. M. Talabani avait déclaré une semaine plus tard que l'Iran était prêt à amnistier les Moudjahidine auxquels il impute pourtant des centaines d'assassinats et d'attentats, dont celui qui a paralysé en 1981 le bras de l'actuel Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Avant même la fin de la guerre en Irak, les autorités iraniennes, bien qu'officiellement opposées à l'intervention américaine, comptaient que le renversement de Saddam Hussein les débarrasserait des Moudjahidine qui avaient installé leurs camps de l'autre côté de la frontière. Elles avaient vu avec satisfaction les Américains bombarder leurs bases, puis les désarmer et les rassembler dans un

camp proche de Bagdad. Depuis lors, Téhéran n'a cessé de s'inquiéter du maintien des Moudjahidine en Irak et a accusé les Américains de leur permettre de mener des opérations contre son territoire. Cependant, Washington a interdit en août la vitrine politique des Moudjahidine. Depuis des mois, les spéculations ont cours sur l'éventualité d'un marchandage indirect pour que les Iraniens extradent les membres du réseau terroriste Al-Qaïda qu'il détiennent et que les Américains réclament. « Il n'y a aucun lien », a assuré M. Younessi. « Sur les terroristes, nous n'avons fait aucun marchandage », a insisté le porte-parole du gouvernement Abdollah Ramezanzadeh. M. Abtahi a expliqué la décision irakienne par la participation des Moudjahidine à la répression des chiïtes et des Kurdes sous Saddam Hussein. « Ils étaient le bras droit de Saddam Hussein pendant la guerre (avec l'Iran, 1980-1988) et après la guerre », quand Saddam Hussein a réprimé dans le sang les insurrections chiïte et kurde. Les membres actuels du Conseil de gouvernement irakien en ont « fait les frais », a-t-il ajouté. Reste à savoir vers quelle destination les Moudjahidine seront expulsés, ce que les Irakiens n'ont pas précisé. « Nous avons déjà dit aux militants (de base des Moudjahidine) de ne plus s'entêter et de se rendre, auquel cas nous nous montrerions indulgents », a indiqué M. Younessi. Téhéran a déclaré par le passé qu'il ne ferait pas preuve de clémence contre les chefs de cette organisation.

• **LA SUISSE RECONNAÎT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN, LA TURQUIE PROTESTE.** Les députés suisses ont le 16 décembre adopté une motion reconnaissant le génocide des Arméniens en 1915. Par 107 voix contre 67 et 11 abstentions, ils demandent au gouvernement d'en prendre acte et de transmettre leur position à la Turquie « par les voies diplomatiques usuelles ». Le gouvernement de Berne a tenté de s'opposer à l'adoption de cette motion déposée en mars 2002, estimant qu'elle pourrait « ajouter encore à la charge émotionnelle qui pèse sur les relations entre la Turquie et l'Arménie ».

A Ankara, le ministère turc des Affaires étrangères a « fermement condamné et rejeté » cette initiative. Pour la Turquie, « il est inacceptable de présenter unilatéralement comme un génocide (...) ces événements survenus dans les conditions très particulières de la Première Guerre mondiale et qui ont causé de grandes souffrances à la fois chez les Turcs et les Arméniens ». L'ambassadeur de Suisse à Ankara a été convoqué le lendemain au ministère turc des Affaires étrangères. Une rencontre entre les ambassadeurs Baki Ilkin et Blaise Godet prévue pour la semaine suivante a par ailleurs été ajournée. La discussion devait permettre de fixer une nouvelle date pour la visite du chef de la diplomatie helvétique Micheline Calmy-Rey, annulée en septembre dernier par la Turquie. Cette annulation avait été décidée après la reconnaissance du génocide arménien de 1915 par les

parlementaires du canton de Vaud.

Treize Parlements nationaux ont déjà reconnu les crimes commis entre 1915 et 1918 contre les Arméniens de l'Empire ottoman qui auraient fait jusqu'à 1,5 million de morts. Il s'agit des Parlements de la France, de Russie, d'Italie, du Canada, de Suède, de Grèce, de Belgique, d'Uruguay, de Chypre, d'Argentine, d'Arménie et du Liban, ainsi que du Parlement européen.

• **RECRUESCENCE DES AFFRONTEMENTS ENTRE LE PKK ET L'ARMÉE TURQUE.**

Deux combattants kurdes ont été tués le 3 décembre par l'armée turque à Diyarbakir. Les forces turques ont encerclé une maison et ont ouvert le feu en direction des militants qui refusaient de se rendre, a expliqué le chef de la police locale Attila Cinar. Par ailleurs, cinq soldats ont été tués et quatre blessés le 1er décembre lorsque leur véhicule a sauté sur une mine à Nusaybin, dans la province de Mardin. La veille, un policier avait été tué lorsque des hommes armés avaient ouvert le feu sur un commissariat à Dargeçit, plus au nord dans la même province, toujours selon les autorités turques.

Le PKK, replié dans le Kurdistan irakien, à la frontière iranienne, a pourtant annoncé dans le quotidien pro-kurde Özgür Politika daté du 2 décembre, qu'il allait prolonger pour une durée indéterminée un cessez-le-feu unilatéral afin de donner une nouvelle chance à la Turquie de déclarer à son tour la fin des violences. Les affrontements avec

l'armée étaient tombés ces dernières années à un niveau « proche de zéro », selon le précédent chef d'état-major, mais ils ont connu depuis quelques mois une certaine recrudescence.

Le 24 novembre, l'armée turque avait annoncé que neuf combattants kurdes du PKK avaient été tués et trois autres capturés en deux jours d'affrontements dans la province d'Ordu, sur le littoral de la mer Noire. La semaine précédente, 14 combattants du PKK avaient été tués dans la province de Bingol lors d'affrontements avec l'armée, et le 5 novembre, l'armée turque avait annoncé la mort de quatre combattants du PKK à Almus (centre) et à Bingol.

Par ailleurs, sept membres du PKK ont été arrêtés au cours des derniers mois en Iran par la police de la province d'Azerbaïdjan occidental, avait, le 22 novembre, indiqué le chef des garde-frontières de la province iranienne, le colonel Vali Salehi, qui a ajouté que ces derniers, arrêtés depuis mars, ont tous été remis aux autorités turques. « L'Iran ne permettra pas à ces individus de pénétrer sur son territoire », « pour intensifier le combat contre le PKK », trois nouveaux postes ont été installés le long de la frontière, a ajouté V. Salehi

Les Etats-Unis se sont déclarés d'accord le 4 décembre pour coopérer avec Ankara dans sa lutte contre le terrorisme, a indiqué le chef adjoint d'Etat-major interarmes américain, le général Peter Pace, en visite à Ankara pour deux jours, qui

a souligné l'importance particulière accordée par son pays à la « lutte anti-terroriste, en premier lieu contre le PKK et ses successeurs », d'après l'agence de presse turque semi-officielle, Anatolie. Dans ce cadre, il existe une communion de vues entre la Turquie et les Etats-Unis sur la manière de lutter contre toutes les organisations terroristes, et sur les méthodes, les buts et les ressources pour cette lutte, d'après la même source.

• **APPEL AU BOYCOTT D'UN CHANTEUR QUI A OSÉ CHANTER EN KURDE, SA LANGUE MATERNELLE.** Le chanteur le plus populaire de Turquie, Ibrahim Tatlis, aussi célèbre dans son pays qu'au Moyen-Orient, fait l'objet d'une campagne de boycott et de pressions de la part des milieux nationalistes après avoir chanté une chanson en langue kurde. Le parti de la grande Unité (BBP-ultranationaliste) a le 12 décembre demandé que l'artiste, d'origine kurde mais n'ayant jamais chanté dans sa langue pour bâtir une carrière florissante, « s'excuse devant la nation turque ». « Le peuple peut pardonner si la proclamation est faite qu'il est contre toute forme de terrorisme et de séparatisme et qu'il protégera l'intégrité indivisible de notre pays », a déclaré Ismail Turk, un des dirigeants du BBP. Ce dernier a rangé Ibrahim Tatlis parmi les « instruments de ceux qui veulent détruire les fondations unitaires, les foyers de la trahison interne et étrangère ». L'Association des Jeunesses du parti de l'Action nationaliste (MHP-

ultranationaliste), avait lancé plus tôt un appel au boycott des disques, cassettes et divers produits du chanteur, accusé d'être une « tache noire ».

Lors de sa participation à une émission de télévision la semaine dernière, le chanteur s'était dit satisfait que le gouvernement ait adopté des lois autorisant la diffusion audiovisuelle de programme en langue kurde, estimant que c'était là « un premier pas ». Immédiatement après, quelques dizaines de militants ultranationalistes turcs s'étaient réunis devant son domicile pour protester contre ces déclarations. Dans le journal Cumhuriyet daté du 12 décembre, le chanteur, qui est également un des hommes d'affaires les plus riches du pays, a rétorqué « aimer sa patrie » et vouloir son « unité ».

• **DES HAUTS MEMBRES DU PARTI DE LA JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT (AKP) QUALIFIENT LA JUSTICE TURQUE DE PARTIALE ET PARTISANE.** Au lendemain de la décision du Parlement turc d'envoyer devant la Haute Cour de justice l'ancien Premier ministre turc Mesut Yilmaz et cinq autres anciens ministres - Husamettin Ozkan, Cumhur Ersumer, Zeki Cakan, Recep Onal et Gunes Taner - accusés de « corruption, favoritisme, népotisme et d'irrégularités », le président de la Commission d'enquête parlementaire relative à l'immunité, Husrev Kutlu, a le 11 décembre déclaré tout simplement que « la Justice n'étant pas indépendante, ils ont décidé de ne pas toucher à la législation sur les

immunités... Commentant ces déclarations, le vice-Premier ministre, Mehmet Ali Sahin, issu du même Parti de la justice et du développement (AKP) a ajouté pour sa part que « les députés doutent de l'indépendance de la Justice » en donnant l'exemple de l'ancien procureur général auprès de la Cour de cassation Vural Savas, qui dans un de ses livres « reconnaît avoir fourni beaucoup d'efforts pour barrer la route de l'actuel Premier ministre Recep Tayyip Erdogan ». Aussitôt le président de la Cour de Cassation, Eraslan Ozkaya et son homologue du Conseil d'Etat, Nuri Alan, ont vivement réagi. M. Ozkaya a déclaré « ceux qui ne sont plus au pouvoir, le simple citoyen et les bureaucrates se présentent devant la Justice... on ne va pas importer une justice d'ailleurs

ou la remplacer par une autre instance... personne ne peut avoir le luxe de dire qu'il ne veut pas aller devant une telle justice... La Justice n'est pas parfaite, mais vous ne faites rien pour l'améliorer et puis vous vous permettez de la critiquer ». Le vice-président du groupe parlementaire du Parti républicain du peuple (CHP- seul parti d'opposition au Parlement turc), Kemal Anadol, a réagi en déclarant : « il nous reste donc deux choses à faire, soit il faut mettre en vacance tous les tribunaux du pays ou alors il faut que les 70 millions de citoyens bénéficient de l'immunité en accédant à la députation. Autrement, cela voudrait dire que les citoyens sont en danger face à une telle justice. »

Dès le début du repas il a dit sur le ton de la plaisanterie : « J'ai regardé la liste des invités, 10 parmi les 14 invités sont nos clients ». Autour de ce dîner étaient réunis 14 journalistes (...) Le but de ce dîner était de donner un briefing aux correspondants des différents journaux sur les derniers développements en Turquie et avant le départ des journalistes, on a précisé que les propos tenus pourraient être utilisés sans précision des sources, toutefois le lendemain un coup de fil du MIT est venu préciser que tout ce qui a été dit était « off the record » donc demandé de ne pas utiliser les informations... Notre correspondant à Ankara, Sedat Ergin, n'a pas pu participer au dîner (...) mais a pu obtenir et me rapporter le contenu de la discussion...

LU DANS LA PRESSE TURQUE...

• **QUAND DES JOURNALISTES SONT FICHÉS COMME DES « CLIENTS » DU SERVICE DE RENSEIGNEMENT TURC (MIT)**. Le rédacteur en chef du quotidien turc Hurriyet, Ertugrul Ozkok, dans son éditorial du 9 décembre relate un briefing ordinaire organisé par les services de renseignement turc (MIT) à l'attention de quelques journalistes turcs, qualifiés de « clients » par le chef du MIT. Le journaliste, qui n'est pas troublé outre mesure par ce qualificatif, revient sur le même sujet le lendemain en dévoilant le nom des journalistes « clients » conviés par le MIT pour le briefing, et communique l'explication du chef du

MIT sur le terme utilisé : « Nous utilisons le mot « client » à l'égard des individus ayant fait l'objet d'instructions et fichés par nos services... parmi les 10 journalistes, 4 sont fichés comme « marxistes », 2 comme « Loups gris », et 4 autres comme « réactionnaires » ». Le journaliste conclut en disant qu'ils sont curieux de savoir qui sont les 4 journalistes classés « propres » par le MIT. Voici de larges extraits de l'article publié le 9 décembre :

« Le chef des Renseignements généraux turc (MIT), Senkal Atasagun, a, jeudi dernier (4 décembre), invité 14 correspondants à Ankara de journaux nationaux.

Personnellement, je me suis attardé sur le mot « client ». Atasagun n'a pas précisé ce qu'il voulait dire et sachant probablement la portée de ce mot, mes confrères ne lui ont pas demandé de précisions... Il doit sous-entendre soit les journaux qui recueillent les indiscretions du MIT, ou encore les journaux « accrédités » par lui-même... Le chef du MIT a ensuite ajouté : « Nous savons aussi qu'il y a parmi vous des amis qui s'entretiennent avec des éléments des services secrets étrangers ». Et c'est cette phrase qui m'a le plus dérangé et non le mot « client » ».

• **LE COMMISSAIRE EUROPÉEN CHARGÉ DE L'ELARGISSEMENT, GÜNTER VEURHEUGEN, DÉCLARE QUE LA SITUATION ACTUELLE DE CHYPRE CONSTITUE UN**

OBSTACLE À L'ADHÉSION DE LA TURQUIE DANS L'UE.

Dans une interview accordée au quotidien turc Zaman, le commissaire européen chargé de l'élargissement, Günter Verheugen, déclare qu'il serait difficile pour la Turquie de commencer les négociations d'adhésion avec l'Union européenne tant que les soldats turcs seront déployés illégalement à Chypre. Voici de larges extraits de cet article publié le 4 décembre alors que les élections législatives dans la partie turque de l'île n'ont fait émerger aucune majorité mais avec 48% des voix, les partis d'opposition ont décroché 25 sièges (11 sièges dans l'assemblée sortante) soit le même nombre que les partisans du statu quo qui ont eu l'appui de 46% de l'électorat :

« C'est d'abord avec mes amis turcs que j'ai parlé de cette question. Personne ne devrait s'étonner aujourd'hui (...) J'ai dit à la première réunion avec Denktas en 2000 que Chypre adhérerait à l'UE le 1er mai 2004. Je l'avais dit à Ismail Cem en 1999. J'ai insisté sur le fait qu'à partir de 1er mai 2004, la situation stratégique ne sera plus la même. Nous avons encore le temps, mais le dénouement de cette question est avant tout profitable à la Turquie. »

Interrogé sur le fait de savoir si la Commission a cédé au chantage grec, Günter Verheugen répond :

« Ce n'est pas un chantage mais une réalité politique... J'ai dit à Denktas que 305 millions d'Européens n'attendraient pas qu'il condescende à trouver une solution avec Clerides. Il le savait donc mais il ne m'a pas cru... J'espère toujours que Denktas, à son âge, prendra des décisions justes pour son peuple. »

Günter Verheugen refuse de qualifier de « condition » à l'adhésion la résolution de la question chypriote pour la Turquie, mais parle plutôt d'« obstacle » en ajoutant que « Chypre est une réalité politique. Si la situation n'y change pas je ne pourrais pas convaincre les 15 ou les 25 pays d'entamer les négociations avec la Turquie, qui est le seul pays au monde qui ne reconnaît pas un de nos futurs Etats-membres. Tout le monde sait que le conseil de sécurité de l'ONU juge illégal le stationnement permanent des soldats turcs sur l'île. Croyez-vous que nous pourrions engager des négociations d'adhésion avec un pays dont les soldats stationnent d'une manière permanente sur le territoire d'un de nos Etats-membres ? Je ne le crois pas pour ma part... je l'ai toujours exprimé... la seule différence c'est que pour la première fois nous l'avons indiqué dans le rapport. Nous y étions obligés, puisque, si la Turquie découvrait la portée de cet obstacle au dernier moment, elle aurait été on ne peut plus surprise. »

Le commissaire européen n'hésite pas à critiquer Rauf Denktas en déclarant que « ce n'est pas être homme d'Etat que de jouer avec les listes électorales avant les élections... » « Il suffit de regarder les chiffres. Cette année il y a 20 000 électeurs de plus qu'en 1998. Depuis septembre dernier, il y a 4000 électeurs de plus. Ce n'est bien évidemment pas dû à l'augmentation du taux de natalité ! Tout le monde sait à combien de Turcs Denktas a accordé la nationalité (...) » a-t-il ajouté en précisant : « Nous ne reconnaissons pas la République turque de Chypre comme un Etat souverain. Nous ne reconnaissons pas non plus son assemblée. Aussi ne pouvons-nous pas comparer ses élections avec celles des pays souverains et démocratiques. Elles ont cependant une importance politique. »

Günter Verheugen revient également sur le problème de non-application des réformes adoptées par Ankara et déclare à propos des lettres « q, x, w », qu'il est important de mettre en relief « les problèmes d'applications des lois en Turquie », « personne ne demande le changement de l'alphabet turc mais ce que l'on voulait tout simplement dire c'est de cesser les obstacles à l'enregistrement des noms kurdes. »

Espagnols et Japonais visés par la guérilla

Les forces américaines ont tué hier 46 personnes, en ont capturé 8 et blessé au moins 18 qui tentaient d'attaquer des convois militaires à Samara, à 110 kilomètres au nord de Bagdad, à la fin d'un week-end au cours duquel douze Occidentaux ont trouvé la mort. Sept agents du renseignement espagnols, deux diplomates japonais, un Colombien et deux Sud-Coréens ont été tués samedi et dimanche.

L'attaque contre les Espagnols, menée à l'aide de lance-roquettes RPG et de fusils d'assaut, est la plus sanglante subie par les forces de ce pays depuis leur déploiement en Irak. Le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, a aussitôt réitéré « l'engagement » de Madrid contre le « terrorisme ». Samedi, c'est deux diplomates japonais, qui circulaient sans escorte militaire, qui ont été abattus près de Tikrit. Le premier ministre japonais Junichiro Koizumi a confirmé que son pays prendrait part malgré tout à la reconstruction de l'Irak y compris en dépêchant des soldats dans ce pays.

Deux Sud-Coréens ont été tués et deux autres grièvement blessés hier dans une attaque près de Tikrit (nord). Un civil colombien, employé par la coalition, a trouvé la mort samedi dans une attaque contre un convoi dans le nord de l'Irak.

Bagdad :
Georges Malbrunot

Rues interdites à la circulation, murs de protection autour du bâtiment, sacs de sable contre les voitures piégées : dans le quartier de Waziriah, l'ambassade d'Italie ressemble à une forteresse. « Nous sommes attaqués toutes les nuits par des tireurs embusqués », dit un diplomate.

La semaine dernière, une grenade a été lancée contre un palmier dans la cour de la coquette maison blanche qui abrite la représentation italienne, un des principaux alliés des Etats-Unis en Irak. Il s'agissait en fait de dégager la vue pour un tir de roquette, qui, le lendemain, atteignit l'ambassade sans faire de blessés.

Depuis l'attentat meurtrier de Nassiriah, qui fit 19 morts à la mi-novembre, les Italiens se sentent harcelés. Entre un modeste bunker improvisé dans la cour et leurs bureaux aux volets fermés, leurs représentants finissent par vivre en troglodytes, loin d'une population qu'ils sont censés aider, mais dont ils se méfient. « Nous sommes quasi sûrs que certains de nos employés irakiens informent les assaillants », confie ce diplomate. C'est l'une des clés de la réussite des opérations anti-oc-

Les insurgés bénéficient d'informateurs proches de leurs cibles. Ils n'ignoraient pas que la Land Rover des deux diplomates nippons était immatriculée au Liban. Selon un officiel américain, cité par le *New York Times*, la spectaculaire attaque à la roquette contre l'hôtel Rashid, qui avait raté d'un étage seulement Paul Wolfowicz, le numéro deux

du Pentagone pendant sa récente visite à Bagdad, a été rendue possible grâce aux renseignements fournis aux activistes par un ancien espion de Saddam, qui avait réussi à se faire recruter dans les cuisines de l'établissement où sont logés de nombreux responsables civils et militaires. Bâti sur le modèle soviétique, le système de sur-

veillance de la population sous Saddam Hussein était d'une redoutable efficacité. « Dans chaque rue, une équipe espionnait les habitants, Saddam n'est plus au pouvoir, mais les indicateurs eux sont toujours prêts à travailler pour telle ou telle faction », explique un spécialiste des questions de sécurité. Saddam ne se contentait pas d'espionner sa propre population, il

faisait suivre à la trace les étrangers en Irak. Les employés locaux des ambassades ou des agences des Nations unies étaient régulièrement convoqués pour renseigner la police secrète sur leurs patrons. Certaines représentations étrangères ont changé leur personnel local, d'autres pas. Difficile, de toute façon, d'éradiquer une cinquième colonne invisible. Les troupes loyales au dictateur, soupçonnées d'être à l'origine de l'attaque « coordonnée et sophistiquée » contre les Espagnols, connaissent ces anciens réseaux d'indics. Le chômage qui frappe 60 % de la population, les piètres performances des Américains et le souci de préserver l'avenir peuvent aisément inciter les mouchards à reprendre du service.

Même les nouveaux policiers recrutés par les Américains pour stabiliser la situation et qui sont régulièrement attaqués par la guérilla, sont infiltrés. « Nous avons des exemples où la police a coordonné des at-

taques contre la coalition et le peuple irakien », a reconnu samedi le général Ricardo Sanchez, le plus haut gradé améri-

cidentales, comme celles perpétrées samedi contre les agents du renseignement espagnols sur la route entre Bagdad et Hilla et, plus au nord, contre les diplomates japonais près de Tikrit, le fief de Saddam Hussein. Des actions visant à faire partir d'Irak les alliés des Américains et à dissuader d'autres pays d'y envoyer leurs soldats.



Un Irakien s'acharne sur la voiture calcinée des victimes après l'embuscade qui a coûté la vie aux sept agents des services de renseignements espagnols à une trentaine de kilomètres au sud de Bagdad. (Photo Anja Niedringhaus/AP.)

cain en Irak: « Nous essayons au maximum de les surveiller, mais c'est clairement un de nos soucis. »

Attendre, regarder et écouter : la mission des informateurs irakiens reste simple. Les militaires américains ont beau changer d'itinéraires, les diplomates ont beau se protéger avec des agents de sécurité, et les hommes d'affaires étrangers repérer sur leurs véhicules d'éventuels signaux reconnaissables par des tireurs embusqués, ils restent vulnérables face à une guérilla qui opère chez elle, forte de plus en plus d'appuis à mesure que l'occupation devient impopulaire. Et puis, comme le note un obser-

vateur local, « un Irakien préférera toujours son frère à son oncle, son oncle à son cousin, et son cousin à l'étranger ». Pour pénétrer cet ennemi tapi en son sein, la Coalition bâtit dans l'urgence un réseau de « contacts » irakiens. Nouri al-Badrân, le nouveau ministre de l'Intérieur, qui servait de lien à la CIA pour approcher les militaires irakiens avant la guerre, s'y emploie. « Le renseignement est devenu notre priorité », selon un haut responsable militaire américain, qui reconnaît qu'ils ne pourront « jamais à eux seuls infiltrer les réseaux des

affidés de Saddam Hussein, les combattants étrangers et les

malfaiteurs ».

La supériorité technologique n'est pas suffisante. Si le Pentagone dispose en permanence d'une « cloche » au-dessus de l'Irak pour les écoutes téléphoniques et le déchiffrement des mails, après treize ans d'absence du pays, les Américains restent pauvres en renseignements humains.

Quelques jours avant la guerre, leurs services demandaient à un de leurs homologues français d'aller voir un des médecins de Saddam à Paris : « Ils sont arrivés chez moi en dépliant une carte, ils m'ont demandé où Saddam pouvait se cacher et où les Américains devaient frapper. »

Ahmed Chalabi et Iyad Alaoui, deux membres du Conseil de gouvernement transitoire à la tête de deux factions irakiennes, tentent actuellement de recruter des anciens espions de Saddam, que les Américains ont renvoyés dans leurs foyers, après la chute du régime. « S'ils veulent établir un outil performant, ils n'ont pas d'autre choix que de faire appel à certains d'entre eux », observe un diplomate occidental. Mais côté américain, la règle reste toujours la même : en vertu de la « débaasisation », pas question de se servir dans les décombres de l'ancien régime.

LA CASSETTE REMISE AU « NOUVEL OBSERVATEUR » Terrorisme en direct

Les téléspectateurs du monde entier ont pu voir ces images de combattants irakiens pointant un lance-missiles sol-air en direction d'un appareil civil au-dessus de Bagdad... Voici l'histoire de ce document

L'enregistrement vidéo, qui ne comporte pas de son, ne dure pas plus de six minutes. On y voit un groupe d'hommes, jeunes en apparence, dont les visages sont cachés par des keffieh, s'entraînant, ou se préparant à une opération de guérilla, dans une sorte de terrain vague. Certains sont armés de lance-roquettes anti-char RPG-7, d'autres de tubes lance-missiles sol-air de type Sam-7 ou Sam-14. Il est impossible de voir si les tubes sont armés. Un hélicoptère militaire américain passe au loin, sans provoquer d'inquiétude perceptible. Puis le sillage d'un missile sol-air, apparemment tiré par l'un des membres du groupe, s'élève dans le ciel et semble obliquer brutalement vers la droite. Les images suivantes montrent un avion de transport, à première vue un Airbus A-300, dont l'une des ailes semble en feu. Il est impossible de dire s'il y a un lien de cause à effet entre le tir du missile et le problème que connaît l'avion. Tout aussi impossible de savoir avec certitude s'il s'agit de l'appareil de la compagnie de courrier rapide DHL touché samedi dernier par un missile au-dessus de Bagdad et contraint de se poser en urgence sur l'aéroport de la capitale irakienne.

Cette cassette, diffusée mardi par France 2, puis par d'autres médias, dont la BBC et CNN, a été déposée dimanche vers

16 heures (heure de Bagdad, soit 14 heures heure de Paris) à l'hôtel où réside notre envoyée spéciale en Irak, Sara Daniel, dans un paquet à son nom.

Pourquoi ? Seuls les expéditeurs ont la réponse. Mais nous pouvons avancer une explication, celle que Sara a déjà fournie à l'AFP et aux autres médias qui l'interrogeaient sur ce

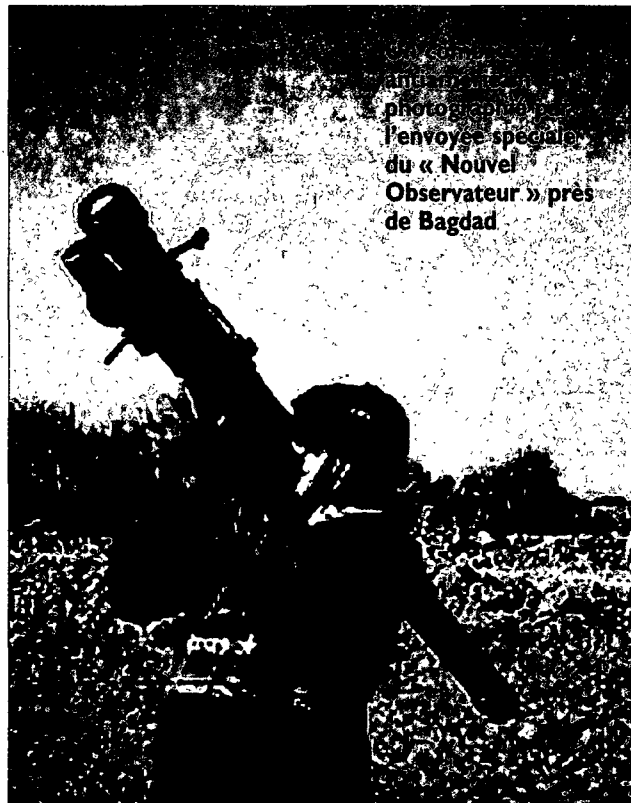
curieux cadeau. Depuis qu'elle est arrivée en Irak, il y a un mois, Sara Daniel, tout en accompagnant à Mossoul les hommes de la 101^e division ou en prenant le pouls de la société civile irakienne, a aussi mené une enquête sur ceux qui résistent les armes à la main à l'occupation américaine. Elle a noué des contacts, rencontré sur le terrain des combattants antiaméricains, elle a même accompagné, dans les environs de Bagdad, un groupe de combattants - il est impossible de vérifier si ce sont ceux qui sont visibles sur la cassette - armés de missiles sol-air. Nous avons d'ailleurs publié, dans « le Nouvel Observateur » du 13 novembre, le reportage de Sara Daniel « Avec la guérilla antiaméricaine », accompagné de la photo, prise par notre envoyée spéciale, d'un combattant, qui déclarait s'appeler Ahmed, épaulant un

lance-missiles dans la campagne près de Bagdad. « On peut imaginer, dit Sara, que ceux qui ont déposé la cassette ont entendu parler de moi par ceux que j'avais rencontrés au cours de mon enquête. »

Qui sont ces combattants de l'ombre ? Dans le groupe qui a accepté de parler à Sara Daniel, certains se définissent comme « des combattants musulmans résolus à libérer leur peuple de l'envahisseur », mais affirment être aussi des ennemis de Saddam. L'un d'entre eux a même condamné devant notre envoyée spéciale les attentats suicides, perpétrés selon lui par « des miséreux payés par des étrangers ». Selon les confidences d'un des combattants, « les cellules [de résistance] se font et se défont au coup par coup au gré des attentats. Il n'y a pas de coopération entre elles ».

La rédaction du « Nouvel Observateur », qui n'entend pas tirer profit de son scoop, a remis gratuitement cette cassette à l'Agence France Presse et à l'envoyée spéciale de France 2 en Irak. ■

R. B.



Une photo prise par l'envoyée spéciale du « Nouvel Observateur » près de Bagdad.

Monday, December 1, 2003
INTERNATIONAL
Herald Tribune

Iraq deaths don't derail Spain and Japan policy

By John Tagliabue

MADRID: Prime Minister José María Aznar of Spain said on Sunday that his government's course was unchanged, its determination unbroken and that it would stay in Iraq "with loyalty and serenity," despite the killing on Saturday of seven Spanish intelligence agents.

Yet as Spaniards absorbed the repeated display on 24-hour news channels of Iraq youths kicking the corpses of their countrymen and jubilantly waving bloodied remnants of their clothing, it was evident that Aznar's policy of support for the United States would come under increased scrutiny and perhaps stronger resistance.

Public opinion in Spain has been overwhelmingly against the war in Iraq, in sharp contrast to the willingness of Aznar to provide assistance of the United States.

In Tokyo, similarly, the Japanese government said on Sunday that it still planned to deploy ground troops in Iraq despite the killing of two diplomats on Saturday in what it described as a likely terrorist attack.

Prime Minister Junichiro Koizumi said the deaths, the first suffered by Japan in Iraq, would not alter the government's policy, including sending non-combat Self-Defense Forces to Iraq. He said, though, that the government was still reviewing the appropriate place and time for the dispatch.

"There will be no change in Japan's policy of providing humanitarian and reconstruction assistance in Iraq by sending people regardless of whether they are Self-Defense Forces, civilians or government officials," Koizumi said in a news conference.

"Japan should not be intimidated by terrorism," said Koizumi, who added that he was "furious."

The killings on Saturday, the latest in a series of raids apparently targeting countries that have supported the U.S.-led invasion, threatens to raise fresh debate in Spain even among those who until now have backed Aznar's position without question.

The conservative daily *El Mundo*, which has long supported Aznar and his governing Popular Party, wrote in an editorial, "Beyond partisan politics, it will be inevitable that both the government and society reflect deeply on the mission of Spain's military in Iraq."

The editorial went on to ask, "Concretely, what is the objective of the mission they are fulfilling and does the ev-



Looters in Iraq examining the burned-out shell of one of the cars in which seven Spanish intelligence agents were slain.

ident risk that they are taking really serve the interest of national security?"

El Mundo said the government also had to inform the country of how many Spaniards are in Iraq. Officials acknowledged on Saturday that the agents who had been killed were not part of the official military contingent.

Aznar, addressing the nation on national television, said he would face Parliament this week to address the issues.

He said that Spain's decision after the fall of Baghdad to dispatch 1,300 soldiers as well as intelligence agents and humanitarian workers to Iraq was justified. "There are no frontiers in the battle against terrorism," he said, cataloguing terror attacks that began with New York and continued in Casablanca, Istanbul and Baghdad itself.

"We will fulfill our commitments with loyalty and serenity," he said.

Aznar said the role of the Spanish military in Iraq was both to help liberate Iraqis from tyranny and also to face down a far-reaching terrorist network.

Then reaffirming his commitment to the course in Iraq, he added, "We know that retreat is the worst path to follow."

Spaniards overwhelmingly opposed the war; *El Mundo* said that a recent survey showed that 85 percent continue to do so. Hundreds of thousands of Spaniards took to the streets in protests, which continued even after the invasion started in March.

Many commentators had predicted that Aznar's Popular Party would suffer in regional elections in May, but after

the war's quick official end, the party held on to most of its seats in regional and municipal legislatures.

The defense minister, Federico Trillo, flew to Kuwait on Sunday to retrieve the bodies and accompany them to Madrid. The government said that among the dead were Alberto Martínez Gonzalez, a veteran agent in Baghdad of the Na-

tional Intelligence Center, the Spanish equivalent of the CIA, and chief of the Spanish intelligence mission there.

While stationed at the Spanish Embassy before the invasion, Martínez Gonzalez was the superior of another Spanish agent, José Antonio Bernal Gómez, who was shot near his home in Baghdad in October.

The seven agents were killed on Saturday in an ambush south of Baghdad; an eighth agent was wounded.

■ Japanese slain near Tikrit

The two Japanese diplomats — Masamori Inoue, 30, a third secretary from the Japanese Embassy in Baghdad,

and Katsuhiko Oku, 45, a counselor from the Japanese Embassy in London — were killed in an apparent ambush on Saturday around 5 p.m. near Tikrit, Saddam Hussein's hometown, Norimitsu Onishi of *The New York Times* reported from Tokyo.

An Iraqi driver also died from wounds.

"There is a strong possibility that terrorists were involved," Yasuo Fukuda, the chief cabinet secretary, said at a news conference. "This is how it looks to us."

The government released few details of the killings, saying that the diplomats had been on their way to Tikrit to attend a conference on the reconstruction of northern Iraq. They rode in a lightly armored Toyota Landcruiser and were unaccompanied by guards.

Gunmen shot at the diplomats after they stopped to buy food and drinks near the village of Mukayshifa on the road between Tikrit and Baghdad, according to Lieutenant Colonel William MacDonald, a U.S. military spokesman in Iraq.

The New York Times

GI's kill 46 Iraqis as rebels attack

Insurgents wore uniforms of Saddam's militia, U.S. says

From news reports

TIKRIT, Iraq: U.S. troops repelled simultaneous attacks Sunday afternoon in the northern city of Samarra, killing 46 Iraqis, wounding at least 18 and capturing eight, the U.S. military said.

Five American soldiers and a civilian traveling with a U.S. convoy were wounded.

Many of the dead attackers were found wearing uniforms of the Fedayeen, a militia loyal to Saddam Hussein, according to a military spokesman, Lieutenant Colonel William MacDonald of the 4th Infantry Division.

MacDonald described the attack as massive and well coordinated. "This is the largest one for our task force since we've been in theater," he said.

"It sounds like the attack had some coordination to it, but the soldiers responded, used their firepower, used tank and Bradley fire and other weapons available to them, to stop this attack and take the fight to the enemy," he said.

Two U.S. logistical convoys were moving into Samarra when they were attacked with roadside bombs, small-arms fire, mortars and rocket-propelled grenades. The attacks — one on the east side of the city, the other on the west — were simultaneous, MacDonald said.

After setting up a barricade along the route of one of the convoys, the attackers opened fire from roofs and alley-

ways, MacDonald said. He said U.S. soldiers returned fire from several locations at each ambush, using small arms, 120-millimeter tank rounds and 25-millimeter cannon fire from Bradley fighting vehicles.

The U.S. fire destroyed three buildings the attackers were using, he said.

None of the American wounded suffered life-threatening injuries, MacDonald said. Two sustained only minor injuries, while the other three were evacuated to a hospital, along with the wounded civilian.

MacDonald said he did not think that convoy procedures needed to be altered as a result of the attack, because his troops won the battles.

"We have been very aggressive in our convoy operations to ensure the maximum force protection is with each convoy," he said. "But it does send a clear message that if you attempt to attack one of our convoys, we're going to use our firepower to stop that attack."

In a separate attack about an hour later, another convoy of U.S. military engineers was attacked by four men with automatic rifles. The soldiers returned fire, wounding all four men, MacDonald said.

He said soldiers found Kalashnikov rifles and grenade launchers in their car, a black BMW.

Samarra is 100 kilometers, or 60 miles, north of Baghdad in the so-called

Sunni Triangle, where most attacks on foreign forces and Iraqis cooperating with them have been concentrated.

The spokesman described the attacks this way:

"One attack occurred on the east side of the city and one in the west. Soldiers fought the attackers in numerous locations in both ambushes."

The U.S. soldiers returned fire. Then, he said, "the attackers attempted to block one of the convoys' way with a makeshift barricade."

"The barricade was immediately breached." (AP, AFP)

Female soldier reports rape

A female soldier reported that she was raped at a desert post in Kuwait where her unit was preparing for its mission in Iraq, The Associated Press quoted a military official as saying on Sunday.

Major Vic Harris, a spokesman for the U.S. military in Kuwait, confirmed that the female soldier was with the Stryker battalion at Camp Udairi, where the rape allegedly occurred Saturday.

"We can't give any specifics because the incident is under investigation," he said. Detectives with the Army's Criminal Investigation Division cordoned off the area around a cargo container next to the shower trailer where the alleged assault occurred, news reports said.

Monday, December 1, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Khalid Mohammed/The Associated Press

American troops taking position after a roadside explosive went off just outside Samara, Iraq, on Sunday

3 DÉCEMBRE 2003

Libération

Revenu à Bagdad, Sayyed Ayad Jamaluddin ne veut pas de religieux en politique.

Un cheikh chiite atypique qui bouscule l'islam en Irak

Bagdad envoyé spécial

Dans le cendrier posé sur le tapis à côté de cheikh Sayyed Ayad Jamaluddin, le mégot d'un gros-cigare apparaît comme un bel affront. Quel invité s'est permis de fumer devant ce dignitaire chiite, descendant de surcroît de la famille du Prophète? La bienséance exige le strict respect de quelques interdits, comme celui d'allonger les jambes devant lui, même quand la crampe menace, et bien sûr d'allumer une cigarette. C'est le religieux lui-même qui fournit la réponse. A la fin de l'interview, il ouvre un élégant coffret, dans lequel on pourrait imaginer trouver un Coran. Et il en sort quelques magnifiques cigares - des Cohiba Série limitée - qu'il offre à ses visiteurs avant d'en embraser un pour lui-même. «Aux Emirats, je fumais plutôt des Roméo et Juliette. A Bagdad, je préfère les Cohiba.» Cheikh Ayad est sans doute le moins conventionnel de tous les religieux chiites.

Treize siècles de tyrannie. Après de longs séjours en Iran et à Dubaï, il est revenu en Irak pour faire de la politique. Et n'y va pas par quatre chemins «Nous soutenons la guerre de l'Amérique contre Saddam Hussein, de façon franche et ouverte. Saddam ne fut pas le seul dictateur irakien. Nous avons connu treize siècles de tyrannie au nom de la religion. Depuis le premier gouvernement islamique connu. Nous n'avions jamais pu y mettre fin avant cette guerre. Pour la première fois, s'offre enfin à nous l'occasion de créer un Etat laïque. Nous n'en aurons pas d'autre.»

A Bagdad, cheikh Ayad habite l'immense demeure de Izzat Ibrahim al-Douri, longtemps le numéro deux du régime baasiste, numéro six dans le jeu de cartes, et recherché par les forces américaines qui l'accusent de diriger la guérilla. Le soir, il reçoit ses invités au fond du jardin, dans une vaste hutte qui imite celles des marais du sud de l'Irak - que Saddam fit assécher pour en chasser la population. Né à Nadjaf, dans une famille de religieux et de lettrés, Ayad Jamaluddin, 42 ans, quitte l'Irak en 1979 pour la Syrie, puis l'Iran. «A cette époque, le gouvernement voulait détruire

«Il est très important d'apprendre l'alphabet de la démocratie. [Or] la plupart des nouveaux partis sont des avatars du précédent régime.»

Cheikh Sayyed Ayad Jamaluddin

notre foi, notre culture, nous enseigner quels habits et quelle coiffure on devait porter. Le Conseil de commandement de la ré-

volution avait aussi décrété l'interdiction des minijupes pour les filles et des favoris à la Elvis Presley pour les garçons. Moi, qui viens d'une famille religieuse, les minijupes ne me faisaient pas rêver, mais je ne voyais pas la nécessité d'une telle directive», dit-il. A Qom, la ville sainte iranienne où il étudie, ses illusions s'envolent. «L'Iran n'était qu'un rêve. C'était la même tyrannie... dans

le sens opposé. Là-bas, le voile était obligatoire.» Il s'installe ensuite à Dubaï pour représenter le grand ayatollah iranien Ali Hossein Sistani, établi à Nadjaf. Revenu en Irak, il est toujours très proche de celui qui demeure la plus haute autorité religieuse des chiïtes irakiens et dont il porte toujours la parole. En même temps, il a abandonné tout rôle spirituel pour se consacrer à la politique et créer un parti ouvert à tous, chiïtes, sunnites, chrétiens, Kurdes. «Il est très important d'apprendre l'alphabet de la démocratie. (Or) la plupart des

nouveaux partis (plus de 150, actuellement, ndlr) sont des avatars du précédent régime. La dictature figure dans leur programme. Alors, comment peuvent-ils édifier la démocratie en Irak?», lance-t-il.

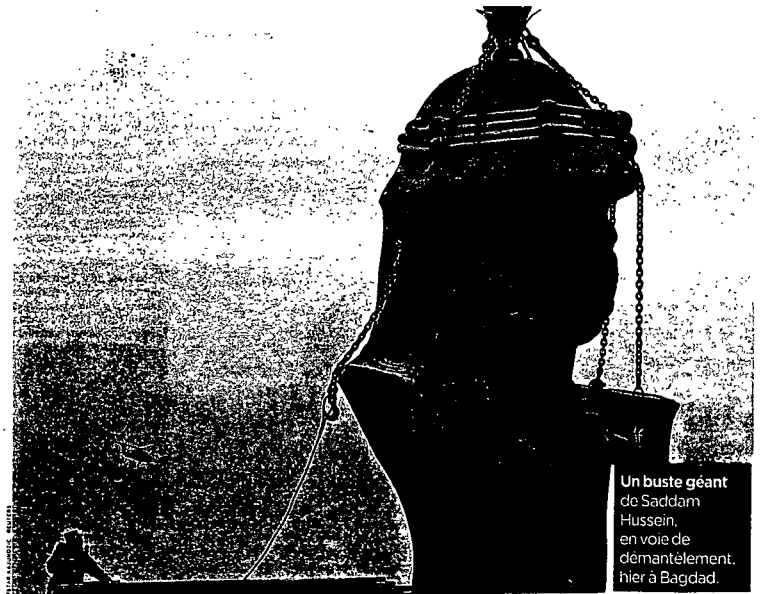
Avant tout, Ayad Jamaluddin se fait l'apôtre de la liberté, mot qui revient sans cesse sur ses lèvres. C'est chez lui que s'est réfugié, l'été dernier, le petit-fils de feu l'ayatollah Khomeiny après sa fuite d'Iran. «L'être humain, qui est pour moi la chose la plus sacrée, n'est rien sans la liberté. Moi, je

l'ai toujours défendue, celle des mosquées comme celle des clubs (en Irak, l'équivalent des bars, ndlr). Les Arabes, plus que n'importe quel autre peuple, aspirent à la liberté. Parce que, dans le désert, il n'y a pas de limites à celle-ci.» D'où ses attaques contre la France: «Nous ne nous attendions pas à ce que le pays de la démocratie et de la liberté s'oppose à la guerre (contre Saddam). Tous les problèmes du monde arabe et musulman viennent de la tyrannie.»

Châtiments islamiques. En matière religieuse, le cheikh chiite est aussi d'un libéralisme stupéfiant. Il tolère que les musulmans puissent abjurer leur religion, ce qui, même sous Saddam, était puni de la peine capitale: «Personne ne doit forcer personne dans aucune religion. Tout le monde doit pouvoir choisir la sienne.» Il affirme que seul le Mahdi (l'imam des temps futurs) peut appliquer les châtiments islamiques. Les religieux, il ne tient pas à les voir intervenir dans l'arène politique.

Outsider au sein de l'establishment chiite, cheikh Ayad l'est à l'évidence. Néanmoins, il assure avoir déjà réuni quelque 900 personnalités irakiennes de tous horizons. Selon lui, le processus politique mis en place par Washington va trop vite: «Nous avons d'abord besoin de temps pour penser nos plaies.» A l'entrée de son quartier général, sa garde privée fouille tous les visiteurs. «En Irak, dit-il, le danger est partout.»

JEAN-PIERRE PERRIN



Un buste géant de Saddam Hussein, en voie de démantèlement, hier à Bagdad.

Retour à Bingöl, la ville de deux des kamikazes ayant frappé Istanbul

Des groupuscules islamistes ont été utilisés par

l'Etat dans les années 1990 pour combattre les séparatistes kurdes

BINGÖL

de notre envoyé spécial

La terre est encore fraîche. La tombe anonyme. Ici repose Gökhan Elaltuntas, auteur identifié

REPORTAGE

La ville, pauvre et sans charme, semble marquée par l'ennui et la suspicion

de l'attentat qui a dévasté la synagogue de Neve Shalom d'Istanbul, le 15 novembre. L'inhumation a eu lieu en pleine nuit, loin des regards. « J'espère que dans deux mois tout redeviendra normal », lâche son père comme dans un dernier effort. Le vieil homme reste interdit. Il ne comprend pas. Il demande pardon au nom de son fils et des siens.

A l'autre bout de la ville, la mère de Mesut Cabuk, dont le passeport a été trouvé devant la synagogue Beth Israel, reste, elle, cloîtrée derrière sa porte. La sépulture de son fils se trouve dans un petit cimetière au bord de la route. Et, toujours dans cette ville, la famille d'Azad Ekinci - soupçonné d'être impliqué dans ces attentats - a quitté l'appartement qu'elle occupait depuis des années.

UNE POLICE OMNIPRÉSENTE

Deux kamikazes sur quatre et un suspect introuvable sont ainsi originaires de Bingöl. 1 200 kilomètres séparent Istanbul de cette cité sans charme, ville pauvre faite d'alignements de blocs d'immeubles en béton, où plus de 60 % des 100 000 habitants sont sans emploi. Située au cœur du sud-est de la Turquie à majorité kurde, conservatrice et à l'islam très prononcé, Bingöl semble marquée par l'ennui et la suspicion permanente. Les forces de police y sont omniprésentes. Cinq postes de contrôle de la gendarmerie ont été mis en place, peu après les attentats, sur la route menant à Diyarbakir, la principale ville de la région.

Les trois enfants du pays, Gökhan Elaltuntas, 22 ans, Mesut Cabuk, 23 ans, et, Azad Ekinci,

27 ans, sont soupçonnés par les enquêteurs d'être liés à des groupuscules musulmans radicaux. Soldat perdu de l'internationale islamiste, Azad Ekinci aurait combattu en Bosnie-Herzégovine, puis en Tchétchénie. Avec Mesut Cabuk, ils auraient croisé, lors d'un voyage au Pakistan, Feridun Ugurlu, 31 ans, venu d'Istanbul. Lui est le kamikaze qui a dévasté le consulat britannique, le 20 novembre.

Le maire de Bingöl, Feyzullah Karaaslan, n'a pas l'air de croire aux seules versions officielles. « Le pro-

blème est plus profond que ce que veulent bien nous dire les autorités et la presse », affirme cet élu du parti pro-kurde Dehap, élu de justesse aux dernières élections municipales devant les formations islamistes. Pour comprendre les événements d'Istanbul, « il faut remonter quelques années en arrière », poursuit-il sans donner plus d'explications.

Pendant près d'une décennie, les hommes forts d'Ankara ont soutenu dans la région des mouvements extrémistes islamistes dans leur « sale guerre » contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre l'armée régulière. Créé dans les années 1980 pour instaurer une « république-islamique », le Hizbullah - sans lien aucun avec le mouvement chiite libanais - a été utilisé dès le début des années 1990 pour jouer le rôle de milice supplétive au service de l'Etat. En 1991, il s'implante à Bingöl, qui deviendra rapidement un des fiefs de l'organisation.

Peu avant son démantèlement en 1999, lorsque le PKK cesse sa guérilla, le Hizbullah auraient compté jusqu'à 20 000 membres et sympathisants et revendiqué près de 500 assassinats. Son chef, Huseyin Velioglu, est tué lors de son arrestation en 2000. Ils sont alors nombreux à quitter le mouvement. Mais des cellules poursuivent leurs activités clandestines en cherchant du soutien auprès d'autres organisations islamistes. Ce sont ces grou-

puscules de l'ombre, composés le plus souvent par de jeunes islamistes urbains âgés de 15 à 25 ans, qui intéressent, aujourd'hui, tant les enquêteurs.

« Au collège, Azad Ekinci était un garçon sans histoire parlant de foot-

ball ou de cigarettes, comme nous tous, affirme sous couvert d'anonymat un de ses anciens camarades, aujourd'hui étudiant à Diyarbakir. C'est plus tard, lorsque j'ai appris que l'homme qui l'accompagnait très souvent était membre du Hizbullah, que j'ai compris. Tout le monde sait à Bingöl que les trois sont entrés, à un moment où à un autre, dans l'organisation. »

Pour le président de l'Association des droits de l'homme de Bingöl, Ridvan Kizgin, la situation est comparable à l'expérience afghane où les mouvements islamistes et taliban avaient été soutenus un temps par les Etats-Unis dans leur lutte contre l'Union soviétique. « Le résultat est qu'aujourd'hui on ne peut plus les arrêter et nous en payons le prix, souligne-t-il. Il faut rechercher en Turquie les membres de ces organisations criminelles. Le gouvernement possède assez de documents sur eux dans ses tiroirs. »

Combien sont-ils ? La question embarrasse les responsables locaux. Selon certains, on comptait environ 200 membres du Hizbullah dans la seule prison de Bingöl avant que la loi d'amnistie partielle pour repentis, adoptée cet été, n'en libère une grande majorité.

« En général, ils enrôlent plutôt des jeunes issus de bonnes familles et parfois même provenant d'un environnement laïc et démocrate, affirme le maire. Souvent, les parents ignorent l'appartenance de leurs fils à ces groupes radicaux. » L'itinéraire d'Azad Ekinci serait ainsi « exemplaire ». Son père, un fonctionnaire et militant kurde respecté, a été assassiné par des nationalistes locaux lorsqu'il avait un an. Azad est élevé par sa mère. En dehors de l'école, lui et son frère ne sortent que très peu. Après le lycée, il s'inscrit dans une université d'Istanbul. A son retour, trois ans plus tard, il aurait intimé l'ordre à sa mère de porter le voile islamique.

« RÉSEAUX TRANSNATIONAUX »

Azad Ekinci s'entoure d'autres jeunes hommes portés, eux aussi, par l'islam politique. Il voyage beaucoup. Avec son ami Mesut Cabuk, un jeune peu loquace et renfermé, il aurait reçu une formation au maniement d'armes et d'explosifs lors d'un séjour de deux ans au

Le café Internet, comme lieu de ralliement quotidien

BINGÖL

de notre envoyé spécial

« Gökhan et Azad venaient presque tous les jours, se souvient Ugur, un jeune collégien de Bingöl, habitué des lieux. Parfois, je jouais avec Gökhan sur l'ordinateur. Azad, lui, passait son temps avec des gens plus âgés. Quant à Mesut, il venait de façon moins régulière et restait toujours silencieux. » C'est dans ce café Internet, le Bingöl Internet Merkezi, situé sur la rue principale de la ville, que se retrouvaient les kamikazes qui ont frappé les deux synagogues d'Istanbul le 15 novembre, Gökhan Elaltuntas et Mesut Cabuk, ainsi que leur complice présumé Azad Ekinci.

Le café est sur deux niveaux. C'est Gökhan Elaltuntas, associé à son père et au frère d'Azad Ekinci, qui l'a ouvert en 2001. Très vite, il devient un lieu d'attraction pour les jeunes garçons de la ville qui s'adonnent bruyamment aux jeux vidéo guerriers pour 1 euro de l'heure. Touché par le tremblement de terre qui a frappé Bingöl au printemps, le café a été restauré il y a à peine plus d'un mois et ne désemplit pas. « Il remplace un peu le cinéma de la ville qui, lui, est resté fermé », admet Mithat, un

enseignant kurde de la région. La police a investi les lieux après les attentats d'Istanbul pour examiner les disques durs d'une dizaine d'ordinateurs.

Depuis la semaine dernière, les licences portant les noms et les photos des propriétaires ont été décrochées des murs. L'accès au réseau Internet est coupé « pour des raisons techniques », affirme, laconique, l'employé maison.

« Gökhan était apprécié de tous, souligne le jeune Adnan âgé de 16 ans. Il ne parlait jamais de l'islam. Comme tout le monde, il s'arrêtait cinq fois par jour pour faire ses prières. Il se rendait alors à la grande mosquée d'en face ou dans la cave du café. »

De l'avis général, Gökhan Elaltuntas et Azad Ekinci étaient très proches. « Ils n'avaient pas beaucoup d'amis », précise Mustafa. Ont-ils entendu parler du Hizbullah ? « Dans le passé, des hommes appartenant à ce groupe ont tué des personnes et les ont cachées en les enterrant dans les jardins des maisons. Ils sont détestés », dit une voix anonyme. Ses camarades de jeu restent muets.

N. Bo.

Pakistan.

Aujourd'hui, les deux hommes sont suspectés d'avoir appartenu au Mouvement islamiste (Islami Hareket), une communauté religieuse aux ramifications iraniennes. La police accuse aussi Azad Ekinci d'avoir été membre du Front islamique des combattants du Grand-Orient (IBDA-C), un autre groupe radical islamiste également actif dans les années 1990.

« Je ne peux pas vous confirmer si les kamikazes d'Istanbul faisaient partie ou non du Hizbullah. Tout ce que je peux dire, c'est que ces attentats ne ressemblent pas à leur façon de faire », affirme un avocat de Diyarbakir ayant défendu à plusieurs reprises des membres de l'organisation. Il laisse entendre que cette matrice idéologique qu'a été le Hizbullah a pu servir à la constitution de nouveaux réseaux plus mobiles et aux

méthodes nouvelles.

« Des groupuscules sans nom, précise Rusen Cakir, spécialiste des mouvements islamistes turcs. Une poignée de jeunes formés à l'étranger et parfois recrutés par des réseaux transnationaux : c'est le djihad global cher à Ben Laden. » A Ankara, les autorités viennent d'annoncer que plus de mille Turcs auraient combattu en Afghanistan, Bosnie-Herzégovine et Tchétchénie ces dernières années.

Nicolas Bourcier

54 Irakiens tués à Samarra après une attaque contre les Américains

Cent un membres de la coalition sont morts en novembre

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Au moins 54 Irakiens, dont 46 présentés par l'armée américaine comme « des combattants », et au moins 8 civils ont été tués, dimanche 30 novembre, dans le centre de la ville historique de Samarra, à 100 km au nord de Bagdad. Ce bilan est le plus lourd jamais subi en une seule journée par les Irakiens et les opposants à l'occupation américaine, depuis la fin officielle des « opérations majeures » le 1^{er} mai. Il s'ajoute au véritable « novembre noir » subi par les forces d'occupation et leurs alliés depuis la guerre.

Sept agents des renseignements militaires espagnols et deux diplomates japonais ont été tués, samedi 29 novembre, dans deux incidents séparés, alors que deux ingénieurs civils sud-coréens et un Colombien étaient tués le lendemain. Avec les 68 Américains, 19 Italiens, un Britannique et un Polonais qui ont perdu la vie, le bilan des trente derniers jours s'élève, pour la coalition occupante, à 101 morts.

Selon le lieutenant-colonel Bill MacDonald, porte-parole de la 4^e division d'infanterie qui contrôle Samarra, les forces stationnées dans la ville ont dû riposter dimanche à au moins trois attaques presque simultanées, contre deux de leurs convois traversant la ville et, plus tard, sur leur camp fortifié, en plein centre-ville. « Constellée de mosquées chiites historiques, Samarra est située dans le fameux « triangle sunnite ». C'est dans cette ville que deux des villas appartenant au n°2, toujours en fuite, de

l'ancien régime, Izzat Ibrahim Al-Douri, ont été détruites par l'US Air Force à la mi-novembre.

Toujours selon l'armée américaine, les rebelles à l'occupation ont commencé par attaquer deux convois militaires au lance-grenades et à l'arme automatique, à partir des toits de plusieurs immeubles. Les soldats ont répliqué au canon de char d'assaut de 120 mm, détruisant au moins trois bâtiments. D'après Bill MacDonald, les assaillants portaient l'uniforme noir et le keffieh des « Fedayines de Saddam », la milice la plus fidèle à l'ancien régime. Au moins 18 autres assaillants, dont huit ont été capturés, ont été blessés dans les échanges de tirs.

Depuis quelques semaines, sur ordre du commandement général, la tactique militaire américaine est de répliquer lourdement à toute attaque. « Notre message à tous ceux

parmi les civils.

Abd Toufik, le directeur de l'hôpital local a affirmé avoir réceptionné les « cadavres d'au moins huit civils dont une femme et un enfant touchés par des balles et des éclats d'obus ». Une soixantaine de personnes, blessées dans les mêmes circonstances, étaient allongés dimanche soir dans les salles et les couloirs de l'établissement. Un « véritable carnage » selon M. Toufik. D'après des ouvriers d'une usine pharmaceutique proche du camp retranché américain, « lorsque les soldats ont été attaqués, ils ont riposté en tirant dans tous les sens, tuant au moins deux de nos collègues qui sortaient de l'usine et blessant de nombreux autres ». Les échanges de tirs auraient duré au moins 50 minutes.

Samedi, le général Ricardo Sanchez, commandant en chef des forces américaines en Irak, se félicitait des « deux semaines fantastiques » qui venaient de s'écouler avec, dit-il, « une baisse de 30 % » des attaques armées contre ses hommes. En réalité, la guerre continue. « Le combat contre les insurgés ne peut être remporté qu'avec de meilleurs renseignements » disent les experts américains depuis des mois.

L'attaque des huit agents espagnols attendus samedi sur la route Bagdad-Hilla, aussi bien que l'opération apparemment concertée de Samarra montrent que les rebelles à l'occupation, qu'ils soient « saddamistes » ou islamistes ont, eux aussi, intégré cette dimension.

Les Américains ont découvert récemment qu'une « taupe bassiste » s'était infiltrée parmi le personnel de l'hôtel Al-Rachid, où séjour-

Une « taupe bassiste » s'était infiltrée parmi le personnel de l'hôtel où séjournait Paul Wolfowitz

qui attaquent nos forces est clair », précisait dimanche le lieutenant-colonel : « Vous paierez le prix. » Problème : l'utilisation de blindés et de chars Bradley en pleine ville et en pleine journée fait des ravages

nait Paul Wolfowitz, le numéro deux du Pentagone lorsqu'il échappa fin octobre, à une attaque à la roquette.

A l'académie de police, mise en place à Bagdad par les Américains, une cellule d'officiers supérieurs restés fidèles à l'ancien régime a été découverte, alors qu'elle préparait une opération. Et un porte-parole de la 101^e division de parachutistes, basée à Mossoul, a révélé que cette dernière avait réussi à empêcher le meurtre d'un colonel qui était surveillé et suivi dans tous ses déplacements par des espions insurgés.

Les rebelles sont « un ennemi intelligent qui s'adapte et qui essaie de briser notre volonté et celle de nos alliés. Il n'y parviendra pas » a déclaré, dimanche, le général Mark Kimmit.

Patrice Claude

Le Monde

2 DÉCEMBRE 2003

Après les attentats d'Istanbul

TURQUIE

La face cachée d'Erdogan

4-10 DÉCEMBRE 2003

le **nouveau**
Observateur



Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan (au centre) aux obsèques des victimes de l'attentat du 20 novembre contre le consulat britannique d'Istanbul.

De notre envoyé spécial Chris Kutschera

Le parti islamiste modéré actuellement au pouvoir à Ankara est-il une machine politique au service d'un opportuniste ambitieux ? Ou le meilleur rempart contre une offensive politique des extrémistes musulmans ? Ou une couverture provisoire pour les groupes clandestins qui veulent instaurer un Etat islamique ?

La forteresse Turquie est en état de siège. Et l'attaque - 4 attentats qui ont fait, en moins d'une semaine, plus de 50 morts et près de 700 blessés à Istanbul - vient de l'intérieur. Après avoir mis en cause les réseaux d'Al-Qaida, le Premier

ministre Recep Tayyip Erdogan a dû admettre que plusieurs des terroristes identifiés étaient turcs, et que la revendication du Front islamique des Combattants du Grand-Orient (Ibda-C), un groupe islamiste radical que la police croyait avoir détruit, n'était pas aussi absurde qu'on l'imaginait à l'origine. Si la piste islamique turque se confirme, si Ibda-C ou d'autres groupes locaux sont à l'origine ou ont participé à ces attentats, les conséquences politiques seront dévastatrices.

Car les dirigeants du Parti de la Justice et du Développement (AKP), le parti islamiste au pouvoir depuis un an, vont devoir répondre clairement à des questions cruciales : en jouant le jeu de la démocratie, l'AKP est-il vraiment un obstacle à l'arrivée au pouvoir des radicaux islamistes ? Est-il au contraire, pour les mouvements radicaux, une passerelle vers le pouvoir ? En d'autres termes, l'Ibda-C, le Hizbollah, le Mouvement islamique et le Parti de la Libération, les principaux groupes islamiques radicaux actuellement actifs en Turquie, sont-ils les bras armés clandestins d'un parti en apparence démocratique mais qui chercherait en fait à instaurer un Etat islamique ? Quelle que soit la réponse, c'est la guerre. Dans le premier cas, entre l'AKP et les islamistes radicaux. Dans le second cas, entre l'AKP et l'armée, qui fera tout

pour le chasser du pouvoir. Confronté à cette alternative périlleuse, le parti islamiste n'a trouvé à ce jour qu'une seule parade : entretenir la plus grande ambiguïté sur sa véritable identité...

Arrivée au pouvoir avec 34% des voix, lors des législatives de novembre 2002, la formation d'Erdogan dispose d'une majorité absolue au Parlement avec 367 députés sur un total de 550. Ce qui lui a permis de constituer un gouvernement entièrement composé de ses membres, sans avoir besoin d'improviser une coalition plus ou moins laborieuse, comme l'ont fait depuis plusieurs législatures les autres partis turcs.

Cinq ans après le coup d'Etat à blanc du 28 février 1997 - où l'armée avait lancé un ultimatum au gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan, le forçant à démissionner quelques semaines plus tard -, la victoire de l'AKP avait provoqué un véritable tremblement de terre politique en Turquie. Pour l'armée, l'arrivée au pouvoir d'Erdogan était une sorte de provocation. N'avait-il pas déclaré en 1997, citant un poème célèbre : « *Les minarets sont nos baïonnettes, les dômes nos casques, et les mosquées nos casernes* » ? Pour les Etats-Unis et les autres pays occidentaux, l'arrivée au pouvoir d'un parti réputé islamiste dans un pays membre de l'Otan et candidat à l'Union européenne était pour le moins alarmante.

C'est sans doute pourquoi, depuis qu'il est aux affaires, l'AKP n'a eu de cesse de rassurer et les militaires turcs et les diplomates occidentaux. D'abord en récusant le terme de parti islamiste. « *Nous ne sommes pas un parti islamiste mais un parti conservateur démocrate* », affirme ainsi Mehmet Muezzinoglu, président de la section d'Istanbul de l'AKP et proche conseiller du Premier ministre Erdogan. Comme tous les dirigeants de l'AKP, Muezzinoglu, qui fut l'un des fondateurs de ce jeune parti né le 14 août 2001, déploie des trésors de diplomatie pour convaincre le journaliste de passage que l'AKP n'est pas ce que l'on pourrait croire. La tâche n'est pas facile. L'AKP a en effet été fondé par un groupe de parlementaires et de politiciens qui ont milité pendant de longues années dans le parti islamiste d'Erbakan, le Refah, devenu le Fazilet après son interdiction en janvier 1998, et qui revendiquent aujourd'hui leur appartenance au « courant réformiste » de ces partis. « *Nous donnons la priorité aux droits humains, à l'Etat de droit, à la démocratie de participation, au libre marché* », affirme Mehmet Muezzinoglu. Ce qui ne répond toujours pas à la question : sur quoi se fonde l'identité de l'AKP ?

« *Nous voulons aussi préserver notre ancien héritage historique*, précise Muezzinoglu. *Nous voulons être un pont entre le passé et le présent, nous prenons en compte les principaux piliers de notre culture et de notre foi. Nous avons six siècles de passé impérial... Etre conservateur, cela veut dire que nous donnons de l'importance à notre passé, à notre conscience historique... La Turquie est une société multiculturelle, mais quelle est la foi de cette société ? Comment pouvons-nous aider notre peuple à améliorer ses valeurs morales ? »*

L'Etat turc et l'islam : 80 ans de conflits...



● 29 octobre 1923. La proclamation de la République scelle la fin de l'Empire ottoman. Sous l'impulsion de Mustafa Kemal « Atatürk », un vaste mouvement d'occidentalisation et de laïcisation est lancé : abolition du califat, émancipation des femmes, promulgation d'un Code civil et d'un Code pénal fondés sur des modèles européens. La religion est placée sous le contrôle de l'État.

Atatürk

● 1938-1945. A la mort d'Atatürk, l'un de ses compagnons d'armes, Ismet İnönü, lui succède. Dictature du parti unique. La Turquie ne prend pas part à la Seconde Guerre mondiale mais manifeste de fortes sympathies pour l'Allemagne nazie.



Adnan Menderes

● 1950. Après l'instauration du multipartisme, c'est une formation ancrée dans le monde rural et religieux, le Parti démocrate d'Adnan Menderes, qui remporte les élections législatives. Important recul de la laïcité.

● 1952. La Turquie adhère à l'Otan, participe à la guerre de Corée et bénéficie du plan Marshall, qui accélère la modernisation du pays.

● 1960. Coup d'État militaire. Menderes et deux ministres sont pendus. Début d'une période d'affrontements entre extrémistes et d'instabilité politique qui débouche sur un deuxième coup d'État militaire en 1971.



1960 : les putschistes à Ankara

Passé, conscience historique, valeurs morales : pas une fois le mot « islam » n'est prononcé. Pourquoi ? « Sous Erbakan, le parti a été interdit quatre fois, explique Mehmet Muezzinoglu. Alors nous avons décidé qu'il fallait repenser notre conception de la politique. Ce n'est pas notre mission de parler de religion, nous ne sommes pas des membres du clergé. Je suis un croyant convaincu, je ne bois pas d'alcool, mais je respecte les gens qui boivent et qui ne pratiquent pas bien leur religion : être un "dindar", un croyant, est une chose ; être un "dinci", un fondamentaliste, en est une autre. » Mehmet Muezzinoglu est né en 1955 en Grèce, dans une province, la Thrace, où vit une importante minorité musulmane turcophone, et il a eu un passeport grec jusqu'en 1986. « Ce que nous voulons faire, dit-il, c'est un parti de masse moderne, avec des gens d'origines différentes, réunis sous l'ombrelle de l'AKP. »

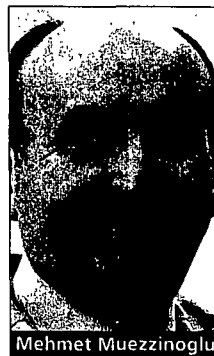
Pour Yalcin Akdogan, conseiller politique de Recep Tayyip Erdogan et auteur d'un livre sur Erbakan et l'islam politique en Turquie, « l'islam peut être considéré comme faisant partie de notre tradition, de notre culture. Mais le Saadet, le parti d'Erbakan, utilise l'islam comme une idéologie, alors que l'AKP respecte la religion, qui fait partie de notre tradition, sans plus. Le Saadet est un parti missionnaire, qui veut répandre la religion dans la population. L'AKP n'a pas une politique d'identité, il ne représente pas une partie de la population, il a choisi d'être un parti du centre, un parti européen. »

Tous les dirigeants de l'AKP insistent sur cette volonté de réunir, autour du noyau dur issu des réformistes du Refah, des militants provenant de toutes les tendances du spectre politique turc, aussi bien du centre-gauche que du centre-droit et du Parti de la Juste Voie de l'ancienne Premier ministre Tansu Ciller. Ils ne le revendiquent pas, mais leur électorat comprend aussi d'anciens partisans du parti d'extrême-droite MHP – déçus par le soutien de leur parti à l'abrogation de la peine de mort. Et aussi des Kurdes, qui savaient que leur parti, le Dehap, n'atteindrait pas la barre des 10% permettant d'être représentés au Parlement, et qui ont voté AKP pour... déstabiliser le système.

Réunir des gens d'origines politiques si diverses dans un seul parti, n'est-ce pas composer une salade russe – un parti composite, sans idéologie et sans programme défini ? « Je suis médecin, répond Mehmet Muezzinoglu. En prononçant le serment d'Hippocrate, j'ai juré de soigner mes patients indépendamment de leur origine ethnique ou religieuse. En tant que politiciens, nous devons aussi résoudre les problèmes des gens sans tenir compte de leur passé ni de leur religion. Nous voulons une meilleure Turquie : nous avons 70 millions de patients en Turquie. Notre mission est de les conduire à une meilleure situation. Nous voulons être un docteur de bonne gouvernance. »

Nimet Cubukcu et Ibrahim Özal, députés AKP d'Istanbul, incarnent parmi d'autres l'image rassurante que le parti au pouvoir veut donner de lui-même. Jeunes – ils ont moins de 40 ans –, modernes, ils se consacrent tous les deux à des projets que pourrait revendiquer n'importe quel député libéral européen. C'est sans voile et soigneusement maquillée que Nimet Cubukcu, très élégante, reçoit les visiteurs au siège de l'AKP à Ankara, entre deux séances du Parlement. Née en 1965, elle a fait ses études de droit à Istanbul. Ce sont ses activités d'avocate en faveur des droits des enfants et de la liberté d'expression qui ont attiré l'attention des dirigeants de l'AKP. Bien qu'apolitique elle a été invitée à rejoindre le parti et à se présenter aux élections de novembre 2002. Elle appartient aujourd'hui à la commission parlementaire contre la corruption et à la commission constitutionnelle.

Nimet Cubukcu prend son travail de députée très au sérieux : pendant cinq mois, elle a travaillé plus de quinze heures par jour. Se considère-t-elle comme une croyante modérée ou très pratiquante ? « Dieu seul le sait, répond-elle évasivement. J'essaie d'observer certaines règles, et pas d'autres. » Ce qui l'intéresse, ce sont les tribunaux pour enfants, le problème des enfants des rues, la lutte contre la corruption. Et la réforme de la Constitution. En particulier des articles conférant des pouvoirs excessifs à l'armée, grâce au fameux Conseil national de Sécurité.



Mehmet Muezzinoglu



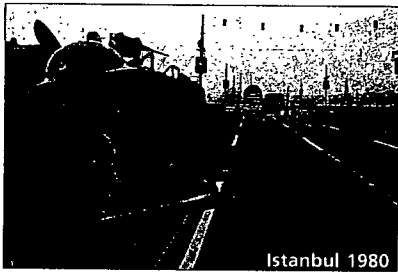
Nimet Cubukcu et Ibrahim Özal

Photos Chris Kuschera

Né lui aussi en 1965, Ibrahim Özal, est un neveu de l'ancien président Turgut Özal, mort subitement en 1993. Parlant parfaitement l'anglais – il a fait des études d'ingénieur aux Etats-Unis –, il est membre de la commission d'harmonisation des lois avec celles de l'Union européenne. C'est un dossier qu'il suit de très près. Il connaît par cœur le contenu de tous les amendements. « Au moment où nous parlons, souligne-t-il, enthousiaste, le gouvernement vient d'adopter le septième train de réformes législatives. Mais il ne suffit pas de faire adopter des amendements : il faut les appliquer. Nous devons former nos juges et nos procureurs. » Ardent partisan de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, il est convaincu qu'elle permettra à son pays de faire un bond économique et politique, comme ce fut le cas en Grèce ou au Portugal. « Le peuple turc, dit-il, a le droit de jouir des normes politiques et économiques de l'Union européenne. »

Comme le confie Ibrahim Özal, le problème majeur du gouvernement de Recep Erdogan est sa difficulté à faire appliquer les réformes adoptées par le Parlement. La plupart des cadres du parti, qui ont l'habitude de rester prudents – sinon muets – sur leurs relations avec les militaires, évoquent ouvertement cet affrontement entre le gouvernement de l'AKP et la « bureaucratie » turque. « La bureaucratie est en effet le principal problème que nous ren-

... et de compromis



Istanbul 1980 Sipa Press

● 1980. Septembre. Troisième coup d'Etat militaire. La plupart des dirigeants politiques sont emprisonnés, les partis interdits et les groupes islamistes et d'extrême-gauche durement frappés. Tout en invoquant l'héritage d'Atatürk, les militaires favorisent les islamistes pour faire barrage aux communistes et aux mouvements d'extrême-gauche.



Reuters

Turgut Özal

● 1989. Le 31 octobre, Turgut Özal, Premier ministre depuis décembre 1983, est élu président de la République. L'accession à la tête de l'Etat

du premier civil depuis 1960 ouvre la voie à une normalisation.

● 1994. Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) engage la lutte armée contre l'Etat turc. L'affrontement fera 30 000 morts en quinze ans.

● 1996. [6 juin] Chef du parti islamiste Refah, Necmettin Erbakan devient Premier ministre d'un gouvernement de coalition. Il sera contraint de démissionner en juin 1997, sous la pression des militaires.



Militante islamiste du Fazilet AP

● 1998. Le parti Refah est dissous par la Cour constitutionnelle pour « activité antilaïque ». Le Fazilet, qui lui succède, subira le même sort en 2001.

● 2002. Le parti islamiste AKP de Recep Tayyip Erdogan remporte les élections législatives du 3 novembre, avec 34,22% des voix et 367 députés sur 550.

(Sources : « Dictionnaire historique et géopolitique », La Découverte.)

Les « recommandations » de l'armée

Créé par les auteurs du premier coup d'Etat militaire, en 1960, et renforcé après celui de 1980, le Conseil national de Sécurité est une institution unique en Europe qui confère un pouvoir exceptionnel aux militaires turcs. Réuni une fois par mois sous l'autorité du président de la République, le CNS est composé du Premier ministre, des ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères, de la Justice, des Communications, ainsi que du chef d'état-major et des commandants de l'armée de terre, de l'aviation, de la marine, de la gendarmerie et de plusieurs autres responsables militaires. Mais son centre de pouvoir est son secrétariat général, une institution autonome dirigée par un général employant près



L'armée au mausolée d'Atatürk Sipa Press

de 600 personnes. Le CNS édicte des « recommandations prioritaires au gouvernement » qui sont sans appel. Le Premier ministre islamiste Erbakan, qui refusait d'appliquer une liste de dix-huit « recommandations », a été contraint de démissionner en juin 1997.

En arrivant au pouvoir, l'AKP d'Erdogan a tenté de réduire les pouvoirs du CNS par le biais d'un projet de loi prévoyant qu'il ne se réunirait que tous les deux mois, que le nombre de militaires participant aux réunions serait réduit et que le secrétaire général serait un civil. Le projet a débouché sur un compromis. Et, à la demande du chef d'état-major, c'est encore un général qui a été nommé à la tête du secrétariat général du CNS. Pour une « période de transition » d'un an. ■

contres, constate Ilker Ayci, 32 ans, responsable des relations extérieures de l'AKP à Istanbul. *Les vieux fonctionnaires ont une mentalité héritée de la guerre froide. Nos juges et nos policiers ne croient ni à la justice, ni à l'égalité, ni aux droits humains. Mais nous allons construire une nouvelle bureaucratie en mettant tout d'abord à la retraite les fonctionnaires de plus de 61 ans pour les remplacer par une nouvelle génération. Cela prendra du temps, mais nous y arriverons. Ce sera plus facile de travailler avec un personnel nouveau. Il nous faut faire preuve de courage et d'esprit de décision. Et bénéficier du soutien de la société. Il y a 2,8 millions de bureaucrates en Turquie. C'est beaucoup trop. Il faut en garder la moitié. Quelle expérience ont ces gens ? Une expérience de tricherie, de tromperie, de corruption.* »

Cette guerre larvée – car c'est bien de cela qu'il s'agit – entre l'AKP et une administration mise en place par la dictature militaire du début des années 1980 empêche une évaluation objective de la politique menée par le gouvernement Erdogan. Un exemple : la réforme législative permettant de donner aux enfants des noms kurdes ou de publier des écrits en langue kurde n'est toujours pas appliquée. La loi a changé mais les fonctionnaires du service de recensement refusent de l'appliquer en invoquant une circulaire de mai 2002, toujours en vigueur, qui interdit l'emploi de prénoms non turcs...

Autre exemple de ces pièges kafkaïens : la langue kurde. Son enseignement a été autorisé par le train de réformes législatives adopté le 3 août. Mais le ministère de l'Education a aussitôt émis une circulaire administrative exigeant que les professeurs enseignant le kurde soient diplômés d'une faculté de cette langue. Comme il n'y en a pas, il ne peut y avoir d'enseignement de la langue kurde. Qui est responsable ? Le fonctionnaire qui applique une circulaire plus ou moins confidentielle, ou le ministre qui ne l'abroge pas ? Les mêmes circulaires et les mêmes arguties empêchent l'appli-

cation des réformes concernant la lutte contre la torture ou contre les violations de domicile par des perquisitions sans mandat. Les parlementaires ont beau adopter des réformes apparemment spectaculaires, un petit sergent d'un village kurde ou un fonctionnaire municipal d'une banlieue d'Istanbul n'en continuent pas moins d'appliquer les vieilles directives.

L'AKP est-il véritablement en guerre, comme le soutient Ilker Ayci, avec une vieille bureaucratie héritée des gouvernements précédents ? Cherche-t-il, face à une administration hostile et à une armée méfiante, à gagner du temps jusqu'aux prochaines législatives, en nommant peu à peu des fonctionnaires loyaux au parti ? Sa marge de manœuvre est-elle réduite à néant ou presque par des militaires qui attendent le moindre faux pas pour renverser le gouvernement d'Erdogan ? Ou certains de ses dirigeants jouent-ils un double jeu en promulguant des réformes pour satisfaire l'Union européenne, tout en sachant qu'elles ne seront pas appliquées ?

Ces questions et ces incertitudes contribuent à entourer l'action du gouvernement de l'AKP d'une telle opacité que l'on doit se garder de porter un jugement définitif sur sa politique, et que beaucoup de Turcs, à droite comme à gauche, s'interrogent sur sa véritable identité. Confronté aujourd'hui au défi du terrorisme islamiste, sous l'œil vigilant d'une armée qui ne cache pas sa méfiance, l'AKP va-t-il se révéler comme un instrument politique au service d'un opportuniste ambitieux, prêt à « sacrifier tous ses principes pour arriver à la présidence de la République », comme le pensent certains diplomates occidentaux à Ankara ? Ou comme la face cachée de cette « hydre verte » que l'armée turque combat avec acharnement et qui tente, comme en Iran, d'arriver au pouvoir grâce à une vague de fond populaire ? Les prochains mois apporteront sans doute une réponse à cette question vitale pour l'avenir de la Turquie.

CHRIS KUTSCHERA

Iraqi parties agree on a militia

Armed force would draw from the main political groups

By Edward Wong

BAGHDAD: The American-led administration in Iraq has agreed with leaders of the top political parties here to establish a militia group that would include troops in equal numbers from those parties, party officials and members of the Iraqi Governing Council said Wednesday.

The militia would conduct operations that fall somewhere between what soldiers and police officers do, including gathering intelligence on guerrilla activities and possibly conducting house raids, the officials said.

Accounts on the size of the militia and its composition vary, but it would probably have about 700 to 1,000 people, the size of a U.S. battalion.

The militia would be split into groups that work under the command or guidance of American soldiers, the officials added.

"They will use this force as a fast working force, for quick operations," said Nushirwan Mustafa, the deputy to Jalal Talabani, who sits on the 25-member Governing Council as a representative of the Patriotic Union of Kurdistan.

"Until now, there has been a vacuum of security," Mustafa said. "In June, sovereignty will be transferred from the Coalition Provisional Authority to an Iraqi government. They should start now to build some security groups to

take responsibility and take over security in the country."

Mustafa said his party would be one of six contributing about 100 soldiers each to the militia. Besides Mustafa's party, they are the Kurdistan Democratic Party, Iraqi National Accord, Iraqi National Congress, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq, the Dawa Party and the Iraqi Communist Party.

Mustafa and officials of other parties said that plans for the militia were still very much subject to change. The decision to create it was reached about two weeks ago, Mustafa said. Details of the militia were first reported in *The Washington Post* on Wednesday.

A spokesman for the Coalition Provisional Authority, Dan Senor, declined to comment on the militia, saying that he would not talk about any conversations taking place between American officials and the Governing Council, whose members were handpicked by the foreign occupiers last July.

The composition of the militia has raised concerns among some council members. Ghazi Yawar, a council member who does not represent any political parties, said forming a militia of soldiers from different parties could lead to violent factionalism.

He added that the Governing Council was not consulted about this, and that only council members representing the

five largest parties — ones that would contribute soldiers — took part in talks on the matter with General John Abizaid, the senior American military commander.

"I am very outraged; this is stupid," Yawar said. "How many people are running Iraq? I'm very upset. This can lead to warlords and civil war. Should I form my own militia? I can have 20,000 people or more here. But that is not what I want to do."

Yawar said the council members not involved in planning the creation of the militia had only learned about it on Saturday, after Talabani informed them of the proposal.

His understanding of the militia differed somewhat from that of Mustafa's. Yawar said only five parties would contribute to the militia, with 160 to 200 people picked by each party. He would not name the parties, but said some had proposed replacing the council's Gurkha guards — elite Nepalese soldiers — with militiamen.

The New York Times

Thomas L. Friedman

In Iraq, religion has a key role for democracy

December 4, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

America has encountered many surprises since it invaded Iraq, but now that the political process is under way the biggest surprise may be just around the corner, and it's this: The first post-Saddam Hussein democratic government that the United States gives birth to in Iraq may be called "The Islamic Republic of Iraq" — and that's not necessarily a bad thing.

The challenge of reforming any of the 22 nondemocratic Arab states comes down to a very simple question: How do you get from here to there — how do you go from an authoritarian monarchy or a military regime to a more representative government — without ending up with a Khomeini-like theocracy à la Iran or a civil war à la Algeria.

Virtually all of these Arab states suffer from the same problem: Because of decades of political repression, one-man rule and economic stagnation, there is no viable middle class and no le-

gitimate, independent political parties and institutions to fill the void once the authoritarian leadership is removed. Iraq exhibits this problem in spades.

As a result, in the Sunni and Shiite areas of Iraq, the primary sources of legitimacy, and political expression, are tribal and religious. This dependence upon, and respect for, religious authority will be reflected in the first post-Saddam government — whether it comes about by indirect or direct elections. Because Shiites make up 60 percent of Iraq, and because the only current legitimate Shiite leaders are religious figures, their views and aspirations will have to be taken into account.

There is, however, good reason to believe that Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq and the only one who can claim to speak for Iraqi Shiites as a whole, does not aspire to be a Khomeini. Many Iraqi Shiite clerics have lived in Iran and avowedly do not want to follow its authoritarian path. Moreover, because

Shiites are a majority in Iraq, they are the ones with the greatest stake in keeping Iraq a unified state. Given their numbers, any democratic Iraq is one where Shiites, be they liberals or conservatives, will have great influence. But to keep Iraq unified the Shiites will have to respect the rights and aspirations of Iraq's Kurds and Sunnis, as well as other minorities.

What is unfolding in Iraq today — a tug of war between Ayatollah Sistani and the Governing Council over how an interim government should be elected — is something inevitable, essential and inescapably messy.

"What we are witnessing," explains Yitzhak Nakash, the Brandeis University professor who is the author of "The Shi'is of Iraq," "is a very healthy bargaining session over what will be the relationship between religion and politics in Iraq and over the process of choosing legitimate national and communal leaders. It is very important that the Americans show respect for the

views of Sistani — whose tacit support for the U.S. presence in Iraq has been enormously important — and let Sistani and the other Iraqi political forces thrash this out on their own.”

Ayatollah Sistani is “not a Khomeini,” Nakash adds, and he does not envisage an Iraq ruled directly by clerics. The ayatollah comes from the quietist school of Shiite clerics, who have traditionally attempted to shield themselves from politics. In demanding elections, he’s obviously looking out for Shiite interests, but he’s also insisting that the new Iraqi govern-

ment be as legitimate and stable as possible.

“If there is going to be a stable government in Iraq, it has to come about after some genuine public debate and after some consensus is reached regarding the relationship between religion and state and between the clerics and the politicians,” Nakash said. “Otherwise, no Iraqi government will last once the Americans leave. It will not have a legitimate base.”

If things go reasonably well, the result will be an initial Iraqi government that is more religious than Turkey but more democratic than Iran. Not bad.

The United States must not try to abort this unfolding discussion among Iraqis. In fact, we Americans should be proud of it. We are fostering a much-needed free political dialogue in the heart of the Arab world. Our job is to make sure there is enough security for this critical discussion, so I would bring every U.S. soldier from Europe and Japan to Iraq to make this work.

There is no more important political project for the United States in the world today than seeing if Iraq can get from Saddam to Jefferson without going through Khomeini.

Les Américains perplexes face à la difficulté d'identifier leurs adversaires sur le terrain

Washington craint que l'opposition se mue en une structure politique

WASHINGTON

de notre correspondant

Comment faut-il les appeler ? Guérilleros ? Insurgés ? Résistants ? Terroristes ? Les responsables et les médias américains sont également incertains des termes à employer pour désigner « les gens qui sont contre nous », selon la périphrase utilisée par l'administrateur Paul Bremer dans un entretien accordé, vendredi 5 décembre, à l'agence Associated Press.

Cette hésitation de vocabulaire traduit à la fois le manque d'informations sur l'identité des éléments qui attaquent les forces de la coalition en Irak et un trouble quant à la situation politique du pays. Est-ce un pays occupé, où une avant-garde résistante harcèle les troupes d'occupation ? Un pays libéré, où des partisans de l'ancien régime mènent un combat d'arrière-garde ? S'agit-il

d'une guerre civile, opposant des groupes arabes sunnites aux Kurdes et aux chiïtes ?

M. Bremer adopte, bien sûr, la deuxième thèse, selon laquelle les opposants cherchent à restaurer l'ancien régime ou, du moins, à empêcher la mise en place d'un régime nouveau. Aussi prédit-il « une augmentation des attaques », dans les mois qui viennent, parce que ceux qui les mènent « comprennent qu'un mouvement puissant va dans le sens de la reconstruction économique et politique du pays » et veulent y faire obstacle. Selon lui, les combattants adverses sont à la fois d'anciens membres de la police politique de Saddam Hussein et « des terroristes professionnels » venus de l'extérieur.

Chercheur au Centre d'études stratégiques et internationales (CSIS), Anthony Cordesman, qui a

mené sa propre enquête en Irak, estime que l'opposition est composée « de vrais fidèles de l'ancien régime, de baasistes et d'autres opportunistes qui ne se voient pas d'autre avenir, de nationalistes arabes et irakiens, de délinquants, d'agents rémunérés, d'irakiens hostiles aux Etats-Unis ou cherchant une revanche, de volontaires étrangers sans affiliation claire » et d'autres qui sont liés au groupe Ansar Al-Islam et au réseau Al-Qaïda.

S'ajoutent à ces éléments des Arabes sunnites motivés par un sectarisme ethnique ou religieux et de jeunes chômeurs en quête d'activité et

d'argent. Dans une analyse du « conflit asymétrique » dans lequel sont engagées les forces américaines, M. Cordesman écrit que « personne ne sait » quel est le nombre de ces opposants, ni comment

ils se répartissent, mais qu'une chose est sûre : ces groupes hétérogènes vont « se muer en une nouvelle structure militaire et politique », capable de survivre à la capture ou à la mort de Saddam Hussein et de son second, Izzat Ibrahim Al-Douri.

La plupart des experts pensent que le chiffre de 5 000 combattants, avancé par le général John Abizaid, chef du commandement central, en novembre, est inférieur à

la réalité. Lors d'un débat organisé récemment par la Brookings Institution, autre centre d'études politiques de Washington, Michael O'Hanlon, expert des questions de défense, a évalué le nombre des opposants armés à 10 000 ou 15 000.

Comme M. Cordesman, il estime que les informations manquent sur ce point. Il est beaucoup plus catégorique, en revanche, sur la composition de ces forces, qu'il estime formées avant tout d'anciens Fedayins de Saddam et d'anciens membres de la Garde républicaine spéciale. Selon M. O'Hanlon, la CIA (Agence centrale de renseignement) craint un « effet boule de neige », ce groupe de combattants pouvant être rejoint par des Irakiens mécontents de la présence américaine ou des contours du régime en gestation.

Le groupe globalsecurity.org, organisme indépendant qui rassemble et analyse les informations concernant le Pentagone, identifie une série de groupes islamistes engagés dans le combat contre les forces américaines. Des « Brigades Al-Farouk » aux « Fils de l'islam », une quinzaine de dénominations, sunnites ou chiïtes, affichent une inspiration religieuse, à côté de cinq sigles laïques et d'une demi-douzaine d'organisations se réclamant du parti Baas ou de Saddam Hussein.

Certains spécialistes, comme Kenneth Pollack, de la Brookings Institution, attribuent une partie des attentats à des délinquants ou criminels de droit commun, peut-être payés pour cela et cherchant, en tout cas, à entretenir un désordre dont ils tirent profit.

Patrick Jarreau



MAURICIO LIMA/AFP

Les sunnites expriment leur opposition au déploiement de milices en Irak



BAGDAD, 7 déc (AFP) - 13h58 - La minorité sunnite en Irak, autrefois au pouvoir sous Saddam Hussein, a exprimé dimanche son opposition au déploiement de milices chiïtes ou kurdes dans le pays, mettant en garde contre le danger d'une guerre civile.

Un communiqué du comité des oulémas (docteurs en religion) musulmans en Irak, reçu dimanche par l'AFP, a estimé qu'une telle mesure pouvait mener à "une libanisation de l'Irak", faisant référence à la guerre civile sur des bases confessionnelles au Liban (1975-1990).

Utiliser de telles milices "revient à ignorer une grande partie des musulmans et à les repousser dans les rangs de l'opposition", a souligné le comité d'obédience sunnite, formé après la chute du régime de Saddam Hussein en avril.

Le chef de l'administration civile américaine Paul Bremer s'était voulu rassurant vendredi en soulignant "qu'il n'y avait pas de place pour la milice dans le nouvel Irak".

Mais la coalition dirigée par les Etats-Unis doit lutter plus efficacement contre les insurgés, tout en s'attendant à la tâche de former des forces irakiennes de sécurité dont l'effectif devra atteindre 220.000 hommes, lors du transfert du pouvoir prévu en juillet.

Où prendre ces hommes? Quand les Américains annoncent vouloir recruter les anciens membres des services de sécurité du régime déchu ou les centaines de milliers d'officiers et de soldats de l'ancienne armée irakienne, les chiïtes et les Kurdes crient au scandale.

Depuis la chute du régime, les partis kurdes et chiïtes tapent du pied pour que les Américains utilisent leur miliciens dans la traque aux partisans de Saddam Hussein.

Au cours de sa première conférence de presse comme président du conseil de gouvernement transitoire irakien, Abdel Aziz Hakim avait annoncé mercredi la mise à l'étude d'une force irakienne à partir des milices ayant combattu Saddam Hussein, pour faire face au problème lancinant de la sécurité.

Elles "seront constituées d'éléments qui ont une expérience dans la lutte contre l'ancien régime et de cadres qualifiés comme les peshmergas kurdes et l'organisation Badr", le bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) dirigé par M. Hakim.

Le Washington Post avait précisé qu'une nouvelle force allait être composée de 750 à 850 combattants pour agir en premier lieu dans la capitale.

Mais déjà, des peshmergas kurdes jouent un rôle de supplétifs des forces américaines dans des zones sunnites, au grand dam de la population. A Samarra, à 125 km au nord de Bagdad, la population rejetait plus leur présence que celle des Américains, a constaté l'AFP. Elle résumait le sentiment des sunnites d'être aujourd'hui envahis par ceux qu'ils contrôlaient auparavant.

Vendredi, lors de son prêche, l'imam de la mosquée sunnite Abou Hanifa, la plus importante de Bagdad, soulignait aussi que la formation de cette milice pourrait conduire "à une guerre confessionnelle et raciste".

Au sein d'un conseil transitoire de gouvernement divisé, l'un des représentants des tribus, Ghazi al-Yaouar, un sunnite, y voit "une "mesure folle. On doit dissoudre les milices et ne pas chercher à les légaliser", a-t-il dit, selon le journal Al-Taakhi, organe du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Il s'oppose sur ce point aux chefs des partis ou organisations, kurdes ou chiïtes au sein du conseil, dont seraient issues les milices: Jalal Talabani de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Massoud Barzani, Ahmad Chalabi du Conseil national irakien (CNI), Iyad Allaoui de l'Entente nationale irakienne (ENI), et Abdel Aziz Hakim.

Les Kurdes chargent une entreprise turque de la restructuration d'un aéroport



SOULEIMANIYAH (Irak), 7 déc (AFP) - 15h41 - Les Kurdes de Souleimaniyah ont annoncé dimanche avoir signé un contrat de 4,2 millions de dollars avec une entreprise turque pour transformer l'ancien aéroport militaire de la ville en aéroport civil.

"Nous avons lancé un appel d'offres auprès des différents pays voisins et nous avons choisi la Compagnie de travaux publics turque EGS. Le contrat a été signé le 15 novembre", a affirmé à l'AFP Khalil Doski, le "ministre" des Transports et des Télécommunications du "gouvernement" de Jalal Talabani qui contrôle la région de Souleimaniyah.

Selon lui, le coût du projet se monte à 4,2 millions de dollars et les travaux devraient durer six mois. "L'aéroport pourra ensuite recevoir sept avions commerciaux de gabarit moyen et deux autres de grand modèle. Dans un premier temps, il s'agira de vols internes", a-t-il souligné.

M. Doski a précisé que "l'aéroport répondra aux normes internationales avec un matériel de détection moderne".

Le "Premier ministre" du gouvernement de Souleimaniyah, Barham Saleh, a remercié "les responsables militaires américains pour leurs efforts afin de faire aboutir ce projet stratégique pour notre région qui a beaucoup souffert de l'ancien régime".

"Le gouvernement de Saddam Hussein avait utilisé cet aéroport pour des opérations militaires et les avions décollaient d'ici pour bombarder les villes et les villages kurdes", a-t-il ajouté.

L'aéroport militaire Bakarjou, situé à 8 km au sud de Souleimaniyah, a été construit en 1986 et avait servi de point de départ pour mater les rébellions kurdes. Après le soulèvement kurde en 1991, il avait été laissé à l'abandon et les fermiers kurdes utilisaient le tarmac pour entreposer leur récolte.

Avant l'invasion américano-britannique du printemps, l'aéroport avait été remis en service et utilisé par les avions de la coalition.

Secular Leaders Worry That, Torn by Turmoil, Iraqis Will Elect an Islamic Theocracy

By JOEL BRINKLEY

BAGHDAD, Iraq, Dec. 6 — For many Iraqi officials, an unspoken fear hovers like a wraith in the background of every debate over the popular elections that are supposed to take place here in June.

It is that the Iraqi people — roiled by the fall of a brutal dictatorship, followed immediately by subjugation to a sometimes bumbling occupation force — will elect a theocratic Islamic government.

When Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most influential Shiite cleric in Iraq, spoke out a week ago, calling for full national elections instead of the caucus-style balloting envisioned in the American plan for self-rule, most secular politicians concluded that he hoped the voters would elect a theocracy. At least 60 percent of the nation is Shiite, after all.

"A lot of people are mostly afraid that the Islamists want to have direct elections because they believe clergymen will be the new government in Iraq," said Sheik Ghazi Ajil al-Yawar, an independent member of the Iraqi Governing Council.

The Shiite clergy deny that. They profess no interest in governing the country — at least for now.

"We don't want at this point to have an Islamic government," said Abdul Aziz al-Hakim, a senior Islamic clergyman who is also on the Governing Council and is close to Ayatollah Sistani. "We don't want a Shia government. We want a broad-based, democratic government."

Bush administration officials have also said that, seeing that Iraq's Shites are not under the thumb of Iran's, their fears of a Shiite-dominated government have diminished.

But a variety of Iraqis worry nonetheless. They say it may not matter what Mr. Hakim says he wants. In Iraq's present chaotic state, they fear the people may vote for the rigorous order that an Iranian-style Shiite theocracy imposes. For that reason, almost everyone except the

Shiite leaders say they are not interested in running the country.

religious leaders is determined to delay a full national election for a year or longer.

"The whole process is boiling," said Hamid Majeed Mousa, leader of



Associated Press

A Funeral in Baghdad

Mourners yesterday carried the body of Abdulrazaq al-Laami, a Shiite cleric, who was killed Friday when an Army tank ran over his car.

the Iraqi Communist Party. "In these abnormal conditions, it is very hard to have balanced voting. We don't have the right conditions for elections, and that is why we could get one of these kinds of surprises."

The American plan calls for Iraq to choose a so-called transitional assembly of 250 people nationwide next spring. The national Governing Council, as well as provincial and local governing councils, would select the assembly's members. The Americans said they arranged the selection this way because it would be impossible to organize a full national election by next spring.

American officials say they will support any government as long as it respects democratic principles.

Still, hardly anyone here doubts that the Americans had an unspoken motive for organizing the elections the way they did. By relying solely on official bodies, the selection process is likely to be insulated from the popular passions that might overcome full national elections.

The Shiite religious leaders say they believe the nation needs a broad-based, inclusive government during this volatile period.

"All the parties have anxieties now," Mr. Hakim said. "That is why everyone should participate in this period." In the future, he added, "we will have a Parliament and a press so that people will be able to monitor what the government does."

At the same time, however, Mr. Hakim also demands certain rights

for religion, no matter what kind of government Iraq chooses.

"Of course we will not support any assault or aggression against Islam," he said. No matter what form of government the people may choose, Mr. Hakim and Ayatollah Sistani insist that no law the government enacts may conflict with Islamic doctrine.

The actual population numbers suggest that electing a Shiite theocracy should be impossible. About 40 percent of the nation's population is Sunni, Kurd or some other minority, and is unlikely ever to vote for a Shiite religious leader. The remaining 60 percent is Shiite. But even religious leaders acknowledge that a great portion of those people are secular and would not vote to elect a theocratic government.

"About 30 to 35 percent" of the Shiites are secular, said Abdul Latif al-Mayah, a political scientist and the chairman of the Arab Homeland Studies Center at Al Mustansiriya University in Baghdad. "But if the conditions in Iraq are still as they are now, I think even the educated, secular people will vote for a fundamentalist government."

One quandary behind all this is the realization that, even now, more than seven months after the fall of Baghdad, no figure has emerged who comes anywhere near being regarded as a popular leader for all of Iraq. In this leadership vacuum, when Iraqis discuss what they are looking

DECEMBER 7, 2003

The New York Times

for in their leader, they sound very much like a teenager describing an ideal date for the prom.

"He should have a shining history," Mr. Mousa said. "He should be accepted socially, honest, clean, educated, smart, intellectual."

Mowaffak al-Rubaie, another

member of the Governing Council, said, "It should be someone who is highly educated, knows the outside world and knows the language of human rights."

No one who seems to fit those descriptions has come forward yet, another reason that most Iraqi politi-

cians want to delay a national vote for a leader by a year or two.

"That will give time for people to come forward," Mr. Mousa said.

"We are moving to a new phase of our lives," Sheik Yawar said, "but we don't know what it is."

Le Monde
ÉDITORIAL

8 DÉCEMBRE 2003

Nationalisme en Irak

GEORGE W. BUSH avait pourtant été largement prévenu dès le départ : le pouvoir de Saddam Hussein reposait, certes, sur la terreur et le meurtre, mais aussi sur un nationalisme irakien dont le dictateur jouait habilement. Les Britanniques, qui ont dû l'affronter de leur temps, étaient bien placés pour en avertir l'administration américaine.

La sanglante résistance qu'affronte aujourd'hui l'US Army en Irak déstabilise son action d'autant que le nationalisme nourrit cette résistance, la protège et la renforce en permanence de recrues nouvelles.

Sans doute, celle-ci est-elle le fait de groupes très disparates dont les motifs sont variés.

« Les gens qui sont contre nous », comme les désigne l'administrateur Paul Bremer, dans une expression qui signe sa difficulté d'identification de l'adversaire, regroupent d'anciens membres de la police de Saddam Hussein, des baasistes, des Arabes sunnites motivés par un sectarisme religieux ou ethnique, des délinquants, des désœuvrés. Leurs rangs grossissent par effet « boule de neige » au fur et à mesure que montent les mécontentements contre les Américains et que ceux-ci répliquent brutalement aux attentats.

A ces mouvements se mêlent sûrement d'authentiques « terroristes professionnels » venus de l'étranger,

envoyés, ou pas, par la nébuleuse Al-Qaida. Mais, au total, il apparaît de plus en plus clairement au fil des attaques que les fidèles de Saddam et les al-qaïdistes comptent moins, dans les motifs de résistance,

que le sentiment nationaliste. C'est lui qui pourrait constituer un ciment capable de fédérer, et peut-être d'organiser, une partie de ces groupes hétérogènes, même si les Américains parviennent à capturer ou à éliminer Saddam Hussein et tous les anciens responsables.

Paul Bremer, qui prévoit « une augmentation des attaques » en l'attribuant à « ceux qui sont contre nous » et qui veut « s'opposer à la reconstruction politique et économique » du pays et rétablir l'ancien régime, se trompe. L'hypothèse que Saddam et Ben Laden « tiennent tout » ignore ou mésestime ce nationalisme arabe et irakien qui perdurerait à la mort de deux figures

du « Mal ». Peut-être cette mort est-elle, d'ailleurs, déjà acquise...

La réponse militaire, même plus efficace, mieux renseignée et mieux ciblée, comme s'y prépare M. Bremer ne peut que déboucher sur de maigres résultats, voire sur l'impuissance. D'autant que les Américains n'ont plus les forces nécessaires pour suivre un engrenage de violence.

La solution est connue, et admise maintenant par l'administration Bush : l'irakisation des pouvoirs, la mise en route du plan de rétablissement de la souveraineté irakienne, le transfert des pouvoirs administratifs et policiers à une administration provisoire et l'organisation d'élections. Cette « irakisation » suppose de s'appuyer sur des responsables nationaux légitimes, et non sur des membres d'une diaspora qui ont fait peu de cas du nationalisme irakien.

Pour les services alliés, 80 % des attentats sont le fait des cellules secrètes de l'ancien parti du raïs déchu

SELON DES ANALYSTES français du renseignement, amenés à échanger leurs informations avec leurs correspondants dans des services alliés, 80 % des attentats en Irak sont le fait d'anciens baasistes. Les 20 % restants relèvent de groupes assez autonomes formés d'étrangers au pays et qui entretiennent des liens moins directs qu'on ne l'imagine avec la mouvance terroriste Al-Qaida.

Il s'agirait d'une « population » de plusieurs milliers de combattants, au total, selon une source du ministère français de la défense, qui centralise le renseignement.

Avant même le début des opérations lancées par la coalition, le 19 mars, le parti Baas de Saddam Hussein avait pris ses précautions. Moins d'une dizaine de jours après, le siège du parti a été lourdement pilonné en neuf sites différents. Mais, de longue date, le parti Baas avait eu tout le temps de créer une organisation clandestine, appelée « Armée populaire », qui s'est employée à distribuer des armes à



Selon un chef de tribu de l'ouest de l'Irak « impliqué dans la guérilla » et cité par l'Agence France-Presse, l'attentat-suicide au camion piégé contre le quartier général des Nations unies, qui a fait 22 morts, le 19 août à Bagdad, « a été mené par des baasistes » fidèles à l'ancien dictateur irakien Saddam Hussein.

des fidèles du pouvoir en place, à cacher des stocks de matériels dans des endroits sûrs, à implanter des « cellules » dans le moindre village pour en contrôler les habitants et à établir des plans de résistance face à un éventuel agresseur ou à une rébellion interne avec des moyens

dont la rusticité est aujourd'hui l'atout majeur.

Pour s'en tenir à un seul exemple, les communications entre ces cellules, réactivées après la guerre, se font par messenger. Ce simple porteur complique la tâche des Américains pour leurs écoutes.

« MERCENAIRES » ÉTRANGERS

Voué à prendre et à sauvegarder le pouvoir une fois établi, cet appareil clandestin du parti Baas, qui englobe en son sein des comités militaires secrets, a essaimé durant la guerre. Il a survécu à l'occupation

de l'Irak par la coalition.

C'est lui qui est responsable, si l'on suit les officiers de renseignement français et alliés dans leurs analyses, de 80% des attentats à Bagdad et dans le reste du pays.

Les cellules baasistes en question tireraient profit de l'existence de « taupes » introduites dans ou en marge du dispositif américain - policiers, miliciens, personnels de services irakiens - qui ne se contentent pas de leur donner des informations mais qui peuvent, au besoin, collaborer plus activement avec elles.

De même, « l'Armée populaire », qui a toujours été distincte de l'armée régulière et de la Garde républicaine, bénéficie du concours d'anciens membres des services spéciaux, demeurés fidèles à Saddam

Hussein. La plupart d'entre eux ont œuvré pour le Jihaz al-Moukhabarat al-Amma (Service des renseignements généraux), créé en 1964, qui assurait la sécurité de l'Etat en s'étant rangé derrière le parti Baas quand le raïs a pris le pouvoir en 1968. Fort de plus de 5 000 membres, ce service a organisé l'attentat contre George Bush père au Koweït, en avril 1993.

Les analystes du renseignement estiment que le corps central des loyalistes tient précisément son savoir-faire en techniques de guérilla de son passage dans « l'Armée populaire » ou dans les services spéciaux.

A côté de ces attentats qui portent la marque d'une certaine compétence, les 20% restants sont le fait de « mercenaires » étrangers,

volontaires pour agir en Irak, qui sont pour la plupart palestiniens, syriens, jordaniens, yéménites ou saoudiens. Ces groupes ont déjà souvent combattu ailleurs, en Afghanistan notamment. Ils sont passés pour nombre d'entre eux par la frontière avec l'Iran. Ils sont, apparemment, motivés par la volonté de lutter contre des occupants assimilés à des « infidèles » et ils ne font pas nécessairement bon ménage avec les opposants irakiens qui ont pris les armes.

En effet, pour nombre de ces « mercenaires », qui seraient quelques centaines, sans beaucoup de compétences opérationnelles, les Irakiens proches du régime baasiste se montreraient plus des partisans de Saddam Hussein que des fidèles désireux de servir l'islam.

Pour autant, les services français et alliés de renseignement considèrent que ces groupes, venus affronter la coalition dirigée par les Américains, ne sont pas formellement et totalement rattachés à la mouvance Al-Qaïda.

A l'exception peut-être du réseau Ansar al-Islam, qui est actif en Irak à partir du territoire iranien et qui partage l'idéologie d'Al-Qaïda, il s'agirait plutôt de « francs-tireurs » du terrorisme. « Ils ont été aspirés dans le sillage d'Al-Qaïda, admet l'expert qui centralise le renseignement au ministère français de la défense, mais le mouvement d'Oussama Ben Laden ne semble pas être le maître d'œuvre de leur action sur place. »

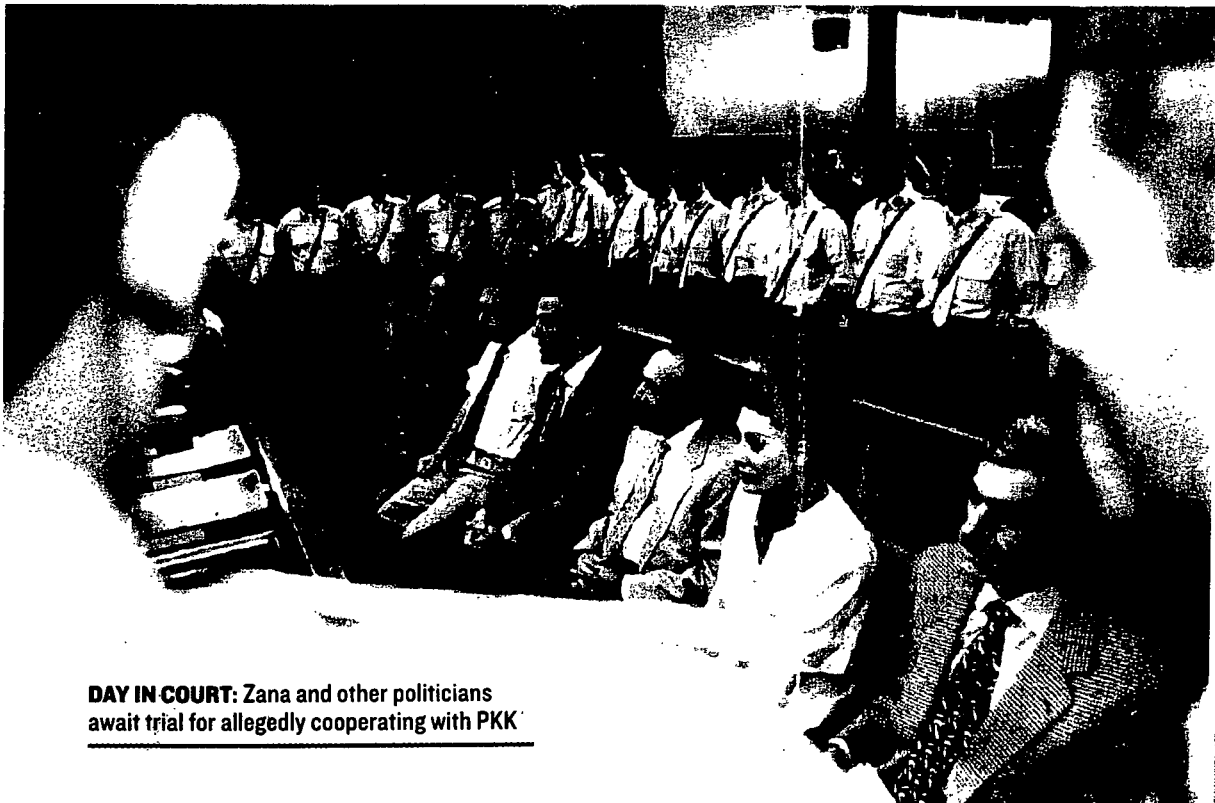
Jacques Isnard

Newsweek

DECEMBER 8, 2003

Justice in the Dock

A high-profile trial in Ankara becomes a litmus test for Turkey's aspirations to join the EU



DAY IN COURT: Zana and other politicians await trial for allegedly cooperating with PKK

BY OWEN MATTHEWS

OFFICIALLY, LEYLA ZANA WAS the one on trial in Ankara's State Security Court No. 1 late last month. The former M.P., a Kurd, was imprisoned in 1994 for al-

leged "membership in an illegal terrorist organization." Her case is now being retried after the European Court of Human Rights found her original conviction to be "grievously flawed." So in many ways the real defendant isn't Zana; it's the Turkish justice system.

The stakes for Turkey in this unofficial proceeding are huge. For the real jury is not the state-appointed judges who will decide Zana's fate. It's the gallery of Western diplomats, members of the European Parliament, human-rights advocates and the

media who gather for each hearing to witness the proceedings. Their charge: that

despite much-vaunted reforms passed by Parliament this summer guaranteeing free speech and other basic rights, Turkey isn't serious about modernizing the ultraconservative (and sometimes corrupt) judiciary that must enforce those new laws. And that, the critics say, makes them meaningless—a conclusion that could well derail Ankara's quest to join the European Union.

Turkey's ruling AK Party came to power last year promising to do everything it could to get the country into Europe. It scrapped the death penalty, lifted bans on broadcasting in Kurdish and other non-Turkish languages, wrote new laws protecting minorities and threw out a slew of repressive human-rights laws that, in the past, had been used to imprison political offenders on flimsy evidence, including Kurds, nationalists and leftists. Much to the amazement of many in

Brussels, AK pushed through these changes against fierce opposition from the country's military and conservative political leaders, opening on paper at least one of the most revolutionary chapters in modern Turkey's history. But that's the problem. The reforms are still largely on paper. Turkey's judiciary has been slow to put the new laws into action. Prosecutors continue to arraign suspects for crimes that should no longer exist. And the police, according to a recent Human Rights Watch report, continue to regularly torture suspects and deny them basic rights.

As the European Union prepares to give Turkey a start date for accession negotiations, it is keeping a wary eye on the trial of Leyla Zana. In 1991 she became the first Kurdish woman ever elected to Turkey's Parliament—and quickly sparked outrage while taking her oath of office for calling on Kurds

and Turks to work together to "build democracy" in Kurdish, the language of a fifth of Turkey's population. Soon after, the party she represented, the pro-Kurdish People's Labor Party, was outlawed on the ground that it promoted "ethnic separatism." Zana and three other M.P.s were accused of colluding with the banned Kurdistan Workers' Party, or PKK, which was then waging a bloody guerrilla war against the Turkish military; they were convicted and jailed for 15 years.

The main evidence against Zana came from a former guard at a PKK training camp in Lebanon, who claimed in a written statement that he had seen her there in October 1991. That witness, Ecdet Pacal, never appeared in court at the original trial. Nor is he due to appear at Zana's new

trial—which hinders the defense strategy of knocking down the flawed (and possibly fabricated) prosecution evidence criticized by the European Court of Human Rights. "There will not be a fair trial," says her lawyer, Yusuf Alatas, who has lodged another complaint with the European Court of Human Rights, arguing that his client and her three colleagues should not be kept in prison during their retrial.

Such rough justice is hardly uncommon. In July prosecutors in the eastern province of Kars issued a warrant for the arrest of Gurbuz Capan, mayor of the small town of Esenyurt, near Istanbul. The charge: insulting the memory of Mustafa Kemal Atatürk, the founder of modern Turkey. Capan's crime, apparently, was to remark during a TV interview that the man still almost universally known as the "Great Leader" was "busy chasing girls." The offense carries a penalty of three years in prison. A former lawmaker, Aydin Menderes, faced similar charges last summer for allegedly saying "Damn Atatürk" at a political meeting—half a decade ago, in 1994. Ayse Handan Ipekci, a Turkish filmmaker, was put on trial in April for "denigrating the security forces" in a mildly satirical film lampooning some policemen, and that same month an editor and a columnist from the English-language Turkish Daily News were given suspended sentences of 20 months for "insulting the judiciary" after raising similar concerns to those reported in this NEWSWEEK article.

Even reporting those mistakes the judiciary admits can be dangerous. When the daily *Hurriyet* reported late last year that Ankara's chief prosecutor, Nuh Mete Yüksel, had been fired for what a panel of judges described as "undisciplined behavior," the State Security Court ordered the issue seized and pulped—and banned any further report-

ing of the Yüksel case. European courts regularly refuse to extradite suspects to Turkey because of doubts they will get a fair trial. Even more embarrassingly, European immigration authorities often accept asylum claims by Turkish Kurds who say they have been beaten and tortured by Turkish police and fear they will be targeted if they return. Those within the EU who favor Turkey's candidacy are aghast at the judiciary's continued defiance of fundamental European legal norms. Examples, according to Dutch

lawyer and human-rights activist Gert Wilde, include trial by jury, basic rights of free speech and association and the exclusion of legal testimony or confessions made under duress. "If Turkey's judges are trying to sabotage their country's EU chances, they're doing a very good job," says one European diplomat in Istanbul.

The timing of the EU's next stage of expansion makes all this especially sensitive. Ankara stands a decent chance of being given a date to start membership negotiations as soon as 2005. Once that happens, it's only a matter of time before Turkey is accepted into the Union. But if Turkey fails to dramatically clean up its justice system (and if no solution is found to the Cyprus problem by the time the divided island joins the EU next year), Brussels will hold off. That, many in Ankara fear, will cause bitter disappointment inside Turkey and lead to a loss of reformist momentum. It will also give those within the EU who are skeptical of Turkey's accession an opportunity to push for a "special relationship" short of full membership. The 11 months between now and the next EU progress report will be critical in deciding Turkey's future in Europe. Time for Turkey's judges to realize that they—and Leyla Zana—hold their country's fate in their hands. ■

Those who favor Turkey's candidacy are aghast at the defiance of fundamental legal norms

MONDE MUSULMAN

La salutaire métamorphose des chiites

Avec la victoire de l'ayatollah Khomeyni en 1979, les chiites devenaient le fer de lance de l'intégrisme révolutionnaire dans le monde. Aujourd'hui, ils se veulent démocrates et laissent la violence aux sunnites.

IRANEMROOZ (extraits)

Francfort

Les chiites représentent aujourd'hui une population de 150 millions de personnes dans le monde, dont 70 % au Moyen-Orient. Dans les années 80 et 90, ils ont été au cœur des crises qui ont marqué des pays allant du Liban aux émirats du Golfe arabopersique, et du Pakistan au Tadjikistan en passant par l'Afghanistan. A présent, ils entrent dans une nouvelle phase de leur histoire, bien distincte de celle des deux dernières décennies. Leurs partis politiques extrémistes investissent le terrain démocratique. La forte participation de représentants chiites au sein du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) d'Irak est un événement frappant dans la vie politique de ce pays qui indique que l'axe principal du pouvoir futur de l'Irak sera chiite. Idem pour les chiites qui participent aujourd'hui activement au pouvoir en Afghanistan.

De tout temps, le chiisme a agi en mouvement d'opposition et tenu un discours de contestation face aux pouvoirs en place. Par cette tradition, les chiites ont souvent remis en cause la légitimité religieuse de ceux qui les gouvernaient et l'assujettissement aux gouvernements tyranniques. Avec un tel état d'esprit, la collaboration institutionnelle au sein du pouvoir était impossible. Minoritaires, leurs insurrections se terminaient le plus souvent par l'échec et la répression.

L'émergence du concept de *velayat-e faqih* [suprématie du religieux sur le politique] en Iran a créé une rupture dans cette histoire. Outre son efficacité dans l'unification d'une révolte collective, ce modèle a pu renverser la puissante monarchie iranienne. Les clercs ont alors pris la direction de l'opposition et introduit sur la scène politique le chiisme comme "parti révolutionnaire à part entière". Bien organisés dès les années 60, ils ont pris le pouvoir en Iran en 1979, puis entraîné les chiites d'Irak, du Liban, d'Afghanistan et du Pakistan dans un processus révolutionnaire.

Reste à savoir pourquoi la révolution des chiites est restée confinée

▲ Dessin paru dans *The Economist*, Londres.



dans les frontières du Moyen-Orient et n'a triomphé qu'en Iran. La plupart des chefs religieux iraniens, encerclés par des Etats à majorité sunnite [Turquie] ou dirigés par des sunnites [Irak, Bahreïn], ont souvent instrumentalisé les mouvements chiites des autres pays, ce qui a créé des grands doutes parmi les chiites non iraniens. Le modèle de gouvernement des juristes-clercs, inadapté à la situation des minorités chiites dans d'autres pays, n'a ainsi pas pu s'exporter. Et le chiisme politique révolutionnaire sous l'hégémonie absolue des religieux en Iran, qui dure depuis presque un quart de siècle, n'a pas pu établir un modèle réussi de gouvernement. L'expérience a montré que la soif du pouvoir, la poursuite de l'intérêt et la corruption parmi ces derniers n'ont pas été moindres que du côté de gouvernements laïcs d'autres pays du tiers-monde.

La présence plus marquée des chiites dans la vie politique au début de ce siècle est liée à une évolution de leur pensée et de leur discours. Les élites, attachées aux enjeux locaux, se montrent aujourd'hui plus détachées de l'influence iranienne. La question qui se pose pour une majorité de chiites est "comment gouverner ?" et non plus "qui a le droit de gouverner ?" En Afghanistan et en Irak par exemple, les chiites plus libéraux et modérés deviennent des acteurs de la vie politique. Les intellectuels religieux, issus des universités, remettent en question les milieux religieux traditionnels et arrivent à briser leur monopole. La majo-

rité des personnes éduquées vivant dans les villes se retournent plutôt vers ces intellectuels religieux et non vers les corps cléricaux.

Si jadis les antioccidentaux les plus extrémistes se recrutaient chez les chiites, aujourd'hui, le terrorisme à grande échelle n'est plus chiite. Certains reconnaissent même des aspects positifs à la politique américaine dans la région. En agissant désormais dans le cadre national, en acceptant le pluralisme et la démocratie, les chiites se trouvent devant un nouvel horizon, qui permet la coexistence avec les sunnites et la possibilité de se joindre à la communauté internationale. Ils y gagneront une dignité religieuse et sociale que les mouvements sanglants du passé ne leur ont pas permis d'atteindre.

Yacine Rassouli

HAINES

Peurs sunnites

■ La guerre en Irak ne fait qu'exacerber les haines entre sunnites et chiites dans le monde musulman. Ainsi, le site islamiste sunnite *An Nida'a* (L'appel) écrit : "La menace que représente le chiisme pour le monde musulman n'est pas moins importante que celle posée par les juifs et les chrétiens." Un autre article paru dans le quotidien égyptien *Al Ahram* rappelle que pour triompher sur les Croisés à Jérusalem Saladin 1^{er} a commencé par liquider les chiites !

Washington exclut la France, l'Allemagne et la Russie de la reconstruction en Irak

« Les intérêts de sécurité des Etats-Unis » sont invoqués pour justifier la décision de M. Wolfowitz

LES ETATS-UNIS ont décidé d'exclure des appels d'offres lancés pour la reconstruction de l'Irak les sociétés françaises, allemandes, russes et canadiennes, ainsi que celles d'autres pays, notamment la Chine, ayant refusé de s'associer à la coalition militaire actuellement dans le pays. C'est ce qui ressort d'un mémorandum du Pentagone rendu public, mardi 9 décembre, dans lequel figure une circulaire en date du 5 décembre du secrétaire adjoint à la défense, Paul Wolfowitz, publiée sur le site Internet du Pentagone. Ces exclusions sont motivées par « les intérêts sécuritaires essentiels des Etats-Unis » et visent à « encourager la coopération internationale dans les futurs efforts » pour stabiliser l'Irak.

Outre les Etats-Unis, 63 pays désignés comme des « partenaires de la coalition » pourront s'adjuger les premiers contrats, au nombre de 26, qui vont de l'équipement d'une nouvelle armée irakienne à la reconstruction des routes, des installations pétrolières et des systèmes de communication. Le mon-

tant total, de 18,6 milliards de dollars, a été approuvé par le Congrès en novembre. Dans sa circulaire, M. Wolfowitz indique que « la compétition pour ces contrats de base est limitée à des sociétés des Etats-Unis, d'Irak, des partenaires de la coalition et des nations ayant envoyé des troupes ». Sont donc exclus de la liste les pays qui ont refusé d'envoyer des forces en Irak. Les entreprises des pays exclus des appels d'offres pourront toutefois participer à la reconstruction de l'Irak comme sous-traitants, a précisé un porte-parole du Pentagone, le commandant Joe Yoswa.

Le document du Pentagone souligne par ailleurs que « tous les efforts doivent être faits pour augmenter la coopération internationale en Irak », notant que le nombre de soldats non américains présents sur le sol irakien est passé, depuis la fin des opérations majeures de combat, le 1^{er} mai, de 14 000 à 23 700, permettant une réduction de 12 000 hommes du corps expéditionnaire américain. L'Union européenne avait débloqué 1,3 milliard

de dollars pour la reconstruction des infrastructures irakiennes, mais la France et l'Allemagne avaient refusé d'apporter des contributions individuelles.

D'autre part, le chef d'état-major interarmées américain, Richard Myers, visiblement exaspéré par les difficultés des GI sur le terrain, a déclaré, mardi : « C'est clair, nous sommes en train de gagner. Ce ne sera pas simple, a-t-il ajouté, car tout ce qui est valable n'est jamais simple ».

TRIBUNAL SPÉCIAL

Par ailleurs, les Moudjahidins du peuple iranien ont rejeté, mercredi, la décision prise, la veille, par le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) de les expulser d'Irak avant la fin de l'année. « Cette décision n'a pas de force exécutoire et ne fait qu'ouvrir la route aux activités terroristes du régime des mollahs [de Téhéran] contre notre organisation », déclare, dans une communiqué, le principal groupe d'opposition armée au régime islamiste en Iran. Le CIG, estimant qu'il s'agit

d'une « organisation terroriste », a voté à l'unanimité l'expulsion, et décidé de fermer les permanences du mouvement. Les armes et l'argent seront confisquées. Près de 4 000 moudjahidins ont été regroupés à Camp Achraf, situé dans la province de Diyala, au nord-est de la capitale. Installés depuis vingt-deux ans en Irak, les Moudjahidins du peuple étaient restés neutres pendant la guerre et avaient été désarmés peu après par les Américains.

Le CIG a d'autre part décidé, mercredi, la création d'un tribunal spécial chargé de juger les crimes du régime de Saddam Hussein. Enfin, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a nommé le Néo-Zélandais Ross Mountain comme son représentant en Irak par intérim. Il succédera à Sergio Vieira de Mello, tué le 19 août dans un attentat à Bagdad. Ross Mountain est actuellement responsable du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Genève. - (AFP, Reuters.)

IRAN

Les bourreaux meurent aussi

Sadeg Khalkhali, le procureur des tribunaux révolutionnaires iraniens, est décédé, à l'âge de 77 ans, à Téhéran. En bon inquisiteur de la révolution islamique, Khalkhali envoya des milliers d'Iraniens à la mort.

Les bourreaux aussi vieillissent. Leur poigne se relâche, leurs mains se mettent à trembler, le cœur faiblit et c'est la mort qui finit par les envoyer sous terre. Là où eux-mêmes avaient envoyé leurs victimes sans sourciller, sans hésiter, sans se poser de question. La mort finit par rattraper ceux que les griffes de la justice avaient épargnés. Comme Sadeg Khalkhali. La nouvelle de sa mort éveille de douloureux souvenirs. Au lendemain de la révolution iranienne de 1979, c'est lui qui fut chargé de la lourde tâche de présider les tribunaux révolutionnaires. La révolution iranienne, comme toutes les révolutions, avait promis de mettre un terme à la tyrannie.

Puis elle y versa elle-même. La seule évocation du nom de Khalkhali provoquait la panique, et ceux qui étaient convoqués par lui savaient qu'ils partaient pour leur dernier voyage.

C'était un juge intransigeant, qui ne se laissait pas impressionner par les larmes, ébranler par les circonstances atténuantes ou amadouer par les excuses. Il n'admettait qu'un seul rôle pour son tribunal et n'appliquait qu'une seule règle dans ses jugements : la mort. Il glaçait d'effroi les « ennemis de la révolution ». Etre visé par lui, c'était comme si l'on s'était attiré les foudres de Robespierre ou avait vu son nom sur les listes de Beria. Puisque l'avenir de la révolution était en jeu, la pitié et la clémence n'avaient aucune chance de percer dans son cœur.

« Je suis certain que Dieu, quand il me jugera, ne posera aucune question sur les exécutions, pas une seule. Je n'ai pas peur de son jugement », expliquait-il, en ajoutant

qu'il ne se rappelait plus du nombre de condamnations à mort qu'il avait prononcées. Peut-être une centaine ? Mais il avait des collaborateurs qui s'occupaient d'autres cas. Comme il n'avait pas de temps à perdre pour entrer dans les détails, certains jugements ne prenaient que quelques minutes. Son champ de compétences couvrait aussi bien les responsables du régime du chah que les rebelles kurdes et les trafiquants de drogue, sans parler évidemment des opposants à l'ayatollah Khomeyni. Il disait avoir la conscience tranquille. Il disait ne rien avoir à se reprocher. Il disait qu'il n'avait fait que son devoir. Son recours immodéré à la peine de mort avait provoqué des réserves jusqu'au sein de son entourage, et au bout de deux années bien remplies on lui avait demandé de cesser ces pratiques qui avaient donné une image catastrophique de la révolution. A cette époque, des photos commençaient à circuler en Occident où on le voyait se ser-

vir de sa canne pour remuer les corps calcinés des soldats américains que Jimmy Carter avait envoyés pour sauver les Américains retenus en otages dans leur ambassade à Téhéran [1979]. Plus tard, il niait sa participation dans le dépeçage des cadavres, affirmant que Khomeyni l'avait envoyé afin qu'il traite les corps selon les

us et coutumes [canoniques]. Ces dernières années, Khalkhali proclamait son soutien au président réformateur Mohammad Khatami. Pourtant, l'idée d'un repentir ne l'a jamais effleuré. "C'était la révolution et on n'avait pas le temps pour la réflexion." Il y a quatre ans, devant un journaliste insistant, il a rappelé les procès

de Nuremberg. Les Alliés qui y avaient jugé les responsables nazis, faisait-il valoir, n'avaient pas non plus montré de clémence. Les bourreaux aussi meurent. Khalkhali est mort, paisiblement, dans son lit. Il repose sous terre, là où il a envoyé tant de victimes.

Ghassan Charbel, *Al Hayat*, Londres

Iraq contract ban angers U.S. allies

EU questions the legality of decision; White House defends move to limit bids

By Thomas Fuller and Brian Knowlton

PARIS: Several prominent American allies, all critics of the Iraq war, reacted with anger Wednesday to the U.S. decision barring them from major contracts for Iraqi reconstruction.

The European Union vowed to investigate the legality of the move, which would deny such contracts to France, Germany, China, Russia, Canada and others.

The White House vigorously defended the decision to offer contracts only to coalition partners "helping and sacrificing" to build a free Iraq, including Britain, Spain, Italy and nearly 60 other countries.

Amid a crush of foreign criticism, the Pentagon said that it might delay its solicitation for bids for the contracts, to be financed entirely by U.S. contributions to rebuild Iraq, but it was unclear whether that was purely for technical reasons.

Germany called the limitation on bidders "astonishing" and "not acceptable." Canada said it might now end its contributions to Iraqi reconstruction. Russia warned against a "splitting" of the international community and suggested that it would not oblige the United States by forgiving Iraqi debt.

And a senior Democratic senator, Joseph Biden of Delaware, called the decision a "totally gratuitous slap" that would alienate important allies.

The White House said, however, that President George W. Bush stood by the decision, which was contained in a Pentagon memo dated Dec. 5 but posted only Tuesday on a Defense Department Web site.

"The United States and coalition countries as well as others that are contributing forces to the efforts there — and the Iraqi people themselves — are the ones that have been helping and sacrificing to build a free and prosperous nation for the Iraqi people," said

Scott McClellan, the White House spokesman.

He said it was "totally appropriate" for U.S. taxpayer dollars to go to those who have supported the coalition. Bush was "fully supportive of the decision," McClellan said.

Despite the strong signals from the White House, the Pentagon on Wednesday delayed \$18.6 billion in bid requests. Deidre Lee, director of defense procurement at the Pentagon, said she hoped the contracts would be advertised within the next few days.

But several Europeans and some Americans expressed surprise that the decision to limit the bidders came at a time when the administration had been making some public efforts to heal the deep wounds opened by the war.

These gestures included relatively well-received visits to Europe last week by Defense Secretary Donald Rumsfeld and Secretary of State Colin Powell; and Bush's decision, albeit under a European threat of trade retaliation, to rescind controversial steel tariffs.

The European Union said it would examine the 26 contracts — which cover repairs and rebuilding of communications networks, the electrical grid, public buildings, transportation, public works, as well as training of Iraqi troops — to see whether they comply with the fair-trade rules of the World Trade Organization.

McClellan said the White House was confident the decision did comply.

EU members have divergent interests in the matter that could make an inquiry somewhat awkward: Britain, Spain and Italy are major contributors to the coalition, and the Netherlands and Portugal also support it; but France, Germany and some other mem-

bers opposed the war and have made no major contributions to the coalition.

The White House insisted that to limit contracts to those countries supporting the coalition was proper, justified and legal, and it supported the rationale



Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz

of the Pentagon memo, signed by Deputy Secretary Paul Wolfowitz.

It said it was "necessary for the protection of the essential security interests of the United States to limit competition for the prime contracts" — worth \$18.6 billion — to "companies from the United States, Iraq, coalition partners and force-contributing nations."

It listed 63 eligible countries, including the United States. Notably absent were France, Russia and China, all permanent UN Security Council members, and Germany, Canada and Mexico.

McClellan did hint that other countries could be added to the list if they found ways to assist the coalition, saying, "Circumstances can change."

France said that it would study whether such exclusion was legal. But French officials were relatively close-mouthed about the move.

Germany, however, was clear in its position on the U.S. decision.

"That would not be acceptable for the German government," said a spokesman for Chancellor Gerhard Schröder.

"And it wouldn't be in line with the spirit of looking to the future together and not into the past." Foreign Minister Joschka Fischer, speaking after a meeting with his visiting Russian counterpart, Igor Ivanov, called the U.S. decision "astonishing." Ivanov in turn cautioned that "the interests of a political settlement of the situation in Iraq, and the rebuilding of Iraq, are best served by uniting the efforts of the international community, and not splitting it."

Steven Schooner, a specialist in gov-

December 11, 2003
INTERNATIONAL
Herald Tribune

ernment procurement law at George Washington University in Washington, said he was "stunned" by the memo's language. But he said he assumed government lawyers closely examined the memo and "played close to the edge."

European trade experts will examine the contracts against standards set by the World Trade Organization's Government Procurement Agreement, which took effect in 1981. That agreement, signed by both the United States and the EU, bars countries from treating potential suppliers less favorably based on "foreign affiliation or ownership."

McClellan said that the bid requirement applied only to prime contracts involving the \$18.6 billion in reconstruction funds approved last month by Congress; the prime contractors selected will be permitted freely to choose subcontractors.

And work carried out with \$13 billion

in international aid pledged at the Madrid donors conference will be eligible for broader international participation.

Wolfowitz, in his memo, suggested the decision would encourage other countries to support the coalition's cause.

In at least one case, however, it may have the opposite effect.

Canada had opposed the war but since has contributed more than \$190 million to Iraqi reconstruction. Now, Deputy Prime Minister John Manley said, "it would be difficult for us to give further money."

Reaction from some countries was relatively contained, perhaps in part because the United States had hardly concealed its intention of giving no decision-making role in Iraq to countries not part of the coalition.

Countries like France and Germany, if they protest too loudly, might also expose themselves to charges that their real interest in Iraq is commercial. And

they may be loath to reopen the lingering divide with the United States.

Corporate reaction in Europe to the Pentagon memo was mixed.

In today's global world, some vast multinational companies might defy easy classification by the Pentagon.

For example, Schlumberger, the big oil services company, was founded in

France and has one of three main offices in Paris. But the company is incorporated in the Netherlands, does research and development in Britain and has major operations in Houston.

"Any rulings specifically about French companies don't affect us," said Michele Bernhardt, a company spokeswoman in New York. She said she did not know whether Schlumberger might bid for any of the Iraq contracts.

International Herald Tribune

Thomas Fuller reported from Paris and Brian Knowlton from Washington.

Troops in New Iraqi army walk out over pay

Recruits' mass resignation hits US plan to build up local forces

Rory McCarthy in Baghdad

Nearly half the newly recruited Iraqi army has quit in a row over poor pay, officials in Baghdad admitted yesterday.

At least 300 troops from the 700-strong 1st Battalion of the New Iraqi Army walked out less than two months after completing training.

The resignations are a blow

to US attempts to build up the Iraqi security forces, who will have a far greater role in running the country once America and Britain hand over power on July 1 to an Iraqi government. The troops, most of whom were recruited from the ranks of Saddam Hussein's army, complained that they were paid less than police officers: \$50 (about £30) a month, against \$120 a month paid to police. Officers were paid \$180, which puts them on the same wage as senior police.

"They said they were not happy with their terms and conditions and they didn't obey the instructions of their commanding officers and therefore they are no longer soldiers in the 1st Battalion of the New Iraqi Army," said an official from the coalition provisional authority, the US-led administration in Baghdad.

"They felt that they should be paid more money than the police, because they felt the



A soldier on exercises in the new Iraqi army ... but substantial numbers have walked out less than two months after completing training Photograph: Laszlo Balogh/Reuters

police could go home at night and they didn't go home at night," the official said. "That's their point of view."

The pay scales of all the security forces are under review as a result of the mass resignations. The official added that the salaries were now "hugely higher" than the typical \$2 monthly wage paid to Saddam's conscript army. "We will review the salaries, but I think their remuneration package at the moment is at least very fair," he said.

In May, Paul Bremer, the civil administrator of Iraq, demobilised the old army, raising a storm of protest from the 400,000 soldiers put out of work.

The troops were encouraged to apply for the new army, although senior officers were banned. Training was conducted by a private American military contractor, Vinnell Corp. In October, the new battalion had a passing out parade, accompanied by a US military band, at which they were hailed as the core of a new security force for Iraq.

So far only the first battalion has completed the eight-week training course and is now working alongside the US Army's 4th Infantry Division, responsible for the troubled Tikrit area north of Baghdad.

A second battalion is being trained and more will follow

next year, for which the US has proposed spending \$2bn. Eventually the US hopes to build up an army of 35,000 Iraqis, who will work alongside the several other security forces: the much larger police force, the border police, a building guard force, and a paramilitary civil defence corps. In total, the US plans to have as many as 207,000 Iraqis in the various security units.

Separately, the US military said an 82nd Airborne Division base in Ramadi, northwest of Baghdad, was attacked yesterday, apparently with a suicide car bomb. Three Iraqis in the car were killed.

Reza Pahlavi

L'héritier démocrate

Le Point

12 décembre 2003

A 43 ans, le fils de l'ancien chah d'Iran multiplie ses interventions pour renverser le régime islamique. Avec un allié inattendu : le petit-fils de Khomeyni.

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE À WASHINGTON ET TÉHÉRAN DELPHINE MINOUI

Repères

1960

Naissance à Téhéran.

1978

Etudes supérieures aux Etats-Unis.

1979

Départ de la famille royale en exil, suivi du retour de l'ayatollah Khomeyni à Téhéran.

1980

Mort en Egypte de Mohammed Reza Pahlavi.

1984

Installation aux Etats-Unis.

2002

Publication de « Winds of Change », livre dans lequel il expose son projet pour l'Iran.

2003

Rencontre à Washington avec Hossein Khomeyni, petit-fils de l'ayatollah.

Cravate rouge et costume noir, une simple montre en plastique au poignet, il saute d'un rendez-vous à l'autre, au volant de sa Jeep Grand Cherokee, qui glisse sur le périphérique de Washington DC. A 43 ans, Reza Pahlavi à tout du cadre moyen de la côte Est. Mais ses ambitions dépassent de loin celles des ingénieurs et conseillers en marketing qui travaillent aux alentours de la capitale des Etats-Unis.

Depuis son exil américain, le fils de l'ancien chah d'Iran, renversé par la révolution islamique de 1979, multiplie les conférences dans les universités et les rencontres avec la presse à la manière d'un futur chef d'Etat en campagne. Son objectif ? « *D'abord soutenir un programme de désobéissance civile en Iran, afin de renverser le régime théocratique. Ensuite organiser un référendum national donnant au peuple le choix de son futur système politique et de ses dirigeants.* »

Il y a encore cinq ans, ses supporters se recrutaient essentiellement au sein de la diaspora monarchiste installée en Californie. Aujourd'hui, Pahlavi junior fait le tour des foyers iraniens via les télévisions par satellite en langue persane basées à Los Angeles, qui diffusent régulièrement ses interviews. « *Quand je l'entends, ses paroles me rassurent et m'encouragent* », confie Mina, une mère de famille de Téhéran qui dit ne rater aucune intervention de l'héritier du trône d'Iran.

Ses discours ont également fini par séduire certains jeunes Iraniens qui n'ont connu que le carcan de la République islamique et sont déçus par les éternelles promesses de réformes du président Mohammed Khatami. « *Le respect de la laïcité et la séparation entre la religion et la politique sont les éléments clés de tout futur gouvernement* », martèle inlassablement cet homme encore jeune, qui s'impose aujourd'hui comme une des voix incontournables de l'opposition en exil.

Fils de Mohammed Reza Pahlavi – dernier chah à avoir gouverné l'Iran de 1941 à 1979 – et de sa troisième épouse, Farah Diba, Reza suivait des études de pilote aux Etats-Unis quand la famille impériale fut contrainte de quitter l'Iran sous la pression populaire. Depuis l'âge de 19 ans, l'aîné de cette famille de quatre enfants (sa plus jeune

sœur, Leila, est décédée il y a deux ans d'une overdose de médicaments) n'a pas revu son pays, dont il dit avoir gardé « *des souvenirs d'odeurs, de paysages, de moments uniques* ».

Après avoir séjourné en Egypte et au Maroc, il a établi en 1984 ses quartiers aux Etats-Unis, où il a obtenu la traditionnelle « Green Card » réservée aux résidents étrangers. Deux ans plus tard, il a épousé Yasmine Etemad-Amini, une étudiante en droit. Leurs deux filles, Noor et Iman, suivent des cours privés de langue persane. « *Nous n'avons jamais perdu l'espoir de rentrer au pays* », assure le fils du dernier empereur.

Dans la propriété d'un de ses conseillers où il nous reçoit, dans la banlieue de Washington, Reza Pahlavi a fait hisser pour l'occasion l'ancien drapeau iranien, frappé du traditionnel lion, symbole de la monarchie. En cas de changement de régime, prétend-il reprendre le flambeau paternel ? « *Je n'ai aucune ambition particulière*, insiste-t-il. *Ce sera à la population de décider.* » S'il évoque avec fierté la modernisation de l'Iran menée par Mohammed Reza dans les années 70, il en reconnaît aussi les erreurs : « *A cette époque, les attentes de la société n'ont pas suffisamment été prises en compte* », constate-t-il. D'où un décalage grandissant, surtout dans les campagnes, entre tradition et modernité, qui a poussé une grande partie de la population à trouver refuge dans les valeurs de l'islam.

Trop tôt pour parler d'une alliance

« *Vingt-cinq ans après la révolution, tous les Iraniens s'accordent sur le fait que le système théocratique actuel est irréformable. Cela fait six ans que Khatami a été élu et aucun progrès n'a été fait. Les gens en ont marre ; il existe aujourd'hui un véritable mouvement d'opposition souterrain* », ajoute-t-il, en précisant que, selon ses contacts en Iran, ce mouvement n'épargne ni les pasdaran (gardiens de la révolution) ni les clercs. Et de citer sa récente rencontre, à Washington, avec le petit-fils de l'ayatollah Khomeyni, de deux ans son aîné et dont les thèses sont aux antipodes de celles qu'avait défendues le leader de la révolution islamique.



« Au cours de notre après-midi de discussion, nous nous sommes trouvé de nombreux points communs : le même désir de changement, le même attachement pour la démocratie, l'idée du référendum et du libre choix du peuple. Au fond, nous sommes tous les deux les produits de notre génération. » Il est pourtant trop tôt pour parler d'une alliance ou d'un front commun, même si le jeune chah reconnaît aujourd'hui entretenir depuis trois ans une discrète correspondance avec Khomeyni junior.

Seule pomme de discorde entre les deux hommes : une éventuelle intervention américaine en Iran, que le jeune religieux, décidément iconoclaste, appelle de ses vœux. « Le changement doit venir du peuple iranien, il ne doit pas résulter d'une intervention étrangère », insiste de son côté Reza Pahlavi.

Quid de l'actuelle politique européenne de rapprochement avec le régime iranien ? « L'idée d'un dialogue avec les autorités, je n'y crois pas. Surtout quand il est motivé par des intérêts économiques. C'est une perte de temps, et ça ne fait

« Cela fait six ans que Khatami a été élu et aucun progrès n'a été fait. Les gens en ont marre. »

que servir le régime aux dépens d'un peuple qui a suffisamment souffert, s'exclame Reza Pahlavi. Quant aux négociations sur le nucléaire, il ne faut pas se leurrer : ce n'est pas la signature d'un protocole qui garantira l'arrêt de la production iranienne. » Et de se faire accusateur : « Ce ne sont ni la légitimité populaire ni le caractère autoritaire du régime islamique qui assurent sa survie ; ce sont les liens économiques qu'il a tissés année après année avec certains pays occidentaux. Si vous coupez ces liens, le pouvoir ne tient plus. »

Son discours est loin de faire l'unanimité. Pour Ali Ebrahimzadeh, un étudiant de Téhéran, « Reza Pahlavi est peut-être la seule solution pour sortir de l'impasse ». Mais, comme beaucoup d'Iraniens, le jeune homme n'apprécie pas certains jugements hâtifs de Pahlavi junior, selon qui « des millions de jeunes Iraniens se réfugient dans la drogue et se prostituent dans les pays du Golfe pour survivre ».

« Le problème, poursuit Ali, c'est qu'il a vécu trop longtemps loin du pays. Il manque de références. Il pense que nous sommes tous des délinquants ou des paumés. La société iranienne ne l'a pas attendu pour se mobiliser. » Reste également pour l'héritier à convaincre l'opposition libérale en Iran même. « L'alternative doit venir de l'intérieur, elle ne peut être téléguidée de l'étranger. En plus, pour beaucoup d'Iraniens, Reza ne fait qu'incarner les mauvais souvenirs laissés par son père », confiait il y a un an Taqi Rahmani, une des têtes pensantes du mouvement des Musulmans modérés, actuellement en prison pour avoir critiqué le régime.

Dans la vitrine de Mohammad Hassan Shaterian, un libraire de Téhéran, une dizaine d'ouvrages sur la famille Pahlavi (tolérés par la censure depuis quelques années) trônent au milieu de recueils de poèmes et de romans persans. « Mes clients n'ont jamais été aussi friands de ce genre de littérature. Mais c'est avant tout pour eux une façon de fuir la réalité, reconnaît le vendeur. En période de crise, les Iraniens cherchent la moindre occasion de se réfugier dans la nostalgie, quitte à en oublier les mauvais côtés. » Selon lui, « l'intérêt que certains portent au jeune chah relève de cette nostalgie ; rien de plus » ■

Le Monde

12 DÉCEMBRE 2003

Chirine Ebadi, Nobel de la paix, s'en prend aux Etats-Unis

« **LES DROITS** de l'homme sont enfreints non pas seulement par ceux qui s'y opposent notoirement (...) mais ces principes sont aussi violés par les démocraties occidentales », s'est inquiétée, mercredi 10 décembre, Chirine Ebadi en recevant, à Oslo, son Prix Nobel de la paix. L'avocate iranienne, première femme musulmane à recevoir cette distinction, a directement visé les Etats-Unis, sans les nommer, dans son discours de remerciements.

« Au cours des deux dernières années, certains Etats ont violé les principes universels et les droits de l'homme en utilisant les événements du 11 septembre [2001] et la guerre contre le terrorisme international comme prétextes », a-t-elle déclaré, évoquant notamment les quelque 660 prisonniers détenus à Guantanamo « sans la protection prévue par les conventions internationales de Genève, par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par les textes des Nations unies sur les droits civils et politiques ».

Vêtue d'un ensemble couleur champagne, cette ancienne présidente de tribunal, contrainte d'abandonner ses fonctions par le régime islamique de Téhéran, ne portait pas de hidjab. Elle a également serré la main d'Ole Mjoes, président du comité Nobel, ignorant les menaces lancées par des extrémistes qui l'avaient enjoint de respecter les règles imposées



« La discrimination des femmes dans les pays musulmans (...) a ses racines dans la culture patriarcale »

CHIRINE EBADI

par le régime des mollahs.

Chirine Ebadi a répété qu'islam et respect des droits des femmes étaient compatibles. « La condition de discrimination des femmes dans les pays musulmans, que ce soit dans le droit civil ou dans le domaine de la justice sociale, politique et culturelle, a ses racines dans la culture patriarcale et essentiellement masculine de ces pays, et non pas dans l'Islam », a-t-elle expli-

qué, en présence de l'ambassadeur d'Irak en Norvège.

Agée de 56 ans, et mère de deux filles, cette militante des droits de l'homme qui a toujours refusé d'entrer en politique, a dénoncé le double langage de la communauté internationale se demandant « pourquoi au cours des trente-cinq dernières années, des dizaines de résolutions de l'ONU concernant l'occupation des territoires palestiniens par l'Etat d'Israël n'ont-elles

pas rapidement été appliquées alors qu'au cours des douze dernières années l'Etat et la population d'Irak ont été sujets à une attaque, un assaut militaire, des sanctions économiques et, pour finir, une occupation militaire. La première fois après recommandation du Conseil de sécurité et la seconde en dépit de l'opposition du Conseil de sécurité ? ».

M^{me} Ebadi a précisé que le chèque de 10 millions de couronnes suédoises (1,12 million d'euros)

serait utilisé « pour (ses) activités en Iran ». La radio et la télévision publiques iraniennes ont rapporté brièvement la remise du prix. La télévision n'a pas diffusé d'image de la cérémonie, se contentant d'évoquer le sujet en quelques phrases avec une photo d'archives en arrière-plan. Le quotidien conservateur Kayhan a affublé la lauréate du surnom de « Sharon Ebadi ». Elle doit être reçue par Jacques Chirac lundi 15 décembre. - (AFP.)

Kofi Annan exclut le retour immédiat de l'ONU et se méfie d'élections « prématurées »

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Ceux qui attendaient les idées du secrétaire général de l'ONU sur le processus politique en Irak auront été déçus : dans son rapport au Conseil de sécurité, Kofi Annan ne dévoile pas ses recommandations. « Au stade actuel, l'ONU n'est pas impliquée dans le processus politique », a répété le secrétaire général adjoint aux affaires politiques, Kieran Prendergast, en présentant le rapport, mardi 10 décembre.

On ne saura donc pas si l'organisation, qui se flatte d'une expérience unique en matière de remise sur pieds des institutions dans les pays en crise, penche pour des élections au suffrage direct dès 2004, comme l'ont réclamé plusieurs chefs de la majorité chiite, ou si elle préconise plutôt l'élection d'une Assemblée nationale transitoire au suffrage indirect, comme le prévoit l'accord conclu le 15 novembre entre l'administrateur civil américain, Paul Bremer, et le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG). La question « continue d'être examinée à Bagdad », note le rapport.

Le secrétaire général rappelle cependant qu'il a mis en garde, en septembre, contre des élections dans une configuration qu'il juge « loin d'être propice ». L'ONU sait, « pour en avoir fait l'expérience dans diverses situations d'après-conflit », qu'en voulant tenir des élections « prématurément » et dans « de mauvaises conditions »,

écrit-il, on risque d'« accentuer encore les clivages » entre les factions.

Kofi Annan continue à exclure toute présence de l'ONU à Bagdad dans l'immédiat. Et il ne cache pas qu'il n'a pas changé d'avis sur le fond. « Le problème posé par l'insécurité croissante ne peut pas être réglé exclusivement par des moyens militaires », dit-il. « Ce problème demande une solution politique. Une telle solution implique d'ouvrir le processus de transition politique et d'y inclure des groupes et personnalités qui en ont jusqu'à présent été exclus ou qui s'en sont exclus

aussi que l'accord du 15 novembre prévoyant la dissolution de l'Autorité provisoire de la coalition le 30 juin 2004 représente « un pas important dans la bonne direction ».

Mais il n'hésite pas à sermonner la coalition. Si elle veut « réduire les chances de voir l'insurrection prendre de l'ampleur », elle devra « montrer clairement » qu'elle « respecte le droit international humanitaire », dit-il. Le « recours à la force meurtrière » doit être exercé avec « proportionnalité et discernement ». Tous les prisonniers, ajoute Kofi Annan, qu'ils soient prisonniers de guerre, détenus politiques, suspects de droit commun ou individus soupçonnés d'attentats contre la coalition, doivent bénéficier de la protection de la loi irakienne et des Conventions de Genève.

Le Conseil de sécurité examinera le rapport le 16 décembre. Pour l'instant, le flou persiste dans les esprits. Personne ne peut dire qui sera chargé de quoi en Irak lorsque la coalition sera dissoute dans six mois ; quel sera le rôle des Etats-Unis, ou celui, le cas échéant, de l'ONU. Le secrétaire général n'a nommé qu'un représentant spécial par intérim, le Néozélandais Ross Mountain, et une équipe de 40 personnes qui seront basées principalement à Chypre. Il attend des clarifications avant de nommer le successeur de Sergio Vieira de Mello.



« Ce problème (de l'insécurité) demande une solution politique »

KOFI ANNAN

d'eux-mêmes. » Cette référence vise certains ex-partisans de Saddam Hussein ou certains groupes chiïtes, a précisé M. Prendergast, l'idée étant d'« amener sous la tente le plus grand nombre possible d'éléments légitimes ». A l'ONU, on pense que la coalition ne pourra pas faire l'économie d'une intégration au processus politique de certains anciens du régime.

Côté améliorations, Kofi Annan a vu des « progrès très réels dans de nombreux domaines » : la liberté d'expression, le fonctionnement des services de base ou la reconstitution de la police locale. Il estime

Corine Lesnes

TIME

DECEMBER 15, 2003

LIFE BEHIND ENEMY LINES

Inside look at the Baathists, terrorists, Islamists and disaffected Iraqis fighting U.S. troops



FOR ABU ALI, LETHAL ROCKET STRIKES AGAINST THE U.S. occupation army are part of the regular routine. At the modest farmhouse of a fellow member of his network of insurgents one recent evening, Abu Ali—the nom de guerre he has chosen—welcomes seven fighters into a room lined with worn sofas. Despite the steady *whoomp-whoomp* of circling U.S. helicopters, the insurgents sit back, chain-smoking and chatting about weapons, tactics, the long lines to get gasoline, whose children are starting to crawl. A young man spreads a plastic sheet on the floor and lays out plates of roasted chicken, rice, bean soup and boiled vegetables. As the men eat, the talk is jovial, full of laughter and noisy boasting. The pres-

ence of a reporter for a U.S. magazine does not seem to faze them. “American soldier very afraid,” roars Abu Ali. “We are not.” A grinning fighter brags about what would have happened if he had known President George W. Bush would be in the Baghdad airport complex on Thanksgiving Day. “We would have ... *whoosh!*” he says, motioning as if firing a shoulder-launched missile.

Outside, under a sliver of moon, the cell’s surveillance teams are hard at work, monitoring firing positions for their next assault. Spotters circle the area in taxis; others pose as workmen walking home and flip hand signals to passing colleagues. They all report to Abu Ali, a former officer in the Fedayeen Saddam militia who is well schooled in guerrilla tactics. A tall, sinewy figure with a weathered face, Abu Ali makes no secret of his ambition to attack

Americans: “I want to kill all Bush’s soldiers until they leave Iraq or it becomes their desert graveyard.”

Checking his watch, Abu Ali abruptly rises from a sofa, throws on a woolen overcoat and orders everyone, including the reporter, to move out. The men pile into three cars and tear off in different directions. For more than an hour, they cruise near the launch site until all looks clear. Then a small team walks into a flat field to aim a rack of homemade launching tubes toward the lights of the Baghdad airport, home to U.S. chopper squadrons, supply units and the CIA-led Iraq Survey Group, three kilometers away. The insurgents load three air-to-air rockets they have modified to launch from the ground, flash a signal with car headlights and disappear. A second team creeps in to fire the volley, while a security detail armed with assault rifles

and machine guns forms a perimeter. Beyond these fighters, according to the cell’s security chief, a ring of men with shoulder-fired surface-to-air missiles and rocket-propelled grenades is watching for U.S. helicopters that might try to stop the assault.

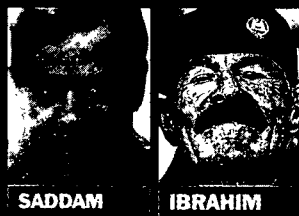
A blacked-out attack chopper buzzes in the distance, and the low, heavy drone from what might be an AC-130 gunship rumbles terrifyingly near. Some of the insurgents scramble into a ditch. But Abu Ali calls them back. His plan is set. “God is great,” he intones. The three rockets ignite at 2-sec. intervals and screech away into the dark. In a matter of minutes, the raid is over. The firing team picks up the launch frame and loads it into the waiting cars. The perimeter detail melts into surrounding fields. The vehicles fan out to take team members—and the reporter—away. Accord-

Regime Loyalists

LEADERS Saddam Hussein (inspirationally), Izzat Ibrahim al-Duri

WHO THEY ARE Fighters are drawn from the Fedayeen militia, the ex-Republican Guard, the old security services and the army

CONNECTIONS AND TACTICS With Saddam hiding from coalition forces, leadership falls to a few deputies who remain at large. American intelligence principally suspects Izzat Ibrahim, an ex-vice president, though others are dispensing money and instructions. The loyalists are responsible for most of the attacks on U.S. forces and now coordinate with other types of fighters. As the insurgency’s main leaders, they have grown markedly in reach, skill, strength and sophistication



SADDAM

IBRAHIM

Disaffected Iraqis

LEADERS Largely rudderless, without a real infrastructure. Some of these men are paid by others to do the insurgency’s dirty work

WHO THEY ARE Gunmen for hire, criminals pursuing illegal enterprises, aggrieved citizens angry about the occupation

CONNECTIONS AND TACTICS The majority of Iraq’s male population has performed some military service, and householders commonly keep assault rifles. The U.S. has discovered numerous instances of impoverished young men being paid by organized groups to conduct attacks on U.S. forces. But increasingly, citizens outraged at how U.S. troops search houses or kill innocent civilians are taking up arms to fire on G.I.s. Organized attacks sometimes inspire locals to join in. Their involvement remains ad hoc and largely ineffective but in the future could provide more foot soldiers for the resistance



ANSAR AL-ISLAM: Members patrol a village on the Iranian border that Americans suspect houses a chemical-weapons lab



VISITING WARRIORS: This Jordanian says the men he trains to kill Americans are ready to "shed the last drop of our blood" for Iraq

Terrorist Groups

LEADERS Abu Mousab al-Zarqawi, Mullah Krekar

WHO THEY ARE Analysts believe Ansar al-Islam is actively plotting attacks and may be al-Qaeda's link in Iraq, sharing its ideology and some personnel and training. Ansar al-Islam's ranks are filled with Iraqi Kurds from Islamic parties, reinforced by an unknown number of jihadis from other Arab states; some are veterans of camps in Afghanistan

CONNECTIONS AND TACTICS Routed in the U.S. bombing campaign in northern Iraq, the majority of its members took refuge in Iran. Small cells are believed to be operating again in Iraq and are suspected of involvement in al-Qaeda-style suicide bombings in Baghdad



Foreign Fighters

LEADERS Imams around the Middle East who, in their mosques, preach jihad against the American occupation

WHO THEY ARE Young Arab men from countries like Jordan, Saudi Arabia, Syria and Yemen who are infused with Islamist fervor. They smuggle themselves into Iraq to fight "infidel" U.S. forces. Most come on their own, without ties to any known organization

CONNECTIONS AND TACTICS It's unclear how many foreign fighters are in Iraq. Experts estimate the number at several hundred at most. Generally, the fighters have little or no military training, and so far their connections to Iraq's organized-resistance groups seem thin. The locals, it appears, are not sure they want foreign help. Although the presence of foreigners is troubling, their numbers are not large enough to pose a serious threat

ing to the insurgents, U.S. helicopters cased the field in vain after the cell left. "We move here with no problem," says Abu Ali. "This is the lie of American power." (A U.S. military spokesman later refused to confirm or deny whether any of the rockets hit the complex.)

This is one face of the insurgency challenging the American occupation of Iraq, an insurgency that so far has claimed the lives of 191 soldiers since President George W. Bush declared the end of "major combat operations" last May. And there are many more faces. U.S. authorities are struggling to illuminate who exactly is out there creeping around in the dark. "It's hard to get your hands around what the enemy looks like," says a U.S. official close to the occupation. In briefings, U.S. officials often claim to know the enemy's size, origins, motivations and chances of suc-

cess. In private, however, they concede that they know a lot less than they would like about what they are up against. Pentagon optimists remain convinced that the insurgency is small and slowly choking to death. "Real insurgents need the support of the local population, and they don't have that," says a senior civilian aide who traveled in Iraq last weekend with Defense Secretary Donald Rumsfeld. "They are going to wither and die. The question is how long it will take."

But it seems clear to others, including many American officers on the ground, that if the gangs of anti-U.S. fighters have not yet coalesced into a true insurgency, they are trying hard to become one. Attacks against coalition forces have grown bolder, better organized and broader based. A double ambush last week in Samarra "was the biggest, most sophisticated

so far," says a senior intelligence official in Washington. (See "What Really Happened?") As a Pentagon official sees it: "They know they can't beat us militarily, but they think they might be able to defeat us politically." The guerrillas are trying to drive U.S. casualties so high that the American public turns against the war, he says, adding, "They could succeed."

To prevent that, the U.S. needs to defeat the insurgents, a job that first requires figuring out who they are. U.S. intelligence experts are struggling to patch together a working profile from tidbits gleaned from captives, scraps of information of varying reliability and facts collected after attacks. They now believe the insurgents are a volatile mix of groups and free-lancers who include loyalists of the former ruling Baath Party, Fedayeen militiamen, former Republican Guard and intelligence

agents, foreign jihadis, professional terrorists, paid common criminals and disaffected Iraqis. Men, in fact, like the well-educated, English-speaking fellow who appears on TIME's cover displaying a cherished weapon he is learning to use. American analysts generally believe that former regime loyalists, who stand to lose

ings that rarely occur in the same place and, of course, frequent personal searches for phones and tracking devices. (At no time did TIME reporters have prior information about attacks.) As seen from the inside, the insurgency looks as complex and diverse an enemy as the U.S. could possibly face. Here is what TIME found:

who in turn rattled off his area of operation. The place names sketched a map of trouble spots for the U.S.: Baghdad, Dora, Hilla, Abu Ghraib, Fallujah, Ramadi.

Abu Ali is the network's technical expert and de facto chief. Trained in Europe for Saddam's weapons program, he specialized in missile warheads and electronics as an Iraqi official. Recently, he says, he has developed methods to launch helicopter missiles from the ground. Following a strict chain of command, cell leaders report to Abu Ali, passing intelligence up the chain and carrying instructions back down. Under his guidance the insurgents weigh information on U.S. troop movements and select targets. When they are ready to strike, they quickly activate men and weaponry. The cells work in their own regions, but from time to time, squads are dispatched to other jurisdictions to blur U.S. attempts to identify them. On occasion, Abu Ali says, they also conduct larger, coordinated raids.

Former officials of Saddam's regime tend to have the technical know-how and the cash to mount operations. The organizers are generally mid-level officials from Saddam's extensive security apparatus. "They're colonels, lieutenant colonels and majors who are really the hard-core loyalists," U.S. Major General Raymond Ordierno, commander of the 4th Infantry Division, tells TIME. While the deposed dictator is the ideological inspira-

tion for these loyalists, chances seem slim that he is directing attacks himself. "The communication involved," says a Pentagon official in Iraq, "would expose him too much to capture." Instead, U.S. officials believe, strategic direction for the resistance is left to Saddam's longtime second-in-command Izzat Ibrahim al-Duri, the highest-ranking regime official still at large. He was the target of a 1,000-soldier raid in Kirkuk last week. Al-Duri escaped, but the operation nabbed his deputy, who could potentially deliver a phone book of resistance commanders receiving money and orders from al-Duri. The wanted man's



NABBED Troops
detain a former Iraqi
general suspected of
organizing attacks
against U.S. soldiers

the most in a new Iraq, are calling the shots, while a diverse group of fighters are heeding the call. It has taken months for lines of communication to open among them. Now, say U.S. officials, these disparate elements seem to be learning how to work together toward a common goal: driving the U.S. out of Iraq.

Over the past three months, TIME has interviewed dozens of insurgents and disgruntled Iraqis, attended resistance meetings and viewed videotape of attacks against coalition forces. Often reporters have been required to submit to blindfolds, circuitous drives at night, vehicle switching, meet-

"BRING BACK SADDAM"

UNDER THE APPARENT LEADERSHIP OF EXPERIENCED former Saddam loyalists, the resistance network is growing more organized. Leaders of small cells that once acted independently now share intelligence and tactics and divide up targets. On another night in November, Abu Ali held a meeting of eight cell commanders and 17 lieutenants in a kerosene-lit house a good distance from Baghdad. The younger men cradled AK-47s; the senior men, each representing a different resistance cell with at least two dozen foot soldiers apiece, carried sidearms. Abu Ali gestured toward each man,

“ISLAM TELLS US THAT NO ONE SHOULD OCCUPY OUR LAND. THE KORAN ALLOWS US TO KILL ANYONE TO DEFEND OUR COUNTRY.” —AN INSURGENT

wife and daughter turned themselves in to the Americans two weeks ago. "She was tired of living out of a suitcase," says a U.S. intelligence operative in Iraq. "She wants the \$10 million," the reward being offered for helping capture al-Duri.

Financing and armaments appear to be in plentiful supply. When Abu Ali's network runs low on resources, it turns to a man identified only as "the Emir," a shadowy loyalist leader who summons Abu Ali to meetings at irregular intervals. "We are not rich men," Abu Ali says, "but we have everything." Old Soviet surface-to-air missiles that had been stockpiled by Saddam's regime go for upwards of \$1,000 apiece on the black market, yet Abu Ali's organization has them in abundance. It also has access to a pipeline of weapons flowing across Iraq's borders. Another major Baghdad cell leader, Mohammed, happily displays the latest acquisition, a batch of 60-mm mortars with markings in English that were hidden in a boggy field and retrieved by a farmer's wife. When asked how the group obtained them, Mohammed responds in a word: "Syria."

Abu Ali's most frightening plans involve his desire to employ unconventional weapons. His most prized possession, he says, is a cache of 82-mm mortar rounds. Mohammed displays one of the rounds and proclaims, "This is a chemical mortar." Encased in a green storage tube with a flip-lock lid, the weapon has liquid sloshing inside a bulbous head reeking with a putrid odor that burns the nostrils. The Russian markings on the weapon identify it as a TD-42 liquid, high-explosive mortar. It's impossible to know what is really in the device or if the boasts of Abu Ali and Mohammed are true. Iraqi scientists in the Military Industrialization Commission in the 1980s and early 1990s imported Soviet munitions to refill with unknown substances. Abu Ali claims that his cache came from that commission, and he is convinced the mortar contains a highly lethal gas. His group, he says, is just waiting for the right U.S. target and the right meteorological conditions to use it. When a reporter expresses skepticism, Abu Ali smiles and says, "Wait and see."

"ALLAH IS GREAT"

NOT ALL THE RANK-AND-FILE FIGHTERS ARE die-hard Saddam supporters. Many are thought to be devout Iraqi Muslims who believe that fighting "infidel" occupiers is a

Koranic imperative. Tensions exist between former military officers and paid militia, called fedayeen in insurgent circles, and the Muslim fighters who label themselves *mujahedin*, or holy warriors. The very name indicates that they would like the insurgency to become a sanctioned religious jihad against the U.S. So far, though, the groups have largely set aside their differences to focus on a common goal.

Some of these *mujahedin* are foreign. An unknown number of passionate but untrained young Muslims from all over the Middle East have been slipping into Iraq, eager for a chance to fight Americans in an Islamic country. According to U.S. intelligence officials, the men tend to come from places like Saudi Arabia, Jordan, Yemen

no more than 30 or 40 foreigners have been picked up. Many dedicated Islamists in other countries have no affection for Saddam loyalists, whom they regard as having little religious faith. Nor do they agree with tactics that target innocent civilians, which pious Muslims abhor. The resistance groups of former regime members TIME talked to said they have had no contact with non-Iraqi fighters.

But the *mujahedin's* ranks are easily filled by Iraqis. A 29-year-old fighter who gives his name as Abu Abdullah agreed to meet in a small village outside Ramadi, home to many regime loyalists. He says he rejoiced at Saddam's downfall, believing it would bring an Islamic government to power. But religion now motivates him to

YURI KOTREY FOR TIME



and Syria, whipped up by enthusiastic imams back home. Once across the border, they head to mosques to link up with local resistance cells. U.S. officials believe that most of them then carry out missions under the orders of Saddam loyalists. "They use the fundamentalists as cannon fodder," especially for lethal attacks on soft targets involving car bombs, say the officials. "Suicide bombers are generally not Iraqis or former regime types."

Still, some analysts may be overstating the foreign presence. North and west of Baghdad, in the rebellious Sunni triangle, which the 4th Infantry patrols, Odierno says

oppose the U.S. "Islam tells us that no one should occupy our land," says Abu Abdullah, who earns his living by building houses along the Euphrates River. "The Koran allows us to kill anyone to defend our country." He contends that some sheiks and mosques in the area support his group of about 15 fighters. But he won't allow his cell to target civilians. "We believe we have only the right to kill soldiers," he says.

Abu Abdullah started planning for a guerrilla war when Baghdad fell, back in April. In the ensuing chaos, he and a few colleagues looted several ammunition stores. "For days we carried weapons and ammu-

niton away and put them in hiding places," says Abu Abdullah, a chubby man in a gray robe. "We knew we would continue fighting the Americans." Abu Abdullah's wife encouraged him to fight the "infidel," he says. "If I am killed, she will be proud of me. We will meet in paradise." Abu Abdullah says he fights only for his convictions. "Nobody pays us to fight," he says. "We fight because America has come to kill our people." He's grateful U.S. soldiers came to Iraq to topple Saddam, but he thinks they should leave. "The Americans got rid of him," he says. "Now we have to get rid of the Americans."

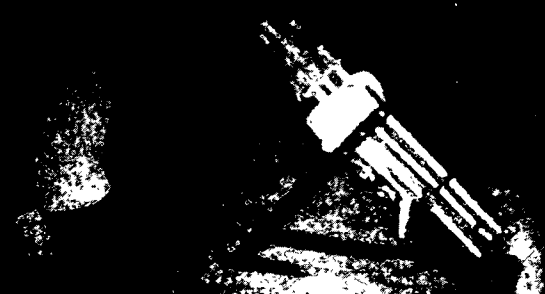
"DOWN WITH THE U.S."

AN UNANSWERED QUESTION IS whether professional terrorists, particularly those linked to al-Qaeda, have infiltrated the insurgency. Senior U.S. intelligence officials say a small number of dedicated terrorists slipped into the country just after the U.S. invasion. "They are burrowing way down, looking for opportunities to strike for maximum political impact," contends U.S. Senator Jack Reed of Rhode Island, a Democrat who toured Iraq with colleague Hillary Clinton.

But it's unclear whom these terrorists are affiliated with or how important they are to the overall scope of the insurgency. Some intelligence officials point a finger at Ansar al-Islam, a small Kurdish terrorist group that operated out of the northern mountains of Iraq against local Kurd rulers before the U.S. invasion. In March, during the war, Ansar's mountain headquarters was bombed by U.S. air strikes that scattered its leaders and killed a few hundred fighters. Intelligence officials say some of the highly trained men slipped away to regroup in Iran. Those who took refuge in Iranian Kurdish cities have been crisscrossing the border in teams of two or three to launch attacks. Analysts in Washington say Ansar operatives appear to be roaming the country, looking for targets on their own or occasionally hooking up with regime loyalists.

A SECRET ARSENAL

During TIME's investigation, a reporter videotaped insurgents displaying their weapons and obtained tapes from them showing samples of their firepower



ADAPTED At a training base outside Baghdad, guerrillas display a homemade, improvised device that allows them to launch air-to-air missiles as ground-to-ground missiles



ARMED AND READY A team of Iraqi insurgents carries its rocket-propelled-grenade launcher. The men were also equipped with AK-47s and other automatic weapons



RECYCLED Insurgents say they are preparing these leftover Iraqi 120-mm mortar rounds for an attack on a U.S. military base somewhere in southern Iraq

"They're still alive. They're still a factor. They're a danger," says a senior U.S. intelligence official.

According to a U.S. official in Iraq, Ansar is transforming itself from a dispersed remnant into reconstituted cells operating locally under the guidance of leaders who escaped to Europe. Few fighters are as qualified to carry out the

recent spate of suicide-bomb attacks in Iraq as the men trained in Ansar's camps. Before the war, according to a Kurdish intelligence operative who recently briefed a team of Pentagon officials, Ansar soldiers training to be suicide bombers were given elaborate mock funerals to prepare them mentally for their martyrdom. After recently interrogating two captured fighters, the Kurd believes there are Ansar cells operating in Kirkuk, Mosul, Samarra and Hawija. "They have sophisticated communications methods," he says, and they keep in touch with former intelligence contacts in the Saddam regime.

An Ansar lieutenant, a 55-year-old lawyer who uses the name Abu Wael, was the Iraqi intelligence service's main contact within the organization, and he is thought to be in Baghdad acting as the group's cell leader. The U.S. suspects that Ansar maintains close ties with al-Qaeda. A number of Ansar fighters trained in Osama bin Laden's Afghan camps, and U.S. officials say Ansar takes its cues from Abu Mousab al-Zarqawi, viewed by Washington as a top-level al-Qaeda affiliate. An Arab intelligence official believes al-Zarqawi is playing a major role in lethal attacks in Iraq that bear the hallmarks of al-Qaeda sophistication in terms of planning, timing and technical ability. Based on information from arrested operatives, the Arab official says there are indications that al-Zarqawi has become al-Qaeda's No. 1 leader in the Middle East.

The Bush Administration, for its part, wants to portray the insurgency as mainly homegrown. That allows Washington to claim, as it repeatedly does, that when the die-hards run out of men and munitions, the insurgency will dissipate. It also allows Bush to avoid the charge that the war actually increased danger to the U.S. by stirring up a hornet's nest of terrorism. Yet the Administration's greatest fear is that the rebellion will get too local if the general population turns on the occupiers. "We minimize their

“THEY ARE BURROWING DOWN, LOOKING FOR OPPORTUNITIES TO STRIKE FOR MAXIMUM POLITICAL IMPACT.”

—SENATOR JACK REED, WHO TOURED IRAQ

impact at our peril," says a Pentagon official.

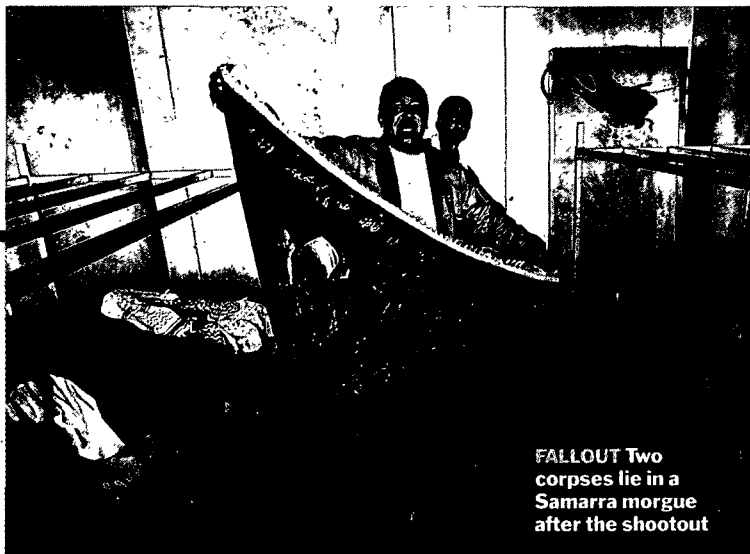
In a new effort to blunt the insurgency, the U.S. Central Command plans to form an Iraqi quick-reaction force that can identify and counter the guerrillas better than the U.S. can. Commanders want the five main political parties in the temporary governing council to pool their militias in a single unit by Dec. 26. But experts like Mustafa Alani, an Iraqi security specialist at London's Royal United Services Institute for Defense and Security Studies, warn that politically aligned militias are a prescription for civil war once the insurgents have been vanquished.

And the disparate elements

that make up the rebellion may also find it hard to hang together. Breaking the Ramadan fast last month, Abu Ali talked to his fighters about civilian casualties. "I will kill 10 Iraqis to slaughter one American," he said. Abu Raheman, a former military officer who was playing with his 10-month-old son, retorted that a dead G.I. was not worth a single Iraqi. Moham-

med, another ex-army man, said he couldn't abide harming the very people they were fighting for. Abu Ali grunted and waved a dismissive hand. "They are not like me," he said. "I drink blood." The others sat eyeing him impassively. "One day when there are no more Americans, I will kill the *mujahedin*," he joked, running his finger over his throat. Not, perhaps, if

someone gets him first. —*With reporting by Massimo Calabresi and Douglas Waller/Washington, Bruce Crumley/Paris, Mark Thompson/Baghdad and Vivienne Watt/Ramadi*



FALLOUT Two corpses lie in a Samarra morgue after the shootout

GORAN TOMASEVIC-REUTERS

SAMARRA

What Really Happened?

As his convoy rounded a corner in the predominantly Sunni city of Samarra on Nov. 30, U.S. Army Sergeant First Class Alvin Ware had a bad feeling. In the near distance, he could see men crouching on rooftops and darting down alleyways. His fears soon proved to be well founded. As the convoy approached, he realized that some of the figures were carrying mortars and rocket-propelled grenades. Before long, says Ware, 34, "they were firing in all directions."

So, it seems, were the G.I.s. That night, safely back at their base in Baghdad, the soldiers of the 4th Infantry Division's 3rd Brigade tallied their hits. They reported that they had killed 54 Iraqi fighters in what had been the bloodiest clash since the start of the U.S. postwar occupation of Iraq. The next day General Peter Pace, vice chairman of the Joint Chiefs of Staff, called the engagement a harsh lesson for Iraqi insurgents: "They attacked and they were killed. So I think it will be instructive to them."

But local Iraqis recall a very different scene that day. They describe heavy fighting that indiscriminately mowed down civilians. Samarra

citizens contend that only eight bodies were found after the fighting, at least two of them clearly noncombatants. They estimate that 54 civilians were wounded, including some hit near a mosque as they gathered for late-afternoon prayers. Samarrans reacted with deep anger to America's show of overwhelming firepower, which pockmarked swaths of the city with bullet holes, wrecked cars in the streets and killed and wounded many innocents. Even now, it's impossible to judge which version is closer to the truth.

The only thing everyone agrees on is that the fighting was exceptionally fierce, revealing a higher level of organization and coordination by the insurgents than had been seen before. The G.I.s drove into synchronized attacks on opposite ends of Samarra, about 110 kilometers north of Baghdad, as twin U.S. convoys escorted trucks delivering new post-Saddam currency to two city banks. The Americans were on general alert, traveling with plenty of heavy armor.

Even so, the ferocity of

the fighting came as a grim surprise. The insurgents set off roadside bombs as the convoys' M1 Abrams tanks and Bradley fighting vehicles entered the city. Then, firing brazenly at close range, the guerrillas traded gunfire with better-armed U.S. troops for two hours and 45 minutes. The G.I.s were stunned. "Usually it seems like these guys are afraid to die for their cause," says Captain Andrew Deponai, 29, the company commander. "This time was different."

The whole city seemed to be engulfed in shooting. A black BMW sped down the street toward Ware's convoy. Three men sat inside, while a fourth, dressed in black, hopped out, aimed an RPG and fired. "There was a big explosion, but it missed the tank, and the Americans fired back," recalls Mohammed Khaled, 23, who says he watched from his food warehouse down the block. Nearby, insurgents raced into Samarra's hospital and fled out the back doors. In pursuit, U.S. tanks crumpled some cars and shot at others. Nurses laid the wounded fighters and

civilians in hospital corridors. As the second convoy reached the bank near Samarra's mosaic-adorned mosque, Abdul Satar, 47, dragged a terrified female Iranian Shi'ite pilgrim into his bakery and slammed

the door. From the window, Satar says, he watched a man dash into the street to rescue his small son, who stood immobilized by fear. "The Americans shot the man," he claims. The child appeared unharmed.

The dispute over the battle's body count bears echoes of Vietnam, where casualty figures were routinely inflated. The U.S. has not been giving out such numbers in Iraq, but seemed eager to publicize this battle's hefty total. Samarra hospital officials still insist that only eight Iraqis were killed, and last Monday afternoon TIME saw just two bodies lying in the hospital morgue: an elderly man and a middle-aged woman, both with Iranian identity cards. U.S. commanders stand by numbers they say were tallied from precise after-battle reports. Besides, says Brigadier General Mark Kimmitt, the Army's deputy operations director, "I can't imagine why the enemy would want to bring a dead body to the hospital." —*By Vivienne Watt/Samarra, with reporting by Brian Bennett/Baghdad*

For Iraqi oil, an uphill road

By Edward Wong

BAIJI, Iraq: Hussain Khalaf Tuma's mood was as foul as the smoke belching from the oil refinery nearby.

Cradling an AK-47, dressed in a ragged leather coat, he crouched on a patch of dirt by a flimsy cloth lean-to, guarding an unseen pipeline that runs underground for 240 kilometers, or 150 miles, from here to Baghdad. A handful of men from his tribe, the Qaissy, took turns standing watch around the clock. They slept between shifts on two narrow metal cots. In the summer, he said, the desert heat is unbearable. In the winter, the rain soaks right through the tent.

To put up with all this, Tuma said, he is being paid the equivalent of \$2 a day.

"If this salary stays the same, I don't think I and the others will hang around to protect this pipeline," he said. "We can go elsewhere and get better work. Just imagine yourself here, sleeping in the wintertime, how cold it is these days. And you have seven children at home, and you're not sure if they've been fed. What would you do?"

Tribesmen like Tuma are on the front lines of one of the coalition government's most important battles: the effort to get the Iraqi oil industry running smoothly again.

Nothing is more vital for bolstering the economic health of the country and the sagging confidence of the people than oil. But since the American-led forces invaded Iraq, pipelines have been under constant attack by anti-American guerrillas and looters, cutting exports of crude oil and creating maddening supply shortages in a country with the world's second-largest oil reserves.

With lines for gasoline stretching for miles and drivers forced to wait an entire day to fill their tanks, fuel shortages have emerged as a potent political issue with the potential to ignite civil unrest across the country. Two American soldiers were killed recently while standing guard over long lines at gas stations, and many Iraqis warn that the kind of widespread rioting that broke out in August in the city of Basra may be just around the corner.

Sabotage and looting are not the only obstacles hampering crude production and the refining of crucial petroleum products for domestic use. Frequent power disturbances have shut down refineries for days at a time. Because of UN sanctions imposed after the 1991 Gulf war, the refinery here in Baiji, the country's largest, is operating with technology from the 1970's, and it needs new parts and technical aid from outside Iraq. So far, Kellogg, Brown & Root, the unit of Halliburton paid by the

Sabotage problems and low-paid guards

American government to repair the oil infrastructure, has not offered to help, and only two Eastern European countries have sent engineers, refinery managers said.

A spokeswoman for Halliburton said that the refinery was not damaged by the war and so was not a high priority for repairs, and that plant managers cannot expect to get all the equipment and technical help they need immediately.

At the rich Kirkuk oil fields 100 kilometers, or 60 miles, to the northeast, crude-oil exports have been brought to a halt for some of the same reasons plaguing the refineries. To maintain production, North Oil Co., which runs the fields, needs to replace spare parts that were looted after the invasion, said Manaa al-Obaydi, the deputy general manager. Meanwhile, attacks continue on the main export pipeline in the area, which runs 480 kilometers from Kirkuk through Baiji to the Turkish port of Ceyhan.

"We can start up production for export, but we want to guarantee safety," said Asim Jihad, an Oil Ministry spokesman. "We want to guarantee protection. Whenever protection is ready, we will start production."

The Kirkuk fields can pump up to 700,000 barrels of oil per day for export, worth about \$7.2 billion per year. The government is currently relying on its more secure fields around Basra for all the country's exports and most of the overall production, but wants to bring total production up to 2.8 million barrels per day by April, from 2.1 million per day in November. That means the Oil Ministry must get the northern fields working properly again.

Obaydi said the Kirkuk fields currently produce 230,000 barrels per day

for refineries, which then process the crude oil into products like gasoline, kerosene and diesel fuel, all for use in Iraq. But all the major pipelines running south from the refinery in Baiji and from Kirkuk go through the Sunni areas of the country, a stronghold for guerrillas battling the foreign occupation. On Friday morning, along the 50-mile stretch of road from here to Kirkuk, two men were scrawling a sign

that said: "Long live Saddam Hussein. Death to the traitors."

Hashim Abdul Ghafour Shakir, deputy director of the government-run Oil Pipelines Co., which manages Iraq's 4,200 miles of pipelines, estimated that there was an average of one attack per day by guerrillas or looters on the pipelines between here and Baghdad. On Tuesday, saboteurs damaged three separate pipelines, including one to Baiji.

The pipelines, buried just a couple of feet underground, make easy targets. A broken oil line usually takes one to four days to fix, Shakir said, while repairs on one carrying liquid propane gas take up to three weeks because the entire pipeline has to be drained first.

Under Saddam's rule, police officers patrolled the lines, scaring off looters. But the American-led forces "were very slow to stop the looters and maybe soft with them," Shakir said.

Over the summer, Oil Pipelines and other companies managing pipelines contracted with local tribes like the Qaissy for security.

But there are questions about the degree to which certain tribes, especially those in the Sunni areas, honor their contracts. As the weary Tuma demonstrated here, wages, and thus morale, can be low. That leaves the guards open to bribery in a country where that practice was the norm under Saddam's rule.

"Are we permanent guards here or temporary guards?" said Tuma, who was hired three months ago by a Qaissy leader. "If I'm only temporary, I don't care as much about this place."

The New York Times



Hussain Khalaf Tuma endures searing heat and freezing cold to protect a section of an oil pipeline near Baiji, Iraq.

Turkey's Kurds

The Economist

DECEMBER 13TH-19TH 2003

Glimmerings of tolerance

BATMAN AND DIYARBAKIR

The Kurds in south-eastern Turkey are tasting some new freedoms

AS TURKEY ploughs on with efforts to qualify to join the European Union, the effects of reforms enacted over the past year by the conservative government led by Tayyip Erdogan are being felt, sometimes in surprising ways, in the largely Kurdish south-east. A new porn video, *Xashiki Kaliki* (Grandad's Fantasies) is selling well: until recently, it would have been banned, not for its content but for being in the Kurdish language. More significantly, Turkey's 14m Kurds are able for the first time to learn their own dialects through a handful of privately run courses.

In the town of Batman, Aydin Unesi, a Kurdish-language teacher, says 200 students have enrolled since his school opened its doors last month. A giant sign reading "Kurdish language course", painted in the previously banned Kurdish national colours, marks the building in Batman's central square. In October the local governor invited a Kurdish bard, Mahsun Kirmizigul, to perform before a crowd of 150,000 to celebrate the 80th anniversary of the founding of the Turkish Republic. His opening number was in Kurdish.

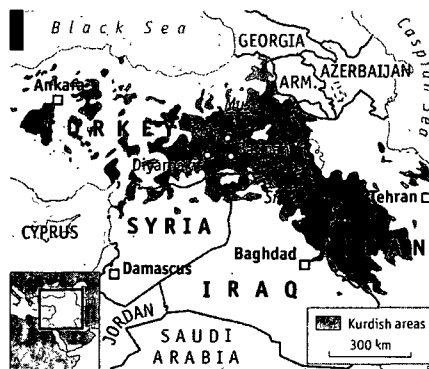
Such examples of tolerance may, however, mislead. Mr Unesi's students have yet to begin their lessons. "That is because the authorities keep throwing up new bureaucratic hurdles," he complains. First he was told to broaden doors to his classrooms and hang up more Turkish flags. Then he was told to build a fire escape "even though we have two of them and inspectors saw them." Faced with such obstacles, not a single Kurdish-language course has held classes so far. The laws



Language students at work

have changed, but the authoritarian mentality of local officials has not.

In Diyarbakir, the largest city in the south-east, Sezgin Tanrikulu, a human-rights lawyer, was taken to court by para-



military police in May. His crime? Filing a complaint with the European Court of Human Rights on behalf of villagers in the nearby town of Kulp, whose homes were torched by security forces in the early 1990s at the height of the separatist insurgency led by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). To the court's embarrassment Mr Tanrikulu's clients came to a hearing on October 17th to describe the horrors inflicted by the armed forces. If they are convicted, Mr Tanrikulu and three other lawyers may spend up to three years in jail.

When the PKK called off its fight for an independent Kurdish homeland after the capture of its leader, Abdullah Ocalan, in 1999, the hope was that the government would invest in poor provinces such as Mus, where average income per head in 2000 was \$725, compared with a national average of \$2,941. Yet Bedrettin Karaboga, chairman of Gunsiad, the Kurdish industrialists' lobby group, says that "not a penny has come so far." He reckons that 70% of factories in the region are idle and that eight out of ten locals are unemployed. No wonder, he says, that many of the suicide-bombers who attacked in Istanbul last month were ethnic Kurds.

The American-led occupation of Iraq, viscerally opposed by most Turks, has provided some relief for the Kurds. Around 3,500 Turkish lorries carrying food, fuel and other non-combat matériel for the Americans cross daily in and out of Iraq from the south-eastern province of Sirkak. The Americans have bought \$150m-worth of Turkish goods since the end of the war, some of it from the south-east; more Turkish contracts worth some \$400m are in the pipeline. But the Kurdish truck drivers who carry the stuff also see the freedom being enjoyed by their fellow Kurds in northern Iraq, who have been running their own affairs outside Baghdad's control for over a decade. Kurdish-language porn may no longer be enough to satisfy them. ■

Provincial governor ousted in anti-Ba'athist drive

By Charles Clover in Baghdad

Iraq's Governing Council dismissed the governor of one of Iraq's 18 provinces yesterday, accusing him of being a high-ranking official in the outlawed Ba'ath party, formerly led by Saddam Hussein.

The dismissal comes as the Governing Council, fighting for its political life, seeks to assert its authority over Iraq's local and provincial governments at a critical

moment in Iraq's political process.

Iskandar Jawad Watoot, the governor of Babylon province, is the highest ranking official yet to be purged by the High Committee on de-Ba'athification, led by Ahmad Chalabi, who also leads the Pentagon-backed Iraqi National Congress party.

The committee was chosen from among the members of the Governing Council and charged with implementing

an order banning the Ba'ath party issued by Paul Bremer, US chief administrator in Baghdad.

Entifadh Qanbar, a spokesman for the INC, denied that the firing of Mr Watoot was politically motivated but asserted that the Governing Council had been given broad powers to root out Ba'athists.

Mr Watoot is a former lieutenant colonel in the Iraqi air force, who lost three brothers to purges by the

ousted president. His dismissal coincides with a broad effort by the Governing Council to shake up the leadership in Iraq's provinces, in the lead-up to selection of a transitional assembly next May.

The selection process pits the Governing Council against the local and provincial councils in choosing the transitional assembly members.

Adil Abdel Mahdi, a spokesman for Abdul Aziz

al-Hakim, the current Governing Council president, said this week that changes would be sought in many local councils over the next few months.

"We will revise and modify and re-elect those municipa-

lities that we feel there are some bad people," he said.

Membership of the committees that will indirectly choose the assembly will be evenly split three ways, between the Governing

Council, local and provincial councils. The formula has been designed to give local leaders a stronger voice in the political process, which until now has been dominated by formerly exiled groups like Mr Chala-

bi's INC.

According to the current plan, the Council will cease to exist following the appointment of an interim government in June, though the Council has been fighting for a new role.

La première grande manifestation « unitaire contre le terrorisme » a défilé à Bagdad

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Des hélicoptères tournoient au-dessus du centre de Bagdad. Des véhicules militaires améri-

REPORTAGE

Une marche où faucilles et marteaux ont côtoyé les drapeaux verts de l'islam

cains bloquent discrètement des rues perpendiculaires à la grande rue Saadoun. Ils protègent des manifestants brandissant, les uns des drapeaux rouges marqués, pour certains, de magnifiques faucilles et marteaux ; les autres, des drapeaux verts de l'islam ou des banderoles dénonçant le « Satan » américain...

Ce sont certains des paradoxes de cette première grande « marche unitaire contre le terrorisme », c'est-à-dire contre l'ancien régime, organisée mercredi 10 décembre dans la capitale irakienne. Où, pour la première fois, les manifestants ne réclament pas des salaires ou de l'électricité, ne protestent pas contre tel ou tel acte de l'occupant.

Mais, sans être pour autant « pro-américains », ils le sont suffisamment pour risquer d'être visés par un attentat. Et ils sont heureux de surmonter cette peur, comme d'être différents et côte à côte, en cette belle journée d'hiver ensoleillée.

Un « rêve américain » ? C'est surtout celui des organisateurs - « l'intelligentsia » irakienne qui a créé

des dizaines de partis non confessionnels, se disputant les appellations de « national », « libre », « uni » ou « démocratique ». Le plus souvent minuscules et incapables de défilé seuls, ils prennent leur revanche en étant le ciment de cette marche. Comme le sont les représentants de certaines unions professionnelles - ingénieurs, médecins, professeurs, écrivains -, présents avec leurs banderoles. Beau-

coup d'enfants, aussi, mais très peu de femmes. Seules celles de l'Union de la femme irakienne, en sandwich dans les rangs communistes, avancent en rangs serrés, voilées ou « en cheveux », mais toutes radieuses.

SLOGANS CONTRE « L'OCCUPANT »

Les ombres de ce rêve sont que les contingents de manifestants de loin les plus nombreux restent ceux des partis ethno-confessionnels - « ta'ifiya » en arabe. Les deux grands partis kurdes (mais aussi un Parti de la solution démocratique du Kurdistan) et deux partis chiïtes forment le gros des plusieurs dizaines de milliers de manifestants. En l'absence de ces partis, lors de marches organisées depuis un mois sur le même thème par les « démocrates », un millier à peine se mobilisait. Et mercredi, ce qui est ressenti comme une victoire, c'est justement la présence d'un parti chiïte « radical » comme celui dirigé par Moqtada Al-Sadr. Présence qui aurait entraîné celle des autres grands partis « ta'ifiya », représentés, eux, au sein du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), l'exécutif sous houlette américaine.

C'est pourquoi aussi l'ombre principale de ce tableau est l'absen-

ce des Arabes sunnites en tant que tels - même si beaucoup seraient présents dans les partis « laïques ». Parmi ceux qui prétendent les représenter, seul le Parti islamique irakien participe au CIG, même s'il se défend d'être « pro-américain ». Même lui n'est pas présent à la marche, sans parler

des autres partis sunnites, « salafistes » notamment, qui soutiennent ouvertement une « résistance » que les manifestants appellent « terrorisme »... Avec, bien sûr, des nuances que s'appliquent à souligner les centaines de jeunes fidèles de Moqtada Al-Sadr descendus de leur quartier périphérique, avec

force slogans contre « l'occupant », « Satan », ou « le colonialisme ».

Invités à rentrer dans les rangs alors qu'ils tentent de prendre la tête du cortège, ils constatent soudainement que l'heure de la prière a sonné, posent leurs banderoles sur le sol et se prosternent dessus, au bord de l'avenue, en se faisant oublier. Mais c'est pour mieux rebondir et dépasser tout le monde à l'improviste... Non sans une ou deux bousculades avec le parti chiïte le plus organisé, celui du Conseil de la révolution islamique

d'Irak, dont le chef est le président, ce mois-ci, du CIG, Abdel-Aziz Al-Hakim. Son nom est sans cesse scandé par ses troupes, les autres s'en irritent, mais le montent peu.

En fin de parcours, l'ordonnateur anonyme de la marche cherche, du haut de sa tribune, à recenser les slogans : « Non à la terreur, oui à la reconstruction, à l'unité... » Il n'y parvient guère, ce qui fait que chacun reste content, et se disperse avec le sourire, promettant de recommencer cette expérience nouvelle.

Sophie Shihab



Partant de la place Tahrir, à Bagdad mercredi 10 décembre, des milliers de manifestants ont brandi des banderoles dénonçant le terrorisme qui « tue les citoyens, la démocratie, la liberté » et « prolonge l'occupation ».

Le Monde

12 DÉCEMBRE 2003

Triumphant Americans declare: 'We got him!'

Saddam the prisoner

Rory McCarthy in Ad Dawr, Oliver Burkeman, Michael White, Gary Younge in New York and Michael Howard

The man known to the American military as High Value Target Number One finally ran out of luck on Saturday evening, when one of the biggest manhunts in history arrived at the door of a low-slung farmhouse, surrounded by a sea of date palms and orange trees, not far from the grey waters of the River Tigris.

Reviled by his people and chased down by the world's most colossal military machine, Saddam Hussein - his luxurious palaces long since lost - had hidden himself in a narrow hole, between 6ft and 8ft deep, beneath a two-room shack in the tiny village of Ad Dawr, south of Tikrit.

American soldiers found the entrance to the hole concealed under dirt and old rags, the US military said, and a "bewildered" Saddam gave up without a fight, leaving his captors to discover a briefcase containing \$750,000 (£470,000) in cash, along with shirts still wrapped in their packaging.

Operation Red Dawn had emerged, US officials said, from an attempt in recent weeks to make a final penetration of the former dictator's remaining support network, concentrated on Tikrit. Towards the end, "we brought in five to 10 members of [Saddam's] family," said Major-General Ray Odierno, commander of the 4th infantry division, who was present at the former dictator's apprehension. "Finally, we got the ultimate information from one of these individuals," he said, although that was a version of events disputed yesterday by some Kurdish sources, who amid their jubilation sought to claim credit for the dramatic arrest.

Troops readied

Six hundred American troops had been readied by Saturday evening, said Gen Odierno, spearheaded by special operations forces. Not all had been informed that the focus of the raid was to be High Value Target Number One - but those who did know could have been forgiven for fearing that the operation might conclude without success.

That, after all, had been the fate of two previous strikes, including the one that launched the war in March and another on a restaurant where Saddam had been thought to be present. At first, a similar conclusion seemed likely in the operation at Ad Dawr, made up of a cluster of farm buildings and a handful of shops scattered along a back road linking Tikrit to Baghdad: two initial searches had brought no significant discoveries.

Then they saw two men running away from a building obscured by trees. At 8.30pm, having cordoned off nearby roads with dozens of Humvee all-terrain vehicles, soldiers approached a one-storey, cream-coloured farmhouse. "The troops came and they surrounded the area. We were all afraid," said one neigh-

bour, a senior Ba'ath party member and former official in the local electricity department, who refused to be named.

A search of a small mud-brick hut behind the farmhouse revealed two rooms - a bedroom and what Gen Odierno called a "rudimentary kitchen". A few feet away, troops found the entrance to the hole hidden beneath a Styrofoam panel. According to pictures released by the Pentagon, a shorter horizontal tunnel, possibly for sleeping, branched from the main one, and a pipe leading to the concrete floor supplied air for breathing. Inside, in perhaps the least dignified situation imaginable, was Saddam.

He was armed with a pistol, but failed to fire it, perhaps out of surprise or resignation. Resignation seemed the more likely: as he was being removed from the hole, a US military official reportedly said, he was asked his identity and confirmed it. He was "a tired man, resigned to his fate," Lieutenant General Ricardo Sanchez, the senior US commander in Iraq, would later say.

Big fish

"We were told that we would be looking for some really big fish - nothing more," one soldier who participated told the Associated Press on condition of anonymity. What the troops found, the soldier continued, was "just two rooms and a sink, there was one bed and one chair and some clothes and that's about it... We didn't stay there long. It smelled really bad. It looked more like a garage than a proper house."

Saddam, it seemed, had turned in desperation to a member of his entourage he would always have had to trust more deeply than most: his cook. Neighbours

said they believed the farm building was owned by Wais Namuk, one of his personal cooks, who, they said, lived in a large, two-storey house at the entrance to the road.

Mr Namuk and his brother Ala were both arrested, one neighbour said. "We were not allowed to go out of our homes. Every time we opened our doors they pointed their guns at us and shouted 'Go! Go!'"

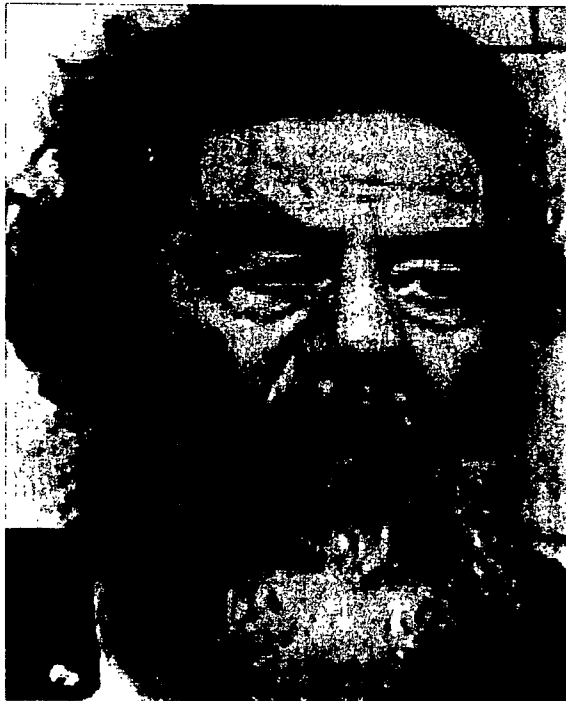
"None of us knew Saddam was in there and none of us would have told anyone anyway. None of us support the Americans. They came to occupy Iraq. They said they came to liberate, but then we found Saddam was more honest than they are."

Soldiers examining the mud hut, it emerged, had found and confiscated two Kalashnikov rifles, a briefcase containing the \$750,000 in hundred-dollar bills, and a taxi discovered nearby, possibly used by Saddam as a relatively inconspicuous way of moving around.

They also found unwrapped shirts - one sign, Gen Odierno argued, that Saddam had not "been there the whole time" when coalition forces carried out previous raids nearby.

"I've said from the beginning that he moves every three to four hours," Gen Odierno said, speaking from one of Saddam's former palaces. But there were no mobile phones or other communications devices, suggesting that Saddam had not been playing an active role in coordinating insurgents. "I think he was more there for moral support and I don't think he was coordinating the entire effort," the general added.

Questions remained, though, on the subject of exactly who was responsible for the intelligence breakthrough that ultimately led US forces to Saddam. Gen



The Guardian

December 15 2003

Odierno's claim that the dictator's family had provided the key information was disputed by Dr Mahmoud Othman, a member of Iraq's governing council, who told the Guardian: "There was a Kurdish presence in Tikrit, around 50 peshmerga. They seemed to have assisted in operational matters and in intelligence gathering."

Ahmed Chalabi, the leader of the Iraqi National Congress and a governing council member close to Washington, appeared to confirm a Kurdish role when he said that one instrumental figure in Operation Red Dawn had been Kosrat Rasoul Ali, a leading figure known simply to Kurds as "the lion of Kurdistan".

Partners

Kurdish sources said he had been cultivating links with tribal leaders and sheikhs in areas of the "Sunni triangle", near the Kurdish autonomous zone. He is credited with masterminding the arrest of Taher Yassin Ramadan, the former vice-president of Iraq, in Mosul in the summer. One Kurdish news agency even claimed that troops from the autonomous area had been involved in the seizure of Saddam, but Barham Salih, prime minister of the Kurdish regional government, was keeping a diplomatic silence yesterday. "Kurdish forces are partners in the coalition," he said. "And we will leave it to coalition command to explain the events surrounding Saddam's capture."

An ocean away, wintry weather was setting in at Camp David, President George Bush's Maryland retreat, when he received a call there from Donald Rumsfeld at around 3.15pm on Saturday.

Mr Rumsfeld, the defence secretary whose star had been fading amid failures in Iraq, made sure he delivered the news directly. "Mr President, the first reports are not always accurate," he cautioned, according to White House spokesman Scott McClellan.

"This sounds like it's going to be good news," the president responded. Mr Rumsfeld told him what he knew. "That is good news," Mr Bush replied.

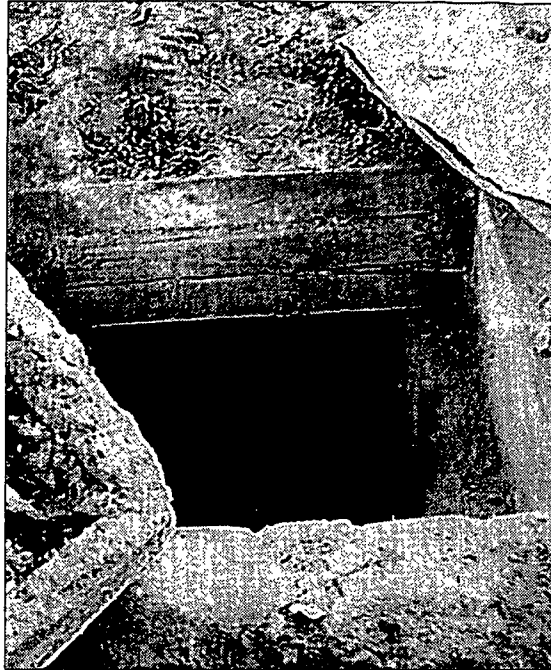
But how, Mr Bush wanted to know, could they be so sure it was Saddam, and not a lookalike? Mr Rumsfeld, according to the White House spokesman, contacted General John Abizaid, head of US Central Command, who passed on the information that identifying marks on Saddam's body, perhaps old wounds, had boosted his captors' confidence. Mr Bush picked up the phone to inform his vice-president, Dick Cheney, his national security advisor, Condoleezza Rice, and his wife Laura,

Predator unmanned aerial vehicles (UAVs) and hellfire missiles, the force has been equipped with hi-tech systems enabling its units to spread out across the region, and to keep track of every piece of intelligence as it is gathered by troops searching houses and suspected hiding places. It seemed to have worked.

"He was just caught like a rat," said Gen Odierno, who described the former dictator as "very much bewildered."

"It is rather ironic that he was in a hole in the ground across the river from these great palaces he built where he robbed all the money from the Iraqi people."

On Saturday night, with Saddam's identity still uncertain, Mr Bush had boarded a helicopter back to Washington, making it into town just ahead of a gathering snowstorm. He worked on strategies for



how best to announce the capture, but final confirmation did not come until shortly after 5am on Sunday, Washington time, or 10am in the UK.

Paul Bremer, head of the coalition provision authority in Iraq, called Ms Rice, who passed the news to the president. By mid-morning, administration aides were ploughing through the snow to the White House, Mr McClellan said, which in Mr Bush's administration has generally been all but deserted on a Sunday morning. The president began telephoning key allies, beginning with Tony Blair.

The prime minister had already heard news of the capture from his chief of staff, Jonathan Powell, who phoned him at his

country retreat, Chequers, shortly after 9am yesterday. Mr Powell, a former diplomat, had been tipped off by both US and British sources. He summoned Sir Nigel Sheinwald, the No 10 national security adviser, policy adviser Matthew Rycroft and David Hill, Mr Blair's post-Campbell communications director, to help draft a statement.

Sombre tone

Mr Blair swapped his Sunday clothes for business attire, and, at midday, drove to Downing Street — just over an hour away — and had an eight-minute conversation with Mr Bush, which set both the sombre tone and conciliatory emphasis of both leaders' televised statements.

"Saddam is gone from power. He will not be coming back. That the Iraqi people now know and it is they who will decide his future," said Mr Blair, the first world leader to publicly confirm the capture.

He urged Sunni Muslims who had been loyal to the deposed dictator to join compatriots and reconstruct Iraq before the promised June handover by the coalition. "It's a very good Christmas present for the prime minister," said one official.

The cordon of Humvees remained around Ad Dawr last night, as did hostility to coalition forces. "Saddam has gone, but there are 25 million more Saddams in Iraq," said one local, identifying himself as Ali. "This was a small farmhouse he was in, not the home of a rich man. We didn't know Saddam was here and anyway we would have protected him. Saddam was a brave man who refused to say yes to America and Israel. He was our hero and our leader."

Though it remained unclear what effect the capture would have in the long term on the activities of anti-coalition insurgents, the initial response appeared grim. At least 17 people were killed yesterday at a police station in Khalidiya, west of Baghdad, in a suspected suicide car bombing. An American bomb disposal specialist was also killed as he tried to defuse an explosive device.

Shouting

Despite the triumphant tone of Mr Bremer at the Baghdad press conference — "We got him!" — there was a clear effort to forestall accusations of triumphalism. Mr Blair permitted himself no more than a flicker of a smile, Mr Bush kept his statement sombre and brief, and Mr Bremer used hand gestures to try to tone down the shouting of Iraqi journalists.

But the coalition did arrange for Saddam to hear news of reactions to his capture, bringing a delegation of Iraqi politicians to meet him.

"We told him, 'If you go into the streets now, you will see the people celebrating,'" one visitor, Adel Abdel-Mahdi, a Shi'ite party official, told the Associated Press. "He answered: 'Those are mobs! When we told him about the mass graves, he replied: 'Those are thieves.' He didn't seem apologetic. He seemed defiant, trying to find excuses for the crimes in the same way he did in the past.'"

Under questioning, he's 'not remorseful at all'

By Ian Fisher

BAGHDAD: The wild gray beard was gone and he sat on a metal army cot, just awake from a nap, in socks and black slippers. He was not handcuffed.

He did not recognize all his visitors, but they recognized him. That was the purpose of the visit: to help confirm that this was, in fact, Saddam Hussein.

What came next was, according to people in the room, an extraordinary 30 minutes, in which four members of the Governing Council, among the new leaders of Iraq, grilled the country's deposed and now captured leader about his crimes. Saddam, they said, was defiant and unrepentant but very much defeated.

"The world is crazy," said Mowaffak al-Rubaie, one of the council members in the room Sunday after Saddam was captured in his hometown, Tikrit.

"I was in his torture chamber in 1979 and now he was sitting there, powerless in front of me without anybody stopping me from doing anything to him. Just imagine. We were arguing, and he was using very foul language."

Ahmad Chalabi, head of the Iraqi National Congress and who was also in the room, said: "He was quite lucid. He had command of his faculties. He would not apologize to the Iraqi people."

"He did not deny any of the crimes he was confronted with having done. He tried to justify them."

Following Saddam's capture Saturday night in a two-meter hole that one council member said was filled with "rats and mice," the four council members were taken by helicopter Sunday afternoon to a military base, at a location they would not disclose.

Two other council members, in addition to Rubaie and Chalabi, were aboard: Adnan Pachachi, the foreign minister before Saddam came to power, and Adel Abdul Mahdi, who represents the Shiite religious body, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq.

Two of Iraq's other new leaders were there, too: L. Paul Bremer 3rd, the American civilian administrator, and Lieutenant General Ricardo Sanchez,

commander of ground forces in Iraq.

The room was small, Rubaie said, and Sanchez asked the men if they would like to see the captive through a window or by camera.

"We said, 'No, we want to talk to him,'" Rubaie said.

Aides to the men differed slightly about what happened next. One said Saddam, who they said had just woken up, did not recognize any of his visitors. Another said he recognized Chalabi and asked him to introduce the others.

"Saddam turned to Pachachi and said: 'You were the foreign minister of Iraq. What are you doing with these people?'" an aide said.

Rubaie said he asked the first question, which, he said, was met with a brutal and dismissive joke.

He said he asked why Saddam had had two leading Shiite clerics killed: Muhammad Bakr al-Sadr, in 1980, and Mohammad Sadiq al-Sadr, in 1999.

The word "sadr" means "chest" in Arabic, and Saddam replied, "Al Sadr or Ar Rijil?" That translates as: "The chest or the foot?"

The men then asked about three crimes alleged of his nearly 35 years in power:

About the use of chemical weapons against Kurds in the northern Iraqi town of Halabja in 1988, in which an estimated 5,000 people were killed, Saddam said it was the work of Iran, which was at war with Iraq at the time.

Of the mass graves of tens of thousands of Iraqis uncovered since Saddam was toppled from power in the American-led offensive this spring, Rubaie said Saddam answered: "Ask their relatives. They were thieves and they ran away from the battlefields with Iran and from the battlefields of Kuwait."

And on why he invaded Kuwait in 1990, provoking the U.S.-led assault on Iraq the next year, he said Kuwait was rightfully a part of Iraq.

"He was not remorseful at all," Chalabi said. "It was clear he was a complete narcissist who was incapable of showing remorse or sympathy to other human beings."

Chalabi said Saddam also suggested that he was behind the recent wave of attacks against American soldiers in Iraq since his defeat.

"He said, 'I gave a speech and I said the Americans can come to Iraq but they can't occupy it and rule it,'" Chalabi said. "He said, 'I said I would fight them with pistols and I have.'"

"He didn't say it directly, but he was trying to take credit for it," Chalabi said.

At a news conference Sunday evening, Pachachi said that Saddam had tried to justify himself by saying that Iraqis needed a tough ruler.



François Mori/The Associated Press

The Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, speaking with reporters in Paris on Sunday, hailed Saddam's capture as a major step forward for Iraqi democracy.

December 15, 2003

The New York Times

"He tried to justify his crimes by saying that he was a just but firm ruler," Pachachi said. "Of course, our answer was he was an unjust ruler responsible for the deaths of thousands of people."

Throughout the meeting, Saddam was calm but often used foul language. Pachachi said he looked "tired and haggard."

Bremer and Sanchez, the council members said, did not speak, though Chalabi said Saddam was "deferential and respectful to the Americans."

"You can conclude from that some aspect that he was reconciled to his situation," he said.

"The most important fact: Had the

roles been reversed, he would have torn us apart and cut us into small pieces after torture," Chalabi said. "This contrast was paramount in my mind — how we treated him and how he would have treated us."

The New York Times

On Iraqi streets, jubilant gunfire mixes with disbelief

By John F. Burns and Edward Wong

BAGHDAD: Gunfire resounded in the streets and Iraqis danced and waved flags in Baghdad's teeming neighborhoods in celebration Sunday of the capture of Saddam Hussein by U.S. forces.

On Karada Street, a busy commercial strip in central Baghdad, men pulled out AK-47's and pistols and squeezed off shots into the air, littering the streets with hundreds of bullet casings.

On one corner, a band formed, with men banging on drums while their friends fired guns. Cars raced down the street and men with AK-47's leaned out the windows, spraying the air with gunfire, while others fired from balconies.

Iraqis said they had not seen such celebrations since perhaps the end of the Iran-Iraq war in the late 1980's.

"It will be a new start for peace," said Said Jassim al-Yasseri, 34, the imam of a Shiite mosque. "This is a new day for the country. Saddam should at least get the death penalty."

More than 100 Shiites marched down the middle of one street, carrying red and green flags with the names of the most famous Shiite clerics.

"Saddam has been captured, death to the Baathists," they chanted, referring to Saddam's much-feared political party. One man in the march ran up to a reporter, yelling, "This is the greatest day in Iraq."

Under his rule, Saddam kept followers of the Sunni branch of Islam in power while prosecuting Shiites, who make up 60 percent of the population. The greatest resistance to the American occupation has come from towns in the so-called Sunni Triangle in central Iraq.

While the celebrations Sunday were chaotic in most of Baghdad, residents in at least one Sunni neighborhood, Adhamiya, reacted with sullen disbelief at the initial reports of the capture.

"Let them show us it is real," said Abu Mohammad, a resident of Adhamiya, where Iraqis last April recounted a tale of how Saddam paid a visit to the local mosque and greeted a throng of well-wishers who kissed his feet.

Adhamiya was a Baathist stronghold where Saddam had much support. But as Abu Mohammad continued to express that support — "All the people in Iraq love Saddam Hussein," he said — gun-



Abdelhak Senna/Agence France-Presse

Many Iraqis cheered Saddam's capture, while others reacted with disbelief.



Henghameh Fahimi/Agence France-Presse

A car carrying journalists through a Sunni neighborhood in Baghdad was stopped Sunday by supporters of Saddam Hussein who were holding his picture.

The New York Times

December 15, 2003

fire rang out in the distance from Iraqis overjoyed by the news of the capture.

"Let them put pictures of Saddam Hussein on television so that we know it's him," Abu-Mohammad said.

The U.S. military did broadcast pictures, but instead of Saddam's sitting proudly at a conference table in military uniform, as Iraqis had grown accustomed to seeing during his rule, the footage showed him disheveled, rubbing his hands down his bearded cheeks and throwing back his head as an American medic pressed a tongue depressor into his mouth.

The gunfire started sporadically when rumors of the capture near Saddam's hometown, Tikrit, emerged. As the news spread and gained credibility, Iraqis poured into the streets in many neighborhoods to show their happiness.

Thousands gathered, cheering and dancing. Children waved U.S. flags.

Men tossed sweets to the crowds.

In the Shiite neighborhood of Sadr

City, not many residents have satellite television, so the news did not spread quickly. But when it did, residents wasted no time in mocking the man they blame for the disappearance and execution of thousands of Shiites.

"I am very happy, because Saddam was a bad leader," said Hanaa Abdul Hussein, 26. "It is a new birth for all of us."

Young men who had seen the television pictures of Saddam mimicked the way he stroked his beard, or rubbed the side of his face, or they mocked him for being plucked from his underground hiding place by the American forces.

"He is a coward. Just like a rat!" shouted one man.

"He looks like a beggar!" said another. "He is finished!" said a third.

While many people shouted back "yes, yes," some questioned how the Iraqi leader would be put on trial.

"Saddam destroyed us and destroyed the Iraqi people," said Hussein Nasar Jassim, 20, as he pulled a fistful of candy

out of a cardboard box. "I hope he's tried in public, and all the Iraqi people will see this."

Others questioned whether the capture would mean an end to the attacks on American and other forces attributed to Saddam loyalists.

"The arrest of Saddam will make the resistance weaker," Yasseri, the imam, said. "But it will still take a long time for America to get rid of them. The Americans need support from the Iraqi people, and they need to respect their promises to the people. They must quickly establish a new Iraqi government."

The New York Times

Christine Hauser contributed reporting from New York for this article.

Iraq court likely to try Saddam for war crimes

By Neil Lewis

WASHINGTON: After U.S. officials finish interrogating Saddam Hussein for whatever information he may provide, he will almost certainly become the principal defendant before an Iraqi-led war crimes tribunal that was set up only Wednesday, Iraqi and U.S. officials said Sunday.

Since the conclusion of major combat in the Iraq war, Bush administration officials have been consistent and clear that they want Saddam and his senior aides tried before an Iraqi-led body on charges of war crimes, crimes against humanity and even genocide.

The Iraqi Governing Council on Wednesday put forward a set of regulations that will create a five-member court empowered to try Saddam.

The tribunal would cover crimes committed from July 17, 1968 — the day Saddam's Baath Party came to power — until May 1, 2003, the day President George W. Bush declared major hostilities in the war in Iraq over.

The regulations, drafted with the aid of U.S. government lawyers, pointedly take a different approach than that used for tribunals dealing with crimes committed in Sierra Leone, Rwanda and the former Yugoslavia, reflecting the Bush administration's marked distaste for any UN role in the process. Those three courts were all established under UN auspices.

The new regulations allow the Governing Council to appoint international as well as Iraqi judges and require that international lawyers be employed as advisers to the tribunal. But Iraqi officials indicated that they expected that



U.S. soldiers with a box containing \$750,000 that officials said was found at Saddam Hussein's hideout near Tikrit, Iraq.

all five members of the tribunal would be from Iraq.

Adnan Pachachi, a member of the Governing Council, said Saddam would face open, public trial inside Iraq. "There's no question that the process will be an Iraqi process," Pachachi said.

Abdel Aziz al-Hakim, the president of the Governing Council, who was on a trip to Madrid on Sunday, said Saddam would go before the new tribunal, according to Agence France-Presse. Saddam, he said, will be "taken before the judges and he will be judged according to the law in force before the tribunal that was set up in Iraq."

The tribunal, which is to be housed in a former museum containing Saddam's treasures, is not likely to begin its work until after a new government takes over next July, U.S. officials said Sunday.

U.S. officials have not publicly said

that Saddam will be tried before the new tribunal. L. Paul Bremer 3rd, the chief U.S. administrator in Iraq, declined to say how Saddam would be treated, as did General Ricardo Sanchez, the top American military official in Iraq. But a senior legal adviser in Washington said Sunday that the tribunal remained the choice of the Bush administration.

Any trial of Saddam would involve the use of a large cache of documents taken out of Iraq during the Gulf War in 1991. The documents, which detail mass killings at Saddam's behest, were obtained by Kurdish militia fighters who raided the offices of military and Baath Party security officials in the northern cities of Erbil, Kirkuk and Sulaimaniya.

The material, officials said, includes an audiotape of Ali Hasan al-Majid,

December 15, 2003

The New York Times

Saddam Hussein's cousin, ordering the use of chemical weapons in the Anfal campaigns against Kurdish troops. Anfal was the name given to a series

of eight military offensives conducted in 1988 that human rights groups have equated to genocide and said should be prosecuted.

In addition, Indict, a London-based

group, has been collecting accounts of atrocities from Iraqis that could be used in any trials of Iraqi officials.

The New York Times

Saddam captured ■ By Kenneth Roth

Now, try him in an international court

NEW YORK

One can only rejoice at the capture of Saddam Hussein. Few people are more deserving of trial and punishment. U.S. forces deserve credit for arresting the deposed dictator so that his crimes can be presented and condemned in a court of law, rather than arranging to kill him in combat.

But the stakes now are enormous. The fairness of the tribunal he is brought before will determine whether his prosecution advances the rule of law in Iraq or perpetuates a system of arbitrary revenge. Washington says it has not yet decided what to do with him, but the first moves of the U.S.-dominated Iraqi Governing Council are not auspicious.

Saddam Hussein's government was responsible for the murder of a quarter of a million Iraqis. Among the occupants of the mass graves being unearthed in Iraq today are 100,000 Kurdish men and boys machine-gunned to death during the 1988 Anfal genocide, many after having been chased from their homes with chemical weapons; the 30,000 Shiites and Kurds slaughtered after the 1991 uprising; other Shiites killed during the 1980's because of their perceived sympathy for Iraq; so-called Marsh Arabs killed as the Iraqi government drained the marshes and destroyed a culture that had thrived for centuries; and many individual Iraqis of all faiths and ethnicities who were singled out, their lives ended, for real or perceived opposition to the regime.

To do these victims justice, their plight should be recorded in a court of law and their perpetrators properly judged and punished. But the Iraqi Governing Council, taking its lead from Washington, last week established a tribunal that is to be dominated by

Iraqi jurists. Despite the superficial appeal of allowing Iraqis to try their own persecutors, this approach is unlikely to produce sound prosecutions or fair trials. It reflects less a determination to see justice done than a fear of bucking Washington's ideological jihad against any further enhancement of the international system of justice.

As we know from Rwanda and the former Yugoslavia, prosecutions of genocide or crimes against humanity can be enormously complex, demanding jurists of exceptional skill and sophistication. They require amassing volumes of official documents, collecting sensitive forensic evidence from mass graves, presenting hundreds of witnesses from among victims and accomplices, and paying scrupulous attention to the requirements of due process. To avoid being perceived as show trials or "victor's justice," they call for

highly experienced jurists of unquestioned integrity.

Saddam's brutal and arbitrary justice system can hardly be expected to have produced such jurists. Prosecutions were typically based on confessions, often induced by torture. Serious criminal investigations, let alone complex trials, were virtually unheard of. The Iraqi Governing Council hopes to solve this problem by looking to Iraqi exiles as well as Iraqis from communities historically repressed by the Baath Party who remained in the country. But even among these it will be difficult to find jurists with the right combination of skills and emotional distance from the former dictatorship to produce trials that are fair — and seen as fair.

An internationally led tribunal would be a far better option, whether a fully international tribunal, more likely, an internationally run tribunal with significant

domestic participation, such as the special court set up for Sierra Leone. Because its personnel would be selected by the United Nations rather than by Washington's surrogates, an internationally led tribunal is more likely to be seen as legitimate. And because it can draw from a global pool of talent, it would be better able to secure the experienced and fair-minded jurists than a court that must look only to Iraqis. An internationally led tribunal could still conduct trials in Baghdad and involve Iraqis as much as possible, but it would be run by international jurists with proven records of overseeing complex prosecutions and scrupulously respecting international fair-trial standards.

Despite the obvious merits of an internationally led tribunal, Washington is adamantly opposed, which largely explains the path chosen by the Iraqi Governing Council. But Washington's opposition reflects its ideology, not concern for the Iraqi people. The Bush administration calculates that a tribunal of Iraqis selected by its hand-picked Governing Council will be less likely to reveal embarrassing aspects of Washington's past support for Saddam Hussein, more likely to impose the death penalty despite broad international condemnation, and, most important, less likely to enhance even indirectly the legitimacy of the detested International Criminal Court.

No one should endorse these self-serving reasons. Governments should encourage Washington to allow an internationally led tribunal to try Saddam Hussein and his henchmen. The people of Iraq deserve no less.

The writer is executive director of Human Rights Watch.

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

December 15, 2003

L'ancien dictateur, qui se cachait dans une ferme près de Tikrit, est depuis samedi soir aux mains des Américains

LE FIGARO LUNDI 15 DÉCEMBRE 2003

Saddam capturé

Bagdad : de l'un de nos envoyé spéciaux Thierry Oberlé

« Mesdames et messieurs, on l'a eu ! » Après huit mois de jeu de cache-cache, la partie est terminée. Radieux et surtout sou-

lagé, Paul Bremer peut annoncer que « le tyran est prisonnier ». Saddam a été découvert samedi au fond d'une cave dans une propriété agricole de la région de Tikrit. La capture est humiliante. Le dictateur irakien se terrait près de chez lui dans son pays natal comme un malfrat provincial

qui n'aurait pas trouvé d'autre abri qu'une planque au fond d'un jardin d'une connaissance d'un cousin.

L'administrateur civil de l'Irak a rejoint le centre des conférences de la « zone verte », le quartier général américain à Bagdad, en compagnie du général américain Ricardo Sanchez, le chef des forces de la coalition, pour une séance exceptionnelle de « télé-réalité ». Pour prouver l'arrestation, les Américains ont choisi de fournir des images « médicales » de Saddam Hussein. Il apparaît à l'écran en homme

des bois, hirsute et hagard. Dans la salle, des spectateurs représentants de médias irakiens s'agitent. « A mort, Saddam ! Tuez-le ! »

Le médecin militaire qui l'examine travaille à son identification formelle. Il observe sa dentition sans doute pour comparer ses observations avec la coupe dentaire du fugitif. Il prélève dans sa bouche de la salive pour les tests d'ADN. Puis il tâtonne la tête de Saddam avec ses doigts gantés. Il cherche vraisemblablement à repérer la cicatrice qu'il porte sous ses cheveux au-dessus de l'oreille sur un côté de la boîte crânienne. Saddam est passif, ses gestes sont vains : il se tapote la mâchoire, serre sa barbe dans la main.

Les images défilent en boucle durant la conférence de presse. Le captif est amaigri, fatigué, brisé. Du raïs, il ne reste que la moustache et les yeux. Mais les célèbres bacchantes sont envahies par un fouillis de poils de barbe poivre et sel. Et les yeux sont baissés pour un regard noir de perdant. Le proconsul et le général montrent aussi des photos d'identité. Sur la dernière en date, il est rasé de près. « C'est un homme résigné. Il n'a

aucune blessure et il est en

bonne santé », note, satisfait, le général Sanchez. Au tableau noir, le patron des troupes américaines présente les lieux de la prise. L'ancien chef d'Etat s'était dissimulé dans un trou de sept mètres de profondeur et d'une largeur de près de trois mètres dans sa partie basse. L'entrée était dissimulée par des pierres et recouverte de terre. Le troglodyte pouvait respirer grâce à une prise d'air et à un ventilateur de poche.

Les recherches dans les bâtiments se sont d'abord avérées infructueuses. Intrigué par de la terre fraîchement retournée, un

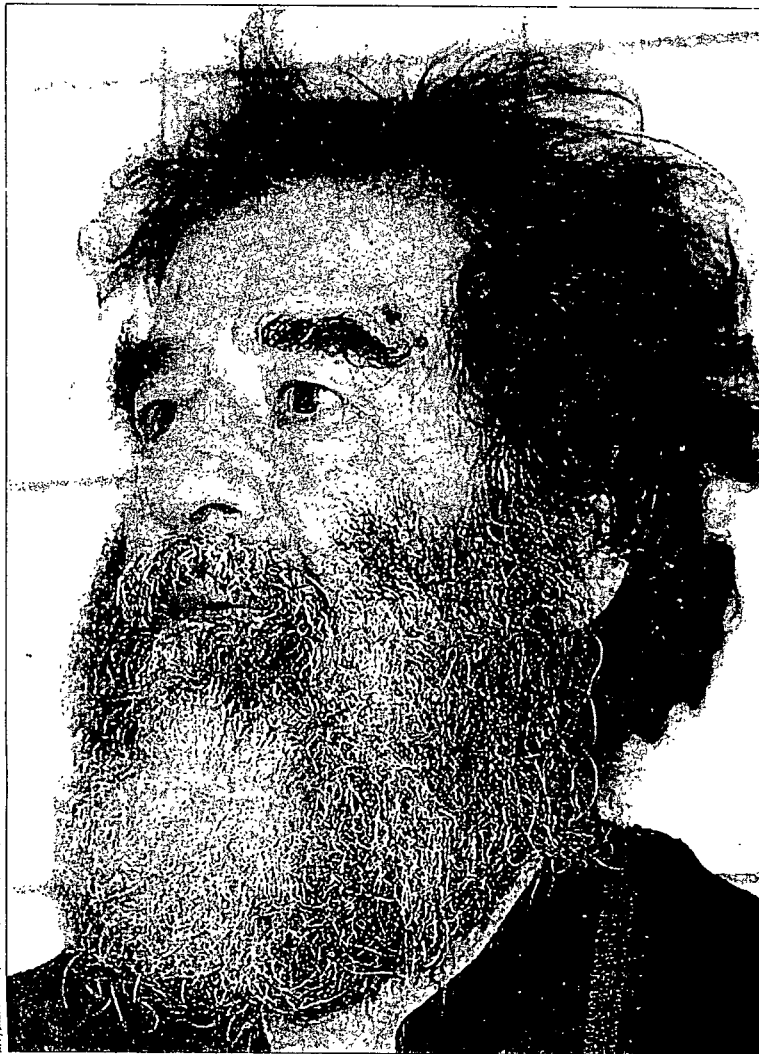
soldat a finalement déniché l'accès à la cache. Saddam, qui était armé d'un pistolet et d'un AK47, s'est rendu sans opposer de résistance. Il disposait de 750 000 dollars en billets de 100. Une somme confortable pour un homme en cavale. Mais le pactole n'a pas pesé lourd face aux 25 millions de dollars de récompense promise par les Américains pour toute information conduisant à son arrestation. L'as de pique du jeu de cartes a été dénoncé comme avant lui ses fils Oudai et Qusay tués en juillet dernier dans l'assaut de leur résidence secrète. Selon des témoignages en provenance de

Tikrit, des fuites dans l'entourage tribal de Saddam auraient facilité sa localisation.

L'état s'était resserré depuis le début du mois autour de Saddam. Ancien numéro deux du régime, Izzat Ibrahim avait échappé de peu aux forces américaines à Haoutdja, un fief des anciens baasistes proche de Kirkouk. L'opération de la 173^e division aéroportée avait été montée avec l'aide des combattants de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), la milice du leader kurde, Jalal Talabani. Elle avait notamment permis l'arrestation du secrétaire de l'homme de confiance de l'ex-président. Coïncidence : le dictateur irakien a été capturé à Al-Daour, la bourgade d'origine d'Izzat Ibrahim située dans un coin de campagne verdoyant sur les bords du Tigre, à quelque 15 kilomètres de Tikrit.

Depuis le 9 avril, la Task Force 121, l'unité des forces spéciales américaines, avait pour mission de s'emparer de Saddam mort ou vif. Mais elle était aveugle faute d'un réseau d'informateurs irakiens. Les Kurdes de l'UPK et leur service de renseignements, le Dezgay Zanyari, ont en partie comblé le vide. Ils jouaient ces dernières semaines un rôle non négligeable de pourvoyeurs de « tuyaux ». C'est eux en tout cas qui ont rendu publique hier matin l'opération baptisée « Aube rouge » qui a mobilisé des centaines de militaires de la 4^e division d'infanterie.

Objectif prioritaire, l'arrestation de Saddam était devenue une véritable obsession pour les

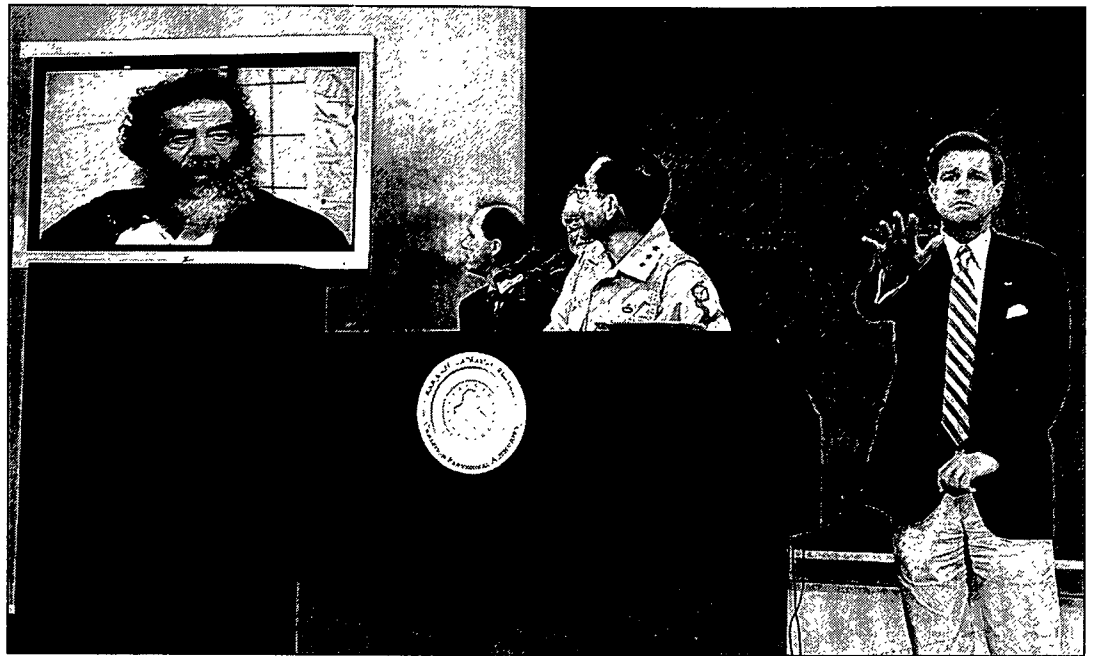


AFP/SABAH AGAR - REUTERS/LARRY DOWNING

forces coalisées. D'abord symbolique, elle avait pris une importance stratégique en raison de la montée en puissance de la guérilla. La majorité des attaques anti-américaines sont en effet organisées en sous-main par les partisans de l'ancien régime. En position défensive, les Américains se devaient de reprendre l'initiative.

Avec le retour plutôt pathétique de Saddam sur le devant de la scène, les forces coalisées espèrent atteindre le moral de la guérilla et regonfler celui de leurs propres troupes. Partis pour certains depuis le début de l'année, les soldats sont las. « On aimerait bien avoir au moins l'impression que le boulot avance », confiait samedi un lieutenant de la 173^e division aéroportée basée près de Kirkouk. Vingt-quatre heures plus tard, ses vœux sont comblés.

Enfin, les Américains ont marqué des points auprès de la population irakienne. Dans les rues de Bagdad, le téléphone arabe a fonctionné plus que les radios locales pour propager la nouvelle. Mais les habitants n'ont réellement pris conscience de l'événement qu'en entendant les rafales d'armes automatiques crépiter. Les tirs d'en-



thousiasme se propageaient d'un quartier à l'autre. Les milliers de policiers, d'agents de sécurité et de gardes de la sécurité vidaient leurs chargeurs tandis que les automobilistes entamaient des concerts de klaxons. Des militants chiites et les membres de partis politiques favorables à la coalition se ras-

semblaient par petits groupes pour manifester leur joie.

Les scènes de liesse étaient cependant plutôt de courte durée. Les passants semblaient surtout abasourdis et, en début d'après-midi, presque incroyables. Ils semblaient avoir du mal à réaliser que la domination d'un satrape sur son peuple,

pendant près d'un quart de siècle, puisse s'achever ainsi pitoyablement au fond d'une cave. « Pas un coup de feu n'a été tiré et, si peu de combats ont été livrés durant la guerre, on ne peut pas dire qu'il s'est beaucoup battu », commentait un ancien colonel de l'armée irakienne.

Ces ennemis jurés de Saddam Hussein épaulent les forces spéciales américaines

Une arrestation facilitée par les peshmergas kurdes

Adrien Jaulmes

L'appui des peshmergas, miliciens kurdes dont le nom signifie textuellement « prêts à mourir », aurait été décisif pour les militaires américains chargés de la traque des anciens dignitaires irakiens, dont l'unité créée spécialement pour cette mission a été désignée un moment sous le nom de « Task Force 20 ».

Les Kurdes, durement réprimés par le régime Baas, sont des ennemis jurés de Saddam Hussein. Depuis la première guerre

du Golfe, ils sont aussi les principaux alliés irakiens des Etats-Unis, et leurs relations avec les forces spéciales de l'armée américaine sont anciennes. Mais les

différences de méthodes entre les soldats d'élite de l'US Army et les miliciens batailleurs kurdes ont parfois suscité quelques déboires.

La capture en août d'un colonel irakien chargé de la sécurité de l'ancien vice-président irakien, Taha Yassine Ramadan, avait été à l'origine d'une polémique entre les Américains et leurs alliés. Interrogé par les Kurdes, le colonel avait accepté

de les conduire à son chef, permettant l'arrestation de Ramadan au saut du lit. Tout s'est ensuite compliqué. Selon les Kurdes, ce coup de filet aurait pu être doublé par une autre prise ; celle de Saddam en personne. Le colonel affirme en effet rencontrer chaque semaine à Bagdad l'homme chargé de la sécu-

rité de l'ancien président. Les Kurdes sont partisans de garder secrète la capture du colonel et de son chef. Mais selon eux, les Américains insistent pour que les deux hommes leur soient livrés. Quelques heures après, la nouvelle de la capture de Ramadan se répand. La filière permettant de remonter jusqu'à Saddam est rompue.

Selon des Irakiens travaillant avec les Américains, ce sont au contraire les bavardages des Kurdes eux-mêmes qui ont fait échouer le plan. L'incident révèle alors les divergences entre les forces spéciales américaines chargées de la traque de Saddam et les Irakiens qui travaillent avec eux. Les Américains sont décrits par leurs collaborateurs irakiens comme

« motivés, mais lents à réagir, et ignorant des coutumes locales et des langues ». Certains de

leurs traducteurs sont aussi soupçonnés d'informer les anciens baasistes. D'autres leur reprochent de ne pas évaluer la valeur des renseignements qui leur sont fournis.

Mais cette occasion manquée semble avoir suscité un changement de méthode des Américains, qui s'appuient de plus en plus sur les Kurdes. L'opération « Aube rouge », déclenchée selon des sources militaires américaines moins d'une heure après avoir reçu une information sur la localisation de l'ancien dictateur, serait le résultat de cet effort d'adaptation.

La résistance devrait survivre à sa décapitation

Bagdad : Georges Malbrunot

Le pouvoir obscur du dictateur a-t-il été définitivement anéanti par cette arrestation, sans combattre, la plus humiliante qui soit pour Saddam ? Et la résistance liée à ses anciens fidèles va-t-elle perdre de son intensité, maintenant que son inspirateur est sous les verrous ? Ce sont les questions qui hantent les responsables américains en Irak, et ce n'est pas un hasard si, dans la foulée de cette victoire, ils ont immédiatement appelé les partisans de l'ex-raïs à déposer les armes, pour œuvrer à la réconciliation du pays.

Saddam avait beau avoir été chassé du pouvoir il y a plus de huit mois, son système répressif, passé en clandestinité, subsistait jusqu'à hier matin. Et paradoxalement, au fil des attaques perpétrées par ses fidèles, la main invisible du tyran s'était même renforcée, à tel point qu'*al-Shaed*, un hebdomadaire irakien, titrait cette semaine : « *Saddam va-t-il revenir au pouvoir ?* »

Alors que l'immédiat après-guerre avait connu une recrudescence des actes de vengeance contre les proches de

Saddam, le phénomène inverse était observé ces derniers mois : les affidés de l'ancien dictateur avaient renforcé leur pouvoir de terreur. Les menaces contre des traducteurs, contre le centre culturel français, contre toute personne susceptible de coopérer avec les Américains s'étaient multipliées. Le harcèlement psychologique persistait.

Voici un mois, un homme est venu frapper à la porte de la maison d'Abbas Khalaf, l'ambassadeur de Saddam à Moscou jusqu'à la guerre, dans le quartier d'al-Mansour à Bagdad. Rédigée à la main, la mystérieuse lettre qu'il tendit à son épouse conseillait à l'ambassadeur de ne pas travailler avec les forces d'occupation. Ou, s'il acceptait, il devait être une taupe au service de l'ancien régime. A deux reprises, les Américains l'avaient convoqué au ministère des Affaires étrangères. « *Vous avez peur de Saddam, c'est pourquoi vous ne voulez pas reprendre votre travail* », lui dit une responsable. « *Oui, j'ai peur de Saddam, je ne suis pas un pleutre, mais je connais ses méthodes* », répondit Abbas Khalaf. Selon lui, l'objectif de Sad-

dam était de priver les Américains de tout savoir-faire irakien ou étranger.

Leur mentor embastillé, que vont faire ses milliers de séides, à la pointe de la résistance anti-américaine ? « *Les combattants les mieux organisés sont les ex-baasistes ou les ex-membres des services de sécurité de Saddam, mais ils sont maintenant davantage inspirés par des objectifs nationalistes que par un souci de loyauté à l'égard du tyran en fuite* », déclarait récemment Phoebe Marr, une spécialiste américaine de l'Irak. Huit mois après la chute du régime, face à des occupants qui ont multiplié les erreurs, la résistance a désormais sa propre raison d'être, bénéficiant de la sympathie d'une large frange de la population, dont les trois quarts, selon un récent sondage, ne font plus confiance aux Américains.

Il n'est donc pas sûr du tout que l'arrestation du tyran suffise à éteindre les actes de guérilla et à enfin stabiliser le pays. Beaucoup d'insurgés, même anciens baasistes, ne combattaient pas pour le retour de Saddam au pouvoir. « *Saddam est et restera un symbole. S'il est capturé ou tué, la résistance ne s'arrêtera pas. Nous nous battons pour l'Irak, pour l'instauration de la démocratie, et pour que les baasistes soient réintégrés au jeu politique* », nous disaient la

semaine dernière Farès et Abou Mahmoud, deux anciens militaires pro-Saddam qui participent à la résistance à Abou Ghreib, au nord de Bagdad.

Officiellement, les Américains n'ont jamais pensé que Saddam conduisait la résistance. Il l'inspirait, notamment via ses cassettes vidéo et le maintien de contacts avec certains des membres de ses réseaux de répression. Ceux-ci ont reçu un coup au moral hier, mais ils disposent d'armes et sans doute d'argent pour leur permettre de continuer la résistance. Tant que Saddam était en liberté, aucun nom de dirigeant de la résistance ne pouvait émerger. Les Américains étaient gênés par cette absence de figure de proue. « *Ils se-*

raient ravis de négocier secrètement », déclare un notable de la tribu Dleimi de Ramadi, qui raconte la visite que vient de lui rendre un agent de la CIA : « *Comment peut-on régler le problème ? Négocier avec la résistance* », lui a-t-il répondu. « *Oui, mais il n'y a pas de direction* » a encore ajouté l'Américain. « *Créez en une, et n'attendez pas d'être faibles pour discuter avec elle*... » s'est-il vu répondre.

Il était impensable que les



L'explosion à la voiture piégée a fait au moins 17 morts à Khalidiyah, à 60 km à l'ouest de Bagdad. (Photo Zohra Bensemra/Reuters.)

Américains entament des pour-parlers avec Saddam pour faire reculer la guérilla. Aujourd'hui, la donne pourrait peut-être changer. « Si les Américains discutent avec des responsables sunnites, avec des chefs de tribu qui soutenaient la résistance et qu'en échange, ils apportent des garanties politiques aux sunnites, ces responsables peuvent sans doute faire diminuer l'intensité de la gué-

rilla », déclare Saad Nazzal, vice-gouverneur de Beiji, une ville sur le Tigre entre Mossoul et Bagdad, et ancien collaborateur de Qusay le fils cadet de Saddam.

La balle est donc maintenant dans le camp des responsables de la coalition. Ils ont éliminé un puissant levier du combat contre leur présence en Irak. Ces derniers temps,

ils ont ouvertement reconnu qu'il fallait rééquilibrer la balance en pensant à la minorité sunnite, qui a peur d'être submergée par un pouvoir chiite, en cas d'élections promises par les Américains. Majoritaires dans le pays, les chiïtes ont opté jusqu'à présent pour une coopération avec les forces de la coalition, mais le mécontentement de leur base est réel. Un des principaux

freins à leur engagement dans la résistance s'appelait Saddam Hussein. Impensable pour les chiïtes de lutter aux côtés de celui qui les a opprimés des années durant.

Maintenant que l'hypothèque Saddam est levée, les chiïtes pourraient être tentés, de leur côté, d'accentuer la pression sur les Américains.

Les Irakiens libérés de l'ombre de Saddam

LE FIGARO LUNDI 15 DÉCEMBRE 2003

Bagdad :
de l'un de nos envoyés
spéciaux Claude Lorieux

Les gens instruits se raisonnaient. Saddam Hussein était fini. « Papa Saddam », comme des générations d'écoliers avaient appris à le désigner, ne récupérerait jamais le pouvoir maléfique qu'il avait occupé de 1979 à 2003. Les Etats-Unis d'Amérique l'avaient chassé pour toujours.

Mais les autres ? Ces Irakiens que, gaspillant la richesse pétrolière et humaine du pays, il avait asservis comme un Yvan le Terrible mésopotamien ? Asservis et abrutis de propagande, du berceau à la tombe ! Ceux-là ne jouaient pas les esprits forts. Ibrahim, un professeur de l'université de Bagdad, faisait certes valoir cette semaine que « si elle existait dans les deux mois qui suivirent la chute de Saddam Hussein, la hantise de le voir reprendre le pouvoir a disparu ».

Beaucoup d'Irakiens redoutaient malgré tout que, même chassé définitivement de ses palais d'orgueil, le raïs déchu ne punisse encore une fois sauvagement ceux qui l'auraient trahi. Ses fedayins s'en seraient chargés. Aussi, beaucoup dormiraient-ils plus paisiblement cette nuit après avoir découvert sur leur écran de télévision le visage de vagabond hirsute d'un dictateur hier encore quasiment déifié. Et encore, pas tous, car on leur a appris que le fils de Tikrit était à la fois « passe-mu-

raille » et « trompe-la-mort » !

Saddam avait édifié son mythe brique après brique, mensonge après mensonge. Ses hagiographes racontaient comment, jeune révolutionnaire, il avait échappé aux griffes des polices du dictateur Aref qu'il avait tenté d'assassiner. Un vrai roman de cape et d'épée. Ils assuraient aussi aux Irakiens blasés, qu'égaré dans les lignes ennemies lors de la guerre contre l'Iran, il était parvenu tout seul à regagner les tranchées irakiennes.

Inconsciemment, et malgré l'ironie discrète de certains, ces histoires s'étaient imprimées dans le subconscient des masses. Saddam n'avait-il pas d'ailleurs échappé jusqu'à présent à la traque américaine alors que ses fils Oudaï et Qusay avaient été débusqués et abattus ? Pourtant, libérée d'une censure sans pitié, la presse irakienne elle-même traitait jusqu'à présent le fugitif avec un certain ménagement, relève un observateur.

Les poseurs de bombes et les manières de kalachnikov qui s'en prennent aux « collaborateurs » du régime mis en place par Washington entretiennent la crainte de « l'ombre de Saddam ». Quand ils assassinent d'une balle dans la nuque le président du tribunal de Najaf - qui était aussi responsable de la commission chargée du

dossier des criminels de guerre -, les tueurs proclament : « Le président Saddam Hussein nous a chargés de t'éliminer. » Relâché peu après, l'adjoint du magistrat

fut chargé de diffuser le message du raïs. Les journaux prirent le relais.

Le bruit courut aussi que des fedayins arrêtaient les automobilistes sur une route du sud et « exécutaient » ceux qui ne criaient pas « Vive Saddam ! »... Ahmed Nechirvan, gouverneur de la province kurde de Dohuk, confiait samedi : « que des gens aient encore peur de Saddam, je ne peux pas le nier ». Un ancien pechmerga (combattant kurde) confirme : « Je ne pense pas que les Irakiens le craignent encore personnellement. Ils redoutent plutôt ses partisans. »

Reste que la capture du dictateur déchu - une victoire

« Si elle existait dans les deux mois qui suivirent la chute de Saddam Hussein, la crainte de le voir reprendre le pouvoir a disparu »

sans prix pour les Américains et leurs amis irakiens - porte un coup à ce que certains appellent le « terrorisme » et d'autres la « résistance ». Elle s'était identifiée à un homme, Saddam Hussein. Ayant fait plusieurs fois le « ménage » autour de lui, le raïs n'a pas de vrai lieutenant. Il n'a donc pas de successeur à la tête de ceux qui, quotidiennement, attaquent les convois américains et les postes de police

irakiens. Le vice-président Ezzat Ibrahim, qui a été présenté comme l'animateur des actions terroristes, est un homme malade et sans charisme.

Les fedayins seront en peine de remplacer Saddam Hussein, même s'il y a fort à parier que le fugitif barbu et chevelu capturé à Tikrit devait passer plus de temps à se cacher qu'à donner des ordres de bataille.

La « résistance » à la présence américaine ne devrait pas cesser pour autant. Un observateur chevronné prévoit que « les attaques vont continuer ». Mais la « résistance » va changer de peau. A moins de vouloir libérer le prisonnier le plus fameux du monde, elle cessera d'être « la résistance du régime déchu ». Deviendra-t-elle pour autant une résistance nationale ? Trouvera-t-elle un chef qui

sache la mobiliser ? L'avenir le dira.

En attendant, l'homme dont les Irakiens ne prononçaient le nom qu'en baissant la voix s'apprête à passer une seconde nuit

en prison. Du moins n'a-t-il pas été assassiné comme tant de ceux qui l'ont précédé à la tête de l'Irak, depuis le jeune roi Faysal II en 1958 jusqu'aux présidents Kassem et Aref. A la différence de Nourri Said, l'homme fort de la monarchie irakienne, il n'a pas fini traîné par une corde derrière une voiture. Tant d'Irakiens pourtant lui promettaient ce sort !

PROFILE

Great survivor undone at last by series of fatal miscalculations

As Iraq's dictator he propagated a grotesque personality cult in the mould of a Muslim warrior. At the end he cut a pathetic figure who failed conspicuously to realise his ambitions, writes Victor Mallet

FINANCIAL TIMES MONDAY DECEMBER 15 2003

Many Iraqis had assumed Saddam Hussein would never allow himself to be captured alive. As the US was preparing to invade Iraq and the Iraqi leader was being urged by Gulf rulers to step down and go into exile, he insisted he would rather die in his country.

Mr Hussein saw himself as a modern-day Saladin, the legendary Muslim holy warrior who drove the Christian crusaders from Jerusalem in 1187. But yesterday he cut a

pathetic figure, caught without as much as a shot being fired.

The pictures of a feeble old man, played over and over again across Iraq and the rest of the world, were a fitting reflection of the most serious and last miscalculation of Mr Hussein's long political career.

Like many dictators, Saddam Hussein was an expert at winning and retaining power but less good at working out what to do with it once

he had murdered his rivals and secured control.

During his three decades in charge of Iraq he conspicuously failed to make the country into the modern and prosperous Middle East nation that its enormous oil reserves, fertile land and rich cultural heritage should have made possible. He and his Ba'athist colleagues did preside over an encouraging decade in the 1970s, when they used the fast-growing revenues of the nationalised

oil industry to modernise Iraq and build a secular welfare state. But Mr Hussein soon squandered this legacy, taking the country from war to war and building costly programmes to develop nuclear, chemical, biological and other weapons. Under him Iraq became a Stalinist state with a facile sense of history that debased its once great culture and threatened its neighbours.

Until his capture Mr Hussein was a consummate survivor, a man of sometimes extraordinary political cunning but lacking an ideological vision. He failed to understand the international community beyond the borders of the Arab world.

In spite of his grave and repeated errors of judgment, he ruled the country so ruthlessly with the help of his Sunni Muslim Tikriti clan that few dared speak out against him, in public or in private. He survived for so long because rivals, real or imagined, were eliminated before they could act. As he rose steadily towards a position of supreme power, he recruited and deployed gangs of rightwing thugs under the umbrella of the ruling Ba'ath party to turn Iraq into what was accurately called the "Republic of Fear". He broke a global taboo by using chemical weapons in the 1980s both on Iraq's own Kurdish civilian population and on Iranian troops.

The main victims were

communists, Kurds, Islamist Shia Muslims and leftist Ba'ath party members. But no one - not even relatives, lifelong friends and associates or London-based exiles - was immune to the killings inflicted on the Iraqi people over the years by the Iraqi state. And he was not afraid to do the killing himself. He is reported to have been about 19 when he used a revolver to slay his first victim - someone who had crossed his thuggish uncle, Khairallah Tulfah. As a young man he was personally involved in attempts to assassinate two Iraqi presidents.

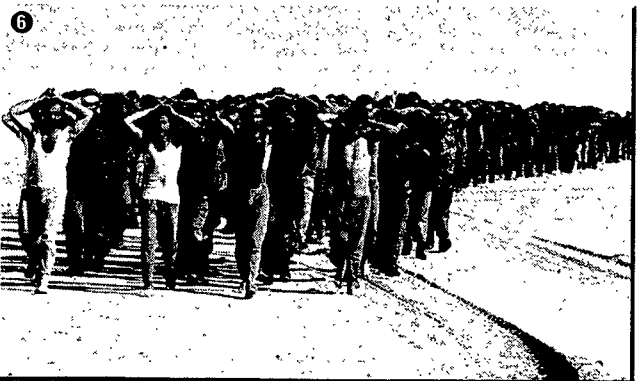
Mr Hussein was born in the humble farming village of al-Ouja, near Tikrit on the river Tigris, and was brought up largely Khairallah. Officially, his birthday was April 28 1937, although the true date is unclear.

After an apparently unhappy childhood - little is known about his absent father - he moved to Bagh-

Rise and fall of Saddam Hussein



- Apr 1937: Born in Tikrit
- 1956: Joins the Arab Ba'ath Socialist Party
- 1958: Iraqi monarchy is overthrown in a military coup. Abdul Karim Qasim becomes prime minister
- 1959: Saddam participates in attempted assassination of the prime minister and is sentenced to death. He flees to Syria and later to Cairo where he studies law and builds strong Ba'athist support
- Feb 1963: Ba'ath party takes control of Baghdad, Saddam returns to Iraq ①
- Nov 1963: Ba'ath party is overthrown, Saddam is jailed
- 1967: He escapes from prison
- Jul 1968: Saddam helps lead a Ba'athist coup to overthrow Iraq's president and regime and put General Ahmed Hassan Bakr in power. Saddam is made Iraqi vice president
- Nov 1969: He is elected vice-chairman of the ruling Revolutionary Command Council (RCC) and chief liaison with the Kurds
- Mar 1970: RCC and Kurdistan Democratic Party sign peace agreement ②
- Oct 1977: Elected assistant secretary of the General National Pan-Arab Leadership of Ba'ath Party



- Jul 1979: Elected Iraqi President and RCC chairman; many potential rivals, members of Ba'ath Party and military are executed
- Sep 1980: Iraq invades western Iran, in an attempt to reassert control over the Shatt al-Arab waterway and initiates the Iran-Iraq war ③
- 1981-88: US exports military equipment to Iraq
- Dec 1983 Donald Rumsfeld, US President Reagan's special envoy to the Middle East, visits Baghdad to pledge support for Saddam Hussein against Iran ④
- Mar 1984: Iraq uses chemical weapons against Iranians to quash offensive in the Majnoon marshes
- 1987-88: Saddam launches the Anfal campaign against the Kurds. 180,000 disappear and 4,000 villages are destroyed
- Mar 1988: Kurdish town of Halabja is attacked with chemical weapons, 5,000 die ⑤
- Aug 1988: UN sponsored ceasefire ends Iran-Iraq war
- Aug 1990: Iraq invades Kuwait
- Jan 1991: Gulf war, US-led forces begin aerial bombing of Iraq in Operation Desert Storm – to liberate Kuwait
- Feb 1991: Iraq withdraws from Kuwait ⑥
- Mar 1991: Republican Guard ordered to crush Shia rebellion in the south and Kurdish uprising in the north; several hundred thousand refugees flee to Iran and Turkey
- Apr 1991: Plan established for northern and southern no-fly zones to protect Kurds and Shias
- Jun 1991: United Nations weapons inspections begin in Iraq
- May 1994: Saddam re-elected as president and assumes the role of prime minister
- Aug 1995: His two sons-in-law and their families are granted asylum in Jordan
- Feb 1996: Sons-in-law granted pardon by Saddam but killed on return to Baghdad
- Dec 1998: UN weapons inspectors withdraw, US launches Operation Desert Fox – to destroy Iraqi WMDs
- Feb 1999: Shia spiritual leader, Grand Ayatollah Muhammed Sadiq al-Sadr is killed in southern city Najaf
- May 2001: Saddam's son Qusay, head of the elite Revolutionary Guards and special forces is elected to the leadership of Ba'ath Party
- Jan 2002: US President Bush labels Iraq, Iran and North Korea 'axis of evil'
- Nov 2002: UN Security Council adopts resolution 1441 demanding Iraq disarm and paves the way for return of weapon inspectors
- Mar 17 2003: Bush gives Saddam 48 hours to leave Iraq
- Mar 19 2003: US-led forces invade Iraq under Operation Iraqi Freedom – to remove Saddam Hussein from power
- Apr 4 2003: Last public sighting of Saddam on the streets of Baghdad
- Apr 9 2003: US-led forces enter Baghdad and gain control of northern cities of Kirkuk and Mosul ⑦
- Dec 13 2003: Saddam captured by US forces in Ad-Dawar just south of his home town of Tikrit

dad, where he lent his services to the fledgling Ba'ath movement and its ideology of Arab nationalism. The Ba'athists supported the 1958 revolution to overthrow the Hashemite monarchy but decided to kill Abdul-Karim Qassem, the country's new leader, the following year.

Mr Hussein, to widespread incredulity, traced his ancestry to the prophet Mohammed. He likened himself to ancient Babylonian kings such as Nebuchadnezzar. An admirer of Stalin's methods, he encouraged a grotesque personality cult. For all his bombast, he did sometimes display a crude sort of diplomacy. During the Iran-Iraq war, he persuaded Saudi Arabia and Kuwait to give him billions of dollars to fight the ayatollahs.

When he wanted good relations with the then Soviet Union and with the west, he presented himself as a secular leader – a bulwark against Islamic fundamentalism who could hold together a fissiparous Iraq, who espoused moderation on the Arab-Israeli dispute and who favoured a Palestinian state alongside Israel.

By the time he invaded Kuwait and defied the world in August 1990, he portrayed himself as a devout Muslim fighting in a holy war; an

He recruited and deployed gangs of rightwing thugs under the umbrella of the ruling Ba'ath party to turn Iraq into the 'Republic of Fear'

irredentist who wanted to liberate the whole of Palestine from the Jews.

With high-flown Arab rhetoric, he appealed to Palestinians and other Arabs harbouring grievances against Israel, the west and the Gulf states.

He displayed the same basic but effective diplomatic skills in the years after his humiliating defeat in Kuwait, which he characteristically claimed as a victory because he was not actually overthrown.

Exploiting the ever-present anti-Americanism of

Middle Eastern Muslims – a task made much easier by President George W. Bush's support of Israel in its conflict with the Palestinians – Mr Hussein improved relations with his old enemies Syria and Iran and waited patiently until world opinion was more hostile to US adventurism than to his own depredations on the Iraqi people.

However, he had a habit of underestimating the ruthlessness of the superpowers and the west when it came to protecting their vital interests.

After the invasion of Kuwait, he seemed genuinely surprised by the eventual resolve of the then Soviet Union and of France, his former allies, to force him out of Kuwait.

Mr Hussein had lost touch with reality by the time President George H.W. Bush sent US bombers and cruise missiles into Iraq on January 17 1991. Fortunately for him, and perhaps less fortunately for Iraq, Mr Bush stuck to the United Nations mandate, which was to expel Iraq from Kuwait, and left Hussein's regime in place – albeit in the expectation that

it would soon fall.

It was thus left to George W. Bush to finish what his father had begun.

Soon after the September 11 2001 terror attacks on New York and Washington, Mr Bush bracketed Iraq, along with Iran and North Korea, in the "axis of evil". Again, Mr Hussein, apparently blinded by the overwhelming opposition to war among Muslims and non-Muslims throughout the world, underestimated US determination to disarm Iraq and overthrow the regime.

Apparently he saw no limits to his own power. Under-

lings did not dare tell him that his ambitious weapons development programmes had drained Iraq's coffers; it was above all shortage of money that drove him to invade Kuwait in 1990.

Nor did subordinates ever want to tell him that the Iraqi army, however large, was unlikely to withstand what would be thrown at it by great powers.

They did not even want to break the news his romantic fables – he fancied himself as an author and wrote at least two – were sentimental and not very good.

Kurdish intelligence may have played role in finding fugitive

PUK leader Talabani may have claim to \$25m US bounty, reports James Drummond

Lieutenant-General Ricardo Sanchez, the commander of US forces in Iraq, yesterday refused to be drawn on whether he would be paying a reward for the information that led to the capture of Saddam Hussein.

In July, when Mr Hussein's two sons Uday and Qusay were killed in an operation in Mosul in northern Iraq, it was as a result of a tip-off by – it is thought – the owner of the house in which they were staying. The motive was financial.

This time it may be Jalal Talabani, the prominent Kurdish leader, and one of his commanders in his Patriotic Union of Kurdistan who lay claim to some or all of the \$25m (£14m, €20m) bounty offered by the US.

Intelligence provided by the Kurds could have been important in helping American forces seize the former dictator.

Gen Sanchez said only that Operation Red Dawn was launched after intelligence had been gathered about the farm south of Tikrit where Mr Hussein was finally captured on Saturday evening.

With the amount of money on offer, the US-led coalition forces have not been short of "walk-ins" – people claiming to know where the former Iraqi leader and the other 54 Ba'athist leaders listed on its most-wanted list are hiding. The problem has been in substantiating the many leads.

"It was intelligence,

actionable intelligence..." Gen Sanchez said yesterday. "It was great analytical work."

Six hundred men, drawn from the 4th infantry division's First Brigade Combat Team, including cavalry, artillery, aircraft and special forces, had only 1½ hours' notice to move against the target, Gen Sanchez said. The operation was completed without a shot being fired.

The isolation of the farm where Mr Hussein was hiding almost certainly helped ensure that he was captured rather than killed.

The fact that crowds were building up during the operation against Uday and Qusay forced US forces in Mosul to finish the operation

more quickly than they might have wished, US officers told the Financial Times last month.

Even when the site of Saturday's capture was identified and searched, the hiding place of the former Iraqi dictator could easily have been overlooked.

The "spiderhole" was camouflaged with bricks and dirt and furnished with a fan and a breathing device, Gen Sanchez said.

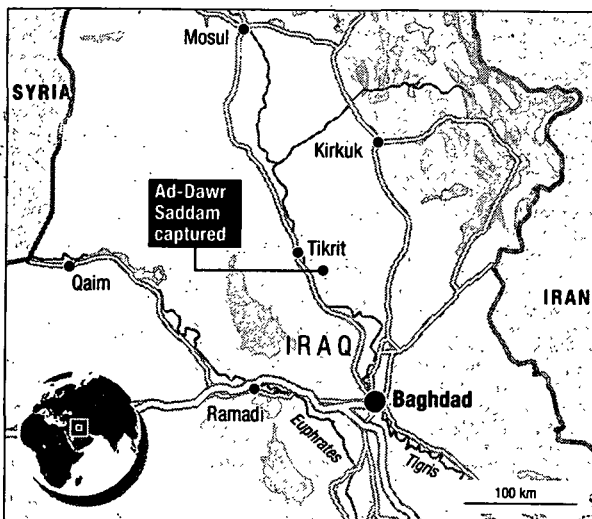
The view that Kurdish intelligence may have played a significant role in the operation was supported in a statement released yesterday by the Iraqi Governing Council.

Ahmad Chalabi, leader of the Iraqi National Congress, said that Qusrat Rasool Ali,

believed to be a leader of Mr Talabani's PUK, had helped with information.

Moreover, the first reports that came via the Iranian press agency in Tehran quoted Mr Talabani as saying that a combination of US "and [Kurdish] peshmerga forces" had tracked down the former Iraqi leader.

The US-led coalition has been putting increasing pressure on its Iraqi allies – Mr Talabani's PUK, Mustafa Barzani's Kurdistan Democratic party, the Iraqi National Accord, the Iraqi National Congress and the Shia Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq – to pool their intelligence assets.



Saddam Hussein, le dictateur qui se rêvait en Saladin moderne

Les liens tribaux et la violence ont construit son pouvoir

FAIT COMME « UN RAT ».

Quoi qu'il puisse lui arriver désormais, rien ne saurait être plus humiliant pour « l'Oint, le Leader glorieux, le Grand Oncle » narcissique et paranoïaque des peuples d'Irak que cette arrestation de voleur de poule, sans gloire ni panache. Il disait que « jamais » on ne le prendrait vivant. Qu'à l'exil ou à la reddition, il préférerait « la mort en martyr, pour l'honneur de l'Irak ». Ses

deux fils de sinistre mémoire, Oudaï et Qoussaï, auront au moins assumé leur destin et résisté jusqu'au bout, le 22 juillet dernier, dans une villa de Mossoul, les armes à la main face aux forces américaines.

Défait, hébété, résigné, sale et hirsute comme un sans-abri ni secours, leur père, lui, a choisi de vivre. Dans la captivité et le désespoir, Saddam reste d'abord un survivant. Les quolibets et les accu-

sations de lâcheté furent déjà de toutes parts en Irak et dans le monde arabe.

Selon ses vainqueurs, pas une balle du pistolet qu'il portait au côté n'a été tirée. C'est au contraire un homme « coopératif », le regard vide, le visage épuisé, dévoré par une longue barbe poivre et sel, ouvrant gentiment la bouche pour une prise d'ADN qui a été montrée aux Irakiens.

L'histoire, qu'il affectionnait

tant parce qu'il était si sûr qu'elle lui rendrait hommage pendant les siècles à venir, retiendra sans doute que le grand raïs de la République d'Irak, président de son Conseil de la révolution et chef suprême de toutes ses armées fut vaincu le 9 avril 2003, quand les forces américaines firent rouler la tête d'une de ses statues dans la poussière de Bagdad. Le « *Nabuchodonosor du XX^e siècle* », le « *Saladin des temps modernes* », l'homme aux 19 volumes de biographie officielle, le seul dirigeant arabe qui osait encore défier l'Amérique, n'était plus qu'un tyran en fuite.

Restait « Saddam-le-bagarreur, Saddam-le-dur, Saddam-les-gros-bras », qui envoyait depuis huit mois des messages audio aux « *braves moudjahidins irakiens en lutte* », et conduisait, disait-on, la résistance à l'occupation, reconstituait ses réseaux et préparait son retour. Ce Saddam-là aussi est mort. Il est mort le 13 décembre vers 20 h 30 locales, sous la terre sèche d'une misérable ferme isolée, tout près de l'endroit qui vit naître Saladin, le vrai, celui à qui il aimait tant être comparé, celui qui

libéra Jérusalem des croisés il y a neuf siècles.

Saddam Hussein, patronyme qu'il fit graver à des dizaines de milliers d'exemplaires sur les briques de ses vingt palais, est né le 28 avril 1937 dans une mesure du village de Al-Ojah, à 175 kilomètres au nord de Bagdad, tout près de Tikrit. Paysan sans fortune, son père meurt quelques semaines avant sa naissance. Dépressif, Subha, sa mère, confie le bébé à son frère, un certain Kairallah Msallat qui va s'en occuper trois ans. Puis Subha se remarie, l'enfant est repris et subira, des années durant, coups et privations de la part d'un beau-père violent et irascible.

« Saddam-le-bagarreur » se forge ces années-là, disent ses biographes. Il faut survivre. Et puis, l'enfant appartient au clan des Al-Khatib, de la tribu Abou Nasser, qui ont la réputation d'être astucieux, violents et fidèles à la famille élargie.

LE « FONCEUR »

Plus tard, lorsqu'il se sera attribué tous les pouvoirs, « Saddam-le-patriarche » – un prénom alors rare qui signifie « fonceur » – laissera son clan dépouiller nombre de leurs voisins et nommera plusieurs « cousins », parfois illettrés, à de hauts postes de responsabilité.

En 1991, le « glorieux leader » pourra bien ordonner aux généalogistes de lui fabriquer un lien de sang crédible avec le prophète Mahomet, lien qu'il symbolisera par l'édition d'une copie du Coran de 600 pages manuscrites avec son propre sang, prélevé par demi-litres sur trois années. Mais les trois

De la « Renaissance arabe » à l'arrestation du président déchu

- 1937 : Saddam Hussein naît à Al-Ojah, près de Tikrit.
- 1957 : Saddam adhère au parti Baas (« Renaissance arabe »).
- 1958 : coup d'Etat du général Abdel Karim Kassem.
- 1959 : tentative de complot contre le général Kassem. Saddam Hussein, impliqué, s'enfuit en Syrie, puis en Egypte.
- Février 1963 : premier coup d'Etat baasiste. Le général Abdel Salam Aref nommé président, Saddam Hussein rentre en Irak.
- Novembre 1963 : le général Aref fait arrêter les principaux dirigeants du Baas.
- 1964 : Saddam est emprisonné.
- 1966 : Saddam s'échappe puis est élu secrétaire général du Baas.
- 1968 : coup d'Etat baasiste du général Ahmed Hassan Al-Bakr.
- 1969 : Saddam Hussein nommé vice-président du Conseil de commandement de la révolution.
- 1969 : début de la déportation des Kurdes chiites.
- 1974 : guerre au Kurdistan.
- 1979 : Saddam Hussein s'empare de toutes les premières fonctions au sein de l'Etat et du Baas.
- 1980 : l'Irak envahit l'Iran.
- 1980-1988 : la guerre entre l'Iran et l'Irak fait entre 500 000 et 1 million de morts.
- Mars 1988 : Saddam Hussein

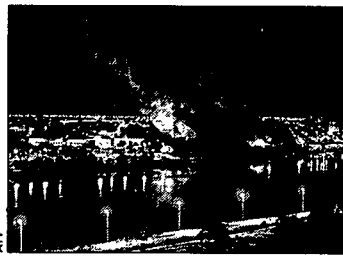
soldats américains arrivent en Arabie saoudite dans le cadre de l'opération « Bouclier du désert ».

- 17 janvier 1991 : début de l'opération « Tempête du désert ». Bombes sur Bagdad.



ROGER VIOLET

bombardements de la coalition américano-britannique sur Bagdad, sans mandat de l'ONU.



AFP

- 27 février 1991 : Le président George Bush (père) annonce la fin des opérations militaires.
- Février-mars 1991 : soulèvements kurde (Nord) et chiite (Sud), écrasés.
- 3 avril 1991 : création de l'Unscop, Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak.
- 1991 et 1992 : création des zones d'exclusion aérienne au Nord et au Sud pour protéger les populations kurde et chiite.
- 3 septembre 1996 : premiers bombardements américains.
- 31 octobre 1998 : les inspecteurs de l'ONU quittent Bagdad.
- 16 décembre 1998 : les Etats-Unis et la Grande-Bretagne déclenchent l'opération « Renard du désert ».
- 29 janvier 2001 : le président George Bush classe l'Irak dans « l'axe du Mal ».
- 16 septembre 2002 : Saddam Hussein accepte le retour des inspecteurs de l'ONU.
- 8 novembre 2002 : résolution 1441 de l'ONU qui offre à Bagdad « une dernière chance de se conformer aux obligations de son désarmement ».
- 17 mars 2003 : l'ONU rappelle ses inspecteurs.
- 20 mars 2003 : premiers

- 9 avril 2003 : chute de Bagdad devant les troupes américaines. La dernière apparition publique de Saddam Hussein et de ses fils, Oudaï et Qoussaï, a probablement eu lieu la veille.
- 1^{er} mai 2003 : George Bush annonce la « fin des opérations de combat majeures » en Irak.
- 22 mai 2003 : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 1483, qui confie la reconstruction de l'Irak à la coalition américano-britannique, « puissance occupante ».
- 13 juin 2003 : le quotidien arabophone londonien *Al-Qods Al-Arabi* publie un premier message manuscrit attribué à Saddam Hussein.
- 3 juillet 2003 : les Etats-Unis offrent une récompense de 25 millions de dollars pour aider à la capture de Saddam Hussein.
- 22 juillet 2003 : Oudaï et Qoussaï sont tués par l'armée américaine à Mossoul (Nord).
- 31 juillet 2003 : deux filles de Saddam Hussein, Rana et Raghda, accompagnées de neuf enfants, arrivent en Jordanie, qui leur accorde asile.
- 19 août 2003 : attentat contre le siège de l'ONU à Bagdad. 22 morts, dont le représentant de l'ONU, Sergio Vieira de Mello.
- 13 décembre 2003 : capture de Saddam Hussein.



AFP

utilise l'arme chimique contre les Kurdes.

- 2 août 1990 : l'Irak envahit le Koweït.
- 8 août 1990 : les premiers

Les dirigeants arabes restent inquiets devant l'insécurité persistante dans le pays

petits points bleus tatoués près de son poignet droit montrent que le « descendant du Prophète » est d'abord et avant tout un « tribal » d'origine humble. Ce n'est pas un hasard si son arrestation a eu lieu tout près des terres de son clan.

A 17 ans, grand (1,88 m), mince et élégant, Saddam Hussein a quitté Tikrit et l'oncle Kairallah qui a fini par l'adopter, pour un lycée de Bagdad. C'est là qu'il se lance dans l'action politique. Il est intelligent, adore lire mais sa spécialité, chez les militants, c'est plutôt le coup de poing. En 1957, Saddam Hussein adhère au parti Baas. Il participe à un complot avorté contre le roi Fayçal II, installé sur le trône d'Irak par les Anglais.

Deux ans après, la monarchie est renversée par l'armée. Mais Saddam Hussein, devenu baasiste et panarabiste, n'est pas satisfait du successeur. En 1959, il prend part à la tentative d'assassinat contre le général Kassem, reçoit une balle dans le mollet et est contraint de s'enfuir à l'étranger, en Syrie, puis en Egypte. Cinq plus tard, en 1964, rentré en Irak, Saddam Hussein est arrêté et emprisonné. Libéré deux ans après, il contribue à la préparation du coup d'Etat qui, en juillet 1968, assure le monopole du pouvoir au parti Baas. L'ascension de l'homme d'action est fulgurante.

Il faut dire que le nouveau président de la République, Ahmed Hassan Al-Bakr, est originaire de Tikrit et qu'il appartient lui aussi à la tribu Abou Nasser. A 32 ans, Saddam Hussein est nommé vice-président du Conseil de commandement de la révolution. En juillet 1979, Al-Bakr se retire « pour raison de santé » et laisse la première place à son jeune cousin. Commencent les purges, les exécutions, les disparitions inexplicables, les emprisonnements, les charniers. Une poigne de fer s'abat sur le pays.

Féru d'histoire, convaincu que la domination occidentale du monde n'est que passagère et que « la grande nation arabe » finira par reprendre le dessus, Saddam Hussein est un dictateur qui a d'immenses desseins pour l'Irak. Avant de s'effondrer dans le désastre de deux guerres décidées en solo, ses projets d'industrialisation, d'armement et d'alphabétisation seront menés au pas de charge.

Tous ceux qui s'y opposent, feignent de résister ou contestent simplement certains des aspects de la politique du raïs seront réprimés sans pitié. Les Kurdes d'abord, les chiites ensuite en sauront quelque chose. Et selon ceux qui l'ont rencontré dimanche en captivité, le dictateur déchu n'a aucun remords. « J'étais un dirigeant ferme, mais juste », aurait-il déclaré. Même pas une épithète crédible pour un livre d'histoire.

F ce Claude

RIYAD

de notre envoyée spéciale

« C'est un grand jour non seulement pour l'Irak, mais pour tous les Arabes et les musulmans. C'est le symbole de la fin de la dictature, de l'oppression, du vol des richesses et un grand jour pour les générations à venir. Si tous les dictateurs arabes pouvaient en tirer une leçon... » Khalil Al-Khalil, professeur à l'université islamique Mohammed Ben Saoud, à Riyad, exprime une joie sans réserve à l'annonce de la capture de l'ancien président irakien.

« Pourquoi, interroge dans le même souffle cet universitaire, pourquoi Ahmed Maher [le chef de la diplomatie égyptienne] a-t-il attendu la capture du dictateur pour dire que "nul ne le pleurera" ? Pourquoi aucun dirigeant arabe, à l'exception de ceux du Koweït et des Emirats arabes unis, n'a osé dire mot à propos de Saddam Hussein depuis la chute de son régime [en avril] ? Parce qu'ils craignaient tous son retour au pouvoir ! »

LA « LÂCHÉTÉ » DU DICTATEUR

Les Saoudiens ont vécu l'après-midi du dimanche 14 décembre devant les télévisions satellitaires arabes qui ont quasi exclusivement consacré leurs programmes aux nouvelles de Bagdad. Très contrastés, les commentaires allaient de la banalisation de cette capture à des hommages appuyés au président déchu et à la vitupération des Américains, en passant par le mépris envers « la lâcheté » et « l'indignité » d'un dictateur « qui s'est laissé capturer sans opposer la moindre résistance ».

Les réactions officielles sont plus mesurées. Seul le ministre koweïtien de l'information, Mohammed Abdallah Abou Al-Hassan, dont le pays avait apporté un soutien sans faille à la guerre contre l'Irak, a exulté de voir enfin venu cet « instant tant attendu ». S'il a assuré que « nul ne pleurera » la capture de Saddam Hussein, le chef de la diplomatie égyptienne est demeuré sobre. Il a souhaité que « ce développement accélère le recouvrement par le peuple irakien de sa souveraineté et de son indépendance et le retrait des forces » de la coalition occupante.

Pour Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, la capture du dictateur « clôt le chapitre de la chute de l'ancien régime ». La porte-parole du gouvernement jordanien ne s'est pas davantage épanchée, se contentant de dire qu'une page de l'histoire de l'Irak vient d'être tournée, « le dernier

mot revenant à présent au peuple irakien ». Même son de cloche au Bahreïn, où un porte-parole officiel a souhaité voir s'ouvrir « un avenir prometteur pour l'Irak, fait de prospérité, de sécurité » et de relations de coopération avec ses voisins.

Loin de traduire une soudaine empathie pour l'ancien dirigeant irakien, cette réserve officielle tient au fait que, hormis son impact symbolique instantané, la capture de Saddam Hussein ne change pas grand-chose à la situation actuelle en Irak. L'insécurité

« Un grand jour », pour Ariel Sharon

« Comme je l'ai dit au président Bush, aujourd'hui est un grand jour pour le monde démocratique, pour ceux qui se battent pour la liberté et la justice et pour ceux qui luttent contre le terrorisme », a déclaré Ariel Sharon, premier ministre israélien, qui a ajouté : « Le dictateur qui a détruit l'Irak ne peut plus désormais empêcher sa reconstruction. »

Alors que Saddam Hussein se présentait comme le plus fidèle soutien de la cause palestinienne, l'Autorité s'est abstenue de tout commentaire. Des Palestiniens, qui l'ont longtemps considéré comme un héros d'autant qu'il avait donné quelque 25 millions de dollars aux familles des auteurs d'attentats-suicides, ont fait part de leur déception après sa reddition sans gloire. « L'attitude de Saddam est humiliante. Etant donné qu'il a demandé à son peuple de se battre, il aurait dû lui aussi résister », a fait remarquer un habitant de Gaza alors qu'un autre estime : « J'étais en droit d'attendre qu'il se suicide. » - (AFP.)

qui règne dans ce pays et la porosité des frontières inquiètent les pays voisins.

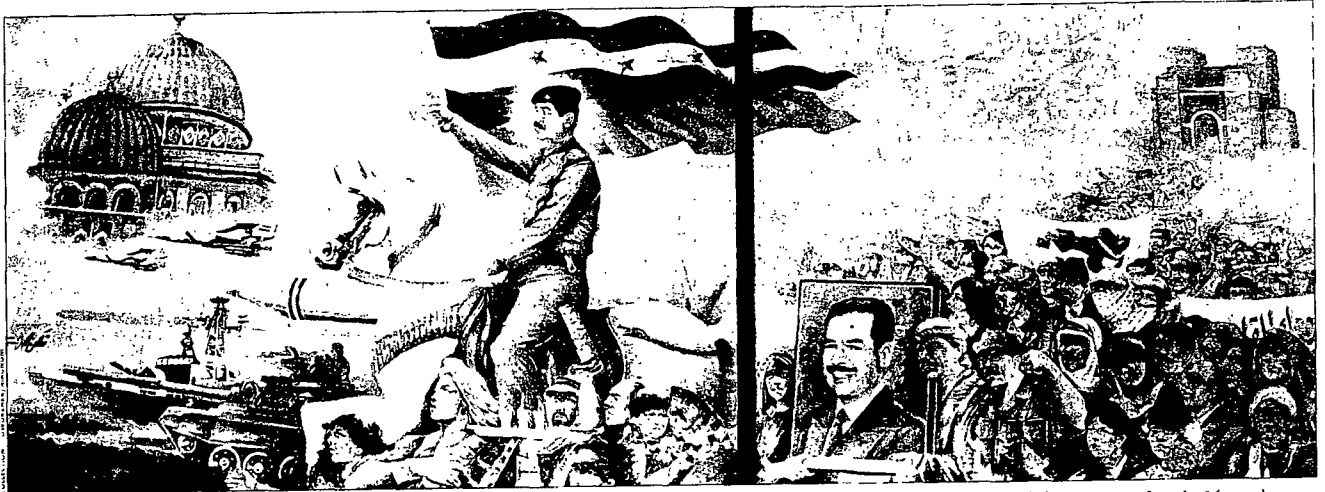
Dans un premier temps, les gouvernements arabes s'étaient braqués contre le Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, jugé non représentatif. Ils ont fini néanmoins par prendre langue avec le CIG. Le ministre irakien des affaires étrangères, Hoshiar Zibari, a ainsi effectué samedi 13 décembre une visite en Arabie saoudite. Il a été reçu par le prince héritier Abdallah Ben Abdelaziz et le ministre des affaires étrangères Saoud Al-Fayçal. Des membres du CIG ont de leur côté effectué des visites dans d'autres pays arabes.

Mouna Naim

Trente-cinq ans d'une dictature impitoyable et de guerres incessantes

L'arrestation de Saddam Hussein par les forces américaines, samedi 13 décembre, clôt un long chapitre d'histoire, marqué par l'absolutisme et jalonné de conflits, de violences et de crimes contre la population

16 DÉCEMBRE 2003
Le Monde



Sur une fresque réalisée à sa gloire, Saddam Hussein, nouveau Saladin, guide les peuples arabes et musulmans à la reconquête de Jérusalem, symbolisée par les coupes de la mosquée Al-Aqsa et du dôme du Rocher.

SA CHUTE, le 9 avril 2003, n'avait pas suffi. Son spectre continuait d'obséder les esprits de nombreux Irakiens, qui attendaient de le voir mort ou enchaîné pour croi-

■ RÉCIT

Avant même 1979, l'ex-raïs avait érigé la terreur en méthode de gouvernement

re en la fin d'un cauchemar vieux de trente-cinq ans. Américains et Britanniques, pour qui la guerre en Irak gardait un parfum d'inachevé, étaient eux aussi, quoi qu'ils en disent, hantés par l'ombre du dictateur déchu. Les uns et les autres doivent aujourd'hui ressentir un réel soulagement : Saddam Hussein a été arrêté samedi 13 décembre par les forces américaines au terme d'une cavale de huit mois, qui l'a conduit de cachette en cachette.

Depuis sa chute, l'ex-raïs se trouvait à la merci du premier dénonciateur avide de toucher la prime de 25 millions de dollars offerte pour sa capture ou désireux de rendre justice à un pays martyrisé par un dictateur coupable de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. S'il en fallait des preuves, les milliers de corps découverts depuis quelques mois en Irak, dans les dizaines de charniers et autres fosses communes, les centaines de familles à la recherche de leurs proches disparus sous son « règne »,

les récits sur les tortures infligées aux anciens prisonniers sont là pour achever de convaincre. Nulle trace, en revanche, à ce jour, de ces armes de destruction massive (ADM) - qui ont bien existé, au moins jusqu'en 1998 - dont la menace supposée a servi de motif à l'intervention anglo-américaine en Irak. Nulle preuve non plus des liens évoqués entre l'ancien régime irakien et le réseau Al-Qaïda.

Si, pendant ces huit mois, Saddam Hussein a réussi à échapper à la traque lancée contre lui, c'est très certainement en mettant à profit un réseau d'allégeances tribales et partisans tissées au long de ses années de pouvoir, à grand renfort de prébendes et de privilèges. C'est aussi, très vraisemblablement, en monnayant le silence de certains, grâce aux sommes d'argent emportées dans sa fuite.

L'homme n'en était d'ailleurs pas à sa première cavale. A la différence de ses fils, Oudaï et Qoussaï, tués à Mossoul par les forces américaines, qui n'avaient connu ni les difficultés ni l'exil, Saddam a traversé des temps incertains et appris, par la même occasion, les règles du salut dans la fuite.

Sa première expérience en la matière remonte à 1959. Jeune membre du parti Baas, auquel il a adhéré deux années plus tôt, il participe à une tentative d'assassinat - manquée - du président Abdel Karim Kassem. Blessé au mollet, il prend la fuite, déguisé en Bédouin, traverse le Tigre à la nage, se fait héberger dans une maison dont il menace les habitants d'une vengeance tribale s'ils le dénoncent à la

police. Puis il continue sa route pour se réfugier dans son village, dans la région de Tikrit, avant de s'enfuir en Syrie.

Lors de la guerre menée contre lui, en 1991, par une coalition multinationale pour libérer le Koweït qu'il venait d'annexer, Saddam Hussein retrouve vite les bons réflexes. Il ne dort jamais dans l'un ou l'autre de ses multiples palais mais chez l'habitant, ici et là, à travers le pays, voire, parfois, dans une roulotte ou à la belle étoile.

Depuis, bien qu'il ait continué à se faire construire à grands frais résidences luxueuses et riches demeures, il n'était jamais localisable, même par les dirigeants les plus importants du régime. Ne faisant confiance qu'à un cercle de plus en plus étroit de personnes, se sachant recherché et sans doute conscient du large spectre d'ennemis qu'il s'était constitué, il vivait dans la hantise de perdre son pouvoir et la vie.

Ce pouvoir, il se l'était forgé par le fer et par le feu. Depuis trente-cinq ans, et avant même d'accéder officiellement aux premières fonctions de l'Etat, Saddam Hussein avait érigé la terreur en méthode de gouvernement.

Il n'est pas certain qu'il ait joué un rôle dans la répression qui s'abat sur le pays lors d'un premier coup d'Etat du Baas, en 1963. Sa toute-puissance et sa poigne d'airain s'affirment, en revanche, à partir du putsch qui, en 1968, installe le Baas au pouvoir en Irak.

Devenu vice-président du Conseil du commandement de la révolution (CCR), l'organisme politi-

que le plus important du pays, et deuxième personnage de l'Etat, derrière son cousin Ahmed Hassan Al-Bakr, Saddam Hussein contraint ce dernier à démissionner pour « raisons de santé » en 1979. Il inaugure aussitôt sa présidence par une impitoyable purge au sein du parti.

Avec un art consommé de la mise en scène, il fait convoquer en urgence des milliers de cadres supérieurs baasistes, fait lire par Mohyi Hussein Al-Machadi, secrétaire général du CCR, des « aveux » sur sa participation, ainsi que celle d'une cinquantaine de responsables nominativement désignés, à une prétendue « conjuration » inspirée par la Syrie, sœur ennemie.

Les pseudo-conjurés sont jetés en prison l'un après l'autre. Vingt-deux d'entre eux sont ensuite fusillés en présence du dictateur. Leur véritable crime était en fait de s'être opposés à l'accession de ce dernier aux plus hautes fonctions de l'Etat. Chacun, à l'intérieur du parti, sait désormais à quoi s'en tenir.

Les opposants, eux, toutes appartenances politiques, ethniques et religieuses confondues, sont déjà la cible, depuis quelques années, des méthodes de répression les plus expéditives. Quelques exemples, parmi les plus spectaculaires : dès 1970, Saddam Hussein tente de faire assassiner l'un des fils du quasi-mythique dirigeant kurde Moustapha Barzani, qu'il cherche à éliminer, lui aussi, un an après. Sans succès.

Cinq ans plus tard, les Kurdes, « lâchés » par le chah d'Iran après la conclusion avec l'Irak d'un accord sur la délimitation de la fron-

tière dans le Chatt el-Arab, voient s'abattre sur eux une répression féroce. Quelque 300 000 d'entre eux sont transférés dans le sud du pays et remplacés par des Arabes. Ce déplacement de population pose évidemment problème aujourd'hui.

Treize ans plus tard, en pleine guerre Irak-Iran, Saddam Hussein n'hésite pas à recourir aux armes chimiques contre des villages kurdes. Cinq mille personnes périssent dans le seul village de Halabja. Les rares survivants et leur descendance souffrent, encore aujourd'hui, des séquelles de ces bombardements aux gaz.

Les chiïtes, communauté majoritaire dans un pays gouverné par la minorité sunnite, ne sont pas épargnés. Des milliers d'entre eux sont arrêtés ; leurs chefs spirituels sont emprisonnés, contraints à l'exil, voire assassinés, surtout après l'avènement d'une république islamique dans l'Irak chiïte voisin.

En 1991, lorsque, à la faveur de la débâcle de l'armée irakienne au Koweït, les chiïtes, encouragés par les Américains, se soulèvent contre le régime, comme les Kurdes dans le nord du pays, la répression déclenchée contre eux est d'une violence inouïe, sous le regard placide de la coalition multinationale qui vient de libérer le Koweït. La région dite « des marais » est particulièrement touchée, le dictateur s'étant

Bien que la cruauté de Saddam Hussein et de son régime soient désormais connues de tous, nul, au Proche-Orient comme en Occident, ne s'en soucie vraiment. L'Irak est à l'époque un important producteur de pétrole que les gouvernements ont tout intérêt à se concilier et un excellent client qui achète tout ce qui est nécessaire à son développement. A partir de 1979, il est, de plus, considéré comme un bouclier bien commode pour assurer la défense de la région la plus riche en or noir contre le « danger » chiïte

En 1983, Saddam recourt aux armes chimiques contre les villages kurdes : 5 000 personnes périssent à Halabja

d'un Iran alors porteur d'un projet d'« exportation » de sa révolution.

Un an à peine après son accession à la présidence, Saddam Hussein déclenche contre l'Irak une guerre de huit ans dont les deux pays sortent exsangues. Tout autre chef d'Etat en serait resté là, se serait soucié de panser les plaies d'un pays sonné et appauvri. Mais le dictateur irakien voit le monde d'un autre œil, et veut « punir » le Koweït voisin de bien des « indécitesses ». Il l'accuse - à juste titre - d'être à l'origine de la chute des

prix du pétrole, à un moment où l'Irak manque dramatiquement d'argent pour financer sa reconstruction, et de pomper impunément une partie du brut irakien dans les nappes d'or noir de la région frontalière.

Le Koweït réclame en outre à l'Irak le remboursement des sommes accordées pour financer la guerre contre l'Iran. En août 1990, le Koweït est envahi et annexé, puis libéré, en février 1991, par une coalition multinationale conduite par les Etats-Unis. L'Irak est mis en quarantaine et soumis par l'ONU au régime le plus sévère de sanctions plurielles.

Cette mise à l'index n'entraîne aucun changement dans les pratiques du régime. Sévices et tortures continuent de plus belle. De nouveaux châtiments sont même instaurés : langues, oreilles ou membres coupés et marquage au fer rouge, selon le délit retenu. L'appauvrissement de la population, les privations infligées par l'embargo international et le rationnement des produits alimentaires renforcent l'emprise du dictateur, qui, tout en ne se privant personnellement de rien, de même que les siens et la nomenklatura du parti

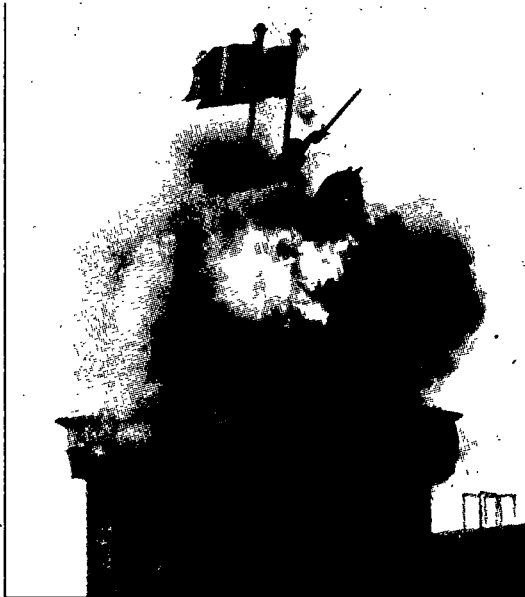
Baas, utilise les souffrances des Irakiens comme un moyen de pression pour exiger la levée des sanctions. Parallèlement, les multiples et tout-puissants services de renseignement - qui, au cours des dernières années avant la chute du régime, seront coiffés par Qoussai, l'un des fils du dictateur - ont depuis longtemps fait la preuve de leur efficacité et continuent de sévir.

Saddam Hussein a survécu douze ans à la cuisante déroute de son armée au Koweït. Des informations, invérifiables, ont régulièrement fait état de tentatives de coup d'Etat contre lui. L'une d'elles, soutenue par la CIA (Central Intelligence Agency), a bien été mise en échec en 1995. Tout au long de ces douze années, des centaines d'officiers et d'opposants et des milliers de personnes ont été envoyés en prison sur un simple soupçon de dissidence.

La CIA - et plus généralement les Etats-Unis - sont au moins en partie responsables de la longévité du régime, pour avoir misé sur des opposants divisés, si respectables soient-ils, sans leur donner véritablement les moyens de venir à bout du dictateur. Mais les Etats-Unis cherchaient-ils alors vraiment sa perte, et n'estimaient-ils pas qu'un Saddam Hussein affaibli était préférable à l'avenir incertain qui s'ouvrirait après sa chute ?

Saddam Hussein s'était bien doté de programmes d'armes de destruction massive, nucléaires, chimiques et biologiques. Les inspections très efficaces menées jusqu'en 1998 par les experts en désarmement des Nations unies l'ont prouvé, malgré les dissimulations et dérobades du régime. Néanmoins, avant le départ précipité des experts, en décembre 1998, des zones d'ombre perduraient dans les domaines chimiques et biologiques, que la reprise des inspections en... 2002 n'a pas permis d'éclaircir, en dépit d'une meilleure disponibilité du régime aujourd'hui déchu. Ce dernier jurait avoir mis fin à tous ses programmes et détruit les résidus des anciens. Washington et Londres affirmaient le contraire. C'était pour eux la principale justification de la guerre, Saddam Hussein demeurant, à leurs yeux, un terrible danger pour le monde.

Aucune arme chimique, biologique ou nucléaire n'a été utilisée contre les armées américano-britanniques lors de la guerre déclenchée en mars 2003. Depuis lors, aucune n'a été trouvée par les experts américains sur place. La polémique enfle, tant aux Etats-Unis qu'en Grande-Bretagne, sur les « mensonges » qui ont servi de prétexte à l'intervention militaire. Saddam Hussein se vantait d'avoir « usé » deux présidents des Etats-Unis, George Bush père et Bill Clinton, et deux premiers ministres anglais, Margaret Thatcher et John Major. Il n'a sans doute pas fini, même après son arrestation, de perturber Américains et Britanniques.



A Tikrit, la fin du tyran et de son parti Baas

DANS UN NUAGE de feu et de fumée, une statue équestre de Saddam Hussein érigée près de l'entrée d'un palais dominant la ville de Tikrit, fief de l'ancien dictateur, s'écroule, le 18 juillet, dynamitée par les troupes américaines. Haute d'une dizaine de mètres,

la statue de bronze, représentant l'ex-raïs sur un cheval cabré, environné d'oriflammes, brandissant une épée et chargeant l'ennemi, a été symboliquement détruite, au lendemain du 35^e anniversaire du coup d'Etat ayant porté le parti Baas au pouvoir.

Mouna Naïm

Grandeur et décadence du tyran de Takrit

Le parcours personnel de Saddam Hussein et l'épopée de son «règne» sanguinaire épousent l'histoire de l'Irak.

Bagdad envoyé spécial

Le légendaire lion de Babylone, que l'on peut voir dans l'ancienne capitale du roi Nabuchodonosor, n'a jamais révélé son énigme: qui est l'homme qu'il terrasse et broie de ses mâchoires, cette victime impuissante qui, pourtant, résiste, une main écartant les pattes griffues, une autre repoussant son muflie diabolique? Dans cette allégorie de la bête imposant sa violence, des intellectuels irakiens ont reconnu la lutte désespérée des peuples de Mésopotamie, écrasés, de l'Antiquité à aujourd'hui, par les tyrannies les plus brutales. Saddam Hussein fut l'héritier de ces prédateurs. Sa spectaculaire emprise sur un pays, comme sa cruauté extrême et sa folle mégalomanie, ne peut guère se comprendre qu'au regard de l'histoire millénaire de la «terre entre les fleuves».

«Je vois le sang ruisseler des turbans»

Naguère familier du régime et, à ce jour, le meilleur biographe du raïs, l'historien palestinien Saïd Aburish fait ce constat: «*L'individu Saddam est sans doute unique, voire diabolique, mais il est aussi un véritable fils de l'Irak. Et l'usage même qu'il fait de la violence pour parvenir à ses fins n'est pas une caractéristique strictement personnelle, mais plutôt un trait déplaisant du peuple irakien que l'histoire n'a fait que renforcer.*» Saddam Hussein aimait l'histoire. Comme tous les élèves irakiens, il a appris par cœur la déclaration du conquérant musulman al-Hadjadj al-Thaqafin à ses sujets de Najaf en 694: «*Je vois devant moi des têtes mûres pour la moisson. C'est moi le moissonneur et, déjà, je vois le sang ruisseler des turbans et briller dans les barbes...*» Dans l'imagination populaire, le raïs fut comparé à lui. «*L'analogie (entre les deux tyrans, ndlr) est très frappante*», relève l'intellectuel

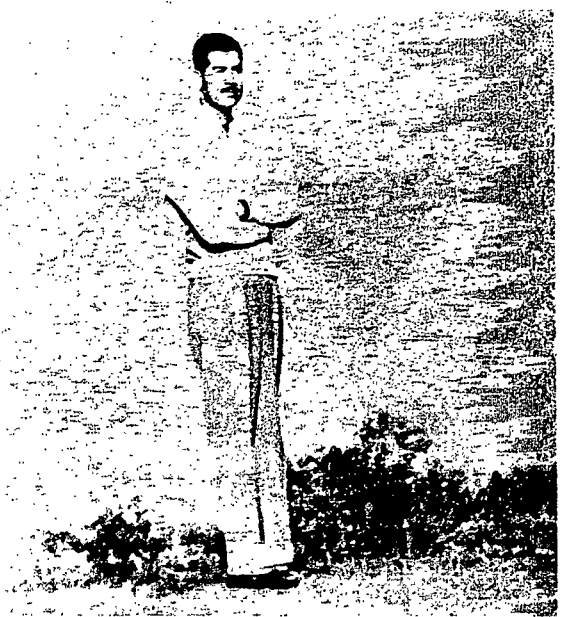
et opposant Samir al-Khalil. Comme le chef de guerre, il fit exécuter, en prenant le pouvoir, nombre d'opposants qui furent exposés à la foule. Comme lui, il apporta stabilité, développement et, jusqu'à l'embargo de l'ONU, croissance économique à l'Irak.

L'histoire personnelle de Saddam Hussein, arrêté hier à Takrit, était elle-même ancrée dans la violence. Elle commence près de cette ville, au cœur du «triangle sunnite» de l'Irak. Lorsqu'il y naquit le 28 avril 1937, la ville était moribonde. Son village natal, al-Awja, encore plus. Saddam fut d'ailleurs fier de ses origines très modestes. Son père, il ne l'a pas connu et son beau-père, Ibrahim Hassan, le frappa sauvagement. Il grandit dans cette misère et devient un *ibn aziqa*, un «fils des ruelles».

Dès l'âge de 8 ans, il fuit le domicile familial pour rejoindre son oncle maternel, Khairallah Tulfah. Ancien officier, chassé de l'armée pour avoir pris part en 1941 à une révolte proallemande contre le colonisateur britannique, cet homme ne cache pas son admiration pour les régimes fascistes. Il éduque Saddam, lui apprend le maniement des armes. Plus tard, il lui donnera sa fille en mariage, grâce à laquelle il entrera de plain-pied dans la grande tribu des Albou Nasser. Saddam fera de son mentor le maire de Bagdad. L'homme est aussi connu en Irak pour un texte, publié en 1981: «*Trois choses que Dieu n'aurait ja-*

... *mais dû créer: les Perses, les juifs et les mouches.*» Il instruit son neveu dans la gloire de Nabuchodonosor pour l'histoire antique, celles de Saladin pour la période médiévale et de Gamal Abdel Nasser pour l'époque contemporaine. Dès l'âge de 14 ans, le jeune Saddam adhère à une cellule clandestine du Baas, le parti de la Renaissance arabe, qui mélange panarabisme, nationalisme et so-

Saddam Hussein au bord du Nil, en Égypte en 1960. Photo présentée dans une exposition consacrée au raïs à Bagdad, en 1990.



cialisme sur fond de laïcité. Il a 19 ans lorsqu'il participe à une tentative de coup d'Etat. Echec. Mais, le 14 juillet 1958, le roi Fayçal et sa famille sont massacrés, le Premier ministre Nouri Saïd, pendu à un croc de boucher et dépecé. Le général Abdel-Karim Kassem, proche des communistes, proclame la république, puis la transforme en dictature. A 21 ans, Saddam participe à un attentat contre lui. Il a pour mission de couvrir la retraite des assaillants. L'attaque sera un fiasco. Saddam sera blessé au mollet au cours de l'assaut et se sauvera en remontant le Tigre.

Camper le rôle du héros arabe

Même si la propagande a embelli l'histoire pour qu'il puisse camper le rôle du héros arabe auquel il aspire, son épopée demeure exceptionnelle. Elle témoigne de ses dons pour se sortir des situations les plus difficiles. C'est en moto qu'il arrive à Damas. Il y rencontre Michel Aflak, un des idéologues du parti Baas syrien, un chrétien qui se convertira à l'islam. Une de ses théories: «*L'idée combattue n'existe pas par elle-même: elle est incarnée dans la personne physique qui doit donc être physiquement éliminée pour que l'idée disparaisse.*»

Après la Syrie, Saddam se rend au Caire, la ville de son héros Nasser, qu'il ne rencontrera jamais. Autant le raïs égyptien a du charisme et sait enflammer les foules, autant le futur raïs irakien, doté d'une voix aigre et monocorde, en est dépourvu. En Égypte, il s'inscrit à la fac de droit. Selon Saïd Aburish, il pourrait à cette période avoir exécuté quelques menues besognes pour la CIA. En 1963, Saddam Hussein est de retour à Bagdad. Kassem est renversé en février et exécuté. Le Baas, qui ne compte pourtant à cette époque qu'à peine un mil-

lier de militants, et les militaires prennent le pouvoir. Les milices baasistes mettent le pays à feu et à sang. Le nouveau maître du pays, le général Aref, les chasse. Retour à la clandestinité pour Saddam Hussein. Mais la police finit par le découvrir. Il est emprisonné pendant deux ans. Dès cette époque, il comprend l'importance des services secrets. Il prend donc le contrôle de ceux du Baas. Libéré en 1966, il devient secrétaire général adjoint du parti et chef de ses milices.

Le numéro un du Baas, le maréchal Ahmed Hassan al-Bakr, est un militaire jouissant d'un grand prestige dans l'armée. Takriti de surcroît, il est le cousin de l'oncle adoptif de Saddam, qui le convainc de prendre son neveu à ses côtés. Quand le parti réussit un nouveau coup d'Etat, le 17 juillet 1968, Hassan al-Bakr devient président, l'orphelin de Takrit son bras droit. Vice-président, il se consacre à l'élimination physique de tous les opposants et à la purge dans son parti de tous ses dirigeants historiques. Il n'a que 31 ans.

En 1972, la nationalisation de l'Iraqi Petroleum Co. prend de court les compagnies pétrolières. Réussie et saluée comme un coup de génie, elle apporte prestige à l'Irak et lui permet de financer ses plans de développement. Le pays s'industrialise, courtise les grandes puissances pour acquérir le meilleur armement, cherche à devenir une puissance nucléaire. La France l'aide. Mais Israël ne laissera pas le rêve du raïs se réaliser et bombarde la centrale de Tammouz, en 1981. A cette époque, Saddam Hussein voyage. Il se rend à Paris, où il est chaleureusement accueilli par Jacques Chirac, alors Premier ministre, qui l'assure de son «*amitié personnelle*». C'est la période la plus faste pour Saddam. Tout lui réussit. Grâce aux accords d'Alger de 1975 avec le shah d'Iran, il peut même mater la révolte des Kurdes.

Le 16 juillet 1979, Saddam succède à al-Bakr, démissionnaire pour «*raisons de santé*». Il s'autoproclame président. Le parti renâcle. Pour éliminer ses opposants, le raïs organise une réunion des cadres du Baas et, parmi eux, dénonce

une cinquantaine de «*comploteurs*». Terrorisés, les délégués l'acclament, ovationnant leur propre survie. Un tiers du Conseil de commandement de la Révolution (l'organe suprême du régime) et 21 responsables du Baas sont exécutés. Les communistes - ceux d'Irak étaient les plus nombreux du monde arabe - sont exterminés. Reste les religieux. Là aussi, Saddam frappe fort. Il sait que les chiïtes (entre 50 et 60% de la population) sont ses ennemis les plus déterminés. En 1980, il fait exécuter le grand ayatollah Mohammed Baqer al-Sadr, le Khomeiny irakien, fait périr sous la torture sa sœur et fait disparaître des dizaines de dignitaires. Mais l'identité de l'Irak est ancrée dans la religion chiïte, le pays en est même le berceau puisqu'il en possède les deux principaux lieux saints, Najaf et Kerbala. L'Iran pèse de tout son poids sur les chiïtes irakiens. Selon Pierre-Jean Lizard, chercheur au CNRS, la peur d'une

contagion en Irak de la révolution islamique iranienne fut si forte chez Saddam Hussein qu'elle le conduisit à lancer en sep-

tembre 1980 la guerre contre Téhéran. Mauvais calcul. Le conflit dure plus de huit ans, fait des centaines de milliers de morts et ruine l'Irak. Les Etats-Unis et la France le soutiennent pour empêcher la révolution islamique de gagner le golfe Persique. Ils lui vendent leurs meilleures armes et restent presque muets quand Saddam fait gazer en 1988 les Kurdes d'Halabja.

Un chef mafieux luttant pour sa survie

Saddam Hussein n'apprend jamais rien de ses erreurs. Les six premiers mois de l'année 1990, il joue au matamore, ne cessant de menacer Israël avec les nouvelles armes que son industrie fabrique. Mais c'est le Koweït qu'il envahit le 2 août 1990. Le trop riche émirat pétrolier, que Bagdad avait protégé de l'Iran, avait eu l'outrecuidance de lui réclamer le paiement de sa dette. «*Saddam est un Bédouin et réagit comme un Bédouin. On le voit avec l'Iran et le Koweït. A la moïn-*

dre provocation, il passe à l'attaque», souligne un spécialiste du monde arabe. Cette fois, ses anciens alliés se fâchent. L'ONU impose un embargo qui étrangle l'Irak. En février 1991, une coalition internationale écrase son armée et la chasse de l'émirat. Le pays chiïte et les Kurdes se soulèvent contre Saddam. La guerre civile s'étend, s'approche de Bagdad. On le croit perdu, mais les alliés laissent sa garde républicaine écraser les révoltés chiïtes et kurdes.

L'Irak que le raïs continue de gouverner n'est plus qu'un pays à la souveraineté limitée. Il est sous un embargo rigoureux et ne peut plus exporter librement son pétrole. Il a l'obligation de soumettre son armement à des contrôles rigoureux. Pourtant, Saddam Hussein veut croire qu'il peut encore tricher, bernier les missions d'inspection onusiennes. Il triche jusqu'en 1995, date à laquelle ses deux gendres, Hussein et Saddam Kamel Hassan, font défection et passent en Jordanie. Le premier est alors le numéro deux du régime. Il a la maîtrise des programmes secrets d'armes de destruction massive du régime. Saddam prend peur, craint les révélations des fuyitifs et dévoile ce qu'il cache. Aveux terribles puisque les experts étaient alors convaincus que Bagdad avait renoncé à ses programmes. Désormais, les Etats-Unis ne seront plus enclins à l'indulgence. Le 16 décembre 1998, Bagdad est bombardé quatre jours durant: l'opération «*Renard du désert*» est provoquée par l'expulsion des inspecteurs de l'ONU.

Les dernières années de son règne seront celles d'un chef mafieux luttant pour sa survie en se cachant dans ses palais tandis que son clan se déchire pour accaparer les richesses nées de la contrebande et de l'embargo. Jusqu'à ce que Bush décide d'en faire la première cible de sa nouvelle doctrine de «*guerre préventive*» après les attentats du 11 septembre, bien qu'aucun lien n'ait été à ce jour établi entre l'attaque kamikaze et le dictateur de Bagdad. Depuis l'entrée des GI dans la capitale irakienne, Saddam n'était plus qu'un fuyitif. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

L'ancien dictateur jugé à domicile

Le tribunal irakien pourrait le faire comparaître pour génocide et crimes contre l'humanité.

Saddam Hussein serait un client idéal pour le Tribunal pénal international de La Haye si toutefois celui-ci obtenait du Conseil de sécurité de l'ONU un mandat *ad hoc* pour juger les crimes du régime ira-

kien, comme celui qu'il avait reçu en 1993 pour l'ex-Yougoslavie et en 1994 pour le Rwanda. Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, les horreurs commises par le régime baasiste sont d'une ampleur sans équivalent, de l'emploi d'armes chi-

miques contre sa propre population kurde à la répression sauvage pendant plus de trente ans de toute forme d'opposition, notamment chiïte et communiste. Sans oublier les crimes de guerre commis pendant la guerre contre l'Iran

(1980-1988) ou lors de l'invasion du Koweït en 1991.

Saddam Hussein sera néanmoins probablement jugé en Irak, comme le souhaite d'ailleurs la majorité de la population irakienne, rappelant que «*ses premières victimes ont*

été les Irakiens eux-mêmes. Les autorités intérimaires, installées par les Etats-Unis, ont publié le 10 décembre les statuts d'un tribunal spécial chargé de juger les crimes contre l'humanité du régime déchu. Celui-ci siégera à partir de juillet dans l'ex-musée personnel du dictateur. *«Il rendra ses jugements sur la base de la loi irakienne, mais aussi du droit international. Les juges seront irakiens et le tribunal pourra faire appel à des experts étrangers»*, a expliqué le juge Nurredin Dara, du Conseil de gouvernement irakien.

Depuis 1968. Dès le mois d'avril, l'administration Bush (qui ne cache pas son hostilité à la Cour pénale internationale) avait affiché sa préférence pour un procès devant des juges irakiens. D'autant plus que la CPI, première juridiction permanente à même de juger les crimes les plus graves, crimes de guerre, crimes contre l'humanité ou génocide, n'est pas compétente pour les faits commis avant son en-

trée en fonctions en juillet 2002.

La tâche du tribunal irakien devant lequel pourrait être jugé Saddam Hussein s'annonce immense, car il jugera les crimes commis depuis 1968, date d'arrivée au pouvoir du parti Baas. Certains des forfaits du dictateur déchu pourraient

«Nous craignons que derrière les apparences d'un procès conduit par les Irakiens, ce soient les Etats-Unis qui tirent les ficelles.»

Reed Brody de Human Rights Watch

être qualifiés de «génocide», comme la campagne Al-Anfal, accompagnée de déportations et de bombardements à l'arme chimique contre les Kurdes en 1987-1988. Elle fit 180 000 morts et visait à l'anéantissement de ce peuple au nord de l'Irak. D'autres sont des crimes contre l'humanité comme l'écrasement de la révolte chiite de 1991, qui fit au moins 200 000 morts, et le déplacement forcé des Arabes des marais. A cela s'ajouteront

la répression politique, les procès sommaires, les exécutions, qui se comptent par centaines de milliers. Selon l'organisation de défense des droits de l'homme américaine Human Rights Watch, plus de 200 000 personnes ont disparu en vingt ans sans que leur mort ait été notifiée à leurs proches. *«Certains corps étaient dissous dans l'acide, d'autres enterrés clandestinement. Laisser les*

familles dans l'incertitude était une torture délibérée», accuse Settar Jabar, de l'Association des anciens prisonniers. 100 000 corps ont été retrouvés dans les dizaines de charniers mis au jour depuis avril. Nombre de juristes et d'organisations de droits de l'homme préféreraient un tribunal international. Ils soulignent la difficulté à trouver des juges irakiens légitimes pour un procès qui risque d'être perçu comme *«une justice de vain-*

queurs». *«Nous craignons que, derrière les apparences d'un procès conduit par les Irakiens, ce soient les Etats-Unis qui tirent les ficelles»*, résume Reed Brody, de Human Rights Watch. En outre, la cour irakienne pourrait prononcer la peine de mort, légale en Irak, quoique suspendue par les forces d'occupation et récusée par la justice internationale. Sans compter les questions de sécurité. **«Équitable».** D'où la préférence des ONG pour une cour placée sous la houlette des Nations unies ou une cour mixte siégeant dans un pays tiers, avec des juges irakiens et des juges internationaux. Mais les représentants de l'autorité intérimaire irakienne, comme Adnan Pachachi, promettent *«un procès équitable, en rien semblable à ceux de l'ancien régime»*, et laissent entendre qu'ils ne sont pas fermés à une collaboration avec des experts de l'ONU et à une présence des organisations de défense des droits de l'homme. ◀

MARC SEMO

Dans ses premiers interrogatoires, Saddam Hussein ne regrette rien et « utilise tout son français »

PLUSIEURS journaux américains relatent, lundi 15 décembre, les premiers propos tenus par Saddam Hussein dans les heures qui ont suivi son arrestation. Sur son site Internet, *Time* rapporte le récit du premier interrogatoire de l'ancien dictateur irakien tel que l'a présenté au quotidien un responsable du renseignement américain en Irak.

Selon ce responsable, Saddam Hussein, conduit dans la prison de l'aéroport de Bagdad après sa capture, *« n'a pas été très coopératif »*, n'a pas répondu directement aux questions et ne semblait pas toujours cohérent. Interrogé sur la possession d'armes de destruction massive par l'Irak, l'ancien dictateur a nié, ajoutant : *« Les Etats-Unis ont inventé cela pour avoir une raison de nous faire la guerre. »* Dans ce cas, pourquoi n'avoir pas laissé les inspecteurs de l'ONU pénétrer dans les installations ?, a demandé son interrogateur. *« Nous ne voulions pas les laisser pénétrer dans les zones présidentielles et faire intrusion chez nous »*, a répondu le prisonnier.

Le *New York Times* rend compte, pour sa part, de l'entrevue d'une demi-heure organisée, dimanche après-midi, par les services améri-

cains entre Saddam Hussein et quatre dirigeants irakiens actuels. Ahmed Chalabi, Mowaffak Al-Rubaie et Adnan Pachachi, tous trois membres du Conseil intérimaire de gouvernement, et le dignitaire chiite Adel Abdel Mahdi, l'un des responsables du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak, étaient invités à confirmer que l'homme capturé la veille près de

Tikrit était bien Saddam Hussein. En présence de l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, et du général Ricardo Sanchez, commandant en chef des forces américaines en Irak, les quatre hommes ont fait face à l'ancien dictateur. Selon M. Chalabi, *« il était tout à*

« Il était tout à fait lucide, avait toutes ses facultés. Mais aucune excuse à présenter au peuple irakien. »

AHMED CHALABI

fait lucide. Il avait toutes ses facultés. Il n'avait aucune excuse à présenter au peuple irakien. Il ne niait aucun des crimes qui lui étaient reprochés. Il tentait de les justifier. » Saddam Hussein a ainsi rejeté la responsabilité de l'utilisation d'armes chimi-

ques contre les Kurdes d'Halabja, en 1988, sur l'Iran, en guerre avec l'Irak à cette époque. Les fosses communes découvertes après sa chute ? *« Demandez à leurs familles. C'étaient des voleurs, ils avaient fui les champs de bataille contre l'Iran et le Koweït. »* L'invasion du Koweït ? *« Le Koweït est une partie légitime de l'Irak. »*

A M. Rubaie, qui lui reprochait d'être un lâche pour s'être laissé prendre sans tirer un seul coup de feu, Saddam Hussein a répliqué *« en employant un langage très colo-*

ré ». *« En gros, il a utilisé tout son français »*, résume M. Rubaie. Dernier à quitter la pièce, M. Rubaie a demandé à l'ancien dictateur ce qu'il dirait à Dieu au jour du jugement. Une fois encore, Saddam Hussein *« a utilisé son français »*.

Le Monde

16 DÉCEMBRE 2003



Des communistes irakiens manifestaient leur joie et leur soulagement dans les rues de Bagdad, à l'annonce de l'arrestation de l'ancien dictateur.

Un dictateur hors du commun

De coups d'état en purges sanglantes, Saddam Hussein avait su s'assurer le contrôle absolu du pays, créant ainsi un régime de terreur.

L'histoire retiendra que celui qui a régné durant trente-quatre ans en maître absolu de l'Irak, a été capturé, terré dans une cache aménagée dans la cave d'une ferme près de Tikrit. Triste fin pour celui qui affirmait qu'il préférerait la mort à l'humiliation d'une arrestation. Saddam Hussein est né le 28 avril 1937 à Tikrit, dans le Kurdistan, ville natale du Kurde Saladin, vainqueur des croisés au XIII^e siècle, et auquel il aimait se comparer. Issu d'un milieu modeste, orphelin de père à l'âge de neuf mois, Saddam est élevé par son oncle. La légende veut qu'enfant, confronté à la dure vie de ses semblables, il ait appris à lire et à écrire presque seul. En somme, un surdoué. À dix-huit ans, il se rend à Bagdad pour étudier. Il milite dans les cellules du parti Baas (résurrection en arabe) qui se revendique de l'idéologie du panarabisme fondée par le Syrien Michel Aflak, enterré à Bagdad. Le 14 juillet 1958, la monarchie est renversée par le général Abdel Karim Kassem. L'Irak devient une république. Kassem, qui s'est appuyé sur les communistes, est en proie à la fois à l'hostilité du Bass, des États-Unis et des régimes arabes qui lui reprochent son orientation, à gauche. La même année, Saddam participe à une tentative d'assassinat de Kassem. Il est obligé de se réfugier en Syrie, alors dirigé par le Baas. C'est

là qu'il lie connaissance avec plusieurs de ses futurs compagnons. Après le coup d'État sanglant de février 1963, conduit par le général Aref, de tendance pro-nassérienne, qui met fin au pouvoir du général Kassem, et qui est suivi d'une terrible répression anti-communiste notamment au sein de l'armée, le Baas revient au pouvoir. Mais neuf mois plus tard, le général Aref évince les baasistes du pouvoir. Saddam Hussein, rentré de Syrie, est jeté en prison avant d'être libéré en 1966. De nouveau actif, grâce à un tempérament de complotier né, il participe activement au renversement du général Aref le 17 juillet 1968. Cette fois-ci, le Baas dirigé par le général Hassan el Bakr s'assure sans partage la totalité du pouvoir. Saddam est nommé vice-président. Mais, il fait plutôt figure d'homme fort du pouvoir. C'est lui, en effet, qui

négoce l'autonomie du Kurdistan en 1970, mettant fin à la révolte kurde. Il est l'initiateur de la nationalisation de l'Irak Petroleum Compagnie (IPC) et du traité d'amitié avec l'URSS au cours de l'année 1972. Enfin, grâce à la mise en place d'un front national progressiste, en 1973, il associe les communistes au pouvoir. Et en 1974, à la Conférence des pays non-alignés d'Alger, il règle un contentieux frontalier avec l'Iran du chah. L'Irak suit alors une politique dite anti-impérialiste et de gauche. Le pays se développe, l'analphabétisme recule, les universités fleurissent, les femmes accèdent de plus en plus nombreuses aux postes de responsabilités. Mais en 1979, s'opère un tournant dans la politique baasiste: Saddam accède au pouvoir après le retrait du général el-Bakr. Il se rapproche des régimes

conservateurs du Golfe, rompt son alliance avec les communistes qu'il réprime durement, prend ses distances avec l'URSS, se rapproche des États-Unis et opère une purge sanglante visant essentiellement l'aile gauche et moderniste du parti Baas.

De 1979 à 2003, c'est le règne d'une des plus terribles dictatures de la fin du XX^e siècle. Guerre de huit ans contre l'Iran avec l'appui militaire et financier des États-Unis et des régimes du Golfe arabes. Guerre du Golfe en 1991, suivi de massacres de Kurdes et de chiites. L'embargo décrété par les Nations unies signe alors le début de la fin de son régime de terreur. Le 9 avril 2003, après deux mois de guerre, le régime de Saddam tombe. Le dictateur ne restera en « liberté » que huit mois.

Hassane Zerrouky

LA RÉACTION DU PCF

Soulagement et solidarité au peuple irakien

Après l'arrestation du dictateur irakien, la direction du PCF souligne: « La capture de Saddam Hussein provoque un grand soulagement, pour les Irakiens et tous ceux qui ont été solidaires de leur combat contre la dictature. Une page douloureuse de l'histoire de l'Irak se tourne pour tout un peuple qui a souffert de son régime totalitaire, cynique et criminel, et qui, dans le passé, fut pourtant si longtemps soutenu par nombre de gouvernements occidentaux. Saddam Hussein doit être jugé par les Irakiens. C'est abord à ce peuple victime de sa dictature

qu'il doit rendre des comptes. Un procès en bonne et due forme par un tribunal irakien indépendant constituerait un acte important de reconstruction nationale, d'expression de la souveraineté et de la liberté recouvrée par le peuple irakien.

Saddam Hussein devra aussi rendre compte des crimes contre l'humanité dont il est responsable devant la communauté internationale. Cette arrestation rend plus nécessaire et légitime que jamais, avec la fin de l'occupation étrangère, la restitution de la souveraineté pleine et entière aux Irakiens eux-mêmes. »

► Saddam Hussein a régné par la terreur et plongé deux fois son pays dans la guerre. Il le laisse exsangue

Un tyran laïque et va-t-en-guerre

la Croix
15 décembre 2003

Les tirs de joie qui ont salué hier à travers l'Irak l'annonce de la capture de Saddam Hussein témoignent du soulagement éprouvé par une majorité de la population de ce pays. La liste des crimes de celui qui dirigea l'Irak pendant plus de vingt ans est longue, et son peuple en aura subi la tyrannie dans chaque aspect de sa vie quotidienne. Outre les fameuses – et à ce jour introuvables – armes de destruction massive, les États-Unis avaient mis en avant, pour justifier la guerre entreprise le 20 mars 2003, les exactions les plus saillantes parmi les forfaits de l'ancien dictateur : le bombardement à l'arme chimique de Halabja, en 1988, qui fit plus de 5 000 victimes parmi les Kurdes d'Irak; les chiites massacrés en 1991 après leur soulèvement. Mais, c'est la vie entière du dictateur qui est semée des cadavres de ceux qui eurent le malheur de gêner, volontairement ou non, son ascension, puis son pouvoir absolu.

Longtemps choyé par le monde occidental en tant que leader «laïque», moderne, ambitieux pour son pays, Saddam Hussein Abd El Madjid était pourtant issu du milieu le plus traditionnel, une famille paysanne pauvre des environs de Takrit, au centre-nord de l'Irak.

C'est là, dans le village d'Oudjeh, qu'il naît le 28 avril 1937. Il est élevé à la dure par son oncle, qui a épousé sa belle-sœur à la mort du père de Saddam. Il entre à l'école vers 10 ans, et poursuit des études médiocres à Bagdad. Au lycée Al-Khark, il découvre le parti panarabe Baas, aux idéaux nationalistes, laïques et révolutionnaires. Refusé à l'académie militaire, le jeune homme violent et ambitieux s'engage corps et âme dans les cellules clandestines du parti.

Il participe à une conjuration avortée contre le roi Fayçal II en 1956. Les biographies non autorisées font remonter à octobre 1958 le premier assassinat attribué au futur maître de l'Irak, celui d'un militant communiste de Takrit. Libéré faute de preuves après six mois de prison, il commence son ascension au sein du Baas. En octobre 1959, Saddam Hussein est l'un des trois jeunes militants qui tentent, sans succès, d'éliminer le



Saddam Hussein saluant la foule, le 31 décembre 2001 à Bagdad.

général Abdel Kassem, parvenu au pouvoir un an plus tôt à l'issue d'un coup d'État sanglant. Blessé, contraint de s'exiler au Caire mais protégé par Nasser, Saddam fréquente l'université sans résultat. On raconte que, bien plus tard, en 1971, il se fera décerner un diplôme en droit par l'université de Bagdad, se présentant aux examens en uniforme du Baas, le pistolet ostensiblement posé sur le pupitre.

C'est en 1963, après le renversement de Kassem, qu'il retourne en Irak. Emprisonné un an plus tard, victime de règlements de comptes internes au régime, il s'évade en 1966 et contribue, avec la milice qu'il a fondée, au coup d'État de juillet 1968. En 1969, il est déjà un homme fort du pouvoir, dans l'ombre du président Ahmad Hassan El Bakr. Celui-ci lui confie l'organisation du renseignement et de l'appareil policier du régime. Il en devient le

numéro deux, et ses deux rivaux potentiels, les ministres de la défense et de l'intérieur, meurent opportunément. En 1979, Saddam Hussein pousse vers la sortie son mentor.

C'est le début d'un règne sans partage, marqué dès son arrivée au pouvoir par des purges sanglantes dans les hautes sphères du parti Baas. Saddam Hussein cumulera progressivement tous les pouvoirs, politique et militaire.

C'est essentiellement par la violence qu'il assure son hégémonie, n'hésitant pas à tuer de ses propres mains et à se débarrasser de ses plus proches collaborateurs ou des membres de sa famille qu'il soupçonne de ne plus lui vouer allégeance. Délation, disparitions, tortures, assassinats... un système répressif sans faille quadrille la société et lui permet d'éviter tout renversement.

Massacre des Kurdes, élimination des chefs chiites

Le maître de Bagdad n'hésite pas à recourir à la violence de masse envers ses compatriotes. En 1975-1976, il déporte massivement les Kurdes du nord du pays, et le bombardement chimique de leur fief de Halabja fait 5 000 victimes en 1988. Les musulmans chiites, majoritaires en Irak, ne sont pas non plus épargnés : leurs leaders sont éliminés ou contraints à l'exil et le soulèvement qui suit la première guerre du Golfe, en 1991, est réprimé dans le sang. Saddam Hussein s'appuie beaucoup sur la solidarité clanique. Celle de sa tribu d'abord, mais plus largement celle de la minorité musulmane sunnite. Des «accords» passés avec les chefs d'autres tribus lui assurent, en outre, des loyautés essentielles dans un pays ethniquement morcelé.

L'homme ne gouverne pas aveuglément. Il règne et décide seul mais écoute l'avis de ses ministres. Il sait donner le change vis-à-vis de l'étranger en lançant des program-

mes d'alphabétisation à marche forcée ou en cultivant son statut de « modéré », par opposition à la révolution islamique survenue en 1979 dans l'Irak voisin. Il donne aussi

des gages d'anticommunisme. Mais si l'Occident l'intéresse – surtout pour les technologies qu'il peut fournir à l'Irak, qui en feront d'ailleurs la première puissance nucléaire de la région – c'est la « nation arabe » qu'il veut conduire, puisqu'elle est orpheline d'un chef charismatique depuis la mort de Nasser en 1970. C'est notamment pour affirmer son leadership qu'il prend la décision de déclencher, le 22 septembre 1980, la guerre contre l'Irak. Huit ans de conflit laissent son pays exsangue – 100 000 à 200 000 morts, 70 milliards de dollars de dette.

Au fil des ans, la dérive totalitaire du régime s'accroît. Le culte de la personnalité prend des proportions délirantes, de même que la paranoïa du raïs (« président ») qui s'adjoint des sosies pour assurer certaines de ses apparitions publiques. Les deux fils que lui a donnés sa première femme Sajida occupent progressivement des rôles de premier plan. Koussaï dirige plusieurs services de sécurité intérieure. L'aîné, Oudaï, a longtemps été le dauphin de son

père, jusqu'au jour de 1988 où il bat à mort, en public, un secrétaire du raïs. Il tombe en disgrâce, avant d'être victime, en 1996, d'un attentat qui ne fera qu'aggraver sa démence, mais revient finalement dans le premier cercle. Les deux hommes ont été tués par les forces de sécurité américaines l'été dernier.

La vie familiale tumultueuse de Saddam Hussein connaît un épisode digne de la Rome impériale lors de la défection, en 1995, de deux de ses gendres. Rentrés en Irak avec l'assurance du pardon de leur beau-père, les deux hommes seront finalement massacrés dès leur retour.

L'invasion du Koweït en août 1990 consomme la rupture « officielle »

avec un Occident qui avait d'abord vu en Saddam Hussein un allié ombrageux, mauvais payeur mais indispensable. La défaite à la suite de la contre-offensive alliée, en février 1991, le laisse vivant mais à la tête d'un pays durablement affaibli. Il instrumentalise les effets de l'embargo sur son peuple et tient tête à l'ennemi américain dans l'espoir de s'allier les suffrages des

Arabes, à défaut de bénéficier de la solidarité de leurs dirigeants. Privé de voyages à l'étranger,

Saddam Hussein cultive en interne une popularité de façade, organisant des élections aux scores invraisemblables.

L'état réel du pays s'écarte toujours plus de la fiction censée la décrire, le peuple s'épuise, mais Saddam se veut inflexible. Il teint ses cheveux, lit ses discours sans lunettes quitte à les faire imprimer en lettres géantes.

Les attentats du 11 septembre 2001, dans lesquels il n'a pris sans doute aucune part, scellent pourtant son destin. Les États-Unis de George W. Bush ne veulent plus jamais être frappés par un ennemi sous-estimé, comme ils l'ont été par Al-Qaïda. À l'issue d'une bataille diplomatique qui s'est menée en dehors de lui, Saddam Hussein affrontera la guerre qui lui est faite en ayant visiblement tiré certaines leçons de la première guerre du Golfe sur le plan de la tactique militaire. L'effondrement inévitable de son régime, fruit de la soudaine débandade des plus fidèles de ses hommes – ceux censés défendre sa personne – fut la dernière offense d'un peuple trop longtemps asservi à son tortionnaire.

LAURENT D'ERSU

Au fil des ans, la dérive totalitaire du régime s'accroît. Le culte de la personnalité prend des proportions délirantes

Le Monde 16 DÉCEMBRE 2003
ÉDITORIAL

La fin d'un dictateur

D'ABORD, la satisfaction. L'arrestation samedi soir 13 décembre de Saddam Hussein est une excellente nouvelle. Il n'est pas si fréquent dans l'histoire qu'un des tyrans les plus féroces de son temps soit ainsi mis en situation d'avoir à rendre des comptes. Or les comptes de l'ex-président irakien, renversé il y a huit mois par la coalition dirigée par les États-Unis, sont lourds. Et sanglants. L'homme qui a été retrouvé caché dans un village de la région de Tikrit est l'un des plus grands criminels de l'époque. Il a fait le malheur des Irakiens et des peuples alentour. Il a humilié le monde arabe en installant une mafia criminelle à la tête d'un pays qui avait tout pour devenir l'un des moteurs de la modernité dans la région : pétrole, bien sûr, mais aussi une population éduquée, riche de l'héritage

que porte la vieille terre de Mésopotamie.

Saddam Hussein est directement ou indirectement responsable de la mort de centaines de milliers de personnes. Exerçant les pleins pouvoirs sur l'Irak depuis 1979, il va gouverner par la terreur. Exécutions, sommaires, torture, déplacements forcés de populations, bombardements chimiques contre ses propres minorités : c'est la méthode de Saddam à l'intérieur de l'Irak. Combien de Kurdes ont péri dans les grandes campagnes menées contre eux de 1985 à 1988, puis au printemps 1991, après que les États-Unis les eurent incités à se révolter à nouveau, avant de les abandonner ignoblement à la Garde républicaine de Saddam ? Peut-être trois cent mille, disent certaines sources. Combien de chil-

tes décimés dans les mêmes conditions ? Peut-être autant.

Non content de martyriser les Irakiens, Saddam Hussein, à peine arrivé au pouvoir, va lancer l'Irak dans une guerre de huit ans contre l'Iran, avec l'appui de l'Occident. Encore des centaines de milliers de morts. Puis, tout juste sorti de ce cauchemar, il envahit le Koweït, d'où il sortira défait militairement, cependant que les Irakiens vont être soumis à un terrible embargo économique.

Sa capture apporte un peu de baume à George W. Bush. Depuis la défaite du régime de M. Hussein, les forces d'occupation américaines ont perdu 200 hommes dans la bataille que leur livre une guérilla multiforme. Saddam Hussein inspirait peut-être – rien n'est moins sûr – l'une des composantes de

cette guérilla. Mais pas les autres, islamiste et nationaliste. M. Bush a eu raison de se garder de tout triomphalisme. L'arrestation de samedi ne mettra pas fin à la violence.

Comment juger l'auteur de crimes qui valent bien ceux d'un Slobodan Milosevic ? A Bagdad, le président du Conseil de gouvernement provisoire, Abdelaziz Hakim, a dit sa préférence : un jugement en Irak par des juges irakiens. Mais il n'y a pas de tradition judiciaire irakienne sérieuse. L'impératif d'exemplarité et l'ampleur des crimes ne commandent-elles pas un procès à Bagdad devant une juridiction onusienne *ad hoc*, avec des juges irakiens et internationaux ? Les États-Unis, bien qu'opposés à la justice internationale, s'honoreraient à favoriser une telle solution. Pour l'Histoire.

Tuesday, December 16, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Devil in the details: A fiber betrays Saddam

By John F. Burns

AD DAWR, Iraq: A piece of fiber protruding from the dirt caught the eye of an American Special Forces soldier as he searched the courtyard of a run-down farm in northern Iraq on Saturday.

The American military had been combing the Ad Dawr area as part of a nine-day hunt around Tikrit, after questioning a prominent figure from a tribal family known to be close to Saddam Hussein.

But it was this small detail — a tuft of fiber on a rubber mat — that ultimately betrayed Saddam's hiding place and ended the American military's hunt for the former Iraqi leader more than eight months after his removal from power.

Saddam is now being held at a location that the U.S. military will not disclose.

American forces flew journalists to the dilapidated farmhouse on Monday just outside Ad Dawr to show them how the events leading to Saddam's capture unfolded.

The single-story farmhouse made of concrete blocks is edged by a courtyard and encircled by a fence of tree branches and palm fronds.

Branches on orange trees hung low with fruit. Chickens and a single cow

were cooped up in the yard, and dates and sausages were strung outside, apparently to cure.

In the first sweep through the area, the soldiers found nothing, according to a narrative provided by military officials. Then they combed it again.

That was when one soldier noticed the telltale fiber. Only a sliver of a mat was evident under the dirt where he was standing. But the soldier thought it was strange.

He and some comrades yanked at the mat, and it came up to reveal a plastic foam slab with handles. They pulled on them, and the plug came loose from a shaft leading into the ground.

The soldiers were prepared to throw a grenade into the gloomy depths when two hands suddenly appeared.

The soldiers reached down and pulled out a man, disheveled, bearded and apparently disoriented from the cramped underground confines where he had been hiding.

"I am Saddam Hussein, president of Iraq," the man told his captors in halting English. "I am willing to negotiate."

A Special Forces soldier replied, "President Bush sends his regards."

Visitors to the shaft on Monday

could see that it dropped down about 8 feet, or 2.4 meters, into a coffinlike space lined with concrete, its roof supported by wooden beams.

At one end was a ventilator fan, and a steel pipe supplied ventilation near the floor. A small neon bulb provided some light. The space was just large enough for a man to lie down.

The military said Saddam had an assault rifle and a pistol with him when he was found, but on Monday the only items visible inside were a plastic bag and some cotton swabs.

The search missions for Iraqi officials wanted by the United States in Iraq involve what the military calls high-value targets. The code name for Saturday's mission was HVT-1.

After Saddam was taken into custody, a Special Forces soldier radioed

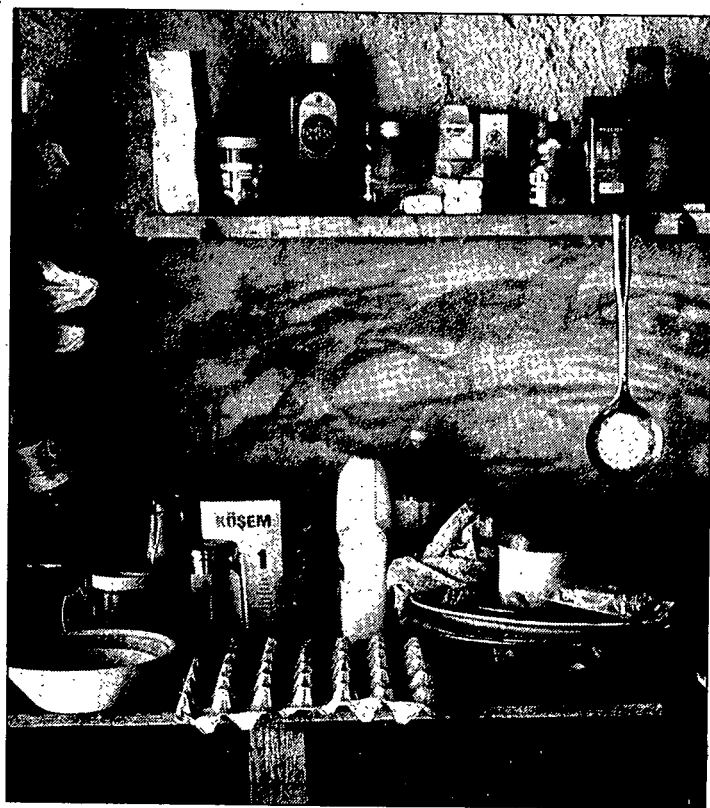
Colonel James Hickey, who is in charge of the 1st Brigade of the 4th Infantry Division and the Special Operations forces who formed the core of the raid.

"We believe we have HVT-1," the soldier said, adding a moment later that he believed him to be the fugitive Iraqi ex-leader.

Hickey then radioed his superior with the news. But he said there were no celebrations on the spot. "This was business," he told reporters.



The small dugout where Saddam was hiding at the time of his arrest.



The kitchen inside the farming compound where he had been living.

The colonel said the team of soldiers followed standard procedures, which call for people taken into custody to be manacled with plastic cuffs and put into loose hoods before they are taken away.

Saddam's capture culminated a search that involved several raids in the Tikrit area. The swath of land targeted Saturday was about a mile, or about 1.6 kilometers, long and a half-mile wide.

The farmhouse where he was found is nestled along the reedy banks of the Tigris River. As journalists flew in Monday by helicopter over the flatlands and banks, farmers and their children waded from the ground.

Military officials said two other men at the farmhouse were taken into custody, but they were not immediately identified.

The interior of the farmhouse was

spare, with two beds.

Possessions that American military officials said they believed were Saddam's were strewn about, including Arabic poetry books, new sandals, shoes, socks and unopened packages of boxer shorts and T-shirts.

Over the door to the hut were the words, in Arabic, "Praise be to God, the most merciful."

The New York Times

Arabs say capture is warning to regimes

The Associated Press

CAIRO: The image of Saddam Hussein in custody, his power and bravado gone, is a sobering sight for other Arab rulers whose regimes are based on might, not on the consent of their people, Arab politicians and commentators said Monday.

"Saddam's capture is a lesson to others who should know that democracy is important, that people should have a say in the decision-making, that leaderships must have relations and dialogue with their people," Ayman Majali, a former Jordanian deputy prime minister, told The Associated Press.

"But unfortunately, many leaderships in the Arab world are distanced from their people, and those should know that their fate may be like Saddam's," he said.

In Kuwait, "Lessons to the likes of Saddam," was the headline of a front-page editorial in the daily Al Seyassah. Written by the editor-in-chief, Ahmed al-Jarallah, it said the capture on Saturday of the deposed Iraqi leader provided a shock "to all the evil regimes that until now follow the example of Saddam, use his methods of tyranny and despotism."

Such regimes, "know they are like him," al-Jarallah wrote, "and that they are the prisoners of the slogans they used to lie to their people."

He continued: "Saddam has fallen because of what his wooden mind produced, and similarly, what their minds produce will lead to their fall."

Neither al-Jarallah nor others who described the dilemma of Arab leaders were specific about which of them had the most to fear. But all saw the arrest as a signal that the Middle East could be at an important turning point.

Dawood al-Shirian, a political analyst in Saudi Arabia, said the capture of Saddam was a positive development in Arab politics, but he noted it might not be so positive for some Arab rulers.

"For the first time, an Arab dictator is being held accountable for his actions. That will encourage the Arab street to be more forceful in pushing for their rights because they now know that it's not impossible to hold a dictator accountable," al-Shirian said.

Oppressive Arab governments "must feel unhappy," he added, "because they can now see that a society without institutions, human rights and democracy will meet the same fate as Saddam's regime."

An editorial in The Daily Star, an English-language newspaper, said that Washington's destruction of Saddam's regime would put Arab governments under pressure to change.

"Like a force of nature, an emboldened America is now bearing down on a Middle East whose habitual status is stonholence," the editorial said. "If the countries of the region continue to let others decide the pace and direction of events, the storm will be a highly destructive one."

"For far too long, governments in the Middle East have moved with all the agility and imagination of a glacier. That will simply not do any longer," the editorial said.

However, it added that if the Arab nations can accept democracy and freedom, "the effect will be like a cleansing rain, washing away the stains left by decades of failed statecraft and illegitimate leadership."

Abdul-Ridha Aseeri, a political analyst at Kuwait University, said some Arab regimes feared that an American-led force similar to the one that toppled Saddam could oust other leaders as well, even without the approval of the United Nations or other political forums.

Saddam's capture confirmed what had been thought since his regime's fall in April — that there is "an international police force that can intervene to save a people from death with justifications, some of which could be correct and some not," Aseeri said.

"Arab regimes in particular are very concerned that the lesson of Iraq and Saddam would be repeated," he said. "They are afraid of military intervention. There used to be national sovereignty, but now there is international sovereignty. There is an international police force that can intervene with legal cover or without it."



Ali Jarekji/Reuters

A reader in Amman, Jordan, taking in news of Saddam Hussein's arrest. Experts say it is now clear that Arab dictators are subject to international policing.

France steps up to help cut Iraq's debt

By Craig Smith

PARIS: Seizing the initiative a day after the announcement of Saddam Hussein's capture, France said Monday that it would work with other nations to forgive an unspecified portion of Iraq's immense foreign debt.

The offer was a conciliatory gesture to Washington as much as it was a hand extended to Baghdad.

"France, together with other creditors, believes there could be an agreement in 2004," the French foreign minister, Dominique de Villepin, told reporters after a meeting with members of Iraq's interim Governing Council. He said that if various conditions regarding Iraq's sovereignty and stability are met, his country "could then envisage cancellation of debts in line with Iraq's basic financing capacity."

Russia, which is owed nearly \$3.5 billion, said Monday that it supported a resolution by the Paris Club to Iraq's debt problem. "This is a modern, civilized system for settling the problems of external debt that is applied everywhere, and Russia believes that these mechanisms should be applied to Iraq as well," Russia's deputy foreign minister, Yuri Fedotov, told the Interfax news agency.

On Tuesday, James Baker, the former U.S. secretary of state whom President George W. Bush named this month as his personal envoy to focus on Iraq's debt, was scheduled to arrive in Paris to ask the French for help in relieving Iraq of its financial obligations, estimated at more than \$120 billion, not including

war reparations owed to Kuwait and Iran. The United States is eager to lift the debt burden, which will otherwise raise the cost of an Iraqi economic recovery beyond America's means.

Jalal Talabani, an Iraqi Kurdish leader and member of the Iraqi delegation visiting Paris, called de Villepin's announcement a "gift."

But by announcing France's intention to the Iraqis on Monday, de Villepin avoided the appearance of answering to Washington's call. "This way he can say, 'because I believe it's the responsible thing to do for the Iraqis,'" said Dominique Moisi, an American expert at the French Institute for International Relations.

De Villepin, one of the diplomatic world's sharpest critics of Washington's Iraq policy, seemed eager to strike a conciliatory note in the wake of Saddam's capture Saturday.

"The arrest of Saddam Hussein constitutes a chance that we all must take advantage of," de Villepin said. "France is ready to play a full role in these efforts and to follow the action already undertaken on a bilateral basis as Europeans in the humanitarian domain, of course, and in the cooperative domain, whether it be education, health or even archeology."

He brushed aside questions about whether debt forgiveness would be linked to participation in \$18.6 billion in U.S.-financed Iraqi reconstruction contracts, saying the two issues were separate and should not be mixed. Washington has excluded France and

other past opponents to the Iraq war from lead roles in such lucrative deals.

The foreign minister did not, however, offer to send French troops to help secure Iraqi stability, repeating instead France's offer — so far ignored by the United States — to build a police school in the troubled country.

France has been slow to extend financial aid to Iraq as long as that country remains under U.S. occupation. France was not among those countries that pledged billions for Iraqi reconstruction at a donors' conference in October, and until Monday it had been silent on the question of Iraq's debt, about \$3 billion of which is owed to France.

Standing with members of the Iraqi Governing Council, including the current holder of its rotating presidency, the Shiite leader Abelaziz al Hakim, de Villepin said that his country would work with the so-called Paris Club to negotiate a debt reduction plan for Iraq.

The club, an association of 19 industrialized nations including the United States, France, Germany, Russia and Japan, was formed in 1956 to coordinate the cancellation of debts for financially distressed countries. In 2001, it agreed to forgive two-thirds of Yugoslavia's debt after President Slobodan Milosevic was driven from power. The World Bank has proposed forgiving the same percentage for Iraq.

Paris Club members collectively hold about \$40 billion of Iraq's outstanding debt, more than half of it dating to before the 1991 Gulf war. The balance is held mostly by Arab states.

Japan, which is owed more than \$4 billion by Iraq, has not yet indicated whether it will go along with any debt write-off. A senior Japanese envoy, former Prime Minister Ryutaro Hashimoto, will meet with President Jacques Chirac of France on Tuesday to discuss the issue.

Germany, which is owed about \$2.5 billion, last month said it supported forgiving a portion of Iraq's debt.

Moisi, the expert at the French Institute for International Relations, said the French offer might reflect the country's realization that, in the wake of Saddam's capture, Bush faces a stronger chance of re-election next year and so Paris will most likely have to deal with his administration for the next five years. "It's better to set the record straight now," Moisi said.

The New York Times



The New York Times

December 16, 2003

M. Baker, envoyé de M. Bush, vient convaincre la France d'annuler la dette irakienne

Les pays créanciers sont prêts à faire un geste dans le cadre du Club de Paris

« LA FRANCE, dans le cadre du Club de Paris et en liaison avec les autres créanciers, estime qu'un accord pourrait intervenir dès 2004, si les conditions sont réunies. Elle pourrait alors envisager des annulations de dette appropriées et compatibles avec la capacité de financement de l'Irak. » En deux petites phrases, prononcées lundi 15 décembre à l'issue de sa rencontre avec la délégation du Conseil de gouvernement provisoire irakien, le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, a marqué les limites dans lesquelles Paris est prêt à participer à alléger le fardeau sous lequel croule l'Irak. Le message s'adressait tout autant aux Irakiens en geste de bonne volonté qu'aux Américains, la veille de l'arrivée de James Baker, ancien secrétaire d'Etat, ami de la famille Bush, nommé il y a dix jours par le chef de la Maison Blanche pour tenter de convaincre les créanciers de Bagdad d'annuler la dette irakienne.

Le différend entre Paris et Washington sur ce sujet remonte au printemps. A l'époque, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, avait suggéré à la France, la Russie et l'Allemagne, hostiles à une intervention en Irak, d'effacer tout ou partie des prêts consentis à Bagdad du temps de Saddam Hussein. « J'espère qu'à titre d'exemple, ces trois pays se souviendront des sommes considérables prêtées au dictateur irakien pour qu'il se procure des armes, se fasse construire des palais et mette en place les instruments de la répression », avait alors déclaré M. Wolfowitz devant la commission des forces armées du Sénat.

Sur un total de quelque 120 milliards de dollars, la dette due au Club de Paris, qui rassemble les créanciers publics de la planète,

s'élève à 21 milliards de dollars. Le plus gros créancier est le Japon (4 milliards), suivi de la Russie (3,4 milliards). Viennent ensuite la France (3 milliards), l'Allemagne (2,4 milliards) et les Etats-Unis (2,1 milliards).

James Baker, qui avait imaginé, comme secrétaire au Trésor, le réé-

Sur un total de 120 milliards de dollars, la dette due au Club de Paris s'élève à 21 milliards

chelonnement de la dette des pays latino-américains dans les années 1980, reprend son bâton de pèlerin dans les principaux pays créanciers de l'Irak. A la demande de George Bush, il devait être reçu, mardi en milieu de journée, par Jacques Chirac après s'être entretenu avec la délégation irakienne.

Jacques Chirac : « Une page sombre tournée »

« Une page sombre de l'histoire de l'Irak [a été] définitivement tournée » avec l'arrestation de Saddam Hussein, dont « chacun se réjouit », a déclaré le président Jacques Chirac, lundi 15 janvier, en recevant, pendant plus d'une heure, une délégation du Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG, nommé par les Américains), conduite par son président, Abdelaziz Al-Hakim. Il a estimé que, « même si la situation reste difficile, les Irakiens peuvent désormais envisager de reprendre la maîtrise de leur destin et doivent « se mobiliser » à cette fin. « La France a la conviction que le destin de l'Irak appartient aux Irakiens », a ajouté M. Chirac, cité par sa porte-parole, Catherine Colonna. Il a souhaité que les Irakiens recouvrent « aussi rapidement que possible » leur souveraineté. « Pour sa part, la communauté internationale doit agir dans le seul objectif de la reconstruction politique et économique du pays et de sa stabilisation. Pour cela, elle sera d'autant plus efficace qu'elle aura retrouvé son unité et qu'elle veillera à donner toute leur place aux Nations unies », a ajouté M. Chirac.

Sa visite intervient quelques jours après l'annonce à Washington de l'exclusion des firmes françaises, allemandes et russes de la reconstruction de l'Irak. Selon nos informations, M. Baker, qui poursuivra sa visite en Italie, en Russie et en Grande-Bretagne, demanderait une annulation de 90 % de la dette irakienne. Un montant qui s'apparenterait aux conditions accordées aux pays d'Afrique très pauvres et très endettés. Or, si l'Irak est très endetté, il détient les deuxièmes réserves pétrolières du monde et ne peut prétendre à la catégorie des pays en-deçà du seuil de pauvreté, estime un membre du Club de Paris. De plus, ajoute-t-il, un tel traitement de faveur ne serait pas explicable aux autres pays débiteurs.

Un premier geste a été fait puisque le Club de Paris a accordé un moratoire sur la dette irakienne jusqu'à fin 2004, tout en s'engageant à la restructurer « dès que possible ». Mais les trois conditions qui pourraient faire avancer les choses ne sont pas encore réunies : que les négociations se déroulent dans un

cadre multilatéral, que l'on traite d'Etat à Etat, ce qui n'est pour l'instant pas le cas puisqu'il n'existe pas de gouvernement irakien représentatif et qu'un accord avec le Fonds monétaire international soit préalablement signé.

Lundi, Jacques Chirac a redit au Conseil de gouvernement irakien cet environnement politique nécessaire pour expliquer la position de la France. Mais si la France n'est pas encore prête à bouger sur la dette et n'a pas non plus fait partie des donateurs bilatéraux lors de la conférence des donateurs de la conférence des donateurs de Madrid, l'Elysée rappelle que l'aide humanitaire bilatérale s'est élevée à 7 millions d'euros en 2003 et que Paris participe également à hauteur de 17 % à l'aide humanitaire européenne (100 millions d'euros) et à l'aide européenne pour la reconstruction.

La France n'est pas isolée dans son attachement à régler les problèmes économiques et financiers irakiens dans un cadre multilatéral. Tout en ouvrant la voie à un abandon partiel de la dette irakienne à l'égard de Moscou, le vice-ministre russe des affaires étrangères, Iouri Fedotov, a déclaré, lundi, que le Club de Paris devait être au centre des négociations.

Un assouplissement de ces positions pourrait dépendre du message qu'apporte James Baker de la part de M. Bush. L'Allemagne a mis les points sur les « i » : « M. Baker ne peut attendre aucun résultat de sa visite à Berlin si l'Allemagne demeure exclue des appels d'offres pour la reconstruction en Irak », a prévenu la ministre fédérale de la coopération et du développement, Heidemarie Wiczeorek-Zeul.

Babette Stern

Un familier du dictateur a permis le succès de l'opération « Aube rouge »

C'EST dès le 8 juillet 2003, lors d'un premier raid à Tikrit, le fief de Saddam Hussein, que les Américains ont eu vent de l'existence d'un Irakien qui allait peu à peu les mettre sur la piste du président déchu. L'homme, dont l'identité n'a pas été révélée, est un propriétaire terrien. d'une cinquantaine

d'années - d'origine sunnite - qui est qualifié par les Américains de proche de la famille de l'ex-raïs.

Au départ, si l'on en croit des indications de services de renseignement occidentaux, la coalition a du mal à remonter jusqu'à lui. Elle a d'abord cherché à connaître le détail des ramifications, que l'on

dit compliquées et embrouillées, de la famille de Saddam Hussein. Le but des Américains était d'identifier, en son sein, ceux qui apportaient leur aide au président en fuite. Il a fallu attendre la fin août pour que les Américains démêlent les différents fils des implications de cinq familles ayant des liens avec Saddam Hussein. Le projet fut alors formé d'approcher cet homme en question.

Trois tentatives à Tikrit et à Samarra devaient échouer. Ce n'est véritablement que le vendredi 12 décembre que l'Irakien recherché a été repéré dans la

région de Bagdad au sein d'un groupe d'anciens membres du régime baassiste. Il est aussitôt envoyé par les Américains auprès du siège de la 1^{re} brigade de combat à Tikrit chargée de l'opération baptisée « Aube rouge ». Il s'est laissé aller à donner davantage d'informations, même s'il dut se reprendre à deux fois avant de livrer celle qui a permis d'organiser le raid.

C'est en consultant des photosatellites de la zone que les responsables d'« Aube rouge » ont réussi, au début de l'après-midi du samedi 13 décembre, à affiner les conditions de leur intervention sur

les deux lieux possibles, à Al-Douar, où Saddam Hussein s'était caché.

L'abri souterrain et les deux pièces, meublées de façon très rustique, où il se tenait avaient été aménagés à côté d'une ferme en torchis et en pierre. On y accédait, au pied d'un palmier-dattier, par un conduit profond de près de deux mètres - renforcé par des briques

et des madriers - à peine assez large pour laisser passer un homme.

ASSOCIATION DE RENSEIGNEMENTS

Les experts français du renseignement ne sont pas tous persuadés que la description donnée par les Américains de leur coup de main est authentique à 100 %. Il est possible qu'ils aient laissé dans l'ombre le fait que Saddam Hus-

sein ait pu être drogué auparavant par ceux qui l'abritaient, ce qui expliquerait son absence de résistance.

Cependant, pour les renseignements français, l'opération « Aube rouge » illustre, à sa manière, la capacité des Etats-Unis à associer désormais le renseignement technique, le renseignement humain et le travail propre aux unités chargées

de l'action sur place. Après la mort, fin juillet, des deux fils du président capturé, les Etats-Unis ont sensiblement remanié leur dispositif de renseignement en Irak. Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, l'a inspecté début décembre.

Jacques Isnard

Pour George Bush, les Irakiens doivent être « très impliqués » dans le jugement du dictateur

WASHINGTON

de notre correspondant

La capture de Saddam Hussein est venue à point nommé pour permettre au président George Bush d'achever sur une note positive ce qu'il a appelé « une année extraordinaire » pour les Etats-Unis. Il avait commencé à dresser ce bilan flatteur dans son allocution hebdomadaire à la radio, enregistrée le 12 décembre. L'arrestation de l'ancien président irakien a donné motif à la Maison Blanche d'organiser, lundi 15 décembre, une conférence de presse, au cours de laquelle M. Bush, sans se départir de la prudence dont il avait fait preuve, la veille, au sujet des attentats et des combats en Irak, s'est montré confiant dans la stabilisation et dans la reconstruction politique de ce pays.

Le président américain a indiqué, à cette occasion, sa préférence pour que le jugement de Saddam Hussein soit confié aux Irakiens. Il a fait état d'une conversation avec le nouveau premier ministre canadien, Paul Martin, auquel il a dit que « les Irakiens doivent être très impliqués ». « Nous allons travailler avec les Irakiens pour développer une procédure », a déclaré M. Bush, ajoutant que le procès devrait être mené sous « observation internationale ».

« Nous voulons que le monde dise qu'il a eu un procès équitable », a-t-il souligné, en refusant de répondre à une question sur la peine de mort. « J'ai mes vues person-

nelles sur la façon dont il devrait être traité, mais je ne suis pas un citoyen irakien », a dit M. Bush, dont on sait qu'il est partisan de la peine de mort.

Le débat, aux Etats-Unis, porte sur la possibilité d'un procès équitable et conduit de façon claire dans un pays, l'Irak, qui n'a pas de système judiciaire digne de ce nom. Selon l'adage anglais, il faut que justice soit faite, mais il faut, aussi, qu'elle le soit de façon visible.



« Nous voulons que le monde dise que [Saddam Hussein] a eu un procès équitable »

GEORGE BUSH

Certains craignent qu'une instruction et un procès menés par des magistrats irakiens nouvellement nommés ne soient perçus, au Proche-Orient, comme une manipulation américaine. D'un autre côté, le choix d'une juridiction internationale déposséderait les Irakiens du pouvoir de juger un homme dont ils ont été les premières victimes.

En outre, les Etats-Unis sont traditionnellement partisans des justices nationales et, dans le cas de l'Irak, Washington estime que juger Saddam Hussein sera un acte essentiel d'une souveraineté retrouvée. M. Bush a d'ailleurs précisé que la procédure ne pourra

pas démarrer avant le transfert de pouvoir au gouvernement irakien, qu'il prévoit pour juin 2004.

Une autre question posée au sujet du jugement de l'ancien dictateur porte sur la capacité du futur Etat irakien à assurer sa sécurité. Ne faut-il pas craindre qu'il ne soit assassiné comme le fut, en novembre 1963, à Dallas, Lee Harvey Oswald, le meurtrier de Kennedy, tué pour l'empêcher de parler ?

Le procès de Saddam Hussein sera un moment crucial de l'introduction, dans le monde arabe, de normes et de pratiques juridiques universelles, qui soient perçues comme justes et convaincantes par les opinions publiques. C'est une des raisons pour lesquelles M. Bush a refusé de se prononcer sur l'hypothèse d'une transaction avec le prisonnier, comme cela se pratique dans le système judiciaire américain, échangeant, par exemple, la renonciation à la peine de mort contre l'aveu de ses crimes ou la dénonciation de ses complices.

De toute façon, a observé le président américain, « je ne crois pas que [Saddam Hussein] dira la vérité (...) et, par conséquent, je ne pense pas que nous devrions le croire sur parole ».

Sans hésiter à affirmer qu'il ne fait pas de politique, alors qu'il a achevé une série de 42 réunions de collecte de fonds commencée en mai et qui lui a permis de réunir plus de 112 millions de dollars pour sa campagne en vue de l'élection présidentielle de novembre 2004, M. Bush a vanté les réussites de son gouvernement pendant l'année 2003. « Nous sommes devenus une nation plus sûre, plus prospère et meilleure », a-t-il assuré.

Des sondages faits dimanche ont montré que le jugement des Américains sur la guerre en Irak n'a pas varié (53 % l'approuvent, 48 % la désapprouvent, selon une enquête du quotidien *Washington Post* et de la chaîne de télévision ABC), mais que la confiance dans l'action de M. Bush a augmenté, approchant 60 % de satisfaits.

Patrick Jarreau

La peine capitale pour Saddam Hussein ?

Outre le sort judiciaire qui devra être réservé à Saddam Hussein, les avis sont également partagés sur le point de savoir s'il est ou non passible de la peine de mort. Pour le président en exercice du Conseil intérimaire de gouvernement, Abdelaziz Al-Hakim, en visite à Paris, il est clair que le dictateur risque la condamnation à mort. La peine capitale figure dans le code pénal irakien. Le premier ministre britannique, Tony Blair, a pour sa part répété, lundi 15 décembre, que son pays était, par principe, opposé à la peine de mort, mais qu'il appartenait aux Irakiens de décider. Le premier ministre de Nouvelle-Zélande, Helen Clark, s'est, elle aussi, opposée à son application alors que le président Bush a refusé de se prononcer sur la question, mais il a toujours été un partisan de la peine capitale.

« Même s'il est accusé de crimes contre l'humanité, il doit bénéficier d'un procès équitable devant une juridiction internationalement compétente », a déclaré le Prix Nobel de la paix 2003, Chirine Ebadi. De même Desmond Tutu, autre Prix Nobel de la paix (1984) et ancien archevêque anglican du Cap, qui réclame un procès devant une juridiction internationale. - (AFP)

Iraqi says UN failed his country

By Warren Hoge

UNITED NATIONS, New York: Iraq's foreign minister, Hoshiyar Zebari, on Tuesday accused the UN Security Council of having failed to help rescue his country from Saddam Hussein, and he chided member states for bickering over his beleaguered country's future.

"Settling scores with the United States-led coalition should not be at the cost of helping to bring stability to the Iraqi people," Zebari said in unusually scolding language for an occupant of the guest seat at the Security Council panel.

"Squabbling over political differences takes a back seat to the daily struggle for security, jobs, basic freedoms and all the rights the UN is chartered to uphold," he said.

Taking a harsh view of the inability of quarreling members of the Security Council to endorse military action in Iraq, Zebari said, "One year ago, the Security Council was divided between those who wanted to appease Saddam Hussein and those who wanted to hold him accountable."

"The United Nations as an organization failed to help rescue the Iraqi people from a murderous tyranny that lasted over 35 years, and today we are unearthing thousands of victims in horrifying testament to that failure."

He declared, "The UN must not fail the Iraqi people again."

It was not immediately clear how the accusatory tone of Zebari's speech affected the closed-door discussion that followed over the UN's role in Iraq, but Secretary General Kofi Annan, the first to emerge from the hall, appeared taken aback.

"Now is not the time to pin blame and point fingers," he told reporters. Saying Zebari was "obviously entitled to his opinion," he said the UN had done as much for Iraq as it could under the circumstances and was prepared to do more. "Quite honestly," Annan reiterated, "now is not the time to hurl accusations and counteraccusations."

Ambassador Emyr Jones Parry of Britain, the United States' principal ally in Iraq, said there had been pointed questioning by colleagues but that he detected their "strong support" for the

timetable for moving to an Iraqi transitional authority by July and for drawing up a constitution and holding elections in the years following that Zebari had laid out.

The session of the 15-member Council was called to discuss the speeded-up plan for the U.S.-led coalition to hand over power to Iraqis by the end of June under an agreement reached a month ago between the coalition and the U.S.-appointed Iraqi Governing Council.

Annan led off the open session of the Council with a speech drawing from his

report last week that ruled out a swift return of the UN to Iraq because of the bombing of its Baghdad headquarters in August and continuing attacks on diplomats and relief workers.

He also said the United Nations needed more "clarity" over what it would be asked to do in Iraq before he could fully recommit the organization and its international staff. He has assigned 40 people to staff Iraq aid offices in Nicosia, Cyprus, and Amman, Jordan, and an estimated 2,000 Iraqi workers of the United Nations are still at their posts in the country.

Zebari took issue with these steps, saying that Iraq could guarantee the United Nations whatever security it needed to return sooner and noting the importance of having the organization back in Baghdad.

"Your help and expertise cannot be effectively delivered from Cyprus or Amman," he said.

He also took on countries like France that have questioned the legitimacy of the current governing group.

"The Governing Council is the most representative and democratic governing body in the region," he said.

"The members of the Security Council should be reaching out and encouraging this nascent democracy in a region well known for its authoritarian



Henny Ray Abrams/Reuters

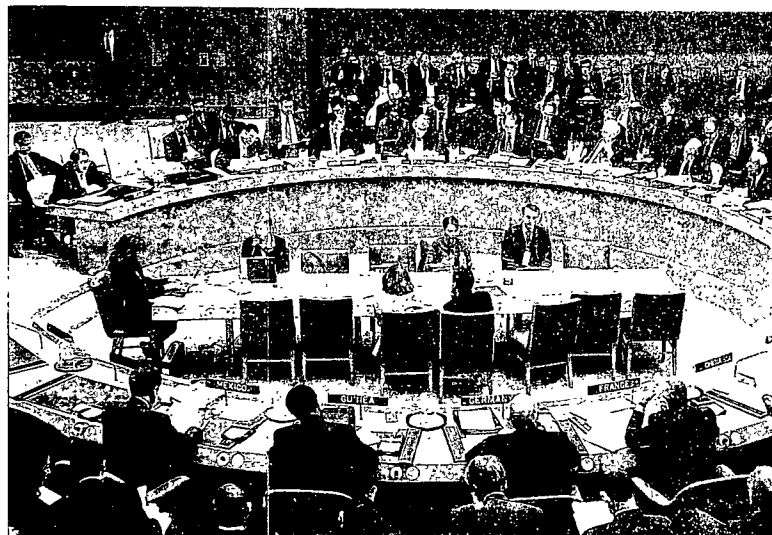
Hoshiyar Zebari, Iraq's foreign minister, says bickering in the UN Security Council has been at Iraq's expense.

rule."

Ambassador Jean-Marc de la Sablière of France, a critic of the war, turned aside the criticism of the Security Council dissenters, saying, "I don't want to comment on the past."

Sablière said he had questioned Zebari about France's interest in seeing Iraq increase the "inclusiveness" of the government so it would be one that would be viewed as "totally legitimate."

The New York Times



Hoshiyar Zebari, at top left at large table, told the Security Council, "The UN must not fail the Iraqi people again."

The New York Times

December 17, 2003

Quel tribunal pour juger Saddam ?

Le procès de Saddam Hussein répondra aux normes judiciaires internationales, a déclaré hier le président américain George W. Bush. Les Etats-Unis « travailleront avec les Irakiens pour trouver un moyen de le juger », a-t-il indiqué. La procédure sera soumise à un « contrôle international ». « Les Irakiens doivent être impliqués, il est nécessaire d'avoir un procès public et je suis confiant dans le fait que cela sera réalisé de manière équitable », a souligné le président.

Isabelle Lasserre

George W. Bush sera-t-il assez habile pour faire du procès de Saddam Hussein un atout politique, capable de réconcilier la communauté internationale sur le dossier irakien ?

Le futur procès de Saddam sera hautement symbolique. Parce qu'il s'agit de juger un satrape responsable de la mort de centaines de milliers d'Irakiens. Mais aussi parce que la question du droit, notamment international, constitue l'une des principales divergences transatlantiques. L'opposition entre le droit et la force a été au cœur de la dispute entre Américains et Européens tout au long de la crise irakienne. Les deux côtés de l'Atlantique s'opposent également sur la Cour pénale internationale (CPI), première juridiction permanente créée à La Haye pour juger les crimes les plus graves. En réintroduisant la question du droit et de la justice dans la crise irakienne, jusque-là essentiellement gérée par des solutions militaires, l'arrestation de Saddam donne une carte maîtresse à l'Administration Bush pour ressouder la communauté internationale.

En théorie, Saddam Hussein serait un cas idéal pour la CPI, chargée de juger les auteurs de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre. Mais, outre que les Etats-Unis ont retiré leur signature du traité fondateur de la CPI, la cour n'est pas compétente pour juger les faits commis avant son entrée en fonction, en juillet 2002. Elle ne peut donc s'occuper de l'Irak de Saddam.



Le dictateur irakien serait aussi un cas parfait pour le Tribunal pénal international de La Haye, qui juge les auteurs des crimes commis en ex-Yougoslavie et a déjà prouvé sa compétence et sa neutralité. Plusieurs organisations des droits de l'homme et des personnalités comme l'avocate iranienne Shirin Ebadi, prix Nobel de la paix, se sont prononcées pour cette solution, arguant du fait que les Irakiens ne sont pas les seuls à avoir été victimes de Saddam. Mais il faudrait pour cela un mandat *ad hoc* du Conseil de sécurité des Nations unies et l'aval des Etats-Unis.

Prudente, l'Administration américaine affirme que la question du procès de Saddam n'a pas encore été tranchée. Mais la solution d'un tribunal militaire semble avoir été écartée. Et les Américains, comme les Irakiens, se sont prononcés en faveur d'un procès devant le nouveau tribunal pénal irakien, créé la semaine dernière à Bagdad pour juger les crimes commis par le régime baasiste.

Les organisations des droits de l'homme ont tout de suite souligné les risques, vu l'ampleur de la tâche, d'un tel choix. Soulignant le manque d'expérience des juges irakiens, ils craignent un procès à la va-vite, sans légitimité, une justice de vainqueurs. « Il est important

que le procès ne soit pas considéré comme un acte revanchard. Des juristes internationaux doivent faire partie du processus », explique Kenneth Roth, le directeur de Human Right Watch.

Les experts craignent également que le tribunal irakien ne puisse résister aux pressions américaines et apparaisse comme « une marionnette » de Washington. Pour certains, le choix d'un tribunal irakien, qui consoliderait la politique américaine du cas par cas en matière de justice internationale, pourrait même affaiblir la Cour pénale internationale.

Beaucoup s'inquiètent enfin d'une éventuelle utilisation de la peine de mort, légale dans le système judiciaire irakien, dans le procès de Saddam Hussein. Suspendue par les forces d'occupation, la peine de mort pourrait être réintroduite par le futur gouvernement irakien. C'est en tout

cas ce qu'a laissé entendre hier le président du Conseil intérimaire du gouvernement irakien, Abdel Aziz al-Hakim. Ce qui n'ira pas sans faire grincer des dents en Europe, notamment en France et en Grande-Bretagne.

Inspirés des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, les statuts du tribunal pénal irakien permettent cependant en théo-

rie de limiter les risques d'une dérive politique et revancharde du procès de Saddam Hussein. Ils prévoient notamment la possibilité d'utiliser les conseils d'experts internationaux. Et laissent la porte ouverte à une collaboration avec des experts de l'ONU, qui pourraient apporter leur expérience dans les procès des criminels de guerre balkaniques.

George Bush a donc en théorie les moyens de garantir que Saddam soit jugé et condamné pour ses crimes par un véritable tribunal irakien qui respecte les lois internationales. Critiqués pour leur gestion des prisonniers afghans de Guantanamo, les responsables américains ont donné hier un premier gage de bonne volonté en promettant que Saddam serait traité comme un prisonnier de guerre et bénéficierait de la protection des Conventions de Genève.

LE FIGARO

16 DÉCEMBRE 2003

La dette irakienne rapproche Paris et Washington

Georges Quioc

La tournée de James Baker l'émissaire spécial de Washington sur la dette irakienne dans les pays du « camp de la paix » a commencé par un certain succès. Il aura suffi d'une heure d'entretien avec le président Jacques Chirac pour que le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, réaffirme l'intention de la France d'annuler une partie de la dette irakienne. Au prix, toutefois, de quelques conditions : « *Cela devra se faire dans le cadre du Club de Paris, après un accord avec le FMI et quand un gouvernement souverain sera installé* », a prévenu le chef de la diplomatie française. La solution, si elle doit intervenir, sera donc multilatérale et n'interviendra au mieux qu'au début du second semestre 2004.

Ce geste est néanmoins un premier signe encourageant pour la Maison-Blanche. Les Etats-Unis font pression sur la France, l'Allemagne et la Russie pour qu'elles se déterminent sur des abandons de créance vis-à-vis de l'Irak, dont la dette extérieure atteint 120 milliards de dollars. Or le remboursement

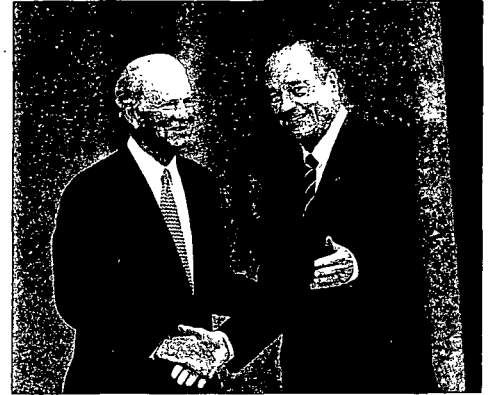
d'une telle dette rendrait insupportable le coût de l'aide des Etats-Unis alors que le Congrès a voté au début du mois dernier une rallonge de 87 milliards de dollars, dont 18,6 milliards pour la reconstruction de l'Irak. En outre, la Banque mondiale ne consentira aucun nouveau concours à l'Irak si un règlement du problème de la dette n'est pas trouvé. Le Club de Paris, qui regroupe les principaux pays créanciers de l'Irak, représente à lui seul 40 milliards de dollars de créances, dont la moitié sous forme d'intérêts capitalisés.

La France peut espérer jouer un rôle moteur dans une négociation avec ses partenaires du Club de Paris alors qu'avec une créance de 3 milliards de créances (hors intérêts) elle n'est pas la plus engagée. Le rang de premier créancier revient au Japon (4,1 milliards de dollars hors intérêts), devant la Russie (3,45 milliards), l'Allemagne (2,4 milliards) et les Etats-Unis (2,2 milliards). Les 80 milliards restants sont éparpillés entre différents pays, notamment arabes.

Le geste de la France, une semaine après la décision américaine d'exclure les entreprises françaises, allemandes et russes des contrats de reconstruction

de l'Irak, devrait être apprécié par les entreprises françaises. Dominique de Villepin a évoqué hier leur cas en affirmant qu'elles ont « *montré leur disponibilité pour engager un partenariat actif avec l'Irak* ». Après la conférence des donateurs de Madrid, au cours de laquelle la France s'est abstenue, les sociétés tricolores se remettent à espérer. Notamment en participant en tant que sous-traitantes dans les contrats de reconstruction qui seront attribués fin janvier. L'exclusion des « pays de la paix » en cas d'annulation partielle de la dette irakienne serait d'autant justifiée que l'aide américaine représente le montant de la créance (intérêts compris) des trois pays du camp de la paix sur l'Irak.

L'envoyé spécial américain devra redoubler de diplomatie à Berlin et à Moscou. La Russie plaide elle aussi pour le règlement de la dette irakienne à travers le Club de Paris. Mais son vice-ministre des Affaires étrangères, Yuri Fedotov, vient de prévenir que l'annulation de la dette doit être réservée aux pays très pauvres et très endettés. Or cette situation ne peut pas être invoquée dans le cas de l'Irak, qui est un important pays producteur de pétrole et détenteur



des deuxièmes réserves mondiales.

L'Allemagne a, quant à elle, fait savoir qu'elle entendait avoir une explication avec James Baker sur l'exclusion des entreprises de pays opposés à la guerre pour la reconstruction de l'Irak. Peter Struck, le ministre allemand de la Défense, a en outre prévenu que la capture de Saddam Hussein n'effaçait par les profondes divergences entre les Etats-Unis et l'Allemagne sur l'Irak.

LE FIGARO

17 DÉCEMBRE 2003

A l'heure de partager, le malaise demeure

Dominique de Villepin explique à «Libération» la nécessité d'une coopération en Irak.

Paris tend la main à Washington qui affirme aussi lui tendre la sienne. Mais les deux mains ont des difficultés à se trouver. Ainsi pourrait-on illustrer la réconciliation malaisée que les anciens «adversaires» de l'avant-guerre en Irak sont en train de sceller. Chacun affirme vouloir travailler ensemble mais cette volonté tarde à se concrétiser, car les vues restent divergentes sur une sortie de crise et les Etats-Unis réticents à suivre les conseils français.

«Une chance». «La capture de Saddam Hussein peut être une chance pour engager la reconstruction sur des bases solides», a plaidé hier le ministre des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, dans une interview à Libération (lire en page 9 les déclarations du ministre sur l'Europe). «Cette nouvelle page qui se tourne doit être l'occasion de rassembler la communauté internationale. Car cette arrestation ne suffira pas, à elle seule, à arrêter le cycle de violence» enclenché en Irak. En saluant l'arrestation du dictateur comme «un événement majeur», et en annonçant lundi sa volonté d'annuler une partie de la dette ira-

kienne, Paris vient de faire des gestes significatifs à l'égard de Washington, d'autant plus que, quelques jours plus tôt, le Pentagone avait décrété l'exclusion des pays non membres de la coalition des contrats de reconstruction en Irak. Convaincue que la capture de Saddam peut enclencher une dynamique internationale, la France joue ainsi plus que jamais l'apaisement et appelle à l'unité, préalable, selon elle, à une sortie de crise réussie.

Mais, démunie de moyens de pression, elle en est réduite à attendre à son tour des gestes de Washington et à faire la preuve que la querelle passée, elle a désormais une attitude ouverte et constructive. Depuis la fin des opérations militaires en avril, Paris, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, vote déjà les résolutions présentées par les Américains tout en déplorant les maigres concessions faites à ses conceptions. Le pari est que, sous le coup des difficultés, Washington réalisera qu'il lui est impossible de «gagner seul la paix». L'accord du 15 novembre, stipulant un transfert de souveraineté aux Irakiens, a laissé entrevoir un premier infléchissement.

«Les Américains marquent aujourd'hui leur ouverture et leur disponibilité», assure Dominique de Villepin. Il s'agit de voir comment l'ONU pourrait apporter son expérience au processus politique en cours. Pour être

ANALYSE

efficace, il faut être légitime. Et pour cela, il convient que les Nations unies soient impliquées d'une façon ou d'une autre. Sans quoi, nous courons le risque que ce processus se retrouve très vite pris en otage par la violence. Une course de vitesse est engagée entre les forces de désordre et de destruction, et ceux qui veulent stabiliser l'Irak et instaurer la démocratie. Il faut tout faire pour crédibiliser le processus politique qui doit en outre être le plus inclusif possible. Si demain un certain nombre de forces renoncent à la violence en Irak, il faudrait évidemment qu'elles puissent y participer.» Alternative américaine. Il est difficile de prédire sur quoi ce rapprochement pourrait déboucher. Après la capture de Saddam, le président américain a évo-

LIBERATION 17 DÉCEMBRE 2003

qué une «nouvelle équation en Irak» mais sans apporter de précision. Hier, le secrétaire d'Etat adjoint, Richard Armitage, en charge de la diplomatie durant l'hospitalisation de Colin Powell, a indiqué qu'au vu des «réactions très positives» dans le monde Washington espérait «accroître le soutien» à son action et «obtenir encore plus d'aide». Mais faut-il entendre que l'administration américaine est enfin prête au changement d'approche prôné par Paris et résolue à accélérer la remise du pouvoir aux Irakiens? Ou, ragaillardie par son retentissant succès, ne va-t-elle pas plutôt se sentir confortée dans l'idée qu'il vaut mieux garder la main?

Optimisme français. La France se veut optimiste, rêvant à une prise de conscience américaine. «Depuis plusieurs semaines, nous avons multiplié les contacts avec nos amis américains», souligne Dominique de Villepin. Il faut que les consultations s'intensifient encore, dans le cadre du Conseil de sécurité ou de toute autre enceinte, à l'instar de la conférence internationale proposée par la Russie. Il est clair que l'ensemble de nos Etats est prêt aujourd'hui à se mobiliser en faveur de la paix dans la région.» Concrètement, la France s'en tient à sa proposition de former des policiers et des militaires irakiens, et de créer une école de gendarmerie. Mais Paris ne traitant pas avec les forces d'occupation,

il faut attendre la formation d'un gouvernement provisoire reconnu, prévue le 30 juin. Avec son langage conciliant, la France ne veut plus apparaître comme un facteur de blocage ni comme la donneuse de leçons qui agace tant les Américains. Sur le procès de Saddam Hussein, le ministre se garde de préconiser une solution: «L'essentiel est que son procès soit instruit selon les règles internationales. Il faut trouver le meilleur mécanisme pour permettre aux Irakiens de s'approprier ce jugement. Il est important qu'ils puissent faire un véritable travail de justice et de deuil.»

VÉRONIQUE SOULÉ

U.S. gets pledges on Iraqi debt

Germany and France agree to seal a deal within the Paris Club

By Craig S. Smith

PARIS: Former Secretary of State James Baker 3rd received commitments from France and Germany on Tuesday to substantially reduce Iraq's towering foreign debt, a legacy of Saddam Hussein's ruinous wars and the crippling economic sanctions that followed them.

Both countries agreed to negotiate a debt reduction plan within the framework of the Paris Club, a group of 19 industrialized countries that have jointly worked to alleviate the financial obligations of over-indebted countries since 1956.

U.S. officials said the agreement called for work on the debt-reduction to begin before a sovereign government has been established in Iraq, a previous precondition of the Paris Club.

"We agreed to reduce the Iraqi debt burden within the mechanism of the Paris Club if possible in 2004," Baker told reporters in the courtyard of the Elysée Palace after meeting with President Jacques Chirac of France.

In Berlin, after talks between Baker and Chancellor Gerhard Schröder of Germany, a government spokesman, Bela Anda, said, "Germany and the United States agree that a solution to the debt question is essential for the reconstruction of Iraq."

But another spokesman said only that the United States and Germany would continue to hold talks over Washington's decision to bar countries like France, Germany and Russia from bidding on reconstruction contracts in Iraq worth about \$18.6 billion. The three countries all opposed the war.

"France, Germany and the United States agree that there should be substantial debt reduction for Iraq in the Paris Club in 2004, and will work closely with each other and with other countries to achieve this objective," the White House spokesman, Scott McClellan, said in Washington after Baker's



James Baker, Bush's Iraqi debt envoy, after talks with Chirac in Paris on Tuesday.

meetings in Berlin.

Reducing Iraq's debt is critical to rebuilding its devastated economy. Without clearing the country's books of some of the estimated \$120 billion in outstanding loans, governments and

companies will be reluctant to invest the amount of money needed to get the Iraqi oil industry back on its feet. In addition, much of any oil revenue the country generates would have to go toward interest payments.

Earlier this month, President George W. Bush named Baker as his special envoy to address the debt problem. Baker negotiated the restructuring of Latin

to see Paris Club countries cancel as much as 90 percent of the Iraqi debt due them, treatment that in the past has been reserved for so-called heavily indebted poor countries, mostly aid-dependent nations in Africa. With the world's second largest proven oil reserves, Iraq is unlikely to qualify for that description.

The best deal the Paris Club has ever cut with a developing country was a 66 percent debt reduction for the former Yugoslavia after the ouster of President Slobodan Milosevic.

But the Paris Club holds less than half of Iraq's outstanding debt and without substantial write-offs by the country's other creditors, even that deal would leave Iraq with a hobbling burden of old loans.

French officials said there had been no effort to tie a more aggressive debt reduction to lucrative reconstruction contracts in Iraq. Schröder, however, said last month that he favored forgiving some of Iraq's debt to help the country's economic recovery.

Gernot Erler, deputy leader in Parliament of the Social Democratic Party, told German radio on Tuesday that the chancellor "will have to ask Mr. Baker questions" about the reconstruction contracts. "This will certainly be a topic of these discussions," Erler said.

The New York Times

International Herald Tribune
Wednesday, December 17, 2003

Baker's talks in Paris and in Berlin were a step toward easing Iraq's towering debt.

America's mountain of debt in the 1980's.

Baker's current trip is only the opening phase of what will certainly be a marathon effort to pare the Iraqi debt down from what Paris Club members and other creditors are readily willing to give.

The Bush administration would like

Une délégation du Conseil irakien à l'Elysée

Paris et Bagdad se rapprochent alors que la France contestait jusqu'alors la légitimité de ce gouvernement.

Le hasard fait bien les choses. Jacques Chirac ne s'en doutait pas lorsqu'il a accepté, la semaine dernière seulement, de recevoir à l'Elysée une délégation du Conseil de gouvernement irakien. L'arrestation du tyran déchu ne change fondamentalement rien, mais Saddam Hussein est apparu si affaibli et pitoyable, que le prestige et la légitimité du Conseil de gouvernement s'en trouvent soudain rehaussés. Il n'y a pas longtemps, les diplomates français ne se privaient pas d'ironiser sur l'illégitimité de cet organe, nommé par l'administrateur américain Paul Bremer qui dispose de surcroît d'un droit de veto sur ses décisions. Il y a à peine deux mois, le ministre de l'Education irakien, de passage à Paris, n'était reçu que par un haut fonctionnaire...

Bonne volonté. Hier, l'importante délégation irakienne (outre le président du Conseil en exercice, Abdel Aziz al-Hakim, trois de ses membres sont venus à Paris, dont le chef kurde Jalal Talabani, ainsi que les ministres des Affaires étrangères et du Plan) a eu l'honneur d'être accompagnée par Jacques Chirac sur le perron de l'Elysée et de partager une conférence de presse commune

avec Dominique de Villepin qui a souligné que l'arrestation de Saddam était une «chance qu'il faut savoir saisir».

En gage de bonne volonté, Paris a proposé l'annulation d'une partie la dette irakienne dès 2004 dans le cadre du Club

de Paris (lire ci-dessous), tout en insistant *mezza voce* sur la nécessité d'une «transparence économique et financière», allusion à la «liste noire» américaine des pays antiguerre dont les entreprises ne pourront prétendre à certains contrats



Le président du Conseil irakien, Abdel Aziz al-Hakim (à gauche), et le chef kurde Jalal Talabani accueillis sur le perron de l'Elysée.

de reconstruction. Pour faire bonne mesure, le chef de la diplomatie française a annoncé l'ouverture à terme d'une école de gendarmerie en Irak. Abdel Aziz al-Hakim, qui a bien compris que Paris était près à beaucoup pour rester

dans le jeu et participer au gigantesque chantier de la reconstruction, en a profité pour demander la restitution des fonds gelés appartenant à l'ancien régime et le transfert de ceux appartenant aux Moudjahidin du peuple iraniens. Le conseil, dont l'actuel président est proche de Téhéran, a proclamé la semaine dernière l'interdiction en Irak de ce groupe d'opposition armée iranien, dont le QG est à Auvers-sur-Oise, en banlieue parisienne.

Souveraineté. Le Kurde Jalal

Talabani a rendu hommage à la France qui, a-t-il dit, s'est toujours tenue «aux côtés du peuple irakien». Difficile de ne pas y voir une pointe d'ironie venant d'ex-opposants qui ont longtemps dénoncé la collusion entre Paris et le régime de Saddam Hussein. Au-delà de l'heureuse coïncidence entre cette visite et l'arrestation de Saddam, qui permet à la France de ne pas avoir l'air trop hors jeu au moment où Bush savoure son triomphe, les intérêts de Paris et du Conseil de gouvernement irakien se sont nettement rapprochés ces derniers temps. La France estime que l'accord du 15 novembre, qui prévoit la mise en place au 30 juin d'une Assemblée et d'un gouvernement transitoires, est un pas dans la bonne direction, c'est-à-dire vers un retour à une souveraineté pleine et entière des Irakiens. Même si, a souligné Chirac, l'ONU doit retrouver «toute sa place» dans la gestion du retour à la souveraineté irakienne. Le chef de la diploma-

tie irakienne, Hoshiyar Zibari, s'est envolé hier soir pour New York où il doit détailler devant le Conseil de sécurité le calendrier menant jusqu'au 30 juin. De son côté, le Conseil de gouvernement veut échapper à un pesant tête-à-tête avec son parrain américain. Le processus mis au point par Bremer prévoit en effet des élections indirectes et la désignation d'une assemblée de notables. Washington tient en effet à garder un certain contrôle sur le processus de rédaction de la future Constitution. Or l'ayatollah Sistani, la principale autorité spirituelle des chiites d'Irak, n'a de cesse de réclamer des élections au suffrage universel direct que les chiites, majoritaires et mieux organisés, sont sûrs d'emporter. Mais un tel scrutin ouvrirait la porte à une possible souveraineté immédiate, voire à la proclamation d'une république islamique, ce dont Washington ne veut à aucun prix. ◀

CHRISTOPHE AYAD

Jalal Talabani, dirigeant kurde, membre du Conseil irakien de gouvernement :

«Normal que ceux qui nous ont libérés en profitent»

Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) et membre du Conseil irakien de gouvernement, était en visite hier à Paris. Il répond aux questions de *Libération*. **Comment se fait-il que vous ayez été le premier à annoncer l'arrestation de Saddam Hussein ?**

Un groupe de l'UPK était dans le coin où Saddam a été arrêté. Il m'a prévenu. Lorsque j'ai pu confirmer la nouvelle auprès des Américains, je l'ai annoncée.

L'UPK a-t-elle participé à la traque ?

Nos peshmergas n'ont pas participé à sa capture. Mais nos hommes ont fourni des informations qui ont mené à sa cachette.

Quel va être l'effet de cette capture ?

C'est le début de la fin des attaques terroristes en Irak, et un grand pas pour le processus démocratique. Bien sûr, l'arrestation de Saddam ne va pas stopper du jour au lendemain les attaques mais c'est un coup au moral de ses supporters. Ils vont être de moins en moins actifs. Quant aux islamistes d'Ansar al-Islam ou d'al-Qaeda, ils vont continuer, mais sans l'aide ni l'argent des saddamistes.

Quand Saddam sera-t-il jugé ?

C'est une question de semaines ou de mois. Il sera jugé en Irak par le tribunal spécial créé par le Conseil de gouvernement la semaine dernière et en vertu de la loi irakienne. Il y aura une participation internationale : les Iraniens, les Koweïtiens et d'autres peuvent déposer plainte. Des observateurs internationaux seront invités. Le procès sera public et Saddam sera libre de choisir sa défense.

Avez-vous l'impression que la France a changé d'attitude à votre égard ?

Le gouvernement français a toujours insisté pour un retour rapide à la souveraineté irakienne. L'accord que j'ai signé avec Paul Bremer, le 15 novembre à Bagdad, est un grand pas dans cette direction. Personnellement, j'ai toujours été reçu au Quai d'Orsay. Mais c'est vrai que l'Elysée est une nouveauté. Le peuple irakien n'était pas habitué à cela.

Jacques Chirac s'est-il plaint de l'attitude des Américains au sujet des contrats de reconstruction ?

Non. Le président Chirac a seulement dit qu'il en parlerait avec «nos amis les Amé-

ricains» (en français). Il ne faut pas tout mélanger. Les 18,5 milliards de dollars ayant été donnés par le contribuable américain, il me paraît normal que les Etats-Unis décident qui peut en bénéficier. Par contre, lorsqu'il s'agit de notre argent, nous sommes libres d'en disposer et de passer contrat avec qui bon nous semble. Pour être franc, il paraît normal aux Irakiens que ce soient ceux qui nous ont libérés qui en profitent.

Les pré-contracts passés par Total sous Saddam sont-ils valables ?

Ils ne sont plus valables, et ils devront être revus par le gouvernement qui sera nommé par l'assemblée transitoire.

Comment sera-t-elle désignée ?

Par des comités provinciaux. Nous préférons des élections, mais ce n'est pas possible dans ce délai. Par contre, l'assemblée qui écrira notre Constitution devra être élue.

Quid du Conseil de gouvernement ?

Il sera dissous, mais continuera à exister de manière informelle. Il a prouvé son utilité. ◀

Recueilli par CHRISTOPHE AYAD

Les Irakiens tentent de rassurer les entreprises françaises

PLUTÔT RASSURÉES mais néanmoins prudentes. Tel est, en substance, le sentiment partagé par les quelque 80 entreprises françaises qui ont rencontré, lundi 15 décembre au siège du Medef, la délégation politique irakienne conduite par Abdel Aziz Al-Hakim, président du Conseil de gouvernement intérimaire.

Tout juste arrivée en France pour rencontrer le président Jacques Chirac et le ministre des affaires étrangères Dominique de Villepin, cette délégation a commencé sa visite parisienne par le Medef. Dans une salle de réunion, à huis clos, face à un parterre de grandes sociétés (Total, Schneider Electric, Case-Poclair...) et de PME intéressées par le marché irakien, M. Al-Hakim a d'emblée marqué une certaine distance face à la coalition américaine : « Notre objectif est en premier lieu de mettre un terme à l'occupation de l'Irak via le transfert des autorités aux Irakiens le plus rapidement possible. »

Dans le même discours d'introduction, rapporté par plusieurs témoins, il a ajouté : « Aujourd'hui, nous nous adressons à nos frères en France, et étant donné leur longue

expérience et la relation passée avec le peuple irakien, [nous les invitons] à participer à la reconstruction de l'Irak, à venir [y] travailler. » Un peu plus tard, dans cette réunion de presque deux heures, cette même idée sera répétée par le ministre du plan, Mahdi Al-Hafez : « Nous sommes très intéressés de voir la France et les sociétés françai-

ses jouer un rôle important dans la reconstruction de l'Irak. »

Des propos qui cherchaient visiblement à toucher une assistance d'entrepreneurs pour le moins refroidis par les récentes déclara-

tions de l'Américain Paul Wolfowitz, numéro deux du Pentagone. Celui-ci avait invoqué, mardi 9 décembre, des raisons de sécurité nationales pour exclure les sociétés françaises – et toutes celles issues de pays opposés au recours à la for-



« Nous nous adressons à nos frères en France (...) [et les invitons] à participer à la reconstruction »

ABDEL AZIZ AL-HAKIM

Une exclusion justifiée, selon George W. Bush

Le président américain George W. Bush a justifié, lundi 15 décembre, son opposition à faire profiter les entreprises de pays opposés à la guerre en Irak des premiers appels d'offres pour les contrats de la reconstruction du pays. « Nous leur tendons la main et nous voulons qu'ils participent », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. « Mais l'idée de dépenser l'argent du contribuable en accordant des contrats à des entreprises n'ayant pas participé à la poussée initiale est une chose que je ne pouvais décider », a-t-il ajouté. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres moyens de participer, et nous sommes impatients de les inclure dans le processus », a-t-il souligné.

Les Etats-Unis avaient annoncé, la semaine dernière, l'exclusion des pays opposés à une intervention militaire en Irak – parmi lesquels l'Allemagne, le Canada, la Chine, la France et la Russie – des appels d'offres pour les principaux contrats de la reconstruction de ce pays. – (AFP.)

ce en Irak – des 18,6 milliards de dollars (15,1 milliards d'euros) d'appels d'offres concernant 26 contrats de reconstruction en Irak. Une annonce qui avait provo-

qué un tollé en Europe, la Commission de Bruxelles ayant alors expliqué qu'elle vérifierait que l'attribution de ces contrats soit conforme aux engagements pris par les Etats-Unis devant l'Organisation mondiale du commerce.

La France a été, ces dernières années, un partenaire économique important de l'Irak : dans le cadre du programme « Pétrole contre nourriture », géré par les Nations unies, près de 2,4 milliards d'euros de contrats français ont été signés entre 1996 et 2002. Parmi les plus importants, ceux d'Alcatel, de SDMO, de Renault Trucks ou encore de Peugeot (*Le Monde* du 1^{er} avril). Pour rassurer les entreprises françaises sur leur capacité à profiter de prochains contrats, le ministre irakien du plan a apporté des précisions : certes, l'attribution des 26 contrats de reconstruction, financés sur des fonds américains, serait décidée selon des critères américains. Pour autant, « aucune

condition n'est posée sur les entreprises de sous-traitance ».

Des sociétés françaises mais aussi allemandes, russes ou canadiennes pourraient être retenues comme fournisseurs par des entreprises signataires de ces contrats, qui



« J'ai bon espoir que les règles du jeu, qui excluent les entreprises françaises, évoluent »

ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE

devraient être conclus « d'ici à février 2004 », selon le ministre. Déjà, dans le cadre d'investissements privés mais sous contrôle de la coalition, Alcatel a pu participer à un contrat d'équipements, au côté de l'américain Motorola, comme sous-traitant de l'opérateur égyptien Orascom.

Dans un même souci d'apaisement, M. Al-Hafez a précisé que les contrats financés par les autres fonds recueillis à Madrid, en octobre, lors de la conférence des pays et organismes donateurs pour la reconstruction irakienne - environ

13 milliards de dollars - étaient ouverts : « Il n'y a aucune restriction sur les sociétés qui peuvent y accéder », a-t-il précisé. Des propos positifs pour la France qui ont été suivis, quelques heures plus tard, par des déclarations, positives pour l'Irak, de M. de Villepin : il a annoncé que la France pourrait envisager « des annulations de dette appropriées »

« Je suis heureusement impressionné par cette rencontre, a expliqué, à l'issue de la réunion, Thierry Courtaigne, directeur général du Medef International. Les entreprises françaises sont présentes depuis plus de trente ans en Irak. Si elles savent s'adapter à la nouvelle donne, elles ont largement leur place. » Un optimisme partagé par Ernest-Antoine Seillière, président du Medef : « L'arrestation de Saddam Hussein est de nature à faire évoluer la position des uns et des autres. J'ai bon espoir que les règles du jeu, qui excluent les entreprises françaises, évoluent. »

« La venue en France [des Irakiens] est un bon signe, a commenté, après la réunion, Jihad Feghali, PDG de Nutris Co, qui

représente plus d'une centaine d'entreprises en Irak. On les sent soucieux de garder leur liberté de pensée, faute d'avoir réellement la liberté d'agir. » D'autres entrepreneurs s'interrogent. « Nous attendons d'ici à la fin du mois un appel d'offres du gouvernement irakien concernant les programmes de santé pour 2004. Nous espérons qu'il n'y aura pas de discrimination », explique Francis de Monredon, de Care International, qui représente cinq sociétés pharmaceutiques en Irak.

Certains ont exprimé encore plus de doutes. « Les dirigeants sont restés très évasifs. Total a posé une question sur les contrats de modernisation des installations pétrolières. La réponse des Irakiens a été floue », explique l'un d'eux. Les propos du ministre du plan, qui a précisé au

cours de la réunion que « les besoins de l'Irak sont définis par les Irakiens eux-mêmes », n'ont pas totalement convaincu cet autre homme d'affaires, qui, ces dernières années, se rendait cinq à six fois par an à Bagdad : « Ces dirigeants nous disent, en substance, rendez-vous en juillet 2004, lorsque les Américains nous auront passé les commandes. Mais quelle est réellement

la représentativité de ces personnes, choisies par les Américains ? Sont-elles acceptées sur place et vont-elles rester après le 1^{er} juillet ? »

Pour Jack Sarnelli, conseiller économique pour la France à Bagdad entre 1996 et 2001, quelles que soient les incertitudes, « il faut occuper le terrain et maintenir ce



« Les besoins de l'Irak sont définis par les Irakiens eux-mêmes »

MAHDI AL-HAFEZ

capital de relation ». Mais la sécurité dans le pays reste au centre de toutes les préoccupations, comme l'indique Jean-Claude Schneider, directeur export de Case-Poclair, entreprise de matériel de travaux publics présente depuis trente-cinq ans en Irak : « S'il y a une instabilité continue, les entreprises ne pourront même pas envoyer des salariés pour réaliser ne serait-ce que les études de faisabilité. »

L. Be.

La CIA forme de nouveaux agents irakiens

Isabelle Lasserre

C'est la dernière parade imaginée par Washington pour contrer les groupes de guérilla qui s'en prennent aux soldats de la coalition en Irak. La CIA a été chargée de financer et de former, avec l'aide de la Jordanie, une agence irakienne de renseignement.

Malgré une intensification des opérations antiterroristes américaines, les attaques lancées par des groupes de guérilla baasistes ou islamistes contre les soldats de la coalition se poursuivent. Et ralentissent les efforts de reconstruction. Les responsables militaires américains l'ont récemment reconnu : il est urgent de développer la qualité et la quantité des renseignements.

Le Conseil de gouvernement transitoire irakien a déjà annoncé mercredi dernier la création d'une unité spéciale, composée d'anciens militaires et de policiers irakiens chargés de lutter contre la guérilla baasiste. La formation d'un service

de renseignement irakien est gérée, elle, de Washington. Deux responsables d'une organisation d'exilés irakiens ont été invités la semaine dernière au siège de la CIA, en Virginie, pour mettre au point les détails de la création de ce nouveau service.

Selon le *Washington Post*, le ministre irakien de l'Intérieur a été choisi pour diriger provisoirement l'agence irakienne. Nouri Badran connaît bien la maison : il a collaboré avec la CIA pendant dix ans afin d'encourager des coups d'Etat contre le régime de Saddam Hussein. Avec le succès que l'on sait...

Le nouveau service, qui pourrait entrer en fonction dès février 2004, devrait être composé d'anciens responsables du régime de Saddam, triés sur le volet. Un choix censé permettre une pénétration plus facile des milieux baasistes. Mais qui fait grincer des dents certains responsables du Pentagone ainsi que le chef du Congrès national irakien (CNI) Ahmed Chalabi. Le budget de fonctionnement de l'agence, assure en tout cas le quotidien

américain, a déjà été approuvé par le Congrès dans une annexe confidentielle du budget 2004.

Pour contrer les opérations de la guérilla en Irak, Washington compte aussi sur la technologie. Le Pentagone prévoit ainsi de développer un laser expérimental, qui servira de « microphone virtuel » pour détecter et frapper les tireurs embusqués. Mis au point en Californie par la compagnie Mission Research Corporation, ce laser devrait être capable de localiser l'origine des coups de feu en détectant le mouvement de particules compressées par l'onde de choc provoquée par la balle tirée.

La mise au point de ce laser, comme celle d'autres armes dernier cri, a récemment été accélérée par les chercheurs du Pentagone, qui tentent de trouver des solutions pour réduire la guérilla. Seul problème : l'option du tout-technologique a montré ses limites en Irak depuis la fin des opérations militaires, lorsqu'elle n'est pas accompagnée d'un programme politique et social.

LE FIGARO MARDI 16 DÉCEMBRE 2003

Contracts in Iraq ■ By Claudia Rosett

Bush is right to snub the 'axis of avarice'

December 17, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

WASHINGTON With Saddam Hussein finally in custody and the future of Iraq looking a little more secure, we're hearing calls for President George W. Bush to rip up the list of countries that the United States has deemed eligible to bid on prime contracts for rebuilding Iraq.

Bush should stick to his guns; that list of 63 countries, all of whom helped the American-led coalition, was good policy. But it's important to be clear about why it is a good idea — because in the pifata grab for the \$18.6 billion in reconstruction contracts, some basic points have gotten lost.

First, it is wrong of critics to frame inclusion on the list as a "reward" to America's allies, or to say that countries left off it, like Russia, France and Germany, are being "punished."

Taxpayer-financed contracts should never be doled out as a reward — that is precisely the kind of mind-set the United States needs to be trying to banish from Iraq, where the previous regime operated entirely on patronage.

Rather, the list is predicated on deciding which countries can best be trusted to oversee huge rebuilding contracts in ways that square with the American goal of promoting a stable, free Iraq.

As Bush put it, "friendly coalition folks risked their lives, and therefore the contracting is going to reflect that." Assistant Secretary of Defense Paul Wolfowitz noted another prime concern: "protection of the essential security interests of the United States."

There's been little in the last year to suggest that Russia, France and Germany share any of these goals. There is plenty of evidence, however, that they constitute an Axis of Avarice.

Remember, plenty of money flowed through Saddam's Iraq, starting with the big debts the dictator ran up in the 1980's before the Gulf War and the subsequent United Nations sanctions. Many countries took part in that frenzy

of lending, including Japan as the No. 1 sovereign lender. Then came Russia, France, Germany and, yes, the United States as No. 5.

However, in the 1990's, as the Iraqi dictator's depravities became increasingly evident to the rest of the world, that list narrowed. Under the United Nations oil-for-food program, the despot got to tap his preferred business partners.

And over the course of the seven-year program — involving the sale of \$65 bil-

lion worth of oil and purchase of \$46 billion worth of supplies and services — he turned to contractors in the countries that ultimately proved most energetic in protesting his ouster: Russia, France and, to a lesser extent, Germany and China.

What began as a relief program for Iraqis suffering under sanctions turned into a multibillion-dollar contracting business flowing through the shrouded books of the United Nations. By the end, the Russians were selling the Baathist

elite luxury cars, the French were providing broadcasting equipment for the Information Ministry and the Germans and Chinese worked on the phone system.

The United Nations refused to disclose anything beyond the generic details of the contracts — the public still doesn't know the actual names of the contractors, what they earned and what they shipped to Iraq. Now, with control over the remains of the program shifting to the Coalition Provisional Authority, those records should be released.

Not only should the Iraqi people know what their money went for, the data could provide an illuminating context for the current Russian, French and German indignation over the American contracting list, and for the diplomatic jousting of the past year.

Full disclosure might also help us figure out which foreign contractors were deeply complicit with the Baathist re-

gime and which simply shipped in rice at a reasonable price.

In any case, Old Europe's indignation over the list is a marvel of hypocrisy. When Saddam specified under the oil-for-food program that the billions generated by the program all flow through one French bank, BNP Paribas, President Jacques Chirac of France did not indignantly demand, in the interest of fair play, that the business be divided among banks of various nations.

It is also curious that Russia, which in its own post-tyranny days received billions in aid, only to default on its debt 1998, is now demanding back from free Iraqis every nickel it cheerfully loaned to the dictator.

This is not to say the list is perfect. Saudi Arabia is among the 63 countries included, which conjures intriguing visions of the bin Laden family's construction business making a bid. The list could be improved by breaking it into two tiers, with countries that are making the transition to democracy (Poland, Romania and Mongolia for example) getting preference over dictatorships (like Uzbekistan).

Staying flexible is important: keeping open the option of revising the list could provide greater leverage for James Baker, who has been tapped to persuade Russia, France and Germany to forgive loans made to the former regime.

Perhaps the capture of Saddam will convert the Axis of Avarice into wholehearted investors in the cause of a free Iraq. But in a free and fair society, state-financed contracts need to serve the customers, not the contractors — and certainly not the heads of state who howl loudest and contribute least.

The writer is a senior fellow with the Foundation for the Defense of Democracies in Washington.



Chappatte
Inf'l Herald Tribune

La vraie bataille commence aujourd'hui

Un Nuremberg du baassisme s'impose. Pour la paix du monde, pour servir de précédent régional et pour la paix des vingt-cinq millions d'Irakiens

PAR
ANTOINE BASBOUS*

usés par trente-cinq années de dictature. Naturellement, c'est au peuple irakien lui-même qu'il reviendra de juger Saddam. Mais comme les Irakiens n'ont ni l'expérience ni l'expertise nécessaires à la bonne tenue des débats, le Conseil de sécurité de l'ONU devra désigner des juges internationaux pour venir à leur secours. Mais, en tout état de cause, le verdict final devra être irakien, car il importe que le jugement de ce dictateur, les concernant en premier chef, ne

leur échappe point. C'est, pour le peuple irakien, le seul moyen de recouvrer la paix intérieure et la sérénité.

Oui, il faut qu'un procès ait lieu afin que les Irakiens puissent enfin exorciser le traumatisme consécutif à des années de terreur et de violences sangonnières et bénéficier d'une thérapie de choc élargie au niveau national. Ce procès public, équitable, devra soumettre tous les dignitaires de l'ancien régime à la loi internationale. Le

peuple irakien doit enfin pouvoir comprendre les rouages et la dynamique du pouvoir saddamien, les mécanismes de la tyrannie et de la répression féroce qui se sont abattues sur lui.

Pour comprendre les mécanismes d'un tel tyran, son instinct prédateur, les experts devront se pencher du côté de sa petite enfance. Orphelin battu et malmené par son beau-père, recueilli par son oncle maternel et soumis à une pauvreté inouïe dans son village de al-Oja, à proximité de Tikrit, l'ambitieux

Saddam a commencé à se faire respecter dès lors qu'il sut rendre coup pour coup aux autres enfants. Toute sa vie s'est jouée sur un rapport de force exercé sans limites ni aménité, sans aucun sens de la justice, éliminant tous ceux qui pourraient s'attaquer à lui, à ses proches, à ses institutions. Ce mécanisme

Les saddamiens ne pourront jamais se satisfaire de l'humiliante reddition de leur chef si redouté

de cruauté préventive et permanente a hélas fait des émules, essaimé parmi ses proches et son armée de seconds.

C'est pourquoi il est fort à craindre que les saddamiens ne pourront jamais se satisfaire de l'humiliante reddition sans résistance de leur chef si redouté. Celui qui faisait trembler un peuple entier n'a tiré aucune

balle, n'a pas même tenté de se battre pour se défendre. Il n'a pas même eu l'élémentaire dignité de se suicider. Le découvrir ainsi clochardisé avec sa barbe et ses cheveux hirsutes, se laissant docilement examiner la tête et la denture par un médecin américain va dégoûter et décourager tous ces hommes qui, si longtemps, ont suivi le dictateur tant par crainte que par

appât du gain et du pouvoir. Les baasistes vont enfin comprendre que ce chef, redouté de

toutes leurs fibres, n'était qu'une hyène, s'acharnant sur les faibles sans pour autant faire preuve de courage au moment critique. Que vont-ils faire désormais ? Il est fort à parier qu'ils chercheront à quitter l'Irak. Les fortes sommes d'argent dont ils disposent auront du mal à faciliter un exil d'autant plus délicat qu'aucun État, en ce moment,

ne prendra le risque de défier les Américains ragailardis par la capture de Saddam.

Ce coup de force ne doit pas nous faire oublier l'enjeu principal du conflit, l'islamisation du Moyen-Orient. Certes, cette capture, aboutissement de huit mois de traque, va momentanément donner une bouffée d'oxygène aux Américains. Cet élan de joie provisoire partagé par le peuple irakien enfin libéré de la peur du tyran ne doit pas faire

oublier que les partis islamistes ont toujours le vent en poupe. Leur doctrine continue de fonctionner. Ben Laden aurait ordonné le transfert de 350 combattants d'Afghanistan vers l'Irak, les candidats au suicide kamikaze ne manquent pas, toutes les opérations ciblant les forces américaines en Irak furent vraisemblablement perpétrées par des hommes de Ben Laden.

La composante irakienne de l'opposition armée va certes décliner, mais l'autre frange de ce pôle combattant, s'inscri-

vant dans la durée et voulant faire de l'Irak une terre de djihad a de beaux jours devant elle. L'offensive de Ben Laden va se poursuivre et s'accélérer, peut-être même fédérer les mécontents qui disposent toujours de 4 000 km de frontières poreuses dans lesquelles pourront s'infiltrer de nouvelles vagues de kamikazes continuant à frapper les cibles américaines et alliées et faisant de l'Irak l'Afghanistan des États-Unis. Une perspective d'autant plus redoutable que le territoire irakien peut facilement recueillir les moujahidins de toutes origines, situé qu'il est au cœur du Moyen-Orient, non loin d'une Arabie Saoudite accessible non par une, mais six frontières peu contrôlées. L'Irak est en train de devenir une nouvelle terre de djihad. C'est tout l'enjeu de la véritable bataille qui commence au lendemain de la capture de Saddam.

* Fondateur et directeur de l'Observatoire des pays arabes.

L'ONU « ne doit pas échouer de nouveau », prévient le ministre irakien des affaires étrangères

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a été soumis à forte pression, mardi 16 décembre, avec l'intervention du « ministre » des affaires étrangères irakien, Hoshiyar Zebari, devant le Conseil de sécurité de l'ONU. A la suggestion de la France et de l'Allemagne, le ministre était venu présenter à l'ONU l'accord intervenu le 15 novembre entre la coalition et le

Conseil intérimaire de gouvernement irakien sur le calendrier de formation d'un gouvernement provisoire censé prendre la relève de l'administrateur, Paul Bremer, le 30 juin 2004.

Dans son discours public, M. Zebari a eu des mots très critiques pour les Nations unies. « L'ONU n'a pas réussi à aider à sauver le peuple irakien d'une tyrannie meurtrière qui a duré plus de trente-cinq ans. Aujourd'hui, les milliers de

victimes que nous déteignons sont comme l'horrible testament de cet échec », a-t-il dit, avant d'ajouter : « L'ONU ne doit pas échouer de nouveau avec le peuple irakien. » Une même volée de bois vert a été administrée aux pays qui s'étaient opposés à la guerre, rangés dans la catégorie des « pays qui voulaient apaiser Saddam Hussein », par opposition à « ceux qui voulaient le mettre devant ses responsabilités ». « Régler ses comptes avec les États-

Unis ne devrait pas se faire au détriment de l'aide à apporter aux Irakiens pour assurer la stabilité du pays », a-t-il dit.

Bien que l'accord du 15 novembre ne comporte pas la moindre référence à l'ONU, le ministre n'a pas jugé contradictoire de solliciter l'aide de l'Organisation. Il a reproché à Kofi Annan d'avoir nommé un représentant par intérim basé à Chypre et non à Bagdad. Devant la presse, il a quasiment accusé le personnel des Nations unies de cowardise, estimant qu'il était certes « très triste » d'avoir eu à subir les attaques ter-

roristes, comme celle qui a coûté la vie à 22 personnes le 19 août, mais que c'était le lot quotidien des Irakiens. « Il faut se montrer à la hauteur du défi », a-t-il dit. Il a indiqué que le gouvernement irakien « prendrait en charge la sécurité » des personnels si la coalition ne s'en chargeait pas, une proposition jugée dérisoire à l'ONU.

UNE TÂCHE « URGENTE »

Pendant les consultations, le ministre a assuré que l'accord du 15 novembre faisait l'objet d'un consensus quasi définitif des représentants des différentes fac-

tions. Il a minimisé les divergences apparues avec l'un des principaux leaders chiïtes, l'ayatollah Ali Al-Sistani.

Le différend porte sur la méthode de désignation du gouvernement provisoire qui devra succéder à la coalition. Des élections favoriseraient les chiïtes, majoritaires dans le pays. La semaine dernière, l'ayatollah Al-Sistani a fait savoir qu'il s'en remettrait à l'ONU pour décider de leur faisabilité dans une période aussi courte. Mardi, M. Zebari a affirmé qu'il suffirait que le Conseil délivre à Bagdad le message que les élec-

tions sont impraticables et « on n'en parle plus », résume un ambassadeur, interloqué. A la sortie de la réunion, les diplomates ont fait mine de ne pas avoir entendu les propos désagréables du ministre. En privé, certains ont été plus directs. « Il ne manque pas d'air », a commenté un membre non permanent du Conseil.

Le secrétaire général n'a pas changé d'avis. Il estime que la sécurité n'est pas suffisante pour remplir en Irak une mission qui n'est toujours pas claire. Il lui faut aussi se garder, désormais, de se laisser entraîner à arbitrer entre les fac-

tions irakiennes. Sur cette question du système électoral, il a rendu un jugement équilibré. Il a souligné que, la formation d'un gouvernement provisoire étant une tâche « urgente », le temps manquait peut-être pour l'organisation d'élections « libres, justes et crédibles ». Mais il a mis en garde en même temps contre la solution retenue - la sélection de représentants par des organismes locaux. Le processus doit être « entièrement représentatif et transparent », a dit Kofi Annan.

Corine Lesnes

Les non-dits de l'engagement japonais en Irak

POURQUOI LE JAPON, qui a annoncé son intention d'envoyer des troupes en Irak, s'engage-t-il en dépit des risques qu'implique une telle intervention, dont témoigne l'assassinat de deux de ses diplomates ? La myopie du gouvernement de Junichiro Koizumi, qui depuis l'attaque anglo-américaine en Irak apporte un soutien inconditionnel à Washington, n'est qu'un élément de réponse. Derrière cette allégeance, se profile un aggiornamento diplomatique-militaire destiné à affranchir le Japon des contraintes pacifistes de l'après-guerre.

Démontrer sa fidélité à l'allié américain et contribuer à la reconstruction de l'Irak sont les raisons invoquées par Tokyo pour y déployer ses soldats. Le traumatisme de la guerre du Golfe, lorsque la contribution financière nipponne fut accueillie avec dédain par les pays de la coalition, hante les dirigeants nippons. Par la suite, le Japon s'est employé à être présent sur le terrain dans le cadre d'opérations de consolidation de la paix (au Cambodge ou au Timor-Oriental) sous l'égide des Nations unies, et il a étendu la sphère du traité de sécurité avec les Etats-Unis aux zones limitrophes de l'Archipel.

Depuis le 11 septembre 2001, il a voté des lois sur l'état d'urgence puis sur l'envoi de troupes en Irak dans le cadre de la reconstruction. Elles sont destinées à contourner une Constitution qui lui interdit de participer à des combats ou même à des opérations de sécurité collective.

Cette fois, Tokyo franchit une

étape supplémentaire, car non seulement l'ONU est absente, mais la situation est loin de répondre aux conditions de sécurité définies par le législateur : il s'agit moins de « reconstruction » que d'une intervention, non combattante certes, au côté de l'occupant dans un pays en guerre. Peut-il y avoir une solidarité non belligérante en Irak ?

Fort de la victoire de la coalition gouvernementale aux législatives du 9 novembre, M. Koizumi estime que les électeurs lui ont donné le feu vert pour déployer des soldats en Irak. Ce n'est pas ce qu'indiquent les sondages : huit Japonais sur dix y sont hostiles. La marge de manœuvre de Tokyo s'était aussi réduite : reculer aurait provoqué l'ire de Washington et pouvait apparaître comme une capitulation devant le terrorisme. Si des soldats japonais sont tués, M. Koizumi risque cependant d'être dans une situation encore plus délicate. Tenu pour responsable des premiers morts japonais dans des combats depuis la défaite de 1945, son gouvernement y survivra-t-il ?

Quelle conséquence aura une riposte des soldats japonais attaqués causant des victimes irakiennes : au Moyen-Orient, où Tokyo mène une politique de coopération active avec les pays arabes (en gardant ses distances avec Israël) et avec l'Iran, d'où proviennent 90 % de ses approvisionnements en pétrole ? En dépit d'une opinion hostile, pourquoi M. Koizumi prend-il tant de risques pour un déploiement somme toute symbolique de six cents hommes ?

Derrière cette décision, se profile une question largement éludée : les relations avec les Etats-Unis. Ces relations patron-client, vainqueur-vaincu d'hier liés par un traité militaire, ont longtemps servi les deux côtés : les Etats-Unis maintenaient le Japon dans une situation de puissance suspendue, tandis que celui-ci se concentrait sur l'expansion économique en offrant aux Américains des bases militaires-clés dans le Pacifique. La guerre froide est finie, et le Japon est la seconde puissance économique mondiale. Mais rien n'a changé dans sa dépendance.

UNE CONSTITUTION CAMISOLE

Les relations entre les deux alliés n'ont jamais été meilleures, avec un premier ministre qui se proclame « proaméricain de cœur ». Avec l'affaire irakienne, les Japonais ont pris conscience des risques d'une alliance inconditionnelle, qui ne sert pas forcément leurs intérêts nationaux. Ils ont constaté en même temps qu'ils n'avaient pas le choix : bien que pesant, le traité de sécurité est une garantie face à la menace de la Corée du Nord. La Constitution, qui interdit le recours à la force dans le règlement des conflits, est une camisole à toute ambition d'autonomie : toute « désaméricanisation » passerait par un « déverrouillage » de la Loi fondamentale.

Ce sera la première fois depuis 1945 que des troupes japonaises se trouveront dans des zones de combat. Elles auront à se défendre, mais, étant donné les limites imposées à l'utilisation de leurs armes,

elles devront être protégées par les troupes alliées. Cette situation intenable appelle logiquement la révision de la Constitution. La présence des troupes japonaises en Irak va mettre l'opinion devant ces contradictions et, fort opportunément, M. Koizumi a chargé une commission de réfléchir à une révision constitutionnelle pour 2005.

L'envoi de soldats en Irak est un nouveau pas vers une normalisation du Japon, slogan d'une poignée de politiciens dans les années 1990 épousé aujourd'hui par un nombre croissant d'élus de la majorité comme de l'opposition démocrate favorables à une plus grande autonomie du Japon en matière de défense. Et il s'est ouvert dans l'Archipel un débat, impensable il y a deux ans, sur la sécurité, le rôle de l'armée, le déploiement de missiles et même la possession de l'arme nucléaire.

La diplomatie japonaise est entrée dans une phase de transition. L'envoi de troupes en Irak est-il un pas vers une progressive reprise en main de son destin par le Japon ? Où cette « realpolitik » situera-t-elle l'Archipel sur l'échiquier mondial, et en particulier face à la puissance chinoise ? Le Japon vise-t-il une certaine autonomie stratégique à l'égard des Etats-Unis ou simplement une plus grande marge de manœuvre pour appuyer ceux-ci ? Autant de questions sous-jacentes aux motivations de l'envoi des soldats en Irak sur lesquelles le gouvernement reste muet.

Philippe Pons

Le Monde

18 DÉCEMBRE 2003

Case against Saddam has a 12-year head start

By Susan Sachs

BAGHDAD: Any court to try Saddam Hussein will have a head start on building a case against the former Iraqi leader, thanks to efforts by Iraqi exiles, Kurdish groups and international human rights organizations over the past decade to prove that the former Iraqi leader was responsible for genocide and other international crimes.

A case against Saddam, one that would meet the standards of evidence required for conviction before an international war crimes tribunal, is not yet completed, lawyers with those groups said.

But the work done over the past 12 years could fairly quickly become the basis for a prosecution, they added, especially a prosecution of charges by Iraqi Kurds that Saddam ordered the use of chemical weapons against civilians, destroyed Kurdish villages and murdered Kurds on a large scale.

So far, there has been much less progress made toward creating a tribunal in Iraq than on assembling and analyzing mounds of potential evidence against Saddam and his government. The Iraqi Governing Council, under the supervision of the U.S. occupation administration, voted only last week to create a special Iraqi war crimes court.

Iraqis on the council said they could not predict when the court would be operational because they do not yet have a building, staff, money, judges or security for the tribunal. Several of the Iraqi political leaders also have said they do not want to conduct trials while the country is under occupation.

But the insistence that Saddam and

Documents were seized by the Kurds in 1991, when they rebelled against Saddam.

his aides be tried in Iraq, by Iraqis, appeared almost universal.

This week President George W. Bush declined to say whether Saddam should go before the special tribunal established in Iraq. He said he would "work with Iraqis to develop a way to try him that will withstand international scrutiny."

Many Iraqis have not forgotten that the first President Bush allowed Saddam to remain in power after Iraq's defeat in the Gulf war in 1991, leaving him a free hand to suppress a Shiite Muslim rebellion with great brutality.

Having seen the former Iraqi president supported over the past 35 years by a succession of Arab, European and American leaders, many Iraqis remain intensely wary of foreign interference in a war crimes tribunal.

"We have just people here in Iraq who can judge him with the assistance of international experts, jurists with experience in other tribunals and academics," said Mufid Muhammad Juwad al-Jazairi, a former exile who is now the culture minister in the transitional government.

"A tribunal set up outside Iraq could be subject to political pressure from this or that side and manipulated more than it would be if the trial is held in Iraq," Jazairi added.

One of the few contrary views, so far, has come from one of Saddam's daughters, Raghad, who received asylum in Jordan with her mother and a sister after

the war. In an interview Monday with the Arabic satellite television station Al Arabiya, she said her father should be judged by an international court.

"Where's the democracy?" demanded Raghad Hussein, whose husband was executed by her father. "Where's the immunity that every president has?"

Against the backdrop of questions about a tribunal, however, human rights experts have been working since the fall

of Baghdad in the spring to assemble cases against members of the former government on charges of war crimes, crimes against humanity and genocide.

Tons of documents were seized by the Kurds in 1991, when they again rebelled against Saddam. Under American and British protection, they shipped the police and investigation files to the United States for analysis and safe-keeping.

Sandra Hodgkinson, head of a transitional justice group at the occupation authority, has said that the Iraqis have been concentrating on eight different events during Saddam's tenure, including the Kurdish killings and reported executions of Shiite Muslims from 1979 onward, that could be the basis for prosecution under international laws.

Should Saddam be brought to trial on charges of his government's brutal campaign against the Kurds, he is likely to defend his actions rather than deny them, according to a Baghdad lawyer with close ties to the old government.

"Let's say the Russians occupied some American land," said the lawyer, Badie Arief Izzat, who was a prominent Baath Party member and who still speaks admiringly of Saddam. "Wouldn't you defend it and use all kinds of weapons?"

The New York Times

Iran to let UN inspect nuclear sites

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran will sign an agreement on Thursday to allow intrusive inspections of its nuclear sites, Vice President Gholam Reza Aghazadeh said Wednesday.

"Iran has decided to sign the protocol to prove that the Iranian nuclear program is for civilian purposes," said Aghazadeh, who is also the head of Iran's Atomic Energy Organization, the official press agency IRNA reported.

"Signing the protocol will also end the propaganda campaign against the nuclear program."

Iran, under international pressure, agreed on Oct. 21 to sign the additional protocol to the Non-Proliferation Treaty after an unexpected visit by the foreign ministers of Britain, Germany and France. It agreed to suspend its uranium enrichment program and allow unfettered inspections but demanded technical cooperation for its peaceful nuclear energy program.

Aghazadeh called on the three European countries Wednesday to honor their pledges and to help release nuclear equipment that Iran has purchased. Many countries, especially European states, are holding equipment that Iran has bought, he told reporters.

The International Atomic Energy Agency condemned Iran's 18-year-old secret nuclear program last month and said Iran had produced small amounts of plutonium that could be used to

make nuclear weapons. But the agency refused to send Iran's case to the Security Council for sanctions and instead decided to encourage Tehran's recent openness.

Iran's major nuclear partner, Russia, refused this week to deliver nuclear fuel to Iran unless it signed the protocol. Russia helped Iran build a nuclear reactor in the southern city of Bushehr.

Signing the protocol will allow nuclear inspectors from the United Nations to conduct unexpected inspections of all nuclear sites. The agreement, however, must be approved by Iran's parliament and a watchdog organization before it becomes law.

Aghazadeh said the additional protocol would be signed in Vienna by a Foreign Ministry representative.

Last month, Ali Akbar Salehi stepped down as Iran's representative to the UN nuclear agency. His successor has not yet been appointed.

The New York Times

The New York Times

December 18, 2003

Des « martyrs » d'Al-Qaida renforcent les combattants irakiens

RAMADI

de notre envoyée spéciale

Six tombes sont alignées dans le désert, à la lisière des palmeraies qui longent l'Euphrate. Deux portent une inscription lisible : « Abdallah le Saoudien » et « le Martyr syrien ». Ce sont les sépultures - à ras du sol, comme le veut la coutume wahhabite - de six « martyrs » étrangers, tombés au combat contre les Américains.

« Ils auraient pu se rendre, mais ils ont résisté. Ils étaient venus pour mourir », disent avec respect les habitants d'un quartier isolé de Ramadi, à 100 km à l'ouest de Bagdad. En témoignent les trous d'obus et les gravats dans ce qui reste de la maison où ils furent tués. Certains voisins parlent sans réticence. « Ils sont arrivés de Syrie en octobre, quatre Saoudiens et deux Syriens. Il y avait un accord depuis la Syrie pour qu'ils soient logés ici par l'imam irakien qui était leur responsable ; celui qui venait les voir », dit le menuisier Mohammed Sebtî. Le plus jeune avait 19 ans au plus. « C'était le seul qui parlait un peu. » L'aîné avait au moins 40 ans. « J'ai vu son passeport syrien, avec des lettres à son frère et à ses enfants, auxquels il léguait ses magasins... Il était très riche », précise le menuisier.

Selon son récit, les Américains, informés par un « dénonciateur, sont arrivés le soir du sixième jour de ramadan », encerclant tout le quartier avec « des dizaines de chars et des hélicoptères ». D'abord, « tous les hommes des

maisons voisines furent menottés et rassemblés dans un enclos à l'écart ». De crainte qu'ils ne se joignent au combat.

Puis, par haut-parleur, les six étrangers furent sommés de se rendre. En réponse, ils ouvrirent le feu. « Ils avaient des kalachnikovs, des mortiers, des lance-roquettes... Ils ont résisté trois heures. Les Américains

De l'avis général, ces étrangers sont les seuls capables de mener des attentats-suicides dans le pays

ont eu des morts. On en a vu un. »

Au matin, des policiers irakiens ont emmené les corps de ces musulmans devenus « martyrs » - la preuve en étant qu'ils « sentaient le musc » (on embaume le corps des martyrs de musc avant de les enterrer), disent les voisins. Une tribu a offert son cimetière, les chefs sunnites locaux les ont enterrés. Des graffitis ornent désormais les murs de la maison en ruine. A côté de versets du Coran, les inévitables « Vive Saddam ! », « Mort aux Américains ! » et « Mort aux juifs ! » - deux noms utilisés indifféremment, dans cette société du triangle sunnite encore profondément tribale et anti-israélienne, pour désigner ses ennemis. Le lendemain, « deux hommes au visage couvert d'un chèche, dit encore le menuisier, sont venus en voiture chercher les dollars et les papiers cachés dans un trou que les Américains n'avaient pas vu. Mais l'imam qui les dirigeait n'est plus revenu ».

Plus tard, de jeunes Irakiens de l'Armée de Mahomet - un nom que se donne la résistance locale - ont assuré au Monde qu'il s'agissait de six « martyrs d'Al-Qaida, qui venaient d'arriver et n'ont pu mener que deux opérations : une attaque de convoi et une bombe qu'ils ont fait exploser dans la base américaine voisine où ils s'étaient infiltrés ». Un communiqué américain avait seulement fait état, début novembre, d'un « groupe de terroristes arabes » tués près de Ramadi.

Selon les jeunes de l'Armée de Mahomet, « Al-Qaida a d'abord envoyé 30 hommes dans la région, peu avant la guerre. Maintenant, ils sont 150. Ils sont organisés à part, avec leurs propres signes de reconnaissance. Mais il y a des Irakiens qui s'occupent d'eux. » Et les nouvelles, ou les rumeurs, circulent apparemment entre les groupes. « Il arrive qu'on prenne des étrangers dans nos opérations, précisent les jeunes Irakiens, mais seulement après les avoir testés, en les mettant en première ligne. Ils reçoivent ensuite de faux papiers d'identité irakiens. »

Un ancien officier de renseignement irakien, qui travaille avec les Américains, estime, de son côté, à

300 le nombre des membres d'Al-Qaida dans l'ouest du triangle sunnite, où l'on « essaie de les marier à des Irakiennes ». Même si, assure-t-il, « la majorité des sunnites ne

les aiment pas, et n'aiment pas les voir tuer sans états d'âme des musulmans lors de leurs opérations, sous prétexte que ces victimes innocentes deviennent des martyrs et vont au paradis, au même titre que les kamikazes eux-mêmes ».

Rien ne prouve que les membres d'Al-Qaida en question le soient réellement, plutôt que des islamistes envoyés par d'autres filières. Mais ces étrangers, quels qu'ils soient, sont les seuls, de l'avis général, capables de mener des attentats-suicides en Irak. « Des chiites pourraient le faire, mais ceux-ci ne participent pas à la résistance, alors que pour un sunnite d'Irak c'est inconcevable », affirme le professeur de sciences politiques Hafez Alwan Hamadi, lui-même sunnite et originaire de Ramadi.

Mais la logistique nécessaire à ces attentats est nécessairement irakienne. Et elle peut être aussi bien celle des réseaux islamistes que baasistes (du nom du Baas, le parti de Saddam Hussein) de la « résistance », à supposer que ceux-ci soient distincts.

Le cheikh Fakhri al-Qayssi, responsable d'une organisation salafiste (intégriste sunnite) qui insiste sur la légitimité de la résistance tout en se défendant de l'aider, assure que celle-ci est « avant tout islamique, car le Baas, c'est fini ». Ce qui est plausible en ce qui

concerne les motivations des combattants de base. Mais ces chefs salafistes, aux liens connus avec des « résistants », ont aussi des liens avec des baasistes. L'un d'eux est par exemple le neveu de la seule femme inscrite sur la liste des 55 responsables les plus recherchés par les Américains, la biologiste surnommée « Madame microbe ». Les discours islamistes et baasistes sont d'ailleurs devenus pratiquement identiques, fondus dans

Les discours islamistes et baasistes sont devenus pratiquement identiques

un antiaméricanisme virulent. Et rien ne s'oppose à ce que de l'argent distribué, avant sa capture, par Saddam Hussein, qui usait dans ses derniers messages d'un vocabulaire de plus en plus islamiste, ait fini chez des imams liés à Al-Qaida ou à ses ersatz. Même si les Américains, qui ont arrêté plus de trente imams irakiens ces derniers mois, n'en ont pas donné d'exemples précis.

Si les islamistes cherchent à se distinguer des baasistes, ces derniers semblent, au contraire, nier

les différences. Dans des réponses écrites à des questions du Monde, transmises par un intermédiaire de confiance, un groupe de militaires fidèles à Saddam Hussein assurait, fin novembre, que la « résistance unie » dont ils font partie « se développe notamment grâce aux opérations-suicides », c'est-à-dire grâce à des kamikazes étrangers. Un ex-officier irakien, proche de militaires qui coordonnent les opérations dans la région de Ramadi, affirme aussi que ces derniers « ont des liens avec Al-Qaida ».

Les militaires américains disent avoir arrêté « plus de 300 Arabes étrangers » en Irak, dont la moitié dans la province d'Al-Anbar, autour de Ramadi. « J'ai des preuves de connexions de financement et d'approvisionnement entre les kamikazes et les tenants de l'ancien régime. Mais il est difficile d'établir la nature de ces liens, de savoir s'il s'agit d'une simple affaire de commodité ou quelque chose de plus », déclarait, fin novembre, le général Martin Dempsey, commandant de la 1^{re} division d'infanterie, déployée à Bagdad et Ramadi.

Ce « quelque chose de plus » renvoyait aux craintes, formulées avant la capture de Saddam, d'une alliance stratégique entre celui-ci et Al-Qaida. Visant à « vaincre les Etats-Unis », elle aurait permis, imaginait un « stratège » de Ramadi, de « mener plus d'actions hors de l'Irak et de développer les mouvements anti-américains en Europe ».

Sophie Shihab

Le Monde

19 DÉCEMBRE 2003

L'Iran rejoint le camp des 74 Etats signataires du protocole additionnel au traité de non-prolifération

TÉHÉRAN a prévu de signer, jeudi 18 décembre après-midi, le protocole additionnel au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui permet à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'organiser des inspections inopinées et approfondies des sites nucléaires en Iran. C'est le chef de l'organisation iranienne chargée de l'énergie atomique, Gholamreza Aghazadeh, qui l'a annoncé, mercredi, à la presse. Un porte-parole de l'AIEA a indiqué que la cérémonie aurait lieu à Vienne, au siège de l'Agence, en présence du directeur général, Mohammed ElBaradei.

En 1970, l'Iran a signé le TNP, qui fait obligation aux 188 Etats membres de placer leurs infrastructures et matières nucléaires sous le contrôle de l'AIEA en s'engageant à ne pas développer d'armes. En 1974, l'Iran a signé l'accord dit « des garanties », qui autorise des contrôles grâce à l'analyse de la comptabilité des matières nucléaires déclarées, transmise par les intéressés.

Mais Téhéran s'était toujours refusé à signer le protocole additionnel institué en 1997. Ce texte autorise des inspections inopinées (avec des préavis de deux à vingt-quatre heu-

res selon les circonstances) et approfondies par l'AIEA, vouées à des mesures, des échantillonnages et des prélèvements de l'environnement sur des sites déclarés ou s'étant révélés clandestins. A ce jour, 74 Etats ont signé ce protocole, mais

Téhéran a accédé aux demandes de la communauté internationale

seuls 35 l'ont ratifié.

A l'origine, les Iraniens ont nié avoir jamais enrichi le moindre uranium à des fins militaires. Cette attitude a suscité, - notamment aux Etats-Unis mais aussi en Europe occidentale comme en France, au Royaume-Uni ou en Allemagne - la suspicion de nombreux experts. Ces derniers ont trouvé à alimenter leurs craintes dans des propos tenus en février 2003 par le président iranien. Mohammad Khatami avait alors reconnu, outre la mise en chantier d'usines de production du combusti-

ble pour réacteurs nucléaires, à Bushehr par exemple, l'existence d'usines pour l'enrichissement de l'uranium, la fabrication, la concentration et pour la conversion d'uranium, à Natanz, Ispahan, Yazd ou à Arak, pour ne citer que les principales.

Sous la pression des Etats-Unis, qui ont inscrit l'Iran sur la liste des pays de « l'axe du Mal », et grâce à l'intervention des ministres des affaires étrangères allemand, britannique et français en octobre, le dialogue s'est instauré avec Téhéran, de préférence à la menace d'un affrontement brandie régulièrement par certains des membres les plus durs de l'administration américaine.

Après bien des discussions et plusieurs mois de résistance, l'Iran a accédé aux demandes de la communauté internationale de signer le protocole additionnel au TNP. Le conseil des gouverneurs de l'AIEA, qui est son organe exécutif, n'a pas eu besoin, à ce jour, de faire état des moyens dont il dispose - à savoir la saisine du Conseil de sécurité de l'ONU et de possibles sanctions - pour obliger l'Iran à tenir ses engagements.

Mais, pour autant, Téhéran n'est

pas tiré d'affaire et la transparence de ses activités nucléaires n'apparaît pas totale. Une partie des radicaux du régime islamique, en effet, en sont restés à une option qui consiste à préconiser une suspension volontaire et provisoire des activités d'enrichissement de l'uranium, pour préserver la souveraineté nationale. De même, la ratification du protocole doit encore être soumise au Parlement iranien. Ce qui pourrait exiger quelques mois.

C'est ce qui explique que Washington a estimé, pour le moment, selon le département d'Etat, que ce geste n'est qu'« une étape » sur la voie d'un retour « à la confiance internationale » et qu'il reste à voir si, dans les faits, Téhéran accorde à l'AIEA un libre accès des installations nucléaires à ses inspecteurs.

Enfin, M. ElBaradei, dont le porte-parole a qualifié d'« événement historique » la signature du protocole à Vienne, doit présenter, en février 2004, au conseil des gouverneurs, un nouveau rapport. Il y fera le point sur le programme nucléaire iranien et il y relatera comment Téhéran a appliqué les directives.

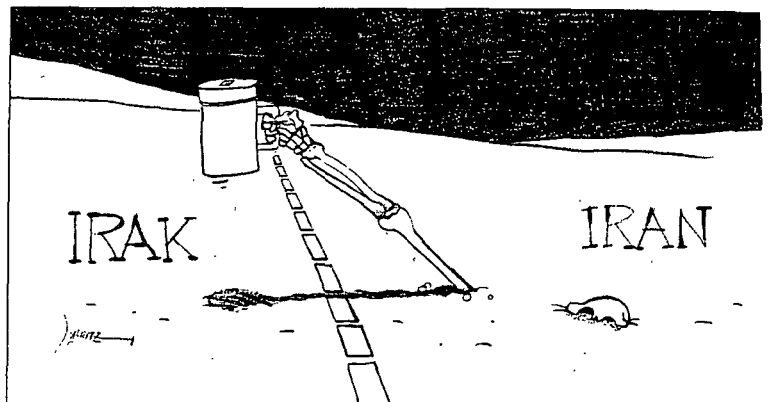
Jacques Isnard

IRAK *Quinze ans après la guerre, Téhéran entend profiter de la capture de Saddam pour solder les comptes*

L'Iran réclame cent milliards de dollars en dommages de guerre

Deux personnes ont été tuées et 86 autres arrêtées par les soldats américains à Samarra depuis que l'armée américaine a lancé mercredi une opération dans cette ville située à 125 kilomètres au nord de Bagdad, a annoncé hier un porte-parole militaire américain. Sur les 86 personnes arrêtées depuis le lancement de l'opération « Tempête de lierre », 12 étaient recherchées par les Américains qui les soupçonnent d'être impliquées dans la guérilla. Selon le porte-parole, les soldats américains ont trouvé 200 fusils d'assaut AK 47, ainsi que du matériel de fabrication de bombes et d'autres armes depuis le début de cette opération, destinée à « isoler et éliminer les éléments de l'ancien régime et autres cellules anticoalition ».

A Berlin, le président en exercice du Conseil de gouvernement provisoire irakien, Abdel Aziz Hakim, a insisté hier pour que tous les pays qui le souhaitent participent à la reconstruction en Irak. « Nous, au Conseil du gouvernement, nous avons décidé de laisser la porte ouverte à tous les Etats et toutes les firmes qui veulent servir la reconstruction en Irak. Il n'y a pas d'exception », a dit M. Hakim, lors d'une visite à Berlin, après s'être rendu à Paris et Londres.



du procès de Saddam pour solder les comptes. Il devrait se porter partie civile devant la cour spéciale irakienne chargée de juger l'ex-président irakien et ses principaux collaborateurs. Ou devant un tribunal international si telle est la solution retenue.

L'Iran s'appuie sur le précédent koweïtien pour justifier sa requête. Il rappelle que le royaume du Golfe a déjà encaissé des milliards de dollars d'indemnité pour l'invasion de son territoire, des sommes récupérées dans le cadre de l'échange pétrole contre nour-

Cent milliards : c'est le montant des dommages de guerre réclamés par l'Iran à l'Irak. Quinze ans après la fin d'un conflit sans vainqueur ni vaincu, Téhéran entend profiter

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

riture orchestré par les Nations unies.

Hier, le représentant de la présidence tournante du Conseil de gouvernement intérimaire, Abdul Aziz al-Hakim, n'a pas fermé la porte à la demande iranienne. Il s'est dit prêt à engager des discussions pour décider si l'Etat irakien devait mettre la main au portefeuille. « *En accord avec les Nations unies, l'Iran désire des réparations. Elles doivent être satisfaites* », a affirmé à Londres le leader politico-religieux. Le dignitaire irakien était censé exprimer le point de vue collectif du conseil, mais le président tournant est aussi le chef du principal parti chiite, le Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak (CSRII).

Sa réaction positive est une indication de l'effet psychologique provoqué par la levée de l'hypothèque Saddam. La capture de l'ex-dictateur a décrispé et décomplexé les politiciens chiites favorables à un rappro-

chement avec l'Iran. C'est le cas, bien sûr, du président tournant dont le parti a choisi le camp iranien durant le règne de Saddam. Replié sur Téhéran au lendemain de la révolution khomeyniste, le CSRII avait choisi de lutter contre le régime baasiste de l'extérieur en s'appuyant sur un bras armé.

Aujourd'hui officiellement en sommeil, l'ex-milice exerce en réalité des pouvoirs de police parallèle dans le sud du pays. La soumission du CSRII à l'Iran durant les dernières décades suscite des controverses dans la communauté chiite. Elles sont d'autant plus vives qu'un mouvement concurrent, le puissant parti Dawa, a toujours opté, au contraire, pour la voie de la résistance intérieure. Même s'ils se sentaient solidaires de leurs coreligionnaires iraniens durant la guerre, les chiites irakiens restèrent en grande partie fidèles à leur drapeau national. Il reste que de nombreux religieux des villes saintes irakiennes sont détenteurs de la nationalité iranienne.

Majoritaires en Irak, les chiites pourraient sortir renforcés des futures échéances électorales marquant la fin de l'occupation. Leur influence devrait alors favoriser un rapprochement avec l'Iran. En attendant, le gouvernement iranien commence à réunir les éléments étayant sa plainte contre Saddam et se frotte les mains. Lors des débats, l'ex-dictateur « *peut être amené à faire des*



SADDAM HUSSEIN DANS SA CELLULE Les Irakiens se sont arraché hier le journal Al-Moutamar, organe du Conseil national irakien (CNI), qui publiait en une sur huit colonnes une photo montrant le raïs déchu, hirsute et amaigri, assis dans sa cellule face à son ancien adversaire, Ahmad Chalabi, actuel chef du CNI. La photo a été prise dimanche, lors d'une entrevue entre Saddam Hussein et les membres du Conseil, emmenés par les Américains auprès de l'ancien président pour l'identifier. M. Chalabi, qui souhaite que Saddam Hussein soit jugé par un tribunal irakien, a réclamé la peine de mort pour l'ancien président. (Photo Al-Mutamar/AFP.)

Huit ans de conflit, 1,5 million de morts

Entre 1980 et 1988, le long et meurtrier conflit qui a opposé l'Iran à l'Irak (1,5 million de morts) a donné lieu à de multiples contrats d'armement. Ceux-ci résultaient directement des intérêts géopolitiques placés par les pays occidentaux et des pays arabes dans cette guerre. Le 22 septembre 1980, Saddam Hussein envahit la province pétrolière iranienne du Khouzistan. Il mésestime toutefois la faculté de résistance des troupes de l'ayatollah Khomeiny, arrivé au pouvoir après le renversement du régime du chah.

Très tôt, le conflit s'internationalise. Les monarchies pétrolières du Golfe redoutent les conséquences d'une victoire irakienne mais craignent plus encore la subversion politique de l'Iran. Pour faire face à ces menaces, l'Arabie saoudite, les Emirats et Oman mettent sur pied le conseil de coopération du Golfe (CCG) en 1981. Durant l'ensemble du conflit, les pétromonarchies soutiendront financièrement l'effort de guerre irakien. Bagdad recevra ainsi plus de 50 milliards de dollars de prêts.

Les officiels iraniens font aujourd'hui valoir que Saddam Hussein avait bénéficié aussi de la « complicité » des Occidentaux. De fait, si l'appareil militaire irakien a pu tenir le coup face à l'Iran, c'est surtout parce qu'il a été considérablement soutenu par l'Occident mais aussi par l'URSS. Les Soviétiques sont à l'époque largement hostiles au régime iranien. Pour les Occidentaux, Saddam Hussein apparaît – malgré son régime dictatorial

et brutal – comme un rempart contre l'islamisme incarné par Khomeiny. Américains et Européens fournissent alors fusils d'assaut et missiles aux troupes de Saddam. La France n'est pas en reste et vend des canons à l'Irak comme elle avait formé les pilotes de chasse irakiens.

L'Iran dispose des réserves de matériels de l'époque du chah. Mais Téhéran s'équipe également sur le marché international d'armement. Israël n'est pas absente de ce commerce. L'Etat hébreu participe ainsi au montage complexe de livraisons d'armes américaines à l'Iran entre 1985 et 1987 pour tenter d'obtenir l'élargissement des otages américains détenus au Liban par les milices pro-iraniennes. Mais les libérations d'otages se font attendre. L'Administration américaine décide alors de se passer d'Israël et négocie directement avec Téhéran. En février 1986, un contrat portant sur 3 000 missiles anti-chars est passé. La révélation de ce trafic d'armes entraîne un véritable scandale aux États-Unis, fin 1986. C'est l'Irangate dans lequel sont impliquées les plus hautes personnalités américaines, dont Ronald Reagan et son vice-président George Bush. L'enquête n'aboutira toutefois à aucune condamnation. Le 18 juillet 1988, l'Iran accepte, après un an d'atermoiement, la résolution 598 de l'ONU qui exige un cessez-le-feu immédiat et le retrait des forces belligérantes sur leurs frontières.

G.B.

confessions que les occupants (N.D.L.R. : les Etats-Unis) n'aimeraient pas entendre », s'est réjoui le président Mohammad Khatami. Interrogé par la

chaîne américaine ABC, il a estimé qu'un procès équitable pourrait exposer les pays occidentaux qui ont appuyé l'Irak durant les huit ans de guerre.

« *Nous insistons pour qu'il puisse dire tout ce qu'il a à dire* », a ajouté le président iranien en rêvant à voix haute d'un grand déballage.



en couverture

◀ Saddam Hussein quelques heures après sa capture.

MÉDIAS ARABES

Un ton étrangement neutre

■ Sous le titre "Aveugle, sourd et muet", le site panarabe *Elaph* relève le silence gêné des médias arabes officiels : "A l'exception des agences de presse du Koweït et de l'Arabie Saoudite, les agences de presse arabes se sont montrées discrètes. Ainsi, SANA (en Syrie) a passé sous silence l'arrestation du président irakien, réservant l'essentiel de ses dépêches aux réactions syriennes et libanaises à la décision américaine de décréter un embargo économique contre Damas. Aussi bien SANA que l'agence libyenne JANA font en revanche écho à l'attentat contre un centre de la police irakienne qui a fait 17 morts et 25 blessés. L'agence yéménite, quant à elle, s'est concentrée sur la tentative d'attentat contre le président pakistanais, le général Pervez Musharraf. Et en Mauritanie la nouvelle du jour concernait les manifestations de soutien au président Ould Taya. Les agences tunisienne et algérienne se sont, elles aussi, contentées de diffuser des nouvelles locales, notamment à propos des activités diverses et variées des présidents Ben Ali et Bouteflika. De même, l'agence palestinienne Wafa n'a pas dérogé à ses habitudes de rendre compte des activités du président Yasser Arafat dans son quartier général assiégé de Ramallah."

Pour la couverture des chaînes de télévision par satellite arabe, le journal panarabe *Asharq al-Awsat* note que "les chaînes publiques marocaines ont imperturbablement poursuivi la retransmission en direct d'un match de foot", et que "la plupart des chefs de parti ont refusé de s'exprimer, s'ils n'avaient pas tout simplement éteint leur téléphone portable". Sous le titre "Al Jazira et Al Arabiya, quasiment les seules chaînes arabes à consacrer leur programme à l'arrestation de Saddam Hussein", *Elaph* écrit : "Celui qui regarde les chaînes arabes ne peut qu'être stupéfait. Dans la plupart des cas, l'information défile subrepticement en bas de l'écran. Les chaînes qui en font leur sujet principal se comptent sur les doigts d'une main, dont Al Jazira et Al Arabiya. Ce qui est nouveau, c'est la neutralité que tous ont adoptée dans le traitement de l'information, un traitement très différent de ce qui s'était passé il y a huit mois, lors de la chute de Bagdad." [Les chaînes arabes avaient alors adopté un ton nettement pro-Saddam Hussein.]

Toujours selon *Elaph*, "la chaîne qatarienne Al Jazira n'a pas montré, comme l'ont fait toutes les autres chaînes de télévision du monde, les photos de Saddam Hussein le visage hagard et mangé par la barbe, mais a choisi pour son site Internet des photos d'archives présentant le dictateur dans sa splendeur intimidante de naguère."

L'IRAK SANS SADDAM

■ Saddam Hussein capturé, des questions essentielles se posent. Quel tribunal pourra juger le dictateur déchu alors qu'il n'existe pas de magistrature indépendante en Irak depuis trente ans ? ■ La démocratie et l'Etat de droit parviendront-ils enfin à prendre racines sur les rives de l'Euphrate ? Les Irakiens vont-ils parvenir à construire un pays uni ou bien, au contraire, se replier sur leurs appartenances ethniques et confessionnelles ? ■ Les Américains sauront-ils profiter de l'occasion pour reconsidérer leur politique irakienne ?

ESPOIRS

La fin de la République de la peur

Le nouveau ministre du Plan appelle à un procès public et équitable du dictateur.

Le dimanche 14 décembre 2003 entrera dans l'histoire moderne de l'Irak comme marquant la fin d'une période sombre, la fin de la peur et des ténèbres qui ont obscurci notre pays durant plus de trente ans. La veille encore, il y avait des gens pour espérer que soit restauré le régime qui s'était écroulé le 9 avril. Ces illusions sont parties en fumée dès lors que le symbole même du régime est tombé. Ce dimanche marque la fin du règne de la peur, qui ne laissait aux Irakiens que le choix entre la résignation et la fuite. Un règne unique en son genre dans l'histoire contemporaine, par l'intensité de la terreur, de la violence et des exterminations collectives, de Halabja et Al Anfal aux charniers d'Al Mahawil et de Kirkouk, par la répression brutale de la révolte de 1991 et le bâillonnement de toute opposition. L'arrestation du tyran permettra de se débarrasser du lourd héritage qu'a laissé Saddam Hussein et que représente la généralisation du chômage, de la pauvreté et de la misère

dans un des pays les plus riches du monde. A nous de construire une société qui interdise tout retour à l'oppression et à la tyrannie, un pays où nul n'ait prééminence sur les autres, mais qui appartienne à tous. Cela signifie qu'il nous faudra mettre en place des conditions propices à la réconciliation nationale et à la solidarité entre les diverses couches de la société, afin de vivre une nouvelle expérience nationale. La meilleure concrétisation de cet espoir serait que les symboles de la période despotique – et en premier lieu Saddam Hussein – comparaissent devant un tribunal public et équitable dont la mission ne soit pas tant de se venger que de faire éclater la vérité et de rendre justice à ceux qui ont été lésés. Il faut espérer que la capture du dictateur rendra justice aux millions de victimes qui ont souffert de ses agissements : les morts, les orphelins, les mères qui ont perdu leurs enfants... Ce tribunal saura rétablir la justice dans la société irakienne.

Mahdi Hafez*, *An Nahdah*, Bagdad

* Economiste irakien, ministre du Plan et vice-président du parti des Démocrates indépendants.

Al Jazira ne veut pas, ne peut pas croire que le Saddam Hussein brandissant un sabre ou tirant en l'air devant la foule puisse être cet homme qui ouvre docilement la bouche pour que les

médecins militaires américains puissent examiner sa dentition." De son côté, le journal koweïtien *Al Raï al-Aam* conclut que le monde arabe n'a pas connu une telle humiliation depuis la capi-

tulation de Boabdil, dernier roi de Grenade, en janvier 1492.

Quel futur pour le pays ?

Les Américains profiteront-ils de l'état de grâce pour modifier leur image ? Les Irakiens sauront-ils résister pacifiquement ?

Comment réagiront les chiïtes radicaux ?

AL HAYAT
Londres

Ceux qui manient l'ironie diront peut-être que les Américains vont demander à Saddam Hussein de reprendre le pouvoir à Bagdad. En comparaison des difficultés qu'ils rencontrent, il semble que ce dernier s'en soit plutôt bien tiré, en gouvernant l'Irak pendant plus de trente ans et en en assurant la stabilité ! Il s'agit bien sûr d'une mauvaise blague. Plus sérieusement, nous félicitons le peuple irakien chaleureusement maintenant que le dictateur est sous les verrous. Le symbole de l'humiliation et de l'oppression de ce peuple – ainsi que celui des charniers collectifs dont il a été victime – est maintenant réduit à néant.

Saddam Hussein se retrouve en fin de course comme il avait commencé, tel un bandit de grand chemin se cachant pour échapper à la justice ; un truand à la petite semaine n'ayant d'autre choix que de se rendre une fois qu'il n'y a plus d'autre issue. Son pouvoir détruit, ses deux fils tués, sa famille dispersée

et ses compagnons (ceux du moins qu'il a épargnés) emprisonnés, c'en est bien fini du "saddamisme". Il ne reste qu'Ezzat al-Douri, ce vendeur de glaces presque illettré que Saddam avait hissé à la vice-présidence de l'Irak.

Mais les adieux au tyran ne nous empêchent pas de penser à l'Irak, avec la crainte de voir les Américains se réjouir trop vite, comme cela s'est passé avec la "fin des opérations militaires". Sans aucun doute, nombreux étaient ceux qui craignaient la violence de Saddam ou qui s'illusionnaient sur son possible retour. Ceux-là trouveront en eux-mêmes plus d'audace pour participer au nouvel état de choses. L'emprisonnement du tyran accorde aux Amé-

ricains un état de grâce en Irak du fait de l'amélioration temporaire de leur image, qui, de celle d'occupants, devient celle de libérateurs. Se pourrait-il que cet état de grâce bénéficie aussi à la situation régionale et internationale ? Nous saurons bientôt avec exactitude ce que nous ignorions de la "résistance" : sa nature et sa capacité à poursuivre son action. On peut aussi affirmer qu'avec ce dernier succès des forces armées américaines le président Bush a fait un grand pas en direction de son second mandat et que son allié Tony Blair pourra recueillir quelques miettes de cette gloire, dont il a actuellement un urgent besoin. Le maître de la Maison-Blanche, n'ayant pas découvert d'armes de destruction massive, a trouvé en Saddam Hussein une solution de rechange. Si, par un heureux hasard, il arrivait aussi à arrêter Ben Laden... !

LE DESTIN DU PAYS VA DÉPENDRE AVANT TOUT DES CHIITES

Mais la capture de Saddam Hussein doit nous inciter à nous poser des questions essentielles : les Etats Unis, aujourd'hui un peu plus rassurés et détendus, modifieront-ils leur politique en Irak ? Est-ce que leur double orientation sécuritaire et unilatéraliste s'inversera, les amenant à concéder plus de pouvoir au gouvernement irakien, plus de place à la diplomatie et une plus large participation aux instances internationales ? Ou bien considéreront-ils que la capture de Saddam met un terme à leurs ennuis en Irak et aux ennuis de l'Irak, fidèles en cela à leur mentalité simplificatrice ? En contrepartie, les Irakiens dans leur ensemble se décideront-ils à manifester une résistance politique [et non violente], ce qui les unirait, et sauront-ils éviter de faire le lit d'une nouvelle dictature et de nouveaux torrents de sang ?

Reste que la question la plus décisive sur l'avenir de l'Irak concerne avant tout les chiïtes et la décision qu'ils prendront. Les plus radicaux d'entre eux voudront-ils entamer leur propre résistance, puisque, du fait de la capture de Saddam Hussein, la colonne vertébrale de la résistance sunnite a été frappée de plein fouet ? Voilà ce qui doit occuper notre esprit et notre réflexion durant les prochains mois. ■

VU DE WASHINGTON

Rester impliqués

■ On l'a retrouvé, fort à propos, tapi dans un trou. Saddam Hussein restera avant tout dans l'Histoire pour les centaines de milliers de gens qu'il a voués à la fosse commune. Cet homme s'est rendu ignominieusement, il est sorti de l'ancre dans laquelle il se terrait. Contrairement aux nombreux génocidaires qui l'ont précédé, tels Hitler ou Pol Pot, il va sans doute être jugé pour ses crimes. Les Irakiens peuvent en remercier les soldats et les spécialistes du renseignement américains, qui par leur compétence ont su localiser l'ancien dictateur et l'arrêter sans tirer un seul coup de feu. Ils peuvent aussi commencer à envisager l'avenir avec une plus grande confiance. En Irak, la brutalité et les pri-

ventions vont désormais laisser place à la tolérance, à la prospérité et à la modernisation, comme le souhaite la plus grande partie de la population.

Aux Etats-Unis, dès l'annonce de l'arrestation, les candidats démocrates à la présidentielle ont appelé à une "internationalisation" accrue de l'occupation. Mais le discours démocrate donne trop souvent l'impression que l'élimination du dictateur devrait être suivie d'un retrait des troupes américaines. La capture de Saddam Hussein va dans le sens de la stabilisation d'un Irak démocratique, et on ne peut que s'en réjouir. Mais elle n'a pas lieu de constituer un tournant pour la mission américaine. Il faut plutôt la considérer comme le point de départ d'un projet dont les plus grandes difficultés restent à venir.

The Washington Post (extraits), Washington

Courrier
INTERNATIONAL

DU 18 AU 23 DÉCEMBRE 2003

Comment juger le dictateur ?

Juger l'ancien président dans son pays serait un événement symboliquement important pour les Irakiens. Mais comment organiser un procès de cette envergure quand l'Etat de droit existe à peine ?

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles

Saddam Hussein sera très probablement jugé pour crimes de guerre, en Irak, par le tribunal qui a été créé par le Conseil de gouvernement début décembre avec la bénédiction des autorités d'occupation. Selon les spécialistes, un procès en bonne et due forme permettrait aux Irakiens de faire face à leur passé sanglant et de prendre les mesures indispensables à la construction d'une démocratie régie par le droit, et non par la force brutale.

Un procès organisé par les Irakiens se heurterait cependant à de sérieux obstacles. L'Irak n'a pas de tradition d'Etat de droit et a peu d'expérience des règles internationalement acceptées en matière de preuves et de procédure légale, qui seraient nécessaires pour rendre un procès crédible en Irak et dans le monde arabe. "L'arrestation de Saddam Hussein est l'occasion soit de poursuivre le cycle des représailles, soit d'introduire l'Etat de droit", estime Kenneth Roth, le directeur de l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch, qui collecte les preuves du génocide kurde.

Des considérations d'ordre politique entrent également en ligne de compte. Maintenant que l'ancien dictateur est prisonnier des Américains, il est essentiel que l'affaire ne paraisse pas relever d'une justice manipulée par les vainqueurs. Sinon, cela finirait par créer un mouvement de sympathie à l'égard de l'accusé. "Le voir jour après jour dans le box des accusés fera de lui le symbole de l'humiliation que l'Irak subit aux yeux de

■ A la une



Az Zaman, Bagdad.
"Enfin, Saddam sous les verrous".



Al Hayat, Londres.
"Il n'a résisté... Il n'a pas regretté".



Al Quds al-Arabi, Londres.
"Les forces américaines arrêtent Saddam Hussein dans une cave près de Tikrit".

nombreux Irakiens", prévient Harold Koh, professeur de droit à l'université Yale et ancien secrétaire d'Etat adjoint pour la Démocratie, les Droits de l'homme et le Travail dans l'administration Clinton. "L'organisation du procès devra tenir compte du poids des images."

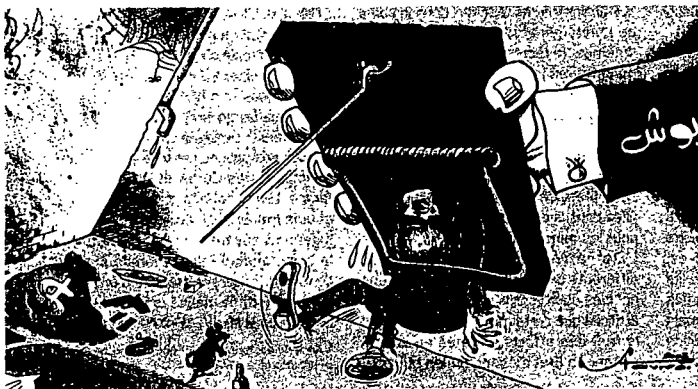
Selon Laith Kubba, un opposant en exil, les Irakiens pourraient alors tourner complètement la page de l'époque Saddam Hussein. "Ce sera l'occasion d'entreprendre l'éducation du pays et le passage psychologique du passé vers l'avenir, estime-t-il. L'important est de ne pas juger la personne de Saddam Hussein, mais ses actes."

Même si les milieux juridiques internationaux débattent pour savoir si Saddam Hussein doit être traduit devant un tribunal international ou irakien, un large consensus s'est fait sur le lieu du procès, à savoir l'Irak. Et il ne fait guère de doute que les débats seront ouverts au public – ce que souhaite dans sa grande majorité le peuple irakien –, même si les experts irakiens et les juristes internationaux estiment qu'il faudra se contenter de les retransmettre à la télévision afin d'assurer la sécurité de tous les participants.

En vertu de la loi approuvée début décembre, le tribunal comportera des juges, des procureurs et des avocats de la défense irakiens, avec peut-être quelques conseillers et juges internationaux. Selon Salem Chalabi, avocat new-yorkais et neveu du chef du Congrès national irakien, Ahmed Chalabi, l'instruction du procès des principaux accusés prendra au moins six mois, ce qui laissera le temps d'accomplir le transfert de souveraineté aux Irakiens [prévu pour le 1^{er} juillet 2004].

Bien que l'Autorité provisoire de la coalition dirigée par les Américains ait suspendu l'application de la peine capitale en Irak, on pense généralement que celle-ci sera réintroduite quand les Irakiens auront recouvré leur souveraineté. Et, même si la communauté internationale est en grande partie opposée à la peine de mort, il est impensable pour la plupart des Irakiens que l'homme qu'ils accusent d'avoir ordonné le meurtre de leurs fils et filles, maris et pères, puisse continuer à vivre s'il est déclaré coupable. Les juristes internationaux se demandent, sans trouver d'accord, si des experts juridiques étrangers doivent figurer parmi les juges. Nombre d'entre eux sont favorables à une telle participation, afin d'assurer l'équité des débats et de les rendre moins politiques. Il sera aussi difficile de trouver des Irakiens prêts à jouer ce rôle parce que les juges sont devenus la cible des assassins. Quoi qu'il en soit, il sera malaisé pour les Irakiens de rassembler les éléments à charge sans une aide internationale importante. Enquêteurs et procureurs devront examiner des millions de documents, dont un grand nombre se trouve entre les mains des Américains, qui les ont emportés par camions entiers lorsque leurs troupes sont entrées dans Bagdad. Les anciens partis d'opposition en Irak sont eux aussi en possession d'une partie des dossiers. Il faudra rassembler et classer tous les documents.

On a trop peu réfléchi à la portée du pro-



DU 18 AU 23 DÉCEMBRE 2003

Copier
INTERNATIONAL

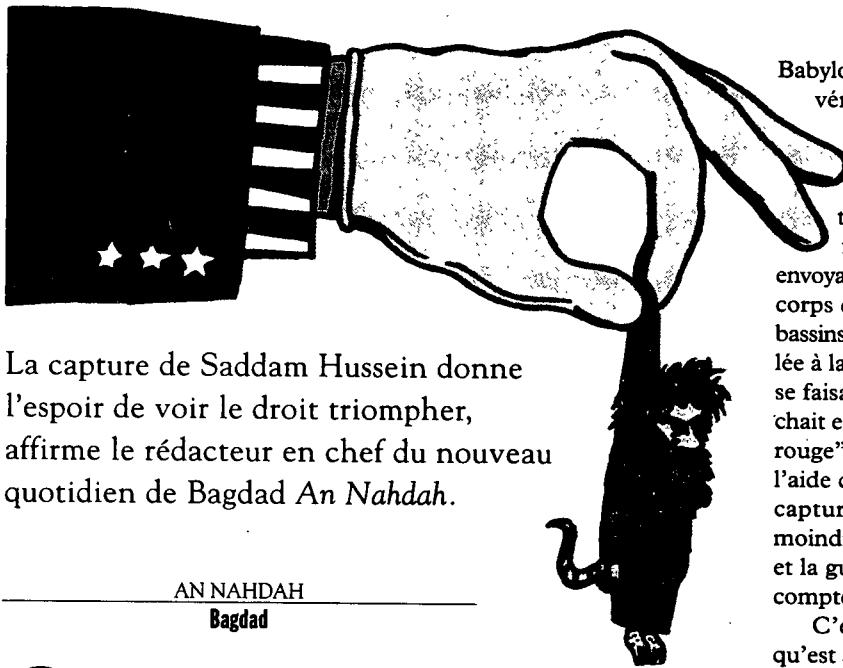
cès, estime pour sa part Cherif Bassiouni, un professeur de droit international qui a dirigé la commission du Conseil de sécurité des Nations unies sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie et participé à la rédaction du projet de loi conduisant à la création du nouveau tribunal irakien. "On n'a pas suffisamment pensé au fait que le procès de Saddam Hussein constituera un événement historique, parce que ce sera celui de trente années de régime baasiste?"

Depuis des mois, les Américains envisagent

une procédure à trois niveaux pour traduire en justice les dirigeants de l'ancien régime. Les plus importants éléments seraient jugés par le tribunal ; ceux de moindre envergure se présenteraient devant les tribunaux irakiens existants, tandis que les simples fonctionnaires et militaires de base iraient devant une commission vérité et réconciliation similaire à celle mise en place dans l'Afrique du Sud de l'après-apartheid.

Alissa J. Rubin et Henri Weinstein

Une nouvelle ère commence



La capture de Saddam Hussein donne l'espoir de voir le droit triompher, affirme le rédacteur en chef du nouveau quotidien de Bagdad *An Nahdah*.

AN NAHDAH
Bagdad

Celui dont le nom était synonyme de terror et d'insolence, et que les chaînes de télévision par satellite présentaient comme un "preux chevalier", a terminé sa cavale dans un trou entouré de verdure d'où probablement se dégageaient des relents de pourriture et où les rats grouillaient. C'est ainsi qu'a éclaté la bulle de celui qu'on appelait le "leader nécessaire", arrêté dans une banlieue de Tikrit samedi soir – et qui, selon les dires du général Sanchez, le chef des forces américaines en Irak, s'est montré "coopératif" – sans qu'une seule balle soit tirée, c'est-à-dire pas du tout comme ces braves qu'il avait incités à mourir pour lui, ni comme ces femmes qu'il avait invitées à combattre par la parole à défaut de tenir une épée ! Son épée à lui s'est révélée en bois et sa parole s'est figée en mutisme, peut-être en raison de la peur – cette peur qu'il a si longtemps infligée à tous ceux qui l'entourent – ou plus probablement parce que ceux qui s'épuient à exhiber un courage de lion ne le font que pour cacher leur trouille de lapin ! Qu'advient-il après l'"aube rouge" ? La hyène qui paraissait comme un paon est finalement tombée dans le piège. Saddam Hussein est tombé, lui dont le nom était gravé sur les pierres de

▲ Dessin
de Lauzan, Chili.

Babylone, qui avait érigé ses propres statues en véritables idoles et avait fait de l'Irak son "ranch", où tout lui appartenait. Des Irakiens il avait fait des serfs que tantôt il déplaçait au-delà des frontières et tantôt il faisait tuer et enterrer dans des fosses communes, ou encore qu'il envoyait se faire tuer à la guerre. Il dissolvait les corps de certains [de ses opposants] dans des bassins d'acide nitrique, la bouche toujours scellée à la cire rouge ! Par son arrogance la hyène se faisait paon, et par la puissance qu'elle affichait elle se faisait lion. Mais l'opération "aube rouge" menée par les forces américaines, avec l'aide de groupes irakiens, s'est achevée par la capture du "félin", sans qu'il ait opposé la moindre résistance. Le paon a replié sa queue et la gueule du lion ne s'est ouverte que pour compter ce qui lui restait de crocs.

C'est ainsi que le mythe s'est écroulé et qu'est apparu clairement le mensonge de ceux qui prétendaient que Saddam continuait d'être le chef d'une "résistance populaire". L'homme qui, d'un signe de la main, pouvait déclencher une guerre ou faire enterrer des milliers de personnes dans d'impitoyables charniers est apparu "petit" dans son trou, sans jeter de grenade sur ses assaillants, ni tirer le moindre coup de feu, même pas pour éviter l'humiliation.

Que va-t-il donc se passer après l'"aube rouge" ? Cette issue peu "héroïque" de la cavale du tyran devrait inciter ceux qui hésitent encore à adopter une attitude de réconciliation nationale. Mais il faut qu'en face on abandonne l'esprit de revanche et de représailles et que soit saisie l'occasion de bâtir des ponts, faits de mansuétude, en direction de ceux qui n'auraient pas commis, par le passé, de crimes impardonnables. La comparution de Saddam Hussein devant un tribunal juste doté de juges intègres remplacera les "tribunaux de la révolution" de si triste mémoire ! Ici prend fin la comparaison entre l'époque de la tyrannie et du non-droit et celle de la légalité et du droit !

Jalal al-Machta



◀ Saddam Hussein quelques heures après sa capture.



DU 18 AU 23 DÉCEMBRE 2003

en couverture

Une bonne solution : créer trois Etats

Un Etat kurde au nord, un sunnite au centre et un chiite au sud : un découpage qui renforce les Kurdes et les chiites, alliés des Etats-Unis, et prive les sunnites des ressources pétrolières.

THE NEW YORK TIMES (extraits)

New York

Tous les scénarios américains qui prévoient un transfert de pouvoir rapide aux Irakiens comportent une erreur fondamentale : l'idée d'un Irak uni. Ce pays est en effet un artifice malheureux constitué de trois communautés ethniques et religieuses distinctes. L'unité, par le passé, n'a été rendue possible que par l'application d'une force brutale et écrasante.

Le président Bush veut garantir l'intégrité de l'Irak en organisant des élections dans le pays. Mais la seule stratégie vraiment viable serait peut-être de corriger les défauts hérités de l'Histoire et de progresser vers une solution comprenant trois Etats : le premier rassemblerait les Kurdes au nord ; le deuxième, les sunnites au centre ; le troisième, les chiites au sud. Cela permettrait aux Etats-Unis d'injecter l'essentiel de leurs moyens financiers et militaires là où ils pourraient être les plus efficaces, autrement dit, auprès des Kurdes et des chiites. Washington pourrait ainsi extirper la majeure partie de ses forces de ce que l'on appelle le "triangle sunnite" (au nord et à l'ouest de Bagdad), libérant les unités américaines d'une guerre coûteuse qu'elles ne sont pas certaines de remporter. Les autorités américaines n'auraient plus ensuite qu'à attendre que les sunnites, rétifs et dominants, privés des revenus pétroliers, modèrent leurs ambitions.

Les décideurs se refusent depuis des décennies à envisager cette solution. Dans le sillage de la révolution iranienne de 1979, on considérait l'existence d'un Irak uni comme nécessaire pour contrer un Iran antiaméricain. Après la guerre de 1991, l'intégrité de l'Irak devait être défendue contre les appétits de



la Turquie, la Syrie et l'Iran. Mais les temps ont changé. Les Kurdes sont pratiquement autonomes depuis des années, et Ankara a appris à s'en accommoder. Tant qu'ils ne se précipitent pas pour déclarer leur indépendance et n'encouragent pas une insurrection en Turquie, leur autonomie est acceptée. Il est indéniable qu'une région chiite autodéterminée pourrait se muer en théocratie ou tomber dans l'escarcelle iranienne. Aujourd'hui, ces deux hypothèses semblent peu probables.

Cette stratégie du morcellement repose sur un précédent réussi : la Yougoslavie de l'après-guerre. En 1946, le maréchal Tito a rassemblé des groupes ethniques extrêmement disparates pour former une Yougoslavie unie. Après sa mort, plusieurs régions ont promptement déclaré leur indépendance. La leçon est claire : seul le recours à une force écrasante avait permis de maintenir la cohésion de la Yougoslavie, et cette force, de toute façon, a échoué au bout du compte. Mais le prix à payer pour empêcher l'avènement de ces Etats naturels a été exorbitant. En Irak, contrairement au reste

du monde arabe, les chiites sont majoritaires. Les sunnites, eux, sont attirés par le panarabisme. Les Kurdes, qui ne sont pas arabes, parlent leur propre langue et ont toujours été mus par leur propre nationalisme.

En 1921, Winston Churchill a recommandé ces trois éléments au nom du pétrole, sous la férule d'un monarque soutenu par les forces britanniques. Le parti Baas a pris le pouvoir dans les années 60. Puis Saddam Hussein a maintenu l'unité par la terreur, parfois avec l'aide des Etats-Unis. Aujourd'hui, ce sont les sunnites, plus que les Kurdes ou les chiites, qui tiennent à l'idée d'un Irak uni. Le centre de l'Irak ne recèle presque pas de pétrole. Or, sans les revenus de l'or noir, les sunnites seraient vite les parents pauvres de la région.

Peut-être les chiites se feraient-ils à la notion d'un Irak uni, sous leur contrôle. Mais il est peu plausible que les Kurdes et les sunnites acceptent une domination chiite, même garantie démocratiquement par les urnes. Les Kurdes, en fait, sont ceux qui ont le plus à perdre face à une autorité centralisée et forte, schéma qui ne leur a jamais réussi.

Une stratégie qui passerait par le morcellement de l'Irak et la création de trois unités territoriales se fonderait sur ces réalités. L'idée est de renforcer les Kurdes et les chiites, tout en affaiblissant les sunnites. Il suffirait ensuite d'attendre pour déterminer s'il faut se contenter d'une autonomie ou encourager l'avènement d'Etats à part entière. La première étape consisterait à accorder l'autodétermination au Nord et au Sud, les frontières respectant les lignes de séparation ethniques. Que l'on accorde aux Kurdes et aux chiites le plus gros des milliards de dollars que le Congrès a votés pour la reconstruction. En échange, réclamons des élections démocratiques dans chaque région, ainsi que la protection des femmes, des minorités et des médias. Et retirons les troupes américaines du "triangle sunnite". **Leslie H. Gelb**

Thomas L. Friedman

France changes its tune on Iraq

ISTANBUL **O**f all the fascinating reactions to Saddam Hussein's capture, the one that intrigues me most is the French decision to suddenly offer some debt forgiveness for Iraq. Why now? I believe it's an 11th-hour attempt by the French government to scramble onto the right side of history.

I believe the French president, Jacques Chirac, knows something in his heart: in the run-up to the Iraq war, President George W. Bush and Tony Blair, prime minister of Britain, stretched the truth about Saddam's weapons of mass destruction — but they were not alone. Chirac also stretched the truth about his willingness to join a UN-led coalition against Iraq if Saddam was given more time and still didn't comply with UN weapons inspections.

I don't believe Chirac ever intended to go to war against Saddam, under any circumstances. So history will record that all three of these leaders were probably stretching the truth — but with one big difference: Bush and Blair were stretching the truth in order to risk their own political careers to get rid of a really terrible dictator. And Jacques Chirac was stretching the truth to advance his own political career by protecting a really terrible dictator.

Something tells me that the picture of Saddam looking like some crazed werewolf may have shocked even Chirac and his foreign minister, Dominique de Villepin: Yes, boys, this is the creep you were protecting. History will also record that while the United States and Britain chose to be Saddam's prosecutors, France chose to be his defense lawyers. So, no, it doesn't surprise me that the French are now offering conscience money in the form of Iraqi debt relief.

Something tells me Chirac and de Villepin were just assuming Iraq would end in failure, but with Saddam's capture they've decided they'd better put a few chips on success.

But we Americans and the Iraqis are also going to have to step up more ourselves — otherwise the French could still have the last laugh. No question, the capture of Saddam merits celebration in and of itself, not only because this terrible man will be brought to justice, but also because it really does improve the chances for a decent outcome in Iraq. But while Saddam's removal is necessary for that decent outcome, it is not sufficient.

We have entered a moment of truth in Iraq. With Saddam now gone, there are no more excuses for the political drift there. We are



By Chappatte in Le Temps (Geneva). Globe Cartoon

now going to get the answer to the big question I had before the war: Is Iraq the way it is because Saddam was the way he was? Or was Saddam the way he was because Iraq is the way it is — ungovernable except by an iron fist?

We have to give Iraqis every chance to prove it is the first, not the second. For starters, I hope we don't hear any more chants from Iraqis of "Death to Saddam." He's now as good as dead. It's time for Iraqis to stop telling us whom they want to die. Now we have to hear how they want to live and whom they want to live with. The Godfather is dead. But what will be his legacy? Is there a good Iraqi national family that can and wants to live together, or will there just be more little godfathers competing with each other? From my own visits, I think the good family scenario for Iraq is very possible, if the United States can provide security — but only Iraqis can tell us for sure by how they behave.

The way to determine whether Iraqis are willing to form the good family is how they use and understand their newfound freedom. The reason Iraqi politics has not jelled up to now is not only because of Saddam's lingering shadow. It is because each of the major blocs — the Kurds, Sunnis and Shiites — have been pushing maximalist demands for

what they think is their rightful place in shaping and running a new Iraq. The Iraqi ship of state has broken up on these rocks many times before.

By risking their own political careers, Bush and Blair have, indeed, given Iraqis the gift of freedom. But it is not the freedom to simply shout about what they oppose. That is anarchy.

Freedom is about limits, compromise and accepting responsibility. Freedom is the opportunity to assert your interests and the obligation to hear and compromise with the interests of others.

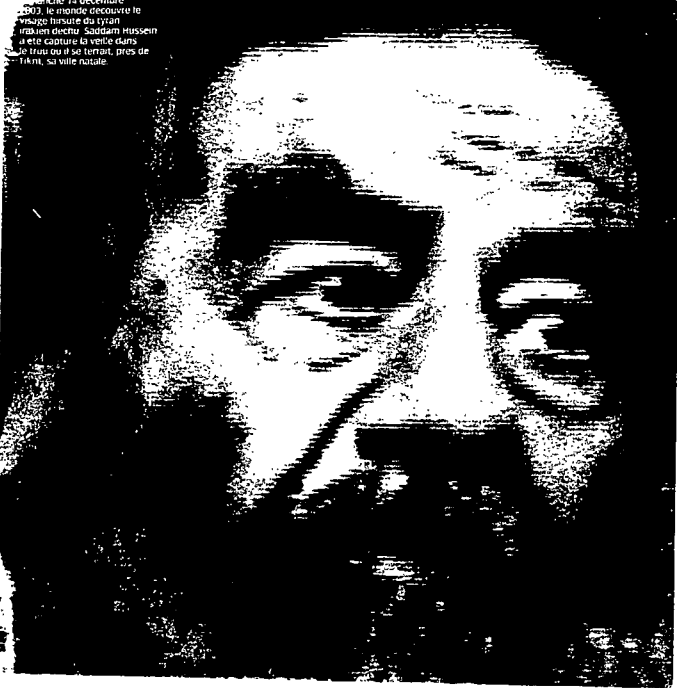
How well Iraqis absorb that kind of freedom will determine whether the capture of Saddam is the high point of this drama — and it's all downhill from here — or just a necessary first chapter in the most revolutionary democracy-building project ever undertaken in the Arab world.

N° 2848 du 18 au 24 déc. 2003

MATCH SADDAM

face à ses crimes

Le 14 décembre 2003, le monde découvre le visage d'un tyran. Saddam Hussein a été capturé la veille dans le trou où il se terrait, près de Tikrit, sa ville natale.



300 000 morts et disparus, 270 fosses communes : le procès de Saddam Hussein constitue une première, une révolution qui inquiète tous les régimes policiers de la région

PAR PATRICK FORESTIER

Son nom de code est Glouton 2. La ferme, ou plutôt la masure, ne paie pas de mine. Un véritable bric-à-brac règne à l'intérieur. Dans une pièce à part trône un grand lit défait. Vêtements et couvertures jonchent le sol. Dans la cuisine, plats sales et nourriture sont étalés à côté d'un réchaud. Bouteilles d'huile, riz, œufs, boîtes de conserve sont en désordre un peu partout. « Des gens vivent ici, mais pas une famille », en déduisent les soldats d'élite américains. L'endroit ressemble davantage à un squat qu'à un nid familial. A la vue des aliments pas encore pourris qui restent dans les assiettes, le ou les locataires étaient là il y a peu de temps. La fouille est vite terminée. Il faut se rendre à l'évidence : l'oiseau s'est envolé. Dehors, a priori, rien de suspect. Un chemin traverse un verger mal entretenu d'orangers jusqu'au fleuve. Soudain, un carré de terre meuble fraîchement retournée intrigue les commandos. Dessus, l'herbe n'a pas eu le temps de repousser, et pour cause ! Un tapis couvert de poussière dissimule un rectangle en pierre. Les soldats se baissent, sur leurs gardes. Ils sont prêts à faire feu. La pierre est plus légère qu'il n'y paraît. Dessous, les soldats découvrent ce qui est creux. Lentement, ils soulèvent ce « couvercle » naturel. Ils se méfient d'un piège mais ne découvrent qu'un trou de 60 centimètres de large. A peine de quoi laisser le passage à un homme.

« Ne tirez pas ! Ne tirez pas ! Je suis Saddam

Husseïn, le président de l'Irak. Je veux négocier », clame une voix caverneuse dès que la lumière des lampes torches éclaire son visage, qu'on distingue 2 mètres sous terre. « Le président Bush te souhaite le bonjour ! » répond l'un des soldats américains, qui braquent leurs M-16 dans le trou. La négociation est terminée, sans avoir même commencé. Deux mains apparaissent sur la terre, puis l'homme des cavernes passe la tête, hirsute, pouilleux, hagard, ébloui par les lumières braquées sur lui. Il n'est pas armé. Au fond du trou, aéré par un tuyau de fortune, les soldats découvrent dans deux pièces minuscules un pistolet automatique, deux kalachnikovs et 750 000 dollars en coupures de 100 dans une mallette en fer. Des caches comme celle-ci, les soldats en trouveront une trentaine. Mais les commandos restent méfiants. Il peut s'agir d'un imposteur ou d'un de ces fameux sosies qui, en fait, ne semblent pas avoir existé. Trois heures plus tard, Saddam débarque d'un hélicoptère sur l'aéroport de Bagdad. Il est désorienté, angoissé. Pendant huit mois, il a vécu comme une bête traquée. Les officiers du renseignement lui posent quelques questions à chaud, histoire de le voir réagir. Une fois passé le choc émotionnel de son arrestation, il pourrait se murer dans le silence.

« Comment vous sentez-vous ? » lui demande un officier », relate le magazine « Time ». – Je suis triste car mon peuple est opprimé, répond Saddam. – Voulez-vous un verre d'eau ? – Si je bois de l'eau je devrai aller aux toilettes. Com-

ment pourrais-je m'y rendre puisque mon peuple est opprimé ? » Dans la pièce, les officiers se regardent, interloqués. Aurait-il perdu la tête ? Saddam bougonne dans sa barbe. « Savez-vous où se trouve le capitaine Scott Speicher ? » (un pilote américain dont on est sans nouvelles depuis la première guerre du Golfe), interroge un militaire. Une leur passe dans le regard de Saddam. « Non, nous n'avons jamais gardé de prisonniers. Je ne sais pas ce qui s'est passé, affirme-t-il. – Et les armes de destruction massive, vous en aviez ? – Non, bien sûr que non. Les Américains ont imaginé ça pour avoir une raison d'entrer en guerre contre nous. » Le militaire insiste. « Si vous n'en aviez pas, pourquoi ne pas avoir offert un accès libre aux inspecteurs de l'Onu ? – Nous ne voulions pas qu'ils entrent dans nos palais présidentiels et dérangent notre vie privée », répond le dictateur déchu, usant du pluriel de majesté tel un monarque. On lui coupe alors sa barbe broussailleuse. Un médecin l'examine, lui prélève de la salive pour des tests A.d.n. Saddam porte à la main droite un tatouage et sur le corps des traces de blessures anciennes. On le rhabille pour le faire passer devant une glace sans tain derrière laquelle se trouvent d'anciens ministres désormais prisonniers. Tous, Tarek Aziz compris, acquiescent. C'est bien lui. Le lendemain, c'est au tour de quatre membres du Conseil de gouvernement irakien de poser des questions. Pour Saddam, c'est l'Irak qui a gazé les Kurdes à Halabja. « Et les Russes communs ? », demande le dignitaire chiite Abdel Mahdi – Des voleurs, qui avaient fui le champ de bataille contre l'Irak et le Koweït, répond avec cynisme le dictateur. – Avez-vous joué un rôle dans l'assassinat de l'ayatollah Al-Sadr ? lui demande encore le leader chiite. – Je voulais l'extraire de ma poitrine », dit-il. En arabe « Sadr » veut dire « torse ». Ce jeu de mots est une insulte. La conversation est interrompue par un coup de fil du président Bush. Il appelle pour féliciter le Conseil de gouvernement en ce grand jour de victoire.

Non sans mal. Depuis bientôt deux mois que les hommes de la 4^e division d'infanterie traquent Saddam Hussein, ils commençaient à désespérer. Au Q.g., installé dans le palais du dictateur déchu, de nouvelles opérations étaient planifiées chaque nuit. Sans succès. L'état, toutefois, s'était resserré. Il était là, dans sa région natale. Mais où ? Pas dans le désert en tout cas. Difficile de se cacher dans cette immensité pierreuse, plate comme la main. On le cherchait plutôt dans une ferme, parmi les hameaux et les villages misérables établis depuis des millénaires au bord du Tigre majestueux.

Quelques jours avant, une rafle de 22 suspects avait, semble-t-il, donné des résultats. Les renseignements étaient plus précis. Recoupés avec d'autres, ils définissaient une zone plus restreinte. On était passé des noms des gardes du corps aux lieux où leurs familles résidaient. Pour se cacher, Saddam ne s'adressait pas aux hauts dignitaires. Il faisait confiance aux petits, aux humbles, qu'il payait grassement, en qui il savait qu'il pouvait avoir confiance car ils étaient terrorisés. Certains, il est vrai, étaient des militants mais s'ils parlaient, ils savaient qu'ils étaient morts. Les derniers renseignements auraient fait état de la famille d'un cuisinier qui, jadis, avait travaillé dans un palais de Saddam. Depuis l'automne, la C.i.a. et les Forces spéciales procédaient, dans leur enquête, par élimination. De toute manière, elles n'avaient pas le choix. Systématiquement, méthodiquement, les agents faisaient le vide autour du dictateur en arrê-



Après le pillage pour son propre peuple : à Halabja, il ordonne le massacre des innocents

Le 16 mars 1988, les bombardiers irakiens ont versé 15 tonnes de gaz toxique dans la ville de Halabja. En quelques heures, plusieurs milliers de civils sans défense, sans doute 5 000, étaient morts asphyxiés.

Dès 1980, nombre d'entre eux voient leurs biens confisqués avant d'être jetés dans des camions et conduits à la frontière iranienne. En juillet-août 1983, 8 000 Kurdes accusés d'avoir aidé l'Irak à attaquer l'Irak sont tués ; de 1980 à 1988, l'offensive générale lancée contre les Kurdes fera 170 000 morts. Jamais Saddam ne laissa en paix ce peuple en lutte pour son indépendance.

Ces images de familles terrassées dans leur fuite ont fait le tour du monde. Les bombardements au gaz toxique de la ville d'Halabja, le 16 mars 1988, au Kurdistan irakien, à la fin de la guerre contre l'Irak, symbolisaient la cruauté du rais. Ce n'était pourtant pas le premier acte barbare de Saddam contre les Kurdes, victimes des rivalités entre Téhéran et Bagdad.

Dès 1980, nombre d'entre eux voient leurs biens confisqués avant d'être jetés dans des camions et conduits à la frontière iranienne. En juillet-août 1983, 8 000 Kurdes accusés d'avoir aidé l'Irak à attaquer l'Irak sont tués ; de 1980 à 1988, l'offensive générale lancée contre les Kurdes fera 170 000 morts. Jamais Saddam ne laissa en paix ce peuple en lutte pour son indépendance.

tant ceux qui étaient susceptibles de lui donner un coup de main. Ces derniers jours, ils étaient sur la filière du ravitaillement. Saddam vivait comme un chien mais il avait besoin de manger. Les peshmergas, ces fameux combattants kurdes, ceux surtout des services de renseignement de l'U.p.k. de Jalal Talabani, sont les yeux et les oreilles des Américains. A l'état-major, on a confiance en eux. Depuis trente-cinq ans, Saddam n'a eu de cesse de les persécuter, de vouloir les écraser, de casser leur irrédentisme légendaire. En 1988, le rais n'avait pas hésité à bombarder Halabja à coups d'armes chimiques, tuant 5 000 villageois. Avec les Kurdes, les officiers américains étaient sûrs qu'ils ne jouaient pas double jeu. Pas comme les interprètes qui, parfois, donnent des renseignements à l'extérieur sur les missions et rencontres confidentielles entre Américains et Irakiens. La pression que les nostalgiques de l'ancien régime peuvent exercer sur les familles kurdes est quasi nulle. Elles habitent plus au nord et ne pensent qu'à une chose : envoyer Saddam en enfer. Les Kurdes en Irak, ce sont un peu les Kabyles en Algérie. A Bagdad, ils sont nombreux. A Mossoul et Kirkourk, les grandes villes du Nord, aussi. Depuis que la police secrète de Saddam a été dissoute, ce sont eux qui « éclairent » les Américains. Ils sont aidés par des policiers, chûtes ou pas, qui savent d'être à nouveau respectés alors que sous Saddam ils étaient sous la coupe du parti. Dans le triangle sunnite, bastion des partisans du dictateur, on retrouve des Kurdes dans les commissariats. A Samara, Tikrit, ils travaillent en civil. Ils sont irakiens, parlent arabe. Plus facile pour eux, en tout cas, d'infiltrer le réseau ou plutôt les groupes clandestins que des agents de la C.i.a. Mieux, les peshmergas - « prêts à mourir » en kurde - sont de redoutables combattants. A la mi-août, ils avaient réussi à remonter jusqu'à Taha Yassine Ramadan, l'ancien vice-président irakien,

numéro trois du régime, et Ali Hassan al-Majid, le cousin du dictateur que l'on surnomme « Ali le chimique » depuis le gavage d'Halabja. Une filière qui aurait pu mener jusqu'à Saddam si, dit-on, ce coup de filet avait été gardé secret. Ils sont aussi à l'origine de la capture du général Sultan, ex-ministre de la Défense qui, raconte-t-on, aurait négocié sa reddition. Début décembre, les chefs kurdes sont derrière une opération combinée aux portes de Kirkourk. Plusieurs dizaines de peshmergas accompagnent 2 000 soldats de la 4^e division d'infanterie dans un large ratissage. Objectif : capturer Ezzat Ibrahim, le numéro deux du régime, présenté par l'état-major américain comme étant le coordinateur des groupes clandestins. Un de ses adjoints, un colonel, est arrêté mais lui réussit à passer entre les mailles du filet. L'homme, malingre, est malade mais garde toute sa pugnacité. A Bagdad, jadis, les officiers plaisantaient sous cape à son sujet. Ex-vendeur de pains de glace, il saurait à peine lire et écrire mais Saddam l'a nommé général et vice-

président du Conseil de commandement de la révolution. C'est un fidèle proche des mouvements religieux. Mais sa première qualité est de s'appeler Ezzat Ibrahim Al-Douri, « celui d'Al-Douri », sa ville natale où Saddam Hussein vient d'être retrouvé. Al-Douri est bâti à une trentaine de kilomètres de Tikrit, la capitale de la province, et à une vingtaine d'Al-Awja, le village où est né Saddam. C'est là, au milieu des siens, chez les Abu Nasser, la tribu locale qu'on appelle aussi Bejat, que le dictateur s'est toujours senti le plus en sécurité. Déjà, en 1959, il s'était réfugié ici après sa tentative d'assassinat manquée contre le Premier ministre, le général Kassem, avant de rejoindre Le Caire, via la Syrie. Depuis le mois d'avril, il y est revenu. Au fil des mois, ses réseaux se sont réduits mais il n'en a cure car, paradoxalement, c'est la garantie de sa sécurité. Saddam a toujours procédé de la même manière. Depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, jamais il n'a habité ses palais, ni des camps militaires. A Bagdad, il a toujours dormi dans des maisons anodines, des villas de particuliers louées par

des prête-noms. Il se déplaçait dans des voitures banalisées, suivies d'une autre occupée par des gardes du corps. Jamais, pour lui, de convoi ni de gyrophare. Dans la région de Tikrit, il a peu changé de fermes, qu'il choisissait isolées. Dans la cour de son dernier refuge, les soldats américains ont trouvé un vieux taxi orange comme il en existe partout en Irak. Il ne se déplaçait que rarement, toujours à bord de vieilles guimbarde, nombreuses en Irak après douze ans d'embargo. Alors que, dans l'imaginaire des Irakiens, Saddam était à la tête d'un vaste réseau de partisans, il vivait en réalité pratiquement seul, de peur d'être

trahi, ce qui s'est probablement passé. Rien de plus facile pour un intermédiaire de déposer au bureau de la télévision arabe Al-Jazira à Bagdad, une cassette audio enregistrée en catimini dans une ferme. Saddam savait qu'il suffisait qu'il maintienne une petite lumière avec sa voix pour que ses partisans plongés dans la nuit espèrent revenir au pouvoir. Près de 70 % des hommes de la région de Tikrit étaient dans l'armée, le parti, les Fedayins, les multiples services de renseignement du régime. En sachant Saddam vivant et libre, ils pensaient tirer un jour leur épingle du jeu, faire annuler l'épuration qui les frappe. En fait, celui qui incarnait soi-disant la grande fierté arabe et le glaive de l'Islam a déçu, même ses partisans qui lui reprochent de ne pas s'être battu ni suicidé en homme d'honneur qu'il n'était pas. Pour les Kurdes et les chiïtes d'Irak (80% de la population), en tout cas, l'arrestation de Saddam Hussein est une bonne nouvelle. A Bagdad, de leurs journaux affirme même que le 13 décembre devrait être désormais une fête nationale. A Bassora, à Nadjaf et à Karbala, dans les deux lieux saints chiïtes, on a fêté l'événement. Là-bas, on recense les victimes de ce qu'on appelle chez nous un génocide. Des crimes contre l'humanité, contre des milliers d'opposants assassinés après le soulèvement qui fit suite à la défaite de 1991. A l'époque, la répression fut terrible. Saddam mata la révolte dans le sang. A Bagdad, plusieurs organismes irakiens constituent, depuis avril dernier, des dossiers concernant les disparus sans que jusqu'ici les défenseurs des droits de l'homme, qui s'étaient mobilisés, à juste titre, pour les massacres du Rwanda, de Bosnie et du Kosovo,

s'émeuvent outre mesure pour ceux d'Irak. Il faudra y ajouter l'emploi des gaz, qui tuèrent des milliers de « déshérités » pendant la guerre contre l'Iran. Même s'il ne possédait vraisemblablement plus d'armes de destruction massive, Saddam n'avait jamais abandonné l'idée. Ses ingénieurs avaient le savoir-faire et rien ne dit que, dans le futur, une fois la pression internationale relâchée, il n'aurait pas décidé de relancer de nouveaux programmes. Seront bientôt également rappelées les tortures contre les conjurés, vrais ou faux, qui sont morts au cours des purges successives au sein du parti qu'il dirigeait d'une main de fer. Rares sont les familles irakiennes, même sunnites, qui n'ont pas eu à souffrir du régime implacable instauré par un homme qui avait droit de vie et de mort sur chacun de ses « sujets ». Il suffisait d'un soupçon, d'une dénonciation, d'une parole mal interprétée pour se retrouver dans l'enfer des geôles de la police secrète.

Les survivants et leurs familles attendent sans crainte que le dictateur soit jugé, publiquement. Ils ont confiance dans un procès équitable et sous haute surveillance internationale. Ils savent que les 300 000 morts et disparus, les 270 fosses communes découvertes depuis huit mois pèseront lourdement dans l'acte d'accusation. Une première, une révolution, en tout cas un exemple pour les populations du voisin iranien et des pays de la péninsule arabique, qui pourraient bientôt, elles aussi, demander des comptes à leurs dirigeants. Tous ces régimes policiers, quant à eux, observent avec inquiétude le germe de la démocratie et, donc, de la justice pour tous, s'installer peu à peu chez leur voisin irakien, même occupé. ■

Alors que Saddam se cache sous terre, les restes de ses victimes en ressortent et l'accusent. Les témoins qui ont assisté à la répression menée par les troupes du rais affirment que 15 000 cadavres auraient été ensevelis sur les rives de l'Euphrate en 1991. Pendant la première guerre du Golfe, les populations civiles chiïtes du Sud s'étaient soulevées contre le tyran. Mais, craignant une révolution islamique sur le modèle iranien, Bush père avait abandonné les rebelles aux coups de Saddam. De 30 000 à 60 000 personnes auraient été massacrées et des dizaines de milliers d'autres déplacées par Mohamed Hamza al-Zubaidi, surnommé « la terreur des chiïtes ». Dans le jeu de cartes américain des dignitaires du régime, cet ancien Premier ministre était la « dame de pique ». Il a été arrêté le 21 avril 2003.



Après la guerre du Golfe, il noie dans la sape la révolte des chiïtes du Sud

Échoués à la chute du tyran, les corps, enfermés dans des bâches en plastique, sont entreposés dans un gymnase pour que les parents des disparus puissent tenter de les identifier. Les morts sont ensuite transportés dans des villes saines de l'Irak et de la région du Golfe.

Les corps des victimes de la répression sont entreposés dans un gymnase à Bagdad. Les parents des disparus tentent de les identifier. Les morts sont ensuite transportés dans des villes saines de l'Irak et de la région du Golfe.

Les Kurdes alliés fidèles des Américains

Depuis des mois, nous avons sur le terrain entre 700 et 800 hommes des forces spéciales occupés à la seule traque de Saddam Hussein.

Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris confirme la collaboration très active des peshmergas avec les troupes de la coalition en Irak.

– Grâce à notre aide, poursuit-il, les Américains ont pu s'emparer du demi-frère de Saddam Hussein, de ses deux fils, Oudaï et Qusay, tués en juillet dernier, de Taha Hussein Ramadan, ancien vice-président, en août, et de sultan Hashim Ahmad al-Jabburi, l'ex-ministre de la Défense, en septembre. La traque a été longue mais efficace.

En effet, avec la spectaculaire capture de Saddam Hussein dans une cave minuscule à 15 kilomètres de Tikrit, plus personne ne doute du rôle des Kurdes aux côtés des troupes américaines en Irak.

– Les Kurdes sont les meilleurs alliés des Américains, insiste Kendal Nezan, car ils se souviennent qu'en 1991 ces derniers ont créé avec les Anglais et les Français une zone de protection au nord de l'Irak. Qui plus est, les Kurdes ont installé dans cette région un système politique démocratique et laïc dans lequel même les communistes ont toujours soutenu les Américains. Il suffit de se rendre sur place pour le constater : à Suleymanieh, Dohuk et Erbil fleurissent en centre-ville les

cercles d'amitié kurdo-américains. Les drapeaux des deux peuples flottent côte à côte un peu partout et les GI sont reçus régulièrement dans des familles kurdes. L'atmosphère qui règne au Kurdistan irakien, explique Kendal Nezan, rappelle celle qu'ont vécue les Français en 1944 lors de la Libération. Au Kurdistan, personne n'a oublié les massacres et les assassinats du président irakien qui ont fait plus de 400 000 morts en vingt ans. Le village d'Halabja où l'on a gazé des milliers d'habitants reste le symbole de ces attaques répétées. Qu'attendent les Kurdes irakiens aujourd'hui en contrepartie de ce soutien indéfectible ?

– Les Kurdes espèrent accéder à une forme d'autonomie au sein d'un Irak binational kurdo-arabe, un peu sur le modèle canadien, dit Kendal Nezan.

Tout en assumant leur rôle de trait d'union entre les minorités irakiennes (chrétienne, chiite et turkmène) et de ciment de la reconstruction irakienne. Mais les Kurdes ne voulaient-ils pas un Etat regroupant enfin les Kurdistan turc, iranien et irakien ? – Si, bien sûr, mais le droit international n'a pas été respecté et nous n'avons pas pu faire de référendum. Comme nous sommes raisonnables, nous préférons à une utopie internationale une réalité nationale en Irak, en Turquie et en Iran. C'est-à-dire la reconnaissance de notre langue et de notre culture dans ces trois pays. Un jour, nous espérons que les frontières ayant perdu leur côté dramatique, nous pourrions circuler comme cela se fait entre la France et l'Allemagne ou entre la Catalogne et Perpignan. Sans noter de différences ou d'interdictions. Mais nous n'en sommes pas là. En ce moment, il s'agit pour les Kurdes de survivre. ■

OLIVIER MICHEL

Des soldats de l'Union patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani à l'entraînement dans la région de Suleymanieh, dans le nord de l'Irak.



KATE BROOKS/CORBIS

Kurd goal: speaking with one voice

By Edward Wong

SULAIMANIYA, Iraq: The two governing political parties in this country's divided Kurdish region are close to establishing a unified government after conducting intense talks since last month, senior Kurdish officials here said Friday.

The government is likely to be formed within several months, the officials said, and could have a big impact on shaping the future governance of Iraq.

Kurdish leaders say that once a unified government in the region known as Kurdistan is established, then it will push for a federalist system in Iraq that would give it broad autonomy.

That vision conflicts with the federalist system being put forward by many Iraqi politicians, who want to see regional powers given to smaller provinces throughout the country.

Kurdish leaders say they intend to form their unified government well before the Coalition Provisional Authority establishes an Iraqi transitional government at the end of June.

That way, the leaders say, the Kurds will speak with one voice in trying to shape the powers given to the transitional government. Though the Kurds make up only 20 percent of the population, they are better organized politically than any other group in the country, including the Shiites, who make up 60 percent of the population.

That means a unified Kurdish government could have powerful sway over the formation of the transitional government.

"It is important that we push for the reunification," said Barham Salih, prime minister of the Patriotic Union of Kurdistan, or PUK, based here in Sulaimaniya. "It will lay the foundation for federal democracy in Iraq. We have



Michael Kamber/Polaris, for The New York Times
Kurds honoring Jalal Talibani, one of Kurdistan's top political leaders.

a very specific vision for Iraq, and if we put our own house in order, we can put forward our vision of Iraq."

The new Kurdish government would also unite the two parallel administrations of Kurdistan for the first time since civil war broke out between the two dominant political parties in 1994.

Kurdistan, which encompasses northern and northeastern Iraq, is divided: The western half is governed by the Kurdish Democratic Party, or KDP, formed in 1946, while the eastern half is ruled by the PUK, formed in 1975.

The senior Kurdish officials interviewed here said there were already likely candidates for the top positions in the new government. Nechirvan Barzani, prime minister of the KDP, will probably be named the new prime min-

ister, said the officials, who had been briefed on the talks and agreed to speak

on the condition of anonymity. Kosrat Rasul, the former prime minister of the PUK, will most likely become the head of parliament, the officials said.

Separately, they said, Salih, prime minister of the PUK, has a good chance of being named within several months by Iraqi officials as the country's ambassador to the United Nations. Iraq has not sent an envoy to the United Nations since Saddam Hussein's government was ousted last April.

If Salih were to be appointed to that role, it would give the Kurds a strong

voice in shaping the foreign policy of Iraq, since the country's recently appointed foreign minister, Hoshiyar Zbari, is also a Kurd.

Salih, who served as the PUK's representative in Washington, declined to confirm or deny the fact that he was a leading candidate for the UN ambassadorship. "If this turned out to be true," he said, "it would be unrelated to the creation of the new Kurdish government. It is a decision by the Governing Council."

Safeen Dizae, a spokesman for the KDP, said negotiations over the unified government "have picked up pace over the last few weeks."

"The sooner we can get it done, the better for us," he added.

Massoud Barzani, the KDP's representative to the Governing Council, and Jalal Talabani, his counterpart at the PUK, met at the end of November to accelerate talks.

Since then, Dizae said, high-ranking officials from both parties have met twice more.

The New York Times



Kurds tearing a picture of Saddam Hussein during a celebration in Kurdistan during a five-day holiday declared at the news that the former president of Iraq had been captured.

December 20-21, 2003

The New York Times

Iraq violence foreseen as timed for holidays

By Eric Schmitt

BAGHDAD: U.S. military officials warned Sunday that fresh intelligence indicates that Iraqi insurgents may be planning a new wave of violence timed to the Christmas holiday, in part to avenge the capture of Saddam Hussein.

U.S. intelligence has detected what a senior military officer here called "a growing chatter" about possible new attacks against American and allied Iraqi forces in the next several days, but officials said they had not yet learned about any specific plans from informants or from interrogations of guerrillas seized in a series of recent raids.

"There's a great deal of concern about this, although we haven't seen any movement of people or weapons yet," the senior military officer said.

There has been a relative lull in guerrilla attacks against American troops in the past month, especially since Saddam was seized Dec. 13.

Army commanders and intelligence officials said they were unsure whether this was because several recent raids had killed or captured scores of suspected insurgents, crippling their operations, or because the remaining guerrillas were lying low and planning their next strikes.

Major Josslyn Aberle, a spokeswoman for the army's 4th Infantry Division in Tikrit, whose soldiers led the raid that captured Saddam, said that commanders were preparing for insurgents to wage "one last-ditch effort to inflict damage on coalition forces — we expect that."

The warnings offer insights into the limitations of intelligence in the rapidly shifting counterinsurgency operation in Iraq and into how the military gauges success here.

The military's understanding of the guerrillas' organizational structure has improved dramatically in recent months, officers say, but they acknowledge that there are still major gaps in predicting where insurgents will strike next, how they coordinate with other groups, and how quickly they can replenish their ranks and reorganize after attacks.

"The adversary is constantly morphing and adapting, and there are parts that are vague," a senior military official in Baghdad said Sunday. "There are still things we don't know. It takes putting all those little pieces of the puzzle together, and that's a painstaking process."

Military officials said that U.S. troops were taking note of the new warnings, but were not significantly altering their operations.

"We maintain a high state of vigil-

ance against an enemy who probes for weaknesses to ensure we do not let our guard down at critical times," Major Hugh Cate, a spokesman for the 101st Airborne Division in Mosul, said in an e-mail message.

Any new attacks could come in many ways against a range of targets, military officials said. As attacks against U.S. forces have dipped to an average of 20 a day from more than 40 a month ago, the number of strikes against less well protected Iraqi security forces has increased.

Some commanders, like Major General Raymond Odierno, leader of the 4th Infantry Division, have cautioned that the recent successes of the occupying forces have driven loyalists to Saddam to change their tactics and to begin carrying out high-profile suicide bombings against military and civilian targets.

"It shows their desperation," he said in an interview.

Perhaps the threat soldiers fear most are remotely detonated roadside bombs, called "improvised explosive devices," which can be disguised to blend in with the surroundings.

"IED's can be anything, anywhere — inside a block of concrete, inside a garbage bag or dug in a hole on the side of the road," First Lieutenant Nick Grif-fiths, 24, an anti-tank platoon leader

with the 2nd Armored Cavalry Regiment, said last week on a drive through Baghdad's crowded streets in his armored Humvee.

Commanders point to several signs that their counterinsurgency effort is taking a toll on the rebels. American forces are seizing more couriers smuggling money into Iraq, an indication that the insurgents' financing to pay for attacks on Americans may be drying up.

In two cases in the past few weeks, Baghdad residents have reported to occupying authorities that members of their families were kidnapped and

threatened with death unless they planted a roadside bomb at a specific location.

"That's something new and could indicate either a lack of funds or a lack of popular support," said Brigadier General Mark Hertling, an assistant commander of the 1st Armored Division.

Occupation officials and military commanders say they are using more information more effectively, in part because of greater Iraqi involvement. Acting quickly on that intelligence and staying on the offensive is critical for gaining new intelligence, senior officers said.

The military is working closely with other federal agencies, like the CIA and FBI, to disrupt or eliminate guerrilla cells.

Each patrol file a report that is supposed to be filed quickly into a computer database to help analysts identify patterns in insurgent activities. But some commanders worry that reports are piling up because of a shortages of people to enter the information and



Tyler Hicks/The New York Times

Iraqi children tending livestock in Ad Dawr, the town where Saddam was captured.

analyze it.

"We have all this new intelligence, but not enough analysts to input it," Brigadier General Martin Dempsey, leader of the 1st Armored Division, said recently.

The system for paying informants is not working well and is hampering efforts on the ground, some officers warn.

Outside the front gate of an American base north of Baghdad, informants, including many children, line up every

day to offer tips on the location of roadside bombs (\$10 to \$20, if the information pans out) to where to find a weapons cache (\$100).

Some officers say they are forced to string along potential tipsters until they can pay them, a strategy they say risks alienating valuable potential sources.

"The funds ain't there," said a battalion intelligence officer in the 4th Division. "The money needs to be paid out quickly."

Asked about the problems, a senior military official in Baghdad declined to

comment except to say the matter was very complicated.

"This is an issue we have to work through," the official said. "We've never had anything on this scale before. There are legal issues. There are policy issues. We have a situation here that is just unprecedented."

The New York Times

Ian Fisher and Dexter Filkins in Baghdad contributed to this article.

Justice for all the victims ■ By Anne-Marie Slaughter & William Burke-White

Allow an international panel to judge Saddam

PRINCETON, New Jersey
As the Bush administration develops its plans for the trial of Saddam Hussein, it must remember that Saddam's victims are not only in Iraq. Saddam is responsible for numerous and equally appalling crimes against non-Iraqis: He used chemical weapons against Iranian soldiers in the 1980's and he aggressively invaded and occupied Kuwait in 1990.

Equally important as the need to bring justice for all of Saddam's victims, the trial of Saddam must be perceived as legitimate in Iraq, and, as widely as possible, in the Islamic world. To achieve both these aims, the tribunal should include judges both from Iraq and from other countries most directly affected by his crimes, including at least one from Iran or Kuwait.

Fortunately, the statute of the Special Tribunal approved last week by the Iraqi Governing Council allows for the inclusion of international judges. While members of the Council have asserted that "this will be an Iraqi process," they are free to consult widely, with the United States, the United Nations, the Arab League, the European Union, and others as to the best composition of the tribunal.

The statute of a Special Tribunal for Crimes against Humanity also allows the tribunal to prosecute crimes against both Iraqis and non-Iraqis. Specifically, it has jurisdiction over the crime of aggression as defined in Iraqi law. Saddam can thus be tried not only for crimes against his own people but also for waging aggressive wars against Iran and Kuwait and for war crimes against their citizens. Including these charges offers the chance to bring a sense of justice to the entire region he destabilized and terrorized for decades.

At a press conference on Monday, President George W. Bush announced his desire to "work with Iraqis to develop a way to try [Saddam] that will withstand international scrutiny." Saddam's trial will have three key audiences: Iraq, the Middle East, and the rest of the world. Holding a trial led by Iraqis in

Iraq will do much for the legitimacy of the proceedings at home. Saddam was responsible for the deaths of hundreds of thousands of Iraqi citizens, particularly Kurds and Shiites. For the victims of these horrendous crimes, Saddam's trial should be held in Baghdad, physically close to the victims and structured in such a way that Iraqis can judge their own.

By including one or two judges from other victim states, the rest of the Muslim world will have greater faith that the trial is not only a victors' justice.

The statute of the tribunal approved last week can go far to assuage international criticism. It provides all the basic guarantees of a free trial. Trials are to be public. The accused are innocent until proven guilty. They have the right to counsel (including international counsel), the ability to confront witnesses and a right to appeal.

Yet, as the Iraqi judiciary has not functioned in any serious way for decades, Iraq needs help to build a case against Saddam and ensure that his trial is perceived as free and fair. In this regard, the statute allows for international advisers for both the prosecutors and judges. The tribunal should invite — possibly with the help of the United Nations, which has a great deal of experience in international trials — a distinguished group of international jurists, including some from the Muslim world, to serve as advisers. Even nations opposed to the war agreed that Saddam was an evil tyrant. His trial presents an opportunity for the entire international community to come together around something all agree on.

Anne-Marie Slaughter is dean of Princeton University's Woodrow Wilson School of Public and International Affairs and the president of the American Society of International Law. William Burke-White is lecturer in public and international affairs at the Woodrow Wilson School.

By including judges from other victim states, the rest of the Muslim world will have greater faith that the trial is not only a victors' justice.

Herald INTERNATIONAL Tribune

December 22, 2003

Delivering Iraq from debt

As James Baker is quickly showing, old-fashioned diplomacy can advance policy objectives. In his first trip as President George W. Bush's Iraqi debt negotiator, Baker met with five European leaders and emerged with declarations endorsing a substantial write-off of the \$40 billion in old loans and accrued interest that Baghdad owes major developed countries. The five countries Baker visited, together with the United States, account for roughly \$25 billion of those obligations. That's only a start — Iraq's overall debt amounts to \$120 billion — but it's an important one.

Baker's successful meetings in Paris and Berlin led to the most unified declaration on Iraq since last winter's damaging split in the Security Council. The session with a third nation that had opposed the war in Iraq, Russia, was less rewarding, with President Vladimir Putin linking support for debt relief to compensation for Russian companies that had contracts with Saddam Hussein.

The leaders of France and Germany were already looking for politically feasible ways to work with Washington on Iraq. Baker also benefited from a good reputation dating back to his role as secretary of state in the first Bush administration, when deft and

sensitive American diplomacy helped manage the consequences of the collapse of the Soviet Union. That record stands in painful contrast to the current administration's gratuitous alienation of much of Europe, most recently through a Pentagon memo excluding opponents of the war from Iraqi reconstruction contracts financed by U.S. tax dollars. Releasing that memo on the eve of Baker's European trip was inept. Fortunately, it did not prevent French and German cooperation on debt relief.

Debt forgiveness is a drastic step that should be undertaken only in rare cases, lest it dry up future credit.

Iraq is not the only country with more debts than it can pay, or the only one left with obligations incurred by a toppled dictator. The closest parallel is Nigeria, which is also struggling to build democracy and should eventually be given debt relief. Right now, however, the most compelling and important candidate is Iraq.

Despite Baker's successes, the countries involved have agreed so far only on the principle of debt reduction, with details still to be worked out on how much to forgive and when. Those decisions should be made quickly and generously, so debt relief can take effect as soon as Iraq

regains its sovereignty next summer. Baghdad's numerous other creditors should also grant substantial relief.

Most government lending to Iraq took place before Saddam's 1990 invasion of Kuwait. The largest loans came from wealthy Persian Gulf countries helping to finance Iraq's war with Iran in the 1980's. These countries have not yet offered any debt relief. Billions more are owed to commercial banks and corporate creditors, which are likely to take part in a separate renegotiation. Iraq also faces probably another \$100 billion in reparations payments for the Kuwait invasion.

Combined with the \$120 billion in debt, that amounts to more than eight times Iraq's gross domestic product of \$26 billion a year, obviously an unsustainable burden. While everyone knows that these obligations will never be paid in full, until they are formally written down they will cast a huge shadow over Iraq's ability to attract foreign aid and private investment and to provide needed social services. Lifting a substantial part of this burden would let Baghdad spend more of its future oil income on domestic needs, reducing the aid needed from American taxpayers and improving Iraq's chances of becoming a self-sustaining democracy.

December 22, 2003

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Poland hopes support will reap profits in Iraq

But only big firms may land contracts

By Mark Landler

WARSAW: As the Pentagon starts handing out contracts to rebuild Iraq's sunken roads, bridges, wells and pipelines, few people are waiting with more impatience than the Poles.

In the view of Poland, which risked the ire of its European neighbors by backing the war, committed troops to the occupation and lost its first soldier last month to a sniper near Baghdad, this is payback time.

While the Polish government cited moral and political reasons for its support of the United States, economic motives were never far from the surface. Polish officials freely acknowledge that they hoped that backing a friend in a time of need would translate into more profitable economic ties.

To many here, winning contracts in Iraq is one way to judge whether that bet paid off. Some see it as an ominous

sign that Poland has so far netted just one project, a \$7 million telecommunications contract.

"We keep hearing this is such an important alliance, but we've seen little value from it," said Marek Ostrowski, a leading foreign affairs commentator. "We're starting to feel this is a one-way street."

Poland's grievances extend beyond Iraq. Its broader economic ties with the United States have languished in recent years. Despite being a populous country in Central Europe, with 39 million people, it ranks 63rd among America's trading partners, behind Jamaica.

The United States, once the biggest foreign investor in Poland, has fallen to third place, after France and Germany, as American companies build their auto assembly plants and semiconductor factories elsewhere.

Underscoring the one-way nature of its ties with the United States, the Polish

government agreed late last year to buy 48 American F-16 fighter jets for about \$3 billion.

The contract, which Poland awarded to Lockheed Martin over two European manufacturers, is starting to stir frustration here because of the time it is taking Lockheed to fulfill its promise to steer American investments to Poland to offset the purchase.

"It's not a pretty picture," said Tony Housh, former director of the American Chamber of Commerce here. "We've got decent investments, but the trade relationship is nowhere near what it should be."

Iraq could be another case of unmet expectations. About 8,000 Polish companies have expressed an interest in projects. Sixteen groups, the biggest names in Polish industry, have been assembled to bid for contracts, which include \$18.6 billion in American tenders that have been put off-limits to opponents of the war, including France, Germany and Russia. The trouble is, the scale of projects in Iraq may put them out of the reach of all but the biggest Polish contractors.

That has not stopped Yuletide visions of Iraqi bridges and oil wells dancing in the heads of lobbyists and consultants here. Warsaw crackles with gossip about who has the best connections in Washington, and how much those ties

might be worth.

"I'm looking for half a billion dollars in 2004," said Victor Boraks, organizer of the best-financed group, which includes Poland's state oil company, a power generation company and an engineering firm. "We have the manpower, we have the capability, we have the experience."

Poland also has a history of work in Iraq: about 40,000 Poles toiled there in the 1970's and 1980's, building more than 200 projects, including roads, bridges and refineries. Boraks said he had the names of 1,000 Poles with experience in Iraq, many of whom speak Arabic.

Poland was valued by Iraq because its

labor costs were low, and the quality of its work was comparable to that of other European countries.

"It would be difficult to find another country with so much experience in Iraq," said Tadeusz Iwinski, a foreign policy adviser to Prime Minister Leszek Miller. "We don't need any preferential treatment in contracts, but we should have this expertise taken into account."

Polish officials spent two days last week appealing to the secretary of commerce, Donald Evans, who visited Warsaw on a tour of Central Europe. Evans was lavish in his praise of Poland's military support, but he offered few tangible economic benefits, largely

because contracts are being awarded by the Pentagon, not his department.

The likelihood, executives here said, is that Polish companies will be given subcontracts by American companies, like Halliburton, which has a huge no-bid reconstruction contract from the army.

Diplomats here say the Poles could make out nicely with a series of subcontracts, perhaps even earning \$2 billion over five years. But Polish officials understand that, at heart, this is a political process. There is talk of Miller paying another visit to Washington.

Meanwhile, the Poles are making their case to whoever will listen.

The New York Times

2 U.S. soldiers killed as bomb hits convoy

By Edward Wong

BAGHDAD: Two American soldiers and their Iraqi interpreter were killed Monday morning when an improvised bomb exploded beside their convoy, military officials said. Two other soldiers were wounded in the explosion.

The deaths brought to 202 the number of soldiers killed in combat since President George W. Bush declared an end to major combat operations on May 1. The total killed in combat since the war began in March is 317.

The explosion went off at 11:45 a.m., and the two wounded soldiers were quickly taken to a combat hospital.

The number of attacks on American soldiers has plummeted from a high of 50 a day in November. Guerrilla fighters seem to be concentrating instead on strikes at soft targets, especially Iraqi police stations, which have little in the way of protection against car bombs. But military officials have said that intelligence reports show there could be a rise in attacks against coalition forces this week, as insurgents try to disrupt Christmas celebrations and avenge the capture of Saddam Hussein last Saturday.

Military officials said American soldiers captured Sunday night a high-ranking officer in Saddam's government. The man, Major General Mumtaz al-Taji, a former intelligence officer, was believed to be coordinating attacks against coalition forces north of Baghdad, the military said. Taji was detained during night raids in the town of Baquba, in the so-called Sunni Triangle, where disaffection with the American occupation runs high.

Now that Saddam has been caught, the most wanted man on the American governments list of fugitive Iraqis is Izzat Ibrahim al-Douri, believed to be in hiding north of Baghdad.

The north, with its various ethnic groups and tribes, is one of the most difficult areas for the occupying coalition

to control. Thousands of Kurds took to the streets of the city of Kirkuk on Monday, demanding that the city be turned over to Kurdish control. The two dominant Kurdish parties in the north intend to ask the Iraqi government to give them broad governing authority over the Kurdish regions.

Also Monday, the Iraqi minister of telecommunication signed contracts with three cellular phone companies to provide service in Iraq. The contracts were some of the most anticipated and hotly contested ones given out since

Saddam's government was ousted. Rival companies have accused the Iraqi government and the winners of favoritism and corruption, charges that the parties have denied.

Orascom Telecom Holding, an Egyptian company, is expected to start providing service in central Iraq, including in Baghdad, on Jan. 1. AsiaCell will operate in the north, and AtheerTel, a Kuwaiti company, will cover the south. The three contracts, worth a total of \$5 million, are good for two years.

Iraq has a population of 25 million people, and it has been considered one of the greatest untapped markets in the Middle East for cellphone companies.

The New York Times

Les Kurdes veulent Kirkouk

« Kirkouk, cœur du Kurdistan. Nous réclamons le fédéralisme pour le Kurdistan. » Des milliers de Kurdes ont manifesté, hier dans le calme, à Kirkouk au nord de l'Irak, pour réclamer le rattachement de cette impor-

tante ville pétrolière à leur région autonome. Une démonstration de force visant à conforter leur poids dans un futur Irak fédéral. Majoritairement kurde à l'origine, la ville a été arabisée de force par Saddam Hussein.



A. SENNA / AFP

23 DÉCEMBRE 2003

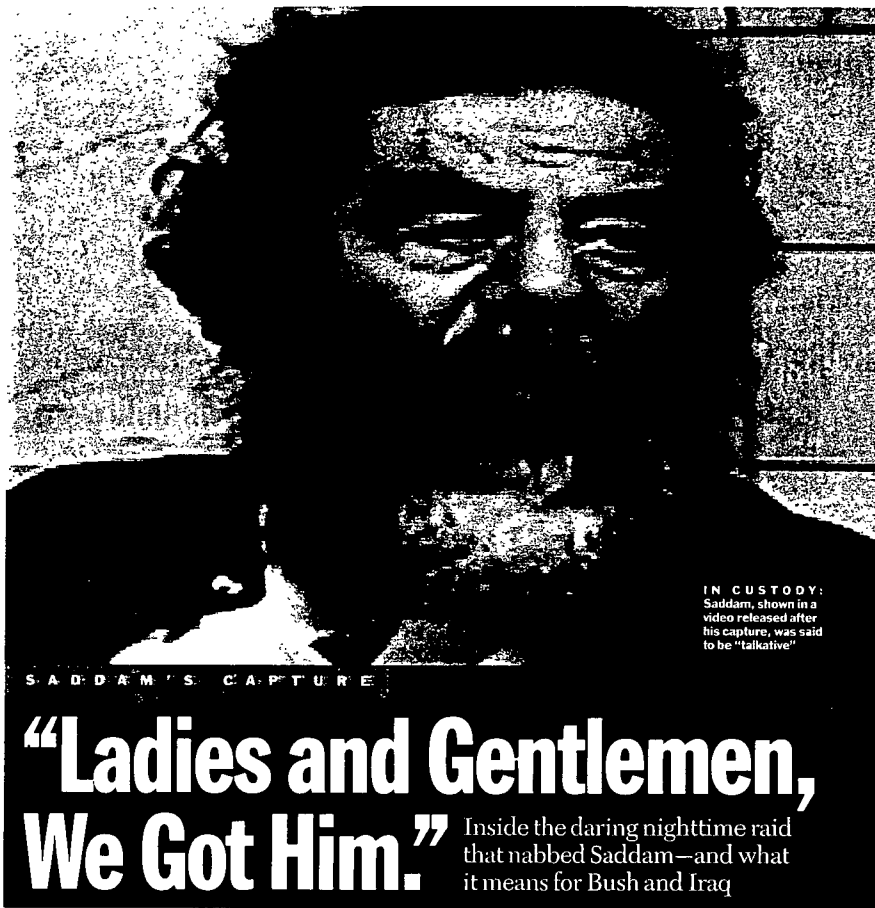


December 23, 2003

The New York Times

TIME

DECEMBER 22, 2003



“Ladies and Gentlemen, We Got Him.”

Inside the daring nighttime raid that nabbed Saddam—and what it means for Bush and Iraq

BY NANCY GIBBS

EVEN BEFORE HE IS BROUGHT TO TRIAL, THERE WAS JUSTICE IN THE news that Saddam Hussein had survived by being buried alive. Like a pharaoh in his tomb, he had surrounded himself with symbols of his lost power—two AK-47s, a pistol, \$750,000 in \$100 bills. The Butcher of Baghdad was nestled underground with pictures of Ben Franklin. The hunt for Saddam that began with a hellfire of bombs eight months ago ended without a shot being fired. It was soldiers from the Raider Brigade of the Army's 4th Infantry Division who dug him out of the 8-ft.-deep spider hole; the palace monster of monuments and torture chambers had been reduced to the life of a bug. His captors picked through

his shaggy hair, the raccoon beard. They scraped his throat, checked his teeth. “Merry Christmas,” said the soldiers to one another, and they lit cigars and took pictures and smiled.

It was a relief to see him made small enough to handcuff because the phantom had become too big, and you can't bring peace to a haunted house. Bribes and threats and rockets and satellites had failed to find him, even with the world's mightiest army conducting the manhunt. The President had stopped talking about him, as if he were superstitious or trying to change the subject. People bought

Saddam golf balls, Saddam piñatas, voodoo dolls, to satisfy the need to hit back and not feel helpless every time he taunted his hunters with a new videotape to rally his followers, every time we heard of a new ambush conducted in his name.

With his capture, we exhale, after a long, deep breath we have held for a year. We can measure the meaning of his capture by the measures we have taken—old alliances and long traditions discarded to go to war to take him out and, in the name of democracy, a war that was opposed by vast majorities in most

democracies on earth. Hundreds of soldiers killed, hundreds more wounded, \$4 billion a month spent and billions more to come, a country broken in pieces that we will be helping rebuild for years to come. And so what is the gift this capture has bought? Perhaps a true taste of freedom from fear for 25 million people who could never quite have faith that the tyranny was over while the tyrant was still loose. It was an antidote to the contempt expressed by Arab and European commentators who poked the American tiger: See, you can't even catch Saddam. “This is very good news for the people of Iraq,” British Prime Minister Tony Blair said on Sunday. “It removes the shadow that has been hanging over them for too long of the nightmare of a return to the Saddam regime. This fear is now removed.” Other implications of Saddam's capture are less clear. Will it encourage Bush to reach out to other European allies to help in the policing and reconstruction of Iraq, or will he be encouraged to stick to his current course? And how will this victory affect Bush's re-election campaign in 2004—and, perhaps more to the point, the campaigns of the Democratic candidates, including front runner Howard Dean, who want to replace him?

It was a team of 600 soldiers from the 4th Infantry Division and U.S. special forces that acted on the tip that Saddam was hiding in a little town called al-Dawr, 15 miles from his hometown of Tikrit. These soldiers had been scouring the area for months in the belief that he would stay close to home, where loyalty among those who most benefited from his rule still ran deep. U.S. intelligence sources

tell *TIME* that over the past month they were getting better leads. “In the last three to four weeks, our forces have been able to capture people we've been hunting all summer,” said Lieut. Colonel Steven Russell, the commander of the 4th's 1-22 Infantry Regiment. “This was the inner circle, and we were taking pieces out of it.” Last week they could tell they were getting closer and closer. “Four days ago, an individual was captured that led to the capture of the man we believed was Saddam's right-hand man,” Russell told *TIME*. “He was captured two days ago. Information he had led to information that led to the capture of Saddam Hussein.”

But the pressure was also intense. Just the week before, Defense Secretary Donald Rumsfeld was in the region pressing the officers about why this was taking so long. Sitting in front of walls lined with maps and flat video screens, Rumsfeld marveled at the elusiveness of the quarry. “I'm dumbfounded when I think about it,” he told Army Major General Raymond Odierno, commander of the 4th Infantry. “The chances of us using that kind of



TAKEN OUT Saddam was found underground in a "spider hole," above. After his capture, the U.S. released footage, below, of a doctor examining him, apparently to get a DNA sample



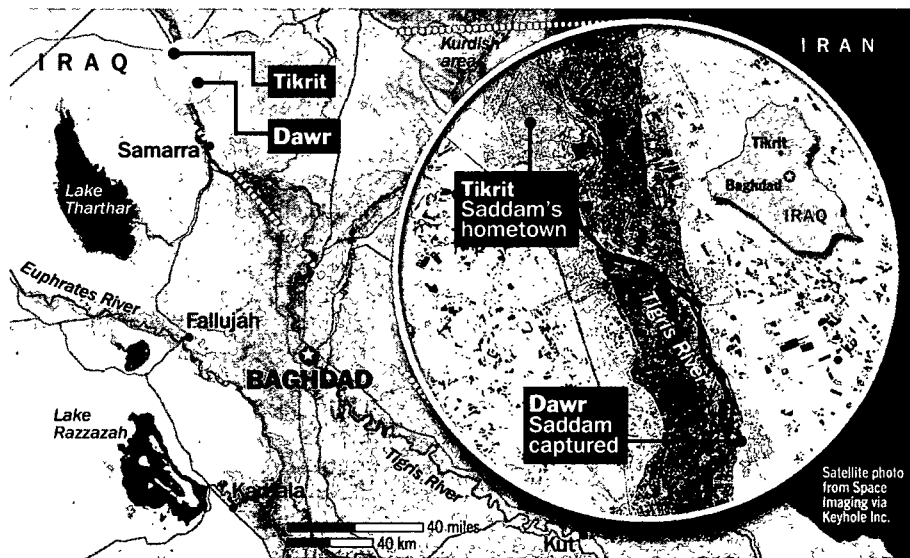
BOTTOM: AP/WIDE

Nameq was arrested and the second location the Americans searched was his farm. At first, the searches of a rural farmhouse, however, turned up little that was suspicious. But after all these years of deception, all these months of hunting, given Saddam's reputation for tunnels and safe rooms and secrets, the soldiers knew to scrape the paint off the walls in the event he was hiding behind them. So they cordoned off the area and took out their tweezers, searching every corner. On the premises there was a small, walled compound with a mud hut and a metal lean-to. There they found the entrance to the hole, camouflaged with dirt and bricks, with just enough space to lie down, a fan and an air vent. It appears he had been shuttled around in an orange-and-white taxi. U.S. ground-forces commander in Iraq Lieut. General Ricardo Sanchez said Saddam put up no fight, was talkative, cooperating. Says a top White House aide: "He was very forthcoming about who he was."

President George W. Bush first got word from Rumsfeld on Saturday afternoon in a call to Camp David. "We think we may have him," Rumsfeld announced, and the President said to keep him informed. The President had already planned to return to the White House early to avoid a snowstorm descending on the mid-Atlantic coast that could have prevented his attending a special Christmas show taping the next day. Bush called Adnan Pachachi, the acting president of the Iraqi governing council, to congratulate him; as they were trying to get him on the cell phone Pachachi was with Bremer at Saddam's holding location. He couldn't take the phone immediately because he was berating the fallen dictator.

"Ladies and gentlemen, we got him," Ambassador L. Paul Bremer, tears in his eyes, told the news conference, which erupted in cheers. "Iraq's future, your future, has never been more full of hope. The tyrant is a prisoner." From the first moment the American video of Saddam in custody began rolling, Iraqi journalists stood and screamed. Some yelled, "Kill him! Kill Saddam." The people of Baghdad caught the spirit of hope and pain, firing bullets into the sky and throwing candy, lighting firecrackers in the street. "They got Saddam!" "The devil is gone." It was like a wedding day, or perhaps more a birthday. "We will be friends with the Americans because of this," said a delighted Syed Hassan al Naji, the Baghdad commander of gadfly cleric Moqtada Sadr's militia, the Army of Mehdi. In his white turban and long robes, Al-Naji beamed with pleasure in his neighbor's house in Sadr City as the news came out over the Arabic news channels. "This is a great day."

Hashim Kamal al Naami, a 78-year-old political exile living in Ukraine started crying when he heard that the rumors of Saddam's capture were confirmed. "I can't believe it," he said over a satellite phone to his son in Baghdad. A lawyer and retired staff brigadier for the Iraqi Army who was openly critical of Saddam's regime, al-Naami finally concluded that it is now safe to return, after more than a



money to find somebody—to figure out how to invest some time and develop a network and produce the information that would do it—I mean, that ought to be doable.”
But it was not until 8 o'clock on Saturday night, with the launch of Operation Red Dawn, that they finally began to close in on

the prize. The hunters spread out across two locations, labeled Wolverine One and Wolverine Two. Locals in al-Dawr say the house is owned by Qais al-Nameq, who was a personal attendant of Saddam who returned a few years ago. His two sons were arrested along with Saddam. These residents say al-



CELEBRATIONS : Iraqis rejoice in the streets of the southern city of Nasiriyah after hearing word that U.S. troops had nabbed Saddam; meanwhile, soldiers from the 4th Infantry Division, which made the capture, applaud upon seeing images of the fugitive ex-leader in custody on TV

decade of living abroad. "There's no need for me to stay away anymore," he said over the phone. While he was speaking, his Iraqi friends were planning a celebration in the Yalta town hall for the hundreds of Iraqi political exiles who live in the area. "It's not only the living Iraqis that are celebrating," he said. "Even the dead Iraqis are celebrating in their graveyards."

There was no celebration in Tikrit, Saddam's home town, and elsewhere former regime members were sullen and glum, looking for further proof, refusing to believe even when word came that the confirmation went beyond the local authorities, beyond the CIA and the Pentagon, down to the level of his scars

and his cells, a DNA test. According to Senator Pat Roberts, head of the Senate Intelligence Committee, the U.S. had some of Saddam's senior aides driven to Tikrit to view him and confirm it was him. A shopkeeper there named Basim al-Tikriti said, "I am shocked. I cannot move my body. I feel like I am frozen."

Does this mean that the attacks on U.S. soldiers every day, the roadside bombs and downtown ambushes and mortars fired at headquarters would die away? There never was good evidence that Saddam was controlling the insurgency, and the circumstances in which he was found—hiding in a hole, accompanied by an entourage of only two—suggest he was too isolated to play any central role. However, his arrest could still profoundly rattle the resistance. The Pentagon estimated that nine of 10 insurgents were former regime loyalists. To the extent they were driven by a rational agenda—restoring the old regime to power—it is now deprived of its end goal. The insurgents are, for the most part, Baathists. and throughout his rule Saddam was the party and the party was Saddam. "I think it will let the wind out of the sails," says Russell. "And if not, these people who continue to support him are completely stupid."

There are practical reasons to think Saddam's capture may help quell the resistance. For one thing, even if Saddam's leader-

ship was not central to the insurgency, his money likely was. Many of the resistance fighters the U.S. has picked up were essentially mercenaries, former criminals or jobless men who were paid to strike U.S. forces. His arrest increases the chance that Iraqis will feel safe to turn in other insurgents, as happened after the siege that ended in the deaths of Uday and Qusay.

There remains, however, the resistance fighters who have no loyalty to Saddam but fight for other, larger causes. They will likely be affected in different ways: the jihadis are not known to have yet established in Iraq their own infrastructure for fighting. Rather, they

are thought to have joined up with Baathists, who can provide them the intelligence, the money, the munitions and the vehicles to deliver them in their attacks. To the extent the Baathists are hurt, they may be hurt too.

At the same time, no one is expecting the conflict to end abruptly, especially the military commanders who work out of one of Saddam's ornate palaces overlooking the Tigris River in Tikrit. "We expect a spike in enemy activity," says Captain Mitch Carlisle. "We're more focused on alert than ever. We're not letting our guard down at all."

The news meant that the man George Bush vowed to hunt down was now at his mercy, and so he has choices to make. He could declare victory and go home, but nothing in his reflexes or rhetoric suggests that, having placed Saddam in a cage, he is inclined to leave his other promises unfulfilled. And so the latest in the series of tests of a President's instincts and motives comes to this: Does he trust the people he says he went to war to free to do the right thing? If a sense of justice is the necessary rock on which democracies stand, how can anyone other than his countrymen

have a greater right to put him on trial? But how would that work, who leads the prosecution, who defends him, and what laws apply? "There's an Iraqi catharsis that has to take place," says one senior State Department offi-

cial, "The nation has to see it on their TVs and they have to feel like they did it."

That the Americans captured Saddam alive spares Bush the problem he faced after Saddam's sons were killed last summer: even after camera crews were allowed to film the dead bodies of Uday and Qusay, many Iraqis remained unconvinced it was them. Given the depraved legacies of the sons, it was like trying to convince the Iraqis that the devil had been killed. This time, the devil is in custody, walking, talking, clearly himself. "I imagine he was almost relieved," a Pentagon official said. "I mean, he lost his power, his country, his sons—and he lost his freedom in a lot of ways before we got him."

It's equally significant that the devil, at least so far, isn't spitting fire. Had Saddam been taken in a pressed shirt, well-groomed, standing tall, spouting defiance, the Americans would have a new problem on their hands. A dignified

Saddam being manhandled by imperialist troops could well have become a rallying figure not just for former Baathists, but for Arab nationalists in Iraq and outside it. Whatever posture Saddam takes in whatever tribunal he appears in, he will likely never live down that image of him scruffy, defeated, opening his mouth for the doctor like a good boy. "It's like he's a goat," one Iraqi delighted, watching the images of Saddam being searched on TV.

With Saddam at last captured one mystery is solved, but others now simmer. What happened to his weapons, his money, his remaining allies? What were his plans? Will all the Iraqis who have never learned what happened to their brother, their uncle, their neighbor now get the maps to the rest of the mass graves? Will they find a way toward reconciliation, Sunni and Shi'a, Arab and Kurd, as every hopeful official set as a necessary step on a path towards true peace? The world waits for a new chapter and history prepares, once again, to turn on a dime.

—With reporting by Brian Bennett/Baghdad, Michael Ware/al-Dawr, Phil Zabriskie/Tikrit and John F. Dickerson and Mark Thompson and Douglas Waller/Washington

Les représentants kurdes soumettent un projet sur le fédéralisme



BAGDAD, 20 déc (AFP) - 8h37 - Les représentants kurdes ont soumis au Conseil de gouvernement transitoire irakien un projet de loi sur le fédéralisme en Irak, dans lequel la zone kurde inclurait la région pétrolière de Kirkouk, a indiqué samedi un responsable kurde.

Dans une déclaration à l'AFP, Bakhtiar Amine, adjoint du membre kurde du Conseil de gouvernement Mahmoud Othman, a précisé que le texte avait été remis au conseil par les cinq représentants kurdes au sein de cette instance, dont les deux chefs kurdes Jalal Talabani et Massoud Barzani.

Le texte reprend "une loi sur le fédéralisme qui avait été adoptée par le +parlement kurde+ (non reconnu internationalement) il y a un an", a précisé M. Amine.

"Nous avons présenté ce texte car nous voulons dès maintenant entrer dans les détails de la question du fédéralisme et nous ne voulons pas reporter le sujet jusqu'après l'adoption de la nouvelle Constitution" provisoire irakienne, en préparation.

Conformément au texte soumis par les représentants kurdes, la province du Kurdistan serait formée des zones à majorité kurde lors du recensement de 1957, soit avant la politique d'arabisation menée notamment dans la région pétrolière de Kirkouk par le régime déchu.

Le texte précise ainsi que les régions kurdes sont les trois provinces d'Erbil, Dohouk et Souleymanieh, qui représentent les zones contrôlées depuis 1991 par les Kurdes, ainsi que celle de Kirkouk et des zones kurdes dans la province de Dyala (66 km au nord est de Bagdad) et celle de Mossoul (400 km au nord de Bagdad).

Le projet soumis par les Kurdes prévoit "l'instauration d'un Irak fédéral parlementaire" et précise "les relations entre la capitale et les régions du Kurdistan", selon M. Amine.

Il a indiqué que le conseil de gouvernement avait décidé de former une commission pour débattre de ce projet et trancher "avant fin février".

La nouvelle Constitution provisoire en préparation devrait mentionner le caractère fédéral de l'Irak.

Barzani: les Kurdes revendiquent Kirkouk en raison de leurs droits historiques



BAGDAD, 21 déc (AFP) - 12h02 - Les Kurdes revendiquent la région de Kirkouk en raison de leurs droits historiques et non pour sa richesse pétrolière, a affirmé dimanche le chef kurde Massoud Barzani.

"Les Kurdes ne réclament pas Kirkouk parce que cette région est riche en pétrole (...) mais parce que ses villes et ses villages ont de l'importance pour l'histoire des Kurdes et sont situés à l'intérieur des frontières géographiques et administratives du Kurdistan", a déclaré M. Barzani au journal al-Taakhi, organe du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qu'il dirige.

"Le peuple kurde estime que le fédéralisme constitue la meilleure solution pour son problème et tout gouvernement à l'avenir devra éviter de répéter les erreurs fatales commises par les gouvernements irakiens précédents et ne pas ignorer la volonté du peuple kurde", a encore averti M. Barzani.

Il a souligné "qu'après douze ans d'autonomie, les Kurdes n'accepteront pas moins que les zones qu'ils contrôlent actuellement et aspirent à ce que les autres régions du Kurdistan, qui ont été soumises avant la libération de l'Irak à des changements démographiques, leurs soient restituées".

Un responsable kurde avait indiqué samedi à l'AFP que les cinq représentants kurdes au Conseil de gouvernement transitoire irakien, dont M. Barzani, avaient remis à cette instance un projet de loi sur le fédéralisme, dans lequel la zone kurde inclurait Kirkouk.

Conformément à ce texte, la province du Kurdistan serait formée des zones à majorité kurde lors du recensement de 1957, soit avant la politique d'arabisation menée notamment dans la région pétrolière de Kirkouk par le régime déchu.

Le texte précise que les régions kurdes sont les trois provinces d'Erbil, Dohouk et Souleymaniyah, qui représentent les zones contrôlées depuis 1991 par les Kurdes, ainsi que celle de Kirkouk et des zones kurdes dans la province de Diyala (66 km au nord-est de Bagdad) et celle de Mossoul (400 km au nord de Bagdad).

La nouvelle Constitution provisoire en préparation devrait mentionner le caractère fédéral de l'Irak.

Avertissement de la Turquie aux Kurdes d'Irak



ANKARA, 24 déc (AFP) - 12h58 - Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul a mis en garde mercredi les Kurdes d'Irak contre toute tentative pour élargir leur autonomie dans le nord du pays, estimant que ceci risquait de précipiter des incidents.

"Nous avons lancé un avertissement à la suite de récents développements en Irak du nord et ailleurs qui pourraient remettre en cause l'intégrité territoriale et l'unité politique de l'Irak. Tous les pays de la région ont fait de même", a affirmé M. Gul, interrogé au cours d'une conférence de presse sur les efforts de Kurdes pour doter le pays d'un Etat fédéral.

Les Kurdes d'Irak, en position de force depuis la chute du régime de Saddam Hussein, réclament dès à présent des garanties territoriales sur les limites des zones kurdes, dans le cadre d'un Etat fédéral irakien.

"Si de tels dangereux développements se poursuivent, je crains que l'Irak (...) ne devienne à nouveau un centre de souffrance et de pleurs", a affirmé le ministre.

Les Kurdes irakiens ont soumis un projet de loi pour faire avancer leur aspiration à un Etat fédéral dans le cadre d'une nouvelle Loi fondamentale.

Ils souhaitent notamment étendre le territoire du Kurdistan aux zones autrefois à majorité kurde, avant leur arabisation forcée, notamment dans la région de Kirkouk.

Ankara craint qu'une plus grande autonomie des Kurdes d'Irak n'encourage leurs cousins de Turquie, de l'autre côté de la frontière, à renouer avec la rébellion sécessionniste qui a fait des milliers de morts dans les années 1980 et 1990.



Un chanteur vedette boycotté et dénoncé pour avoir chanté en kurde

ISTANBUL, 12 déc (AFP) - 17h57 - Le chanteur vedette turc Ibrahim Tatlis, aussi célèbre dans son pays qu'au Moyen-Orient, fait l'objet d'une campagne de boycott et de pressions de la part des milieux nationalistes après avoir chanté une chanson en langue kurde, rapportent les médias.

Vendredi, le parti de la grande Unité (BBP, extra-parlementaire) a demandé que l'artiste, kurde, mais n'ayant jamais chanté dans sa langue pour bâtir une carrière florissante, "s'excuse devant la nation turque", rapporte l'agence Anatolie.

"Le peuple peut pardonner si la proclamation est faite qu'ils sont contre toute forme de terrorisme et de séparatisme et qu'ils protégeront l'intégrité indivisible de notre pays", a déclaré Ismail Turk, un des dirigeants du BBP.

M. Turk a rangé Ibrahim Tatlis parmi les "instruments de ceux qui veulent détruire les fondations unitaires, les foyers de la trahison interne et étrangère", c'est-à-dire la rébellion indépendantiste pro-kurde, cite Anatolie.

L'association des jeunesses du parti de l'Action nationaliste extra-parlementaire), appelée le Foyer des Idéalistes, avait lancé plus tôt vendredi un appel au boycott des disques, cassettes et divers produits du chanteur, accusé d'être une "tâche noire".

Le Foyer des Idéalistes reproche à Ibrahim Tatlis, outre d'"inciter au séparatisme", d'avoir mis son fils à une table de jeu, fait tirer sur sa femme, fait infliger des corrections physiques et insulté de nombreuses personnes.

Lors de sa participation à une émission de télévision la semaine dernière, le chanteur s'était dit satisfait que le gouvernement ait adopté des lois autorisant la diffusion audiovisuelle de programme en langue kurde, estimant que c'était là "un premier pas".

Immédiatement après, quelques dizaines de membres du Foyer des Idéalistes s'étaient réunis devant son domicile pour protester contre ces déclarations.

Dans le journal Cumhuriyet vendredi, le chanteur, qui est également un des hommes d'affaires les plus riches du pays, a rétorqué "aimer sa patrie" et vouloir son "unité".

Une rébellion pour l'indépendance du sud-est du pays à majorité kurde a fait quelque 36.500 victimes entre 1984 et 1999, jusqu'à ce que son leader Abdullah Ocalan soit condamné à mort pour trahison, peine commuée en prison à vie.

Les caucasiens de Turquie revendiquent des émissions dans leurs langues



ANKARA, 22 déc (AFP) - 15h24 - Les Turcs d'origine caucasienne veulent profiter des efforts d'intégration de la Turquie à l'Union européenne pour obtenir la diffusion d'émissions dans leurs propres langues sur les ondes de la radio-télévision d'Etat (TRT), a indiqué lundi à l'AFP un de leur représentants.

"Nous voulons aussi des émissions dans nos dialectes", a déclaré Muhittin Unal, réélu dimanche lors d'un congrès à la tête de la fédération des associations des peuples du Caucase (Kafder).

Le parlement avait autorisé de telles émissions "dans des langues et dialectes autres que le turc" en août dernier, dans le cadre de réformes visant à favoriser l'adhésion du pays à l'UE, mais rien n'a été fait depuis.

M. Unal a regretté que la question soit présentée uniquement comme une autorisation pour des émissions en langue kurde.

"Vu qu'il y a 5,5 millions de personnes (sur 70 millions d'habitants) ayant des origines caucasiennes en Turquie, notre revendication est justifiée", a-t-il affirmé.

M. Unal a indiqué avoir reçu une réponse "plutôt positive" de la part du Haut Conseil de l'audiovisuel (RTUK), chargé de préparer et de contrôler ces émissions.

Dans un premier temps leur revendication se limite aux dialectes circassiens (tcherkesse), a-t-il ajouté.

L'UE a fait de l'extension des droits culturels à la minorité kurde une des aunes de la libéralisation du pays, condition nécessaire à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie à l'horizon 2005.

La minorité arménienne veut sa propre chaîne de radio



ISTANBUL, 26 déc (AFP) - 13h59 - La minorité arménienne de Turquie souhaite inaugurer l'an prochain sa première chaîne de radio privée et contribuer au rapprochement de la Turquie avec l'Union européenne (UE), a indiqué vendredi à l'AFP un des responsables du projet.

"Nous avons nos journaux, nos écoles et pourquoi ne pas avoir une chaîne de radio", s'interroge Hrant Dink, journaliste et rédacteur en chef de l'hébdomadaire en langue arménienne, Agos.

Le Haut conseil de l'audio-visuel (RTUK), qui accorde les licences d'exploitation pour la radio et télévision, leur a expliqué, après une première démarche, que la minorité arménienne, contrairement à la communauté kurde, n'avait pas besoin d'autorisation particulière pour diffuser des émissions en langue arménienne.

"Nous avons été surpris d'apprendre que le traité de Lausanne nous accorde de tels droits culturels", a déclaré M. Dink.

La Turquie, pays officiellement musulman à 99%, reconnaît les minorités chrétiennes et juive, dans le cadre du traité de Lausanne signé en 1923, qui a ouvert la voie à la création de la République de Turquie sur les ruines de l'empire ottoman.

La communauté arménienne compte quelque 60.000 membres dans le pays de près de 70 millions d'habitants.

Le projet a besoin de 300.000 dollars pour voir le jour et les organisateurs espèrent pouvoir les recueillir auprès de leur communauté, sans avoir à recourir à des fonds européens.

"Nous voulons inaugurer la chaîne avant décembre 2004 et demander aux dirigeants européens, dans notre langue, d'ouvrir des négociations d'adhésion avec la Turquie", souligne M. Dink.

L'UE doit décider en décembre 2004 si la Turquie a fait suffisamment de progrès en matière de réformes démocratiques, notamment en ce qui concerne les minorités religieuses, pour ouvrir des négociations d'adhésion.

Les Kurdes réclament, dès à présent, des garanties territoriales



BAGDAD, 24 déc (AFP) - 10h26 - Les Kurdes d'Irak, en position de force depuis la chute du régime de Saddam Hussein, réclament dès à présent des garanties territoriales sur les limites des zones kurdes, dans le cadre d'un Etat fédéral irakien.

Des milliers de Kurdes ont manifesté lundi à Kirkouk pour revendiquer l'importante ville pétrolière où l'ancien régime avait mené depuis les années 1970 une politique d'arabisation à outrance.

"Les prochains mois seront cruciaux pour déterminer l'avenir des Kurdes en Irak", affirme Mahmoud Othman, membre kurde du Conseil de gouvernement transitoire.

Il indique que l'exécutif irakien va examiner prochainement un projet de loi soumis par le groupe kurde au sein de cette instance, présentant "sa vision du fédéralisme au sein d'un Irak unifié".

Les Kurdes tentent d'obtenir gain de cause avant l'adoption le 1er mars 2004 par le Conseil de gouvernement d'une Loi fondamentale sur l'administration de l'Etat pendant la période transitoire, jusqu'à fin 2005.

Les Kurdes comptent sur leurs cinq représentants au Conseil de gouvernement de 25 membres, ainsi que sur leurs cinq ministres au gouvernement provisoire, où ils détiennent notamment le portefeuille des Affaires étrangères, pour faire avancer leur aspiration à un Etat fédéral.

M. Othman explique que "le Conseil a approuvé le principe du fédéralisme pour le Kurdistan mais nous voulons que cela soit clairement énoncé dans la nouvelle Loi fondamentale".

"Les Kurdes ont des droits dont ils ont été privés depuis 80 ans, c'est pourquoi ils tentent aujourd'hui d'obtenir des garanties administratives pour préserver l'identité kurde", explique Adel Mourak, membre du bureau politique de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Conformément au texte présenté par les représentants kurdes, le territoire du Kurdistan comprendrait les zones à majorité kurde sur la base du recensement de 1957, soit avant la politique d'arabisation forcée menée notamment dans la région de Kirkouk.

"Le recensement de 1957 (avant la révolution), qui est le plus fiable, montre que 80% des habitants de Kirkouk sont des Kurdes, suivis par les Turcomans puis les Arabes, sunnites et chrétiens", affirme M. Mourad.

Le texte précise que les régions kurdes sont formées des trois provinces d'Erbil, Dohouk et Souleymanieh, qui représentent les zones contrôlées depuis 1991 par les Kurdes, ainsi que de celle de Kirkouk et des bourgs kurdes dans les provinces de Diyala (66 km au nord-est de Bagdad) et de Mossoul (400 km au nord de Bagdad).

Mais les demandes kurdes ont réveillé les craintes de la Turquie voisine, dont le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gul, a lancé lundi un ferme avertissement.

"Si des mesures erronées sont prises en Irak, si des mesures mettant en danger l'intégrité territoriale et l'unité politique de l'Irak sont prises, cela signifiera le début d'une nouvelle escalade dangereuse en Irak", a averti M. Gul.

Les Kurdes, qui se sont soulevé contre Saddam Hussein en 1991, au lendemain de la guerre du Golfe, ont géré depuis un territoire autonome dans les provinces d'Erbil, Dohouk et Souleimaniyeh.

Mais malgré la chute du régime de Bagdad et l'installation de nouvelles autorités à Bagdad par les forces américaines, les Kurdes ont maintenu leurs deux gouvernements, l'un formé par l'UPK et l'autre par son rival, le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) dans les zones qu'ils contrôlent.

M. Othman assure que des efforts sont déployés afin "d'unifier les deux gouvernements, afin de conforter la position des Kurdes dans leur demande de fédéralisme". Des mesures d'unification devraient être prises en janvier, estime-t-il.

Attentat suicide à Erbil: 4 tués, outre le kamikaze, 101 blessés

ERBIL (Irak), 24 déc (AFP) - 17h10 - Quatre personnes, outre le kamikaze, ont été tuées et 101 autres blessées mercredi lors d'un attentat suicide à la voiture piégée dans la ville kurde d'Erbil (nord de l'Irak), selon un nouveau bilan des responsables kurdes.

Dans une conférence de presse, le ministre de l'Intérieur du "gouvernement" du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Karim Sinjari, a précisé que "150 kilogrammes de TNT ont été utilisés pour piéger la voiture, un pick-up, immatriculé à Bagdad".

"Une fillette de 13 ans, un automobiliste et deux gardes du ministère ont été tués, outre le kamikaze, et 101 personnes blessées, dont trois grièvement", a ajouté le ministre.

M. Sinjari a rencontré la presse quelques heures après l'attentat dont le premier bilan, donné de sources du "ministère", faisait état de trois tués, outre le kamikaze, et de 15 blessés.

"Plusieurs employés du ministère figurent parmi les blessés, ainsi que des enfants et des femmes âgées", a dit le responsable du PDK de Massoud Barzani qui contrôle, avec l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani), le Kurdistan d'Irak.

L'explosion a creusé un profond cratère et brisé des vitres et arraché des fenêtres dans les habitations jouxtant le siège du "ministère", situé dans une zone résidentielle, a constaté un correspondant de l'AFP.

"D'un point de vue technique, l'attentat présente des similitudes avec ceux commis dans la ville ces derniers mois", a affirmé le ministre, qui en a fait porter la responsabilité à des "éléments extrémistes venus de l'extérieur de l'Irak", sans plus de précision.

Il a assuré que ses services avaient identifié l'auteur d'un attentat à la voiture piégée en septembre dernier. Il s'agit, a-t-il dit, d'un Saoudien du nom d'Abou Thaïr al-Outaïbi.

Le ministre s'est abstenu de tout autre indication sur cet attentat à la voiture piégée visant des résidences abritant des Américains à Erbil, qui avait tué un enfant irakien et blessé une cinquantaine de personnes, dont six Américains travaillant pour le Pentagone.

Le 16 octobre, un Irakien, qui tentait de perpétrer un attentat suicide contre le siège du "ministère" de l'Intérieur, avait été tué par les forces de l'ordre.

Ambiance de fête pour les chrétiens du Kurdistan d'Irak

ERBIL (Irak), déc 25 (AFP) - 18h53 - Les chrétiens du Kurdistan ont célébré Noël dans une ambiance de fête, contrairement à leurs coreligionnaires de Bagdad, privés de la messe de minuit pour raisons de sécurité.

"Les célébrations ont été formidables cette année au Kurdistan et je me sens triste pour nos frères de Bagdad qui n'ont pas eu l'occasion de le faire comme nous", a déclaré jeudi à l'AFP Tanya Noel, une étudiante.

Les églises de Bagdad ont annulé la messe de minuit pour des raisons de sécurité. La capitale irakienne a été frappée jeudi à l'aube par une série de tirs de roquettes sur le quartier général américain et ses environs.

Elles ont tenu des offices mercredi en fin d'après-midi. Les chrétiens, comme les musulmans de la capitale préfèrent depuis des mois ne pas sortir de nuit de peur de s'exposer à des attentats ou des attaques. La pénurie de carburant et les coupures d'électricité ajoutent à leurs craintes.

En contraste, à Ankawa, une petite localité proche d'Erbil (nord), les jeunes de la communauté assyrienne ont festoyé dans les rues alors que les adultes et les vieux ont participé aux messes organisées dans les trois églises.

"Les chrétiens vivant dans le Kurdistan n'ont pas de soucis de sécurité parce que la situation est stable et nous espérons qu'elle le sera pour l'ensemble de l'Irak", déclare Boulos Shimon, qui préside une association culturelle de la localité.

La messe de minuit a été célébrée dans douze églises de neuf villes et localités du Kurdistan d'Irak, où les conditions de vie sont bien meilleures que dans le reste du pays.

Le Kurdistan, qui a échappé au régime de Saddam Hussein depuis 1991 jusqu'à sa chute en avril dernier a connu développement économique et stabilité relative grâce à l'action des deux grandes formations politico-militaires, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani).

Depuis la chute du régime, plusieurs attentats ont frappé cette région, dont le dernier a fait quatre tués, outre le kamikaze mercredi à Erbil, sans pour autant y perturber la vie de tous les jours.

Zadok Adam, qui dirige un groupe assyrien, appelé le Parti des deux rivières (le Tigre et l'Euphrate), a noté qu'il s'agissait du premier Noël depuis plus de dix ans au cours duquel les habitants de la zone autonome ont pu visiter leurs proches dans les villes irakiennes limitrophes qui étaient sous le contrôle de l'ancien régime de Bagdad.

"C'est formidable de pouvoir visiter ses proches à Mossoul ou ailleurs", a-t-il dit, en espérant la stabilité pour tout l'Irak afin de permettre à "tous les Irakiens d'engager la reconstruction du pays".

Les chrétiens du nord disent vivre en harmonie avec les musulmans.

Moins de 5% des 25 millions d'Irakiens sont des chrétiens, en majorité des chaldéens, dont le nombre est estimé entre 500.000 et 700.000.

IRAK Des milliers de manifestants ont appelé hier au rattachement de cette grande ville pétrolière au Kurdistan dans le cadre d'un futur Etat fédéral

Les Kurdes veulent récupérer Kirkouk

Deux soldats américains et un interprète irakien ont été tués hier en Irak lorsque leur convoi a sauté sur une bombe à Bagdad. Cela porte à plus de 200 le nombre de militaires américains tués depuis le 1^{er} mai. Le président polonais, Aleksander Kwasniewski, s'est rendu le même jour en Irak pour une visite surprise à la base polonaise de Babylone. A Moscou, la Russie a promis d'annuler une partie de la dette de Bagdad. Et, à Washington, le président américain George Bush a reçu à la Maison-Blanche l'administrateur Paul Bremer pour faire un point avec lui sur la situation en Irak neuf jours après la capture de Saddam Hussein.

Dans une démonstration de force visant à conforter leur poids dans un futur Irak fédéral, des milliers de Kurdes ont manifesté hier à Kirkouk, dans le nord du pays, réclamant le rattachement de cette grande ville pétrolière à leur région.

Répétant « *Kirkouk, Kirkouk, cœur du Kurdistan* » et « *Nous réclamons le fédéralisme pour le Kurdistan* », les manifestants, au nombre de 10 000 selon les organisateurs, brandissaient des drapeaux kurdes.

Certains agitaient aussi un énorme drapeau américain. Ils ont distribué une pétition réclamant que « *Saddam Hussein soit jugé publiquement à Halabja* », ville où

quelque 5 000 Kurdes irakiens ont été gazés par l'armée du président déchu en mars 1988.

« *Nous avons gardé le silence pendant huit mois et il est temps de proclamer nos demandes* », déclarait un manifestant, alors que les habitants arabes de la ville regardaient le défilé depuis leurs fenêtres. « *Nous voulons le retour des déplacés expulsés par Saddam Hussein et nous voulons faire de Kirkouk la capitale du Kurdistan* », clamait un autre homme. Des peshmergas (combattants kurdes) et des

forces de défense civile irakienne encadraient la manifestation, dans cette ville située au sud des zones autonomes kurdes et peuplée notamment de Kurdes, d'Arabes et de Turcomans.

S'adressant à la foule, le gouverneur, le Kurde Abdelrahmane Zankaneh, s'est engagé à « *faire aboutir les demandes des Kurdes et faire réintégrer dans le Kurdistan les parties dont il a été amputé* ». L'ex-gouverneur, Zirkar Ali, limogé à la demande des habitants arabes, est allé plus loin en appelant à « *expulser les Arabes qui ont été envoyés par Saddam Hussein* ». Réagissant à ces propos, Ismaïl Abboudi, le chef du Rassemblement arabe, le seul parti arabe de la ville, a mis en garde contre les risques d'une guerre civile.

Cette manifestation, la plus importante à Kirkouk depuis la chute du régime de Saddam Hussein, intervient au moment où des chefs kurdes clament leur volonté de vouloir assurer à leur communauté - environ



Encadrés par des soldats américains, plusieurs milliers de Kurdes irakiens ont défilé hier dans les rues de Kirkouk. Leur revendication principale concerne le partage des richesses pétrolières du bassin de Kirkouk, dont ils estiment avoir été injustement privés par le régime baasiste. (Photo Abdelhak Senna/AFP.)

20 % de la population irakienne – une bonne représentation dans les instances du futur Irak fédéral.

La manifestation était scindée en deux parties, l'une dirigée par l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) et l'autre par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), les deux grandes formations kurdes. Selon Massoud Barzani, les Kurdes revendiquent Kirkouk

en raison de « leurs droits historiques et non pour sa richesse pétrolière », qui se monte au tiers de celle du pays. La ville, majoritairement kurde à l'origine, avait été prise par les Kurdes lors du soulèvement de 1991, avant d'être reconquise par les forces de Saddam Hussein.

Un responsable kurde avait indiqué samedi que les cinq représentants kurdes au Conseil de gouvernement transitoire, dont

Massoud Barzani, avaient remis à cette instance un projet de loi sur le fédéralisme, dans lequel la zone kurde inclurait Kirkouk. Conformément à ce texte, la province du Kurdistan serait formée des zones à majorité kurde lors du recensement de 1957, soit avant la politique d'arabisation.

(AFP.)

Les populations du nord du pays redoutent de voir les artisans d'un nouvel Irak s'appuyer sur la communauté chiite

Le Kurdistan renoue prudemment avec Bagdad

LE FIGARO MARDI 23 DÉCEMBRE 2003

Dahuk-Mossoul : de notre envoyé spécial Claude Lorieux

Au pied des ascenseurs de l'hôtel Jeyan, à Dahuk, une plaque de cuivre témoigne de la reconnaissance de la 101^e division aéroportée. Des mois durant, et jusqu'à il y a peu, l'unité d'élite de l'armée américaine envoyait ses permissionnaires se détendre dans cet établissement moderne équipé d'un café Internet et d'une piscine. Les Américains se sentent les bienvenus à Dahuk, chez les Kurdes irakiens qu'ils protègent depuis la guerre du Golfe et qui comptent, un peu imprudemment sans doute, sur Washington pour préserver, dans un futur Irak démocratique, l'essentiel des privilèges acquis en douze ans d'autonomie.

Vu du triangle sunnite, où les GI affrontent quotidiennement la guérilla, de Bagdad, où les voitures piégées tuent les Irakiens, voire de Mossoul, à une heure de route de Dahuk, cette région montagneuse et verte fait figure de pays de cocagne de la sécurité ! Arrivé depuis peu, un Mossouliote s'exclame un peu naïvement : « Dahuk est une ville merveilleuse. Les feux fonctionnent aux carrés. On n'a pas peur. Les supermarchés sont achalandés comme en Europe. » Il en oublierait presque les files d'attente (un ou deux kilomètres) des automobilistes à la recherche d'essence. On les trouve au Kurdistan comme partout en Irak !

De la frontière turque aux

abords de Mossoul, « porte de l'Irak arabe » et nouveau foyer de terrorisme urbain, les équipages des convois militaires américains semblent moins crispés que quand ils s'engagent ensuite sur la route du sud, vers Tikrit, Samarra et Bagdad.

Huit mois après la chute de la dictature, les Kurdes irakiens peuvent se réjouir d'avoir sauvé une bonne partie de leurs conquêtes réalisées depuis 1991. Un diplomate estime même qu'« ils ont le sentiment d'être gagnants ».

Leur principal motif de satisfaction est sans doute d'avoir évité l'entrée de l'armée turque en Irak. Bien qu'économiquement dépendants de la Turquie, les Kurdes irakiens en veulent à Ankara d'avoir maintenu en Irak du Nord les unités « invitées » en 1996 pour arrêter les exactions du PKK (guérilla kurde de Turquie) à l'égard des populations locales. « Malgré sa promesse de se retirer », souligne Nechirvan Ahmed, gouverneur de Dahuk. Gamal Youssef, délégué de l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, ajoute que « l'envoi de forces importantes, envisagé à l'automne par Washington et Ankara, aurait fourni un prétexte à l'intervention d'autres pays en Irak ». On pense d'abord à l'Iran.

Élément essentiel du plan de bataille anti-Saddam Hussein du Pentagone, qui rêvait d'une offensive à partir du nord, les Kurdes n'offrent pas aux Américains le tremplin politique

qu'ils recherchent aujourd'hui pour reconstruire les institutions d'un pays mosaïque tiraillé entre Arabes chiites, Arabes sunnites et Kurdes. Les sunnites s'étant marginalisés par leur soutien assez général à Saddam Hussein, les « inventeurs » du nouvel Irak regardent davantage vers les chiites, massivement présents de Bagdad à Bassora, qu'en direction de leurs alliés kurdes des lointaines montagnes du Nord.

Cette approche à la fois cynique et réaliste renvoie aux calendes mésopotamiennes l'examen des revendications des Kurdes : constitution d'un Irak fédéral, inclusion de la ville de Kirkouk dans la région kurde, restitution des terres spoliées par Saddam Hussein et attribuées aux Arabes, partage des richesses pétrolières du bassin de Kirkouk, dont les Kurdes estiment avoir été injustement privés par le régime baasiste.

Pour sauvegarder leurs droits, « les Kurdes revendiquent un système fédéral, dont le Kurdistan serait précisé l'un des éléments », affirme catégoriquement Nechirvan Ahmed, le gouverneur de Dahuk. A Bagdad, le Conseil de gouvernement irakien a, certes, admis que les futures institutions seraient de type fédéral, tandis que Paul Bremer, l'administrateur américain, se déclarait « personnellement »

favorable à une telle solution. Tout cela est encore très vague, d'autant que les autres composantes de la mosaïque

irakienne, à commencer par les chiites, sont loin d'être convaincus.

Ces réserves n'empêchent pas Nechirvan Ahmed d'enfoncer le clou en affirmant de la façon la plus catégorique que « Kirkouk et sa région doivent faire partie du Kurdistan ». Le gouverneur rappelle que le général Mustapha Barzani, le héros emblématique du nationalisme kurde irakien, « déclencha la révolte de 1975 pour faire échec à l'inclusion de la ville dans la partie arabe de l'Irak ».

Quant au gisement pétrolier de Kirkouk, « il faut que les Kurdes en profitent, mais sans pour autant en priver le reste de l'Irak », poursuit-il. Il ajoute, sur un ton conciliant, qu'« il appartiendra au gouvernement irakien de fixer le ratio de partage » de la manne pétrolière entre les régions. Plus pressant, le docteur Osmat Khalil, président de l'université de Dahuk, assure que « les revenus du bassin de Kirkouk iront à tout l'Irak tant que fonctionnera le système fédéral », mais que, « dans le cas contraire, il faudra trouver une autre solution »...

A Mossoul, un vieux pechmerga (combattant kurde) souligne qu'« accaparés par la lutte contre la guérilla, les Américains ne font rien pour hâter la restitution des terres kurdes données aux Arabes ». Les Kurdes ont eu gain de cause dans une trentaine de villages de la région de Mossoul. Mais pas ailleurs. Tant s'en faut. Un représentant du

PDK, le parti de Barzani, va jusqu'à accuser les Américains d'« avoir chassé des Kurdes pour rendre des terres aux squatters arabes ». Le pechmerga soupçonne l'administration américaine de vouloir « laisser le dossier au futur gouvernement irakien ».

Il s'agit d'une véritable bombe à retardement. Les occupants arabes n'ont pas toujours en effet quitté « leurs » terres aussi courtoisement que veulent le faire accroire les Kurdes ! Et pourtant, souligne Gamal Youssef, le délégué de l'UPK de Jalal Talabani, « nous avons besoin du soutien politique et de l'assis-

tance financière des Etats-Unis pour rectifier l'arabisation générale d'une ville comme Kirkouk. Car il faudra beaucoup d'argent pour atténuer les protestations ». Un diplomate en déduit que, sur toute une batterie de dossiers, « l'on assiste à un marchandage permanent, et forcément très inéquitable, entre les dirigeants kurdes et les autorités américaines ».

Diagnostic d'un expert : « Avec l'introduction, en octobre, d'un nouveau dinar sur l'ensemble du territoire irakien et la perte de la perception des droits de douane à la

frontière turque, le gouvernement kurde, qui siège à Arbil, a perdu deux attributs de souveraineté. » L'arrêt prochain du programme « Pétrole contre nourriture », qui privilégiait le Kurdistan par rapport au reste de l'Irak, va les priver d'autres ressources.

Ces changements, que symbolise la publication du premier budget d'un Irak unifié depuis 1990, sont dans la logique de l'effondrement de la dictature, que les Kurdes ont souhaité plus que quiconque. A court terme, cependant, le gouvernement d'Arbil n'a pas qu'à gagner à cette évolution. Sa marge de manœuvre va

forcément s'en trouver réduite. Dans quelle mesure ? toute la question est là.

A plus longue échéance, l'essentiel pourrait être ailleurs. Le docteur Shawkat Bamarni, représentant du PDK à Mossoul, le proclame : « Nous étions coupés du reste de l'Irak depuis 1991. Nous avons renoué avec lui. L'été dernier, les Arabes irakiens sont revenus au Kurdistan pour leurs vacances. Nous avons ouvert une fenêtre sur le reste de l'Irak. Et, malgré les défis qui s'annoncent, cela compte beaucoup pour nous et pour l'Irak. »

A general voices new confidence on Iraq

British officer says capture of Saddam has changed outlook

By John F. Burns

BAGHDAD: A British general commanding an area of southern Iraq with five million inhabitants said Tuesday that Saddam Hussein's capture and other changes — including progress in restoring oil installations, power stations and running water — had fostered a new confidence that the U.S.-led occupation force can achieve its objective of building a stable Iraq and handing the country back to its people.

"Is this doable? You'd better believe it," said Major General Graeme Lamb, commander of the mainly European multinational division that controls southeastern Iraq, from a headquarters in Basra. Lamb, 50, who commands an 11-nation contingent of 13,000 troops in an area covering about a quarter of Iraq, spoke as he prepared to hand over his command to another British general.

The British commander said he spoke principally from experience in the south, which has a population that is 85 percent Shiite Muslims, Iraq's largest population group. But he based his conclusions, too, he said, on firsthand knowledge of conditions faced by U.S. generals commanding 120,000 troops in military districts that

account for the other 20 million Iraqis, including Baghdad and the restive Sunni Muslim regions north and west of the capital. It is in these regions that more than 90 percent of the attacks on allied forces have occurred.

On his arrival in Iraq in June, with much of the country in turmoil, Lamb said, he concluded that "this is going to be a lot more difficult than we realized." But reporters and others "who had us dead and buried," he said, should know that months of work on oil installations, power and water-pumping stations, concrete plants, farming output, hospitals, schools and other aspects of Iraq's collapsing infrastructure, as well as the psychological impact among Iraqis of the capture of Saddam and the killing of his two sons, had changed the picture.

"I sense that we're now well in the turn, but haven't yet turned the corner," he said.

Lamb, a veteran of combat in Northern Ireland, the Falklands, the Gulf War, Sierra Leone, the Balkans and Af-

ghanistan, described himself as a "hard-boiled realist," and avoided any predictions of how long it might take to withdraw allied forces, or what toll they may take before they do. But his positive tone appeared to mesh with a growing confidence in the U.S. military command that something fundamental changed with the seizure of Saddam on Dec. 13.

An American officer at Lamb's news

conference, who is a member of the staff around General Ricardo Sanchez, the overall allied military commander, said there had been only six attacks by anti-coalition insurgents across the country on Monday, the lowest figure since May. On Tuesday night, the air in central Baghdad was punctuated by what appeared to be the distant firing of artillery shells; or possibly bombing strikes, in areas of south Baghdad that have been a focus of raids on suspected insurgent strongholds by the army's 1st Armored Division.

Sanchez as well as other American



Kim Ludbrook/EPA

A U.S. Army poster with an image of Saddam Hussein dressed as Santa Claus wishes a Merry Christmas to soldiers in Tikrit, near where Saddam was captured on Dec. 13.

commanders, said that after Saddam's arrest they had braced for a "spike" in ambushes, roadside explosions and other attacks, including suicide bombings, as the insurgents sought to prove that they would continue fighting. But that, said the U.S. officer who spoke about the lowered level of attacks this month, did not happen.

The average number of daily attacks in December, the American officer said, was 19, compared with more than 40 a day in November, the month with by far the highest casualties since the collapse of Saddam's government in April. Then, 81 American soldiers died, nearly half of them in helicopter crashes caused by, or tentatively attributed to, insurgent ground fire. The total number of American deaths announced in December so far is a fraction of the casualties in November.

A rush of new raids by American forces, some based on intelligence revelations about insurgent cells the Americans found in documents taken from Saddam's last hideout, have resulted in the capture of nearly 250 Iraqis suspected of insurgent activity.

In one of the raids announced by the U.S. command, in the early hours of Tuesday, a cordon-and-search operation the 82nd Airborne Division in Falluja, an insurgent stronghold 55 kilome-

ters, or 35 miles, west of Baghdad, troops seized 26 "enemy personnel," including two former Iraqi generals and a former Special Forces colonel, a command statement said.

The mood among American commanders remains far from triumphal, and many continue to say the occupa-

tion forces face a roller-coaster of attacks, with the possibility of spectacular strikes against American or Iraqi targets before the virtual impossibility of Saddam being restored to power sinks in.

Another motivation for continuing attacks, these commanders say, is to upset Bush administration plans to hand over sovereignty to a provisional Iraqi government on June 30 next year, on a schedule leading to elections for a fully representative government by December 2005.

For American commanders schooled in war colleges with perspectives rooted in Vietnam, it is a conviction that no officer at war should ever say there is light at the end of the tunnel, at least not until success is assured.

But privately, some in the American command think the war's paradigm may change in the aftermath Saddam's arrest, with Sunni Muslim militants who have fought for his restoration realizing that continuing attacks against the

American-led force could weaken, if not drive out, the only power that now stands between the Sunni minority in Iraq and a potentially domineering, or even vengeful, Shiite majority.

Contrarily, these officers say, Shiite leaders who until now have worried about the risk of Saddam and his terror coming back, and regarded the American-led coalition force as the only bulwark against that, could gain confidence now that they can push the Americans for political concessions.

These could include demands from Shiite militants for faster progress to political arrangements that would assure Shiite domination, including an accelerated schedule for popular elections, and the drafting of a new constitution by an elected government, instead of an indirectly elected assembly, as is planned now.

The officers who worry about such developments say they base their views on an abstract analysis, not on hard intelligence indicating that these shifts have begun among the Sunnis and Shiites or are even contemplated. But if they are right, these officers say, the future here may be more complicated politically, and perhaps even as violent, as the months that have passed since the invasion.

The New York Times

Fears of violence mar Christmas spirit in Iraq

By Edward Wong

BAGHDAD: Christmas has been moved this year.

Midnight Mass will no longer start here at midnight. Priests across the city have erased it from their to-do lists for Dec. 25. The ritual will take place late afternoon on Christmas Eve.

Word of the holiday's early start began spreading from one church congregation to another in the last week. No one questioned the rationale behind it. It has been clear to all concerned, as it is to many other residents of this city, that things like walking the streets at night and gathering in large groups in places of worship at odd hours are about as wise as leaping into a lion's den.

That leaves caroling out. And there is no word yet from Santa Claus on how all this will affect his deliveries.

"The main problem is security, not only for Christmas, but for all the days of our lives," said Father Yousif Thomas Mirkis of St. Joseph's Cathedral, one of the largest churches in the city. "Christmas this year will not be as special a day as it has been. But maybe families will still celebrate it with trees and cake, and maybe it will be closer in spirit to the first Christmas. The first one took place in poverty and under difficult circumstances for that small family. Maybe

that's our one consolation this year. We're having a true Christmas."

Those words reflect the mixed blessings that many people across Iraq are grappling with during a holiday celebrated by the country's small Christian

community and many of its Muslims, who consider Jesus Christ to be a prophet who paved the way for Mohammad.

Fears of guerrillas fighters and armed bandits called Ali Babas have led churches to move up the traditional



Jamal Nasrallah/EPA

U.S. soldiers decorating a Christmas tree Tuesday at a base in Baghdad. Because of security concerns, Iraqi Christians living outside the base will celebrate Mass early.

midnight mass. People are now resigned to celebrating Christmas barricaded in their homes. Some Christians are worried that insurgents will try bombing churches or attacking congregations, a fear given credence by U.S. military officials who cite intelligence reports saying fighters might stage a wave of attacks this week, partly to avenge the capture of Saddam Hussein.

Certain economic hardships have discouraged some people from going to church. Attendance at Sunday services has been dropping over the last month.

But people are also thankful this Christmas for a level of political freedom they have not enjoyed in decades, even if the future governance of Iraq remains uncertain. Mirkis, for example, has printed up 10,000 posters listing universal human rights in Arabic, to be put up around the city during Christmas. Under Saddam, such an act would almost certainly have led to his execution.

The fortunes of shopkeepers selling Christmas goods mirrors an economic robustness in some parts of middle-class society, despite a nationwide unemployment rate of at least 25 percent. One such merchant, Majid Abbas, part owner of Golden Toys on Outer Karada Street, said revenue from sales of plastic Christmas trees, lights and toys was up 70 percent this year.

The lifting of import tariffs by U.S. officials here has given grateful Iraqis a greater choice of holiday goods than ever before. In Abbas's store, three Christian girls looked longingly at Barbie doll rip-offs from China. More than 500 singing Santa Claus dolls — priced at \$60 each — were sold in less than a month. But the most popular toys at Abbas's shop are plastic tanks and Kalashnikov rifles, as vivid a sign as any that violence and instability are still omnipresent here.

About 4 percent of Iraq's 25 million people are Christians, with entire villages of them strung across the rugged north. Sectarian violence between Christians and Muslims is rare. Saddam

did not single out the Christians for persecution, nor did he set other religious groups against them, as he often did to divide the country and maintain power.

Though many Christians here are well-educated and have middle-class jobs, they have remained relatively silent when it comes to politics and do not have representation on the U.S.-formed Governing Council.

Their fears this Christmas are not rooted in expectations of broad attacks from other religious groups, but rather in continuing reports of insurgent strikes and violent crime.

Joseph Saka, 54, a driver and telephone operator at a Christian home for the elderly, serves as a priests' assistant at the Chaldean Church in his neighborhood of Zaafaraniya. He said he would follow the city's other churches in moving midnight mass to 4 or 5 p.m.

In his home, the celebrations will continue as they have in the past. Family members will visit on Christmas morning, and children will rip open gifts by the tree, and there will be whiskey, a sweet pastry called klaacha and pacha, a dish of roasted sheep's head.

For some families, the country's tenuous situation will disrupt celebrations even in the home. Nahla Caco, 25, said she would not see her mother and sister this Christmas, because fears over safety prompted them to go Istanbul three months ago, she said. The family

also does not plan on going out to a social club, as it has in the past.

"We need security," she said as she, her husband and two daughters stood inside St. Joseph's Cathedral. "We're afraid to leave the house, we're afraid to be out late. We have to leave our girls at home."

Her husband, Aimen al-Shaheen, had his own worries. He quit a job at an electronics shop three months ago because he was only getting paid the equivalent of \$50 a month, he said. He thought the new Iraq would have an abundance of jobs waiting for him. He was wrong.

"There are no jobs out there," he said. "I'm unemployed now, and I need to support my family. We hope the peace will be for all people, that all people will have a good life. But we just don't know."

Shaheen and Caco were listening to Sunday mass from the hallway, next to a table with children's books. Father Joseph Atisha stood by the altar wearing white and purple robes and delivered a sermon on the Virgin Mary. He was speaking to about 500 people, only half the number that usually attended mass before the war began last March.

In a nearby building, Mirkis lectured some visitors on the discontentment of his flock. His tone indicated the vast gulf between the confidence the Americans want to win from the Iraqis and the utter lack of it on the street, or at the pulpit. He was exactly the kind of Iraqi one would expect to support U.S. efforts: a Ph.D. in theology from France, fluent in English and French, an advocate for free speech and a Saddam critic. Yet he had few upbeat words about the occupation.

"We are paralyzed," he said. "Do we have a government? Do we have authority? Do we have a true system of police? Can you be sure of anything?"

"Just now," he added, "we're seeing you change a regime. It's not just a question of bombing a place. You drop bombs, but after that you don't know what to do. The struggle with bombs was very successful, but the peace is not successful. The Americans are not ruling the country properly. We can rule the country, but the Americans don't let us. They consider us like slaves."

Over in the cathedral, the sermon ended. People fell in line to receive wafers from the priest and to light candles beneath a painting of the Virgin Mary. The ceiling lights flickered for a second, then went out, plunging the church into another of Baghdad's frequent blackouts. The worshipers shuffled through the darkness with only the candles to light their way.

The New York Times

U.S. courted Saddam despite use of poisons

By Christopher Marquis

WASHINGTON: As a special envoy for the Reagan administration in 1984, Donald Rumsfeld, now the defense secretary, traveled to Iraq to convince officials there that the United States was eager to improve ties with President Saddam Hussein despite his use of chemical weapons, newly declassified documents show.

Rumsfeld, who ran a pharmaceutical company at the time, was tapped by Secretary of State George Shultz to reinforce a message that a recent move to condemn Iraq's use of chemical weapons was strictly in principle and that America's priority was to prevent

an Iranian victory in the Iran-Iraq War and to improve bilateral ties.

During that war, the United States secretly provided Iraq with combat planning assistance, even after Saddam's use of chemical weapons was widely known. The highly classified program involved more than 60 officers of the Defense Intelligence Agency, who shared intelligence on Iranian deployments, bomb damage assessments and other crucial information with Iraq.

The disclosures round out a picture of American outreach to the Iraqi government, even as the United States professed to be neutral in the war. Rumsfeld and other administration officials have cited Iraq's use of poisonous gas as

a main reason for ousting Saddam.

The documents, which were released as part of a declassification project by the National Security Archive and are available on the Web at www.nsarchive.org, provide details of the instructions given to Rumsfeld on his second trip to Iraq in four months. The notes of Rumsfeld's encounter with Tariq Aziz, the foreign minister, remain classified, but officials acknowledged that it would be unusual if Rumsfeld did not carry out the instructions.

Since the release of the documents, he has told members of his inner circle at the Pentagon that he does not recall whether he had read, or even had received, the State Department memo, Defense Department officials said.

One official noted that the documents reflected the State Department's thinking on Iraq, but did not indicate Rumsfeld's planning for his meeting with Saddam or his comments on the meeting after its conclusion.

Rumsfeld's trip was his second visit to Iraq. On his first visit, in late December 1983, he had a cordial meeting with Saddam, and photographs and a report of that encounter have been widely published. In a follow-up memo, the chief of the American-interests section reported that Aziz had conveyed Saddam's satisfaction with the meeting. "The Iraqi leadership was extremely pleased with Amb. Rumsfeld's visit," the memo said. "Tariq Aziz had gone out of his way to praise Rumsfeld as a person."

When news of the December trip emerged last year, Rumsfeld told CNN that he had "cautioned" Saddam to forgo chemical weapons. But when presented with declassified notes of their meeting that made no mention of that, a spokesman for Rumsfeld said he had raised the

issue in a meeting with Aziz.

Lawrence Di Rita, the chief Pentagon spokesman, said on Friday that there was no inconsistency between Rumsfeld's previous comments on his missions to Iraq and the State Department documents.

By early 1984, events threatened to upset the American-Iraqi relationship. After pleading for a year, Iran had finally persuaded the United Nations to criticize the use of chemical weapons.

Pressure mounted on the Reagan administration, which had already verified Iraq's "almost daily" use of the weapons against Iran and against Kurdish rebels, documents show. In February, Iraq warned Iranian "invaders" that "for every harmful insect there is an insecticide capable of annihilating

it." Within weeks, the American authorities intercepted precursor chemicals that were bound for Iraq.

Finally, on March 5, the United States issued a public condemnation of Iraq.

But days later, Shultz and his deputy met with an Iraqi diplomat, Ismet Kittani, to soften the blow. The American relationship with Iraq was too important — involving business interests, Middle East diplomacy and a shared determination to thwart Iran — to sacrifice. Kittani left the meeting "unpersuaded," documents show. Shultz then turned to Rumsfeld. In a March 24 briefing document, Rumsfeld was asked to present America's bottom line.

The New York Times

Thom Shanker contributed to this report.

Les outrances françaises de l'antiguerrre



26 DÉCEMBRE 2003

PAR DANIEL SCHNEIDERMANN

Dans l'indifférence générale, le quotidien *la Croix* vient de licencier un de ses journalistes, Alain Hertoghe, ancien rédacteur en chef adjoint du site Internet *la Croix.fr*. Le motif? Hertoghe a publié un livre (1) critiquant la couverture de la guerre d'Irak, au printemps dernier, par cinq quotidiens français: *le Figaro*, *Liberation*, *le Monde*, *Ouest-France*, ce qui n'eût sans doute pas posé problème. Mais aussi son propre journal, *la Croix*. A commencer par les éditoriaux de son directeur, Bruno Frappat, lequel n'a pas pratiqué le pardon des offenses. Quelques jours avant Noël, le rebelle a été jeté à la rue.

L'affaire a fait peu de bruit: quelques brèves dans les quotidiens concernés. A la lecture du livre, on comprend mieux cette indifférence. Sans doute est-elle due au fait qu'Alain Hertoghe ajoute au crime de lèse-entreprise celui d'être à contre-courant de la majorité de l'opinion française. Eût-il reproché aux médias leur alignement sur la guerre américaine, sans doute son licenciement aurait-il ému davantage. Mais c'est le contraire. Pour lui, les cinq quotidiens qu'il a épulés jour après jour ont adopté «un triple prisme partisan:

diaboliser l'administration Bush, adhérer à la ligne du couple Chirac-Villepin et communiquer avec les opinions publiques antiguerrre.

Le livre est une cruelle compilation d'extraits d'éditoriaux et de reportages, présentés par ordre chronologique. George Bush? Avant le déclenchement de la guerre, il est caricaturé par la presse française en «fou de Dieu». «A lire les quotidiens français, écrit Hertoghe, l'Amérique semble n'être peuplée, à l'exception d'une poignée d'admirables pacifistes, que de

déplaisants "patriotes", écervelés, égoïstes et violents.» Et de s'indigner que certains éditoriaux aient renvoyé dos à dos Bush et Saddam Hussein. Et de rappeler comment la presse a magnifié et surmédiatisé les manifestations pacifistes dans les capitales européennes. Cette hostilité politique et idéologique, selon Hertoghe, conduit ces journaux qui «rêvent d'une défaite américaine» à regarder l'expédition militaire dans un rétroviseur déformant. Avec une «joie mauvaïse», la presse française va grossir les difficultés du corps expéditionnaire allié et surinterpréter le moindre soupire de

chaque porte-parole américain pour inventer d'imaginaires «modifications de stratégie américaine». Les colonnes américaines marquent-elles une pause due à un vent de sable? La guerre est déclarée perdue. A cet aveuglement certains éditorialistes et experts ajoutent l'incohérence: tout en condamnant la guerre, ils reprochent au Pentagone de ne pas la mener assez durement. Croyant à un «nouveau Vietnam», ils prédisent avec des accents apocalyptiques un enlèvement américain dans une bataille de «Saddamgrad». Rien d'étonnant à cela: les envoyés spéciaux de la presse française à Bagdad sont étroitement «encadrés» par la censure irakienne, ce qu'ils ne révèlent qu'avec réticence à leurs lecteurs. Manque de chance pour eux: contre toutes leurs attentes, Bagdad tombe en quelques jours.

Convaincant et documenté, le livre d'Alain Hertoghe est aussi contestable. Quiconque fera l'effort de se souvenir de la couverture médiatique de la campagne d'Irak la reconnaîtra difficilement dans la peinture sans nuances de Hertoghe. D'abord, la presse écrite fut davantage pluraliste qu'il ne le relate. L'auteur (mais c'est la règle du genre) a privi-

légié les citations qui confortent sa thèse, au détriment d'autres textes. De Pascal Bruckner à Romain Goupil, les journaux ont largement fait écho aux arguments des intel-

lectuels «proguerre» français. Hertoghe exclut aussi de son champ d'observation les médias audiovisuels qui, eux, structurellement fascinés par l'événement en train de se dérouler, ont contribué à rééquilibrer le «bruit médiatique» ambiant. Enfin, aujourd'hui encore, l'Histoire est loin d'être écrite et n'a pas encore donné tort à ceux des éditorialistes qui prédisaient à cette campagne les plus noires conséquences, et aux Américains l'enlèvement dans un «nouveau Vietnam».

N'empêche. Ce pamphlet rappellera cruellement aux journalistes comment l'instant peut nous aveugler. Sur l'épuiement interne de la dictature irakienne ou sur la psychologie des néoconservateurs américains, pour ne prendre que deux exemples, la presse a-t-elle convenablement informé ses lecteurs à l'époque? Le fait-elle encore aujourd'hui? Bien sûr, les présupposés idéologiques des journalistes, le désir de «coller» à l'opinion publique biaisent leur relation des faits. Le leur rappeler est salutaire. Et c'est justement parce que le livre de Hertoghe est contestable qu'il fallait le contester, le réfuter au besoin, organiser le débat avec lui, y compris (et surtout) dans les colonnes de son propre journal. *La Croix*, qui s'enorgueillit à juste titre de sa singularité, a perdu là une occasion de la conforter. La presse nationale française est en crise pour de multiples raisons, et notamment parce que ses lecteurs lui reprochent de ne pas les informer complètement et honnêtement. Ce n'est pas en virant en douce ceux de ses journalistes qui étaient ce constat qu'elle regagnera la crédibilité perdue. ◀

(1) Alain Hertoghe, *la Guerre à outrances*, éd. Calmann-Lévy, 15 €.

Sunnis to form council in Iraq

Minority fears it won't be heard; move complicates handover

By Edward Wong

BAGHDAD: Leaders of Sunni groups across Iraq agreed on Thursday to form a council to speak with a unified political voice during the transition from American rule to Iraqi governance.

The demands of the group, called the State Council for the Sunnis, could greatly complicate the handover of power for both the Americans and other Iraqi religious and ethnic groups, especially the Shiites and the Kurds.

The Sunnis, who have held power in the country since the 1920's, when British colonizers favored them as proxy administrators, have felt increasingly disenfranchised under the current occupation.

The bitterness first arose when American forces ousted Saddam Hussein, a Sunni from the north, and has increased as American administrators have tried to forge close political ties with the Shiites and Kurds in the past eight months.

The capture of Saddam has left many Sunnis, a minority in this country, wondering whether any leaders will emerge to defend their rights in the new power structure.

It is not yet apparent what demands the new council will make of the Coalition Provisional Authority or the Iraqi Governing Council as the June 30 deadline for a handover of power approaches. So far, Shiite and Kurdish groups have asked for political rights that are incompatible with the plans laid out by the American occupiers or other Iraqi politicians. The Sunni council could very well do the same, though a spokesman said the group would try to work with all parties in Iraq.

"The Iraqi case is complicated," the spokesman, Muhammad Ahmed al-Rashid, told Al Jazeera in an interview. "It was complicated during the oppressive former regime, and now it's become more complicated because of the occupation. So we're forming this shuria to gather all the voices and to be one voice."

A shuria is a state council, and it was clear that the new group intended to try to wield considerable influence in the formation of a more permanent Iraqi government.

Seventy people attended the inaugural meeting Thursday morning at the Um al-Qura mosque, built in western Baghdad under Saddam's rule and orig-

inally called the Mother of All Battles mosque. Saddam commissioned the mosque as a model for a much more grandiose project, the Mother of All Mosques, that would have been five times its size. Some people say the architects of Um al-Qura designed its minarets to resemble the barrels of AK-47's, and the mosque was turned over to Sunni clerics after Saddam's downfall.

The people gathered at the meeting

mostly represented the three major Sunni groups in Iraq: the Sufi, Salafi and Khwan al-Muslimeen, or Muslim Brotherhood. The Salafi are similar to the Wahabi in their strict interpretation and practice of the Koran's teachings. The Sufi, many of whom live in the north, follow a more mystical interpretation of Islam.

"We're looking for a future; we're looking to have our rights, for all Iraqis to have rights, but especially the Sunni," Rashid said. "We are open to negotiation with the occupation forces and with others to ensure that all Iraqis get their rights."

Many Sunnis have said they do not

have a strong enough voice on the American-picked Governing Council. That group has 25 members, 5 of which are Sunni Arabs. Of the five, only a couple have any real influence over a large swath of ordinary Sunnis, and that influence pales in comparison with the sway held over ordinary Shiites by some of the Shiite representatives on the Governing Council.

The two ruling Kurdish parties in the north say they intend to form a united government soon and demand that the entire Kurdish area be granted regional autonomy. Though Sunnis have not been able to make the kind of political power plays initiated by the Shiites and the Kurds, that could change with the formation of the new council.

Late Thursday, meanwhile, powerful explosions and gunfire could be heard in parts of southern Baghdad, as American soldiers continued to try to route guerrilla fighters. The afternoon had been relatively quiet, at least compared with the morning, when insurgents fired off a barrage of rockets at dawn against the American headquarters and hotels popular with Western contractors and journalists. Military officials

have been bracing for a series of attacks over the Christmas week.

Three of the more than half-dozen rockets seemed to be targeting the German, Turkish and Iranian embassies, though none caused much damage.

The one fired at the German Embassy flew over the two-story beige building's garage and hit an empty house next door, said Rafae Abdul al-Janabi, an embassy guard. He pointed to dozens of bullet casings on the ground and said American soldiers guarding the embassy had futilely fired off M-16's into the empty streets right after the attack.

The German Embassy sits on a corner of busy Outer Karada Street and has the German and European Union flags prominently displayed on poles next to an outer wall.

The rocket that was apparently aimed at the Iranian Embassy slammed into a small concrete barrier outside the sprawling compound and dented the outer wall. It also shattered the windows of a guard post at the entrance. The Iranian Embassy is several blocks from the American headquarters on the west bank of the Tigris River, so there is a chance that insurgents intended for the rocket to hit the American compound.

The New York Times

Herald INTERNATIONAL Tribune

December 26, 2003

Making a new Iraq work

Early in the new year, Iraqi leaders are supposed to agree on an interim constitution, the first benchmark in the Bush administration's plan for transferring power to a transitional Iraqi government by summer. But, as America's administrator in Iraq, Paul Bremer 3rd, reported to President George W. Bush on Monday, Iraqis have still not reached an agreement on how that transitional government will be chosen or how power will be shared among the country's mutually suspicious religious and ethnic communities. These issues must be thrashed out in the coming weeks. Unless formulas can be found that satisfy Shiites, Sunnis and Kurds, Washington will not leave behind a stable, democratic Iraq.

For most of its modern existence, Iraq has been a forced amalgam of three different peoples, ruled by a privileged Sunni Arab minority and held together by force. The failure to arrange a fair balance of power among Shiite Arabs, Sunni Arabs and non-Arab Kurds helped doom Iraq to dictatorship. Saddam Hussein pushed the formula of Sunni dictatorship to the ultimate extreme, terrorizing the Shiite majority and unleashing wholesale murder against the minority Kurds. The best hope for Iraq's future lies in a democratic federal structure that keeps any of these groups from subjugating the others.

Creating a democratic Iraq will require shifting power toward the Shiite majority. When Britain created modern Iraq after World War I, it fused together three disparate provinces of the defeated Ottoman Empire under a Sunni Arab monarchy. But more than 60 percent of Iraqis are Shiites, living mainly in the south and east. Arab neighbors, and later the United States, came to fear that power for the Shiite majority would invite meddling by Shiite Iran and stir up restive Shiite minorities elsewhere in the Arab world. Washington is finally coming to realize that Iraq's Shiites have their own proud traditions and little love for Iran's corrupt and unpopular ayatollahs.

Yet no constitutional arrangement will be stable if Sunni Arabs or Kurds feel shut out. Sunnis make up roughly 20 percent of Iraq's population. Most live in the triangle stretching northwest from Baghdad, the center of Iraqi resistance to the American occupation.

Saddam Hussein promoted a warped Iraqi nationalism based on Sunni dominance and privilege. Yet even for Sunnis, his rule meant repression, war and deprivation. His

meek surrender to American troops last week dispelled much of his remaining prestige. Bringing the Sunnis around to accepting greatly reduced power is one of the central challenges of the rebuilding effort. Still, there is reason to believe that Sunni Arabs can become supporters of a democratic, federal Iraq.

The Sunni triangle is landlocked and lacks large oil deposits. It cannot stand alone in the world and needs a healthy relationship with the rest of Iraq.

The Kurds have been America's main ally, and their political ambitions also pose a delicate problem. They make up about 15 to 20 percent of the population and live mainly in the northeast. They have long resisted Arab rule and dreamed of joining with the Kurds of Turkey, Iran and Syria to create an independent Kurdistan. Many still dream of Kurdistan. But Washington has made

clear that it will not support such a secession, and Kurdish leaders say they are willing to accept a future inside an Iraq that respects their rights. A crucial challenge will be holding them to their word.

Current plans call for building new political institutions based on Iraq's 18 provinces. Workable institutions for power-sharing and federalism need to be created nearly from scratch. Decentralizing authority on a territorial basis makes more sense than using religious or ethnic categories. Secular Shiites in a middle-class area of Baghdad may have more in common with their Sunni neighbors than with devout village-dwelling Shiites further south.

At this stage only one thing is clear. If Iraq is to build a democracy capable of inspiring emulation by its neighbors, it must begin by fostering a healthier, more democratic relationship among its three main groups.

metro

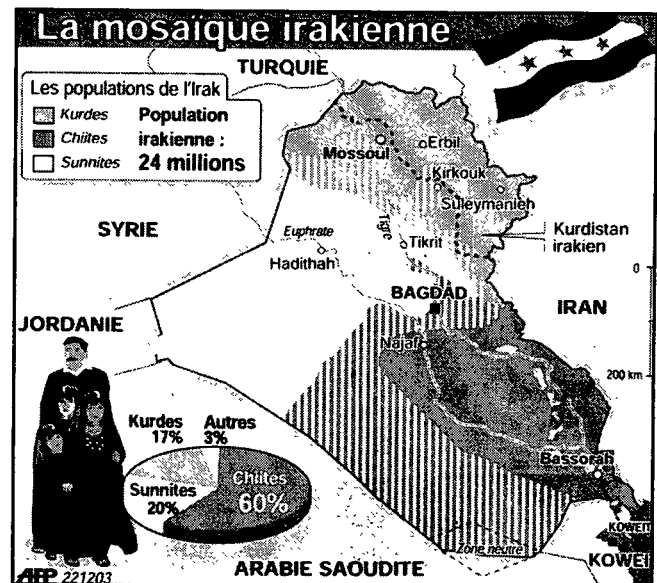
23 DÉCEMBRE 2003

La théorie de la division de l'Irak en trois Etats distincts fait son chemin

Dans un article du *New York Times*, Leslie H. Gelb défend l'idée d'une partition du pays en trois entités distinctes : un Etat kurde au nord, un sunnite au centre et un chiite au sud.

Mosaïque de peuples (voir ci-contre), l'Irak, rappelle la journaliste du quotidien new-yorkais, n'a été unifié que sous la contrainte. Et, à l'image de la Yougoslavie de Tito, cette unité s'est délitée une fois le pouvoir fort disparu.

Ce découpage en trois ensembles aurait non seulement l'avantage de respecter la répartition des trois grandes populations (Kurdes, sunnites et chiites) qui composent l'Irak mais permettrait aussi à Washington de mieux contrôler le territoire. Car diviser le pays favoriserait l'isolement du triangle sunnite (centre) où se concentre la



résistance irakienne et priverait les forces anti-américaines des revenus pétrolier. L'or noir est en effet surtout présent dans le Sud chiite. Pour l'heure, le scénario améri-

cain de transfert de souveraineté n'envisage pas le morcellement mais la formation d'un Irak fédéral où chaque région jouirait d'une autonomie. J.G.

Quake kills 20,000 in Iran

At least 50,000 are injured as ancient city of Bam is razed

From news reports

BAM, Iran: A predawn earthquake razed much of the ancient Silk Road city of Bam in Iran on Friday, killing more than 20,000 people and injuring tens of thousands, government officials said.

About 70 percent of the buildings in the historic city, a popular tourist spot about 1,000 kilometers, or 600 miles, southeast of the capital, Tehran, had collapsed, and many residents were trapped under the rubble, state television said.

"Rescue workers have found more bodies. The figure is now more than 20,000," a senior government official said.

The quake at about 5:30 a.m. measured 6.3 on the Richter scale.

Other officials said that about 50,000 people had been injured in the Bam region, which has a population of 200,000.

Bam was without water, electricity or gas as night fell and temperatures headed below freezing. Residents set fires to stay warm and made torches from palm branches for light as they dug with bare hands for survivors.

Gardens and other public areas were packed with crying children and people left without a home, huddled in blankets to protect them from the cold. Distraught relatives wept next to corpses shrouded in blankets.

Hundreds of bodies were bundled into trucks. Mechanized diggers hollowed out trenches where the dead were buried quickly without rites.

"I have lost all my family. My parents, my grandmother and two sisters are under the rubble," said Maryam, 17.

One elderly woman, disconsolate with grief, smeared her face with dirt, uttering only: "My child, my child."

The government rushed to provide assistance to the thousands left without shelter in the winter cold.

Interior Minister Abdolvahed Mousavi Lari said on Iranian television that 70 percent of residential Bam had been destroyed and that there was no electricity, water or telephone service.

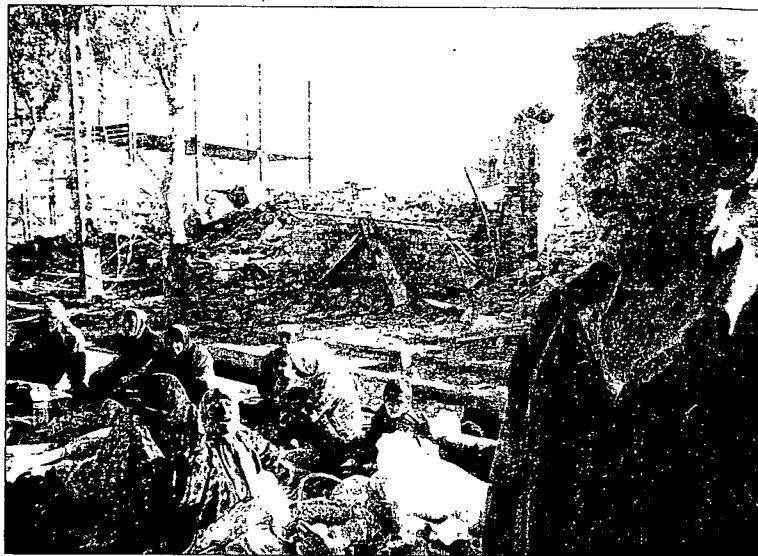
"Our immediate two priorities are dealing with the people who are trapped and transferring the wounded to other areas," he said.

He added that four C-130 planes had already taken wounded out of the area.

"Our biggest difficulty so far is res-

cuing people, because there is no electricity and people are doing what they can with flashlights," he said.

Iranian television showed entire neighborhoods collapsed; in Bam's old quarter hardly a building remained upright.



Survivors huddling Friday in Bam, where entire neighborhoods and a large part of the city's ancient citadel were destroyed.

In one street, only a wall and the trees were standing.

At the city's only cemetery, a crowd of about 1,000 people wailed over some 500 corpses that lay on the ground.

The dead were being buried in mass graves.

Mohammed Karimi, in his 30's, was at the cemetery with the bodies of his wife and 4-year-old daughter.

"Last night before she went to sleep she made me a drawing and kissed me four times," he said of his daughter, Nazanine, whom he held in his arms.

"When I asked, 'Why four kisses?' she said, 'Maybe I won't see you again, Papa,'" Karimi said as tears streamed down his face.

The epicenter was outside Bam. State media said the quake had also damaged towns and villages around Bam.

Aftershocks panicked survivors gathered on the streets. One early aftershock registered a magnitude of 5.3, according to the geophysics institute of Tehran University.

Three days of mourning were declared for what President Mohammad Khatami called a "national tragedy" in Bam, a city of 80,000.

Khatami, who held an emergency meeting later Friday, sent his condolences to the victims and dispatched the interior and transport ministers to Kerman Province.

Speaking to governor of Kerman, Khatami issued instructions to accelerate efforts to help the people.

But many of the survivors were bemoaning the lack of outside help. Despite radio reports saying that help had been dispatched, by nightfall Friday no outside help was seen in the city.

"God willing, we will try even harder to meet your needs," he said in the phone call broadcast on television.

At dusk, survivors built bonfires to stay warm as temperatures dropped. Most sat shivering in their nightclothes, as all their possessions were buried in their homes.

The interior minister said that setting up tents was a priority because of the

cold — nighttime temperatures were expected to drop to minus 6 degrees Celsius, or 21 Fahrenheit — and the large-scale destruction of buildings.

Hardly any buildings in Iran are built to withstand earthquakes, although the country sits on several major fault lines and temblors are frequent.

Shocked Iranians mobilized to help their countrymen.

In Tehran, volunteers jammed a blood donation center. Ministries set up bank accounts to donate funds, and the governor of Fars Province asked for donations of blankets and nonperish-

able food items, and asked all men under 25 to go to neighboring Kerman to help, television reported.

The government also asked for international assistance — particularly search and rescue teams. The European Union mobilized rescuers and a field hospital as well as more than €800,000, or \$992,000, in emergency aid.

Russia was sending two transport aircraft with rescuers and equipment to Iran Saturday, said an Emergency Situations Ministry spokeswoman.

A number of other countries offered money and other aid. (AP, Reuters)

International Herald Tribune
Saturday-Sunday, December 27-28, 2003

Séisme meurtrier en Iran

Delphine Minoui

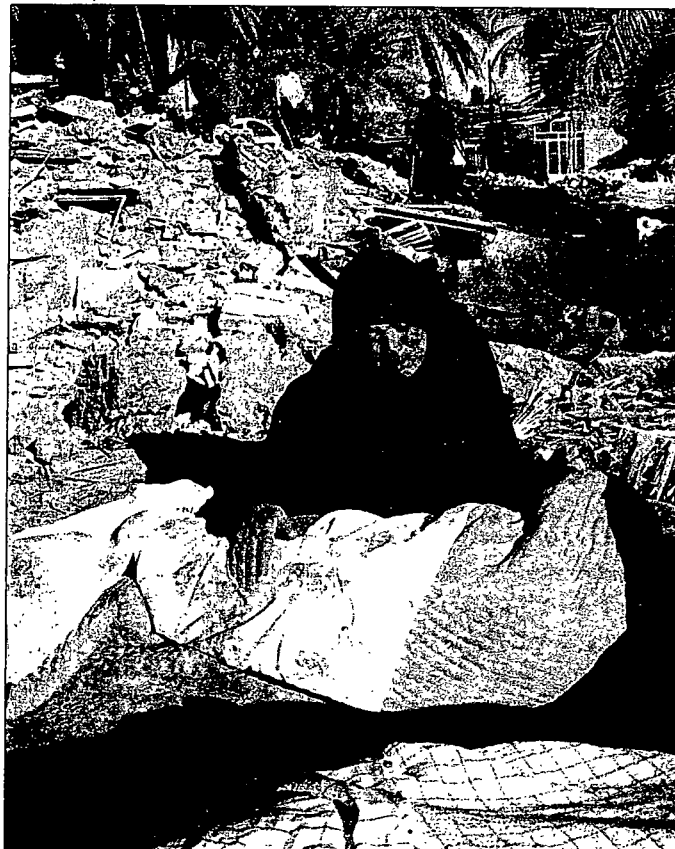
C'est l'un des séismes les plus dévastateurs de ces dernières années en Iran. Il a ravagé au moins 60 % des bâtiments de la totalité de la ville de Bam, située au sud-est du pays, en surprenant ses 200 000 habitants au petit matin. La mort d'au moins 20 000 personnes a officiellement été confirmée en début de soirée, mais les autorités craignent que le bilan ne s'alourdisse encore. Car il faut compter les nombreux corps ensevelis sous les décombres des petites

maisons en terre de cette ville historique, située à 1 000 kilomètres de Téhéran. Et ceux aussi enterrés à la va-vite, près de 2 000 déjà en milieu d'après-midi, selon l'agence Irna.

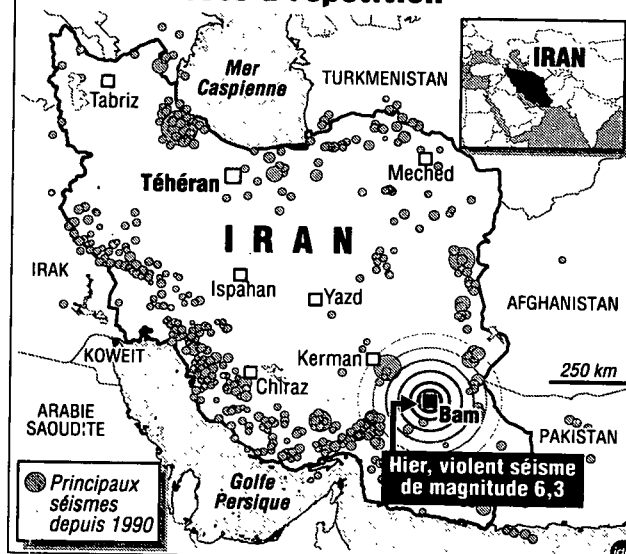
D'après les informations transmises par la radio iranienne, environ 50 000 personnes seraient également blessées (dont 90 % se trouveraient dans un état grave). Le président Khatami, qui a aussitôt fait constituer un comité d'urgence, a tenu à rappeler que dans une telle situation, « les premières 48 heures sont critiques » et qu'il faut rester prudents sur les chiffres avancés.

Les images diffusées tout au long de la journée par la télévision iranienne donnent néanmoins un aperçu de l'ampleur de la catastrophe : des kilomètres de ruines poussiéreuses, des corps inertes jonchant le sol, des femmes en tchador noir à la recherche de leurs proches dans les hôpitaux de la région, des enfants en larmes emmitoufflés dans des couvertures pour se protéger du froid. Entre les débris, des lits de fortune ont été dressés dans les rues pour apporter les premiers secours, tandis que le Croissant-Rouge et l'armée se sont empressés de faire installer des tentes. Mais la plupart des rescapés se retrouvaient sans abri pour la nuit, alors qu'un froid glacial envahissait la cité dévastée.

A Bam, mais aussi dans les villes voisines de Giroft et Koh-nouj, les communications téléphoniques, l'électricité et l'eau ont été coupées. Deux des hôpi-



Des secousses à répétition



taux de Bam sont entièrement détruits et de nombreux blessés ont été évacués dans la ville de Kerman, à 180 kilomètres à l'ouest de Bam. Dans l'après-midi, des hélicoptères et des

avions faisaient la navette pour transporter d'autres blessés dans la province d'Ispahan.

D'après Farhad Khodabakhsh, le responsable des opérations de secours au Croissant-

Rouge, des équipes de secours ont également fait le déplacement depuis les provinces environnantes. Des couvertures, des tentes, des boîtes de conserve et des médicaments ont aussi été envoyés vers Bam. Un appel au don de sang vient d'être lancé à travers l'Iran : une opération néanmoins rendue difficile par

la récente campagne de vaccination qui vient d'avoir lieu dans le pays.

L'Iran, qui peine à faire face à la situation, a aussitôt fait appel à l'aide internationale. La Russie a été le premier pays à répondre en affrétant deux avions

de secours. L'Allemagne, la Belgique, la Grèce, le Japon, la Suisse, la France, l'Espagne, la Grande-Bretagne, le Canada et l'Italie, entre autres, se sont également dits prêts à apporter leur soutien financier ou logistique.

De riches pays du Golfe, aussi : l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis. Paris doit envoyer dès aujourd'hui 65 personnes de la sécurité civile et 20 tonnes de matériel pour installer un hôpital de campagne, a fait savoir hier soir le Quai d'Orsay. Les Nations unies ont annoncé de leur côté le déblocage immédiat d'une aide d'urgence de 90 000 dollars, et la Croix-Rouge internationale a lancé un appel de fonds portant sur 6,4 millions d'euros.

Le président George W. Bush est intervenu en personne pour dire que les États-Unis se tenaient prêts à aider l'Iran. Un geste qui peut surprendre alors que Washington a rompu tout lien diplomatique avec Téhéran depuis la Révolution islamique de 1979, et alors que l'Iran figure sur l'« axe du Mal » désigné par le président américain dans son discours de janvier 2002.

Le tremblement de terre, de 6,3 sur l'échelle de Richter, s'est produit à 5 h 28 locales (2 h 58 en France). Il a principalement touché la ville de Bam, mais également de nombreux villages environnants. Plusieurs répliques ont été enregistrées depuis, dont la plus violente à 6 h 36 locales. Construite de petites maisons en briques, la région de Bam, n'était malheureusement pas préparée à un tel séisme. Ce dernier n'a pas non plus épargné l'antique citadelle de Bam, vieille de 2 000 ans, qui a été complètement détruite.

TIME

DECEMBER 29, 2003-JANUARY 5, 2004

I N T H E A R E N A

Joe Klein

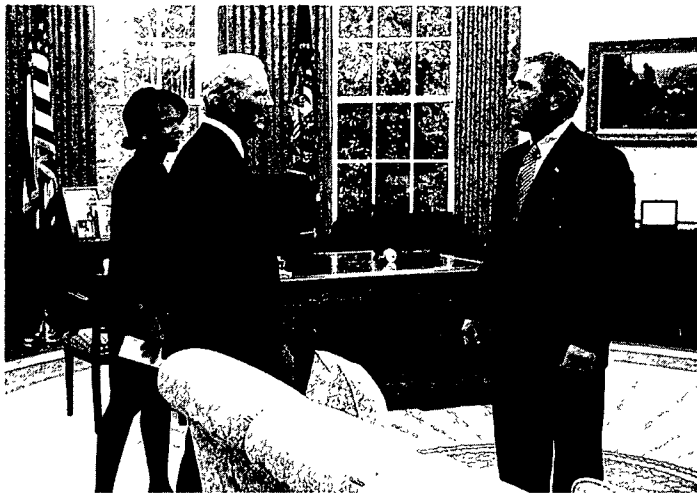
Let's Make a Deal

IN THE DAYS AFTER SADDAM HUSSEIN WAS CAPTURED, FIVE OF THE six plausible Democrats running for the American presidency—all except Dick Gephardt—gave major foreign policy speeches and called once again for the internationalization of the reconstruction effort in Iraq. This has been an article of Democratic faith: President Bush needs to share power in Iraq with the U.N. and NATO but won't, as he is a cowboy unilateralist. It is a line of attack that has always been hostage to the possibility that George Bush might change diplo-

matic course—and last week there were strong, if subtle, signs that the Administration was ready to involve both the U.N. and America's NATO allies in the selection of a new Iraqi government.

First, there was an apparent change of heart by Grand Ayatullah Ali Hussein al-Sistani, the most powerful Shi'ite in Iraq. Al-Sistani had been insisting on direct election of a new government in the coming months because he feared that the U.S. proposal—for an indirect process featuring local caucuses throughout the country—might easily be manipulated to favor the nonelected members of Iraq's Governing Council, particularly the Pentagon's perennial favorite former exile, Ahmed Chalabi. According to the *Financial Times*, al-Sistani is now willing to let the U.N. decide whether direct elections or the American plan would be easier to carry out in 2004.

Secretary-General Kofi Annan—who favored direct elections until last week—told me the U.N. would be willing, if asked, to certify the American plan and supervise the caucuses, "if we are sure the process is inclusive and transparent," and then "only if our security considerations can be met." French President Jacques Chirac, another direct-elections fan, seemed to be in a negotiating mood as well. Two weeks ago, he told Senator Joseph Biden that he was open to a modified version of the American caucus plan—and, furthermore, that he would not be opposed to a NATO military presence in Iraq. Chirac did not go so far as to promise French troops, but he did tell Biden, "If the coalition led by the Americans stays in Iraq, it's a disaster, and if



Is James Baker's real mission for Bush to draw more allies into Iraq?

ERIC DRAPER/WHITE HOUSE—GETTY IMAGES

they leave, it's a disaster. So we have a dilemma." But Chirac appeared far more concerned by the likelihood of chaos if the troops leave.

It seemed clear that former U.S. Secretary of State James Baker was doing more in Europe last week than negotiating debt relief for Iraq. A more likely project was the continuation of negotiations begun by Colin Powell and Donald Rumsfeld to produce a grand bargain with the recalcitrants—France, Germany, Russia—that would involve increased military and financial participation by the allies in return for U.N. supervision of the transition to a new government. Baker, I am told, was furious over the Pentagon memo that limited reconstruction contracts in Iraq to countries that had been part of the "coalition of the willing." He insisted on speaking directly with President Bush to secure a full range of negotiating options for his trip—including reconstruction contracts—before he left for Europe.

The Bush Administration was reluctant to acknowledge these developments for

reasons that were understandable and, perhaps, for others that were not. The understandable reluctance had to do with local Iraqi politics. Al-Sistani doesn't want to appear to be negotiating with the U.S.—especially since Wahhabi extremists across the Islamic world are now whispering that there is a secret regional alliance between the Shi'ites and the U.S. Furthermore, the U.S. doesn't want to appear to be letting the Shi'ites set the ground rules—especially since delicate negotiations are under way with prominent Sunni tribal leaders to secure their support for the caucus process, in return for generous reconstruction funds.

But there was also the possibility that the Bush Administration was racked by its never-ending ideological battle over unilateral action. The State Department was firmly in favor of an international deal. Defense Secretary Rumsfeld was said to be ready to shed the burdens of local governance in Iraq. The Coalition Provisional Authority was divided—but L. Paul Bremer told Senator Hillary Clinton that he favored

U.N. involvement in the selection of a new government. Vice President Cheney remains skeptical about any U.N. role. The President, however, may be turning away from the hard-liners and toward a more pragmatic approach. "Jim Baker wouldn't be involved," a prominent Republican told me, "if we weren't talking about a serious change of course."

Even if a solid plan is negotiated, formidable obstacles to success in Iraq remain. The guerrilla war continues. The *hajj*—the annual pilgrimage to Mecca—will set large numbers of people moving through the country in January and February and provide wonderful cover for troublemakers. Thousands of U.S. troops will rotate in and out of Iraq in March and April, a process that may be vulnerable to major terrorist strikes. Still, there finally appears to be the outline of a plan to move from the current chaos to a new Iraqi government, recognized and supported by the international community—if George W. Bush wants it. ■

IRAK Formées d'islamistes ou d'anciens militaires, les cellules autonomes développent des relations tactiques ou logistiques

Voyage à l'intérieur de la guérilla irakienne

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Thierry Oberlé

La coalition, qui craignait un coup d'éclat de la guérilla pour Noël, peut se féliciter du caractère limité des tirs de roquettes qui, s'ils ont provoqué la fébrilité à Bagdad, n'y ont pas infligé de pertes. Par contre, la technique des bombes artisanales plantées sur les routes a encore une fois prouvé son efficacité, provoquant la mort de six soldats américains depuis mercredi au nord et dans Bagdad. Trois autres soldats ont été tués par un tir de mortier contre leur base, à Baaqouba, au nord de la capitale.

Mercredi soir et jeudi, le QG américain fortifié du centre de Bagdad et ses environs, l'hôtel Sheraton, ainsi que des ambassades étrangères ont été visés par des tirs d'obus et de roquettes, qui n'ont pas fait de tué. Anticipant ces attaques après la capture de l'ex-président Saddam Hussein, l'armée américaine a lancé mercredi une « phase active » de l'opération « Poigne de fer » destinée à débusquer les combattants armés à Bagdad. En même temps, la coalition américano-britannique a appelé ses membres à la vigilance « durant les dix prochains jours », de crainte d'attaques « contre la coalition et des intérêts irakiens ».

« Comment trouvez-vous Bagdad ? Ce sera mieux quand elle sera libérée ! Vous ne croyez pas ? » Avec le commandant Ali, la guérilla a un visage plutôt policé. Chef d'un groupe clandestin composé d'une vingtaine de « patriotes », Ali a donné rendez-vous dans un grand restaurant de Bagdad pour « bavarder tranquillement ». Le jeune homme au sourire réservé s'est installé à une table isolée avec dans son champ de vision la porte d'entrée de l'établissement ainsi que les hautes baies vitrées donnant sur

« Nous ne pouvions pas accepter que notre pays qui a une si grande histoire puisse être occupé par une armée étrangère illégitime »

la rue. Des hommes de son organisation montent la garde à l'extérieur à bord de deux voitures sans attirer l'attention.

Son costume tiré à quatre épingles et sa coiffure au volume impeccable pourraient le faire passer pour un haut fonctionnaire d'un ministère irakien. Ingénieur de formation, Ali est en fait l'un des animateurs de la guérilla antiaméricaine dans la capitale irakienne.

Sa cellule a à son actif une quinzaine d'attaques contre des cibles militaires américaines. L'une des plus spectaculaires, selon lui, a visé un convoi de trois véhicules Humvee fin juin près de Tarmya au nord de Bagdad. Le bilan ? Le commandant Ali ne le connaît pas. Ses équipes posent des mines, tirent au RPG ou au lance-grenades et « décrochent » immédiatement après les frappes.

L'histoire du groupe commence le 15 avril, au sixième jour de l'entrée des marines dans le centre de Bagdad. « Nous nous sommes réunis entre amis et



Des combattants irakiens posaient en novembre avec des lance-missiles sol-air. « Dans les jours qui ont suivi la fin de l'ancien régime, il était facile de trouver des armes. Nous avons constitué des stocks. Mais nos réserves s'épuisent et les prix montent. On est obligé de se débrouiller », explique le commandant Ali, chef d'un groupe clandestin composé d'une vingtaine de « patriotes ».

(Photo Sarah Daniel/AFP.)

nous avons décidé de réagir. Nous ne pouvions pas accepter que notre pays qui a une si grande histoire puisse être occupé par une armée étrangère illégitime », affirme Ali. Le lendemain, la petite bande attaque, en guise de baptême du feu, un char à la grenade.

A en croire Ali, sa cellule anonyme – « car un nom c'est juste bon à se faire repérer » – est « autonome ». Elle agit par patriotisme et anti-américanisme sans se référer à une idéologie particulière. Son noyau dur rejette de manière viscérale les « envahisseurs » quel que soit leur comportement. Le commandant Ali tient à rencontrer un journaliste pour « rectifier l'image de terroristes » qui colle aux combattants clandestins. « Nous avons annulé à trois reprises une attaque en raison de la présence de femmes et d'enfants à proximité de notre cible. Notre groupe n'a jamais frappé le peuple irakien », insiste-t-il.

Le groupe s'activerait en marge des partisans de Saddam qui dirigent les principales forces de la guérilla. Bien qu'issus du moule de l'ancien régime, ses membres n'ont pas attendu la capture de Saddam pour considérer le dictateur

déchu comme un homme du passé. La cellule du commandant Ali entretient des relations avec des anciens militaires comme avec des combattants islamistes. « Les liens entre nous sont ténus, mais ils existent. Nous procédons à des échanges en fonction de nos besoins. A Bagdad, nous sommes en contact avec trois groupes qui connaissent eux-mêmes d'autres mouvements. La résistance commence à s'organiser. Nous avons également des connexions à Faludja (centre) et à Mossoul (nord). »

Quelques jours plus tard le « patriote » organise une entrevue avec un responsable islamiste, Abou Abdelkrim. L'entretien se déroule de nuit au fond d'une cour dans le local d'une mosquée de la banlieue sud de Bagdad. La rhétorique d'Abou Abdelkrim, un imam auxiliaire replet à la barbe courte, est émaillée d'interminables versets du Coran. En bon islamiste, il explique en s'appuyant sur le Co-

ran que dans l'Irak d'aujourd'hui « la lutte armée vaut mieux que la prière ».

Le religieux a commencé sa guerre sainte en juillet en tirant à la kalachnikov sur un convoi américain. « Un acte symbolique destiné à briser le mur de la peur », note-t-il. Depuis, son groupe aurait multiplié les opérations. « On a flambé à la roquette pas mal de véhicules », com-

mente-t-il sans s'étendre sur le sujet. Tout juste confesse-t-il qu'il intervient surtout à l'extérieur de Bagdad, dans le triangle sunnite. Modeste, Abou Abdelkrim considère qu'il pourrait faire mieux avec plus de moyens. Existe-t-il parmi ses compagnons des candidats aux attaques suicides ? « Non, pas pour l'instant. Nous combattons en essayant de faire

le maximum de dégâts sans perdre d'éléments. Nous prenons des risques : une de nos équipes a malheureusement été arrêtée. Les Américains ont découvert dans leur voiture des armes légères et des grenades. » Puis il ajoute : « Nous n'avons pas de martyr mais je salue ceux qui donnent leur vie pour rejoindre les jardins du paradis, des jardins qui sont encore plus beaux que les vôtres en France. »

Formé à l'islam sur le tas, Abou Abdelkrim est favorable à la « vraie démocratie islamique », c'est-à-dire à la restauration du califat. Il se déclare prêt à une alliance avec les wahhabites saoudiens, même s'il a des « désaccords mineurs avec eux ». Le religieux apprécie Oussama Ben Laden, qui « défend des idées correctes ». Mais Abou Abdelkrim n'est pas en relation avec al-Qaïda et le regrette : « Je ne sais pas quels sont leurs plans, mais, si des frères de la branche afghane viennent ici pour participer à nos côtés à la

lutte, ils sont les bienvenus et leur argent aussi. »

Les fameux combattants étrangers de l'internationale islamiste paraissent jouer un rôle marginal. « Al-Qaïda n'est pas présent à Bagdad. En revanche, ils ont des hommes à Ramadi et dans ses environs où on croise quelques partisans islamiques syriens et de Jordaniens », confirme le commandant Ali.

Abou Abdelkrim comme le commandant Ali reconnaissent que le renforcement récent des mesures de sécurité américaines réduit leur champ d'action et augmente les délais de préparation des attentats. Chez les uns comme chez les autres, le bricolage semble être la règle en raison d'un manque de fonds propres et de carences logistiques. Ali raconte : « Au début, dans les jours qui ont suivi la fin de l'ancien régime, il était facile de trouver des armes. Nous avons constitué des stocks de lance-roquettes antichars, de fusils lance-grenades, d'obus, de grenades, de kalachnikovs et d'armes légères. Mais nos réserves s'épuisent et les prix montent. On est obligé de se débrouiller », explique le chef. Les artificiers – d'anciens militaires – trafiquent les charges explosives pour augmenter la puissance des mines activées à distance, modifient les tubes des lance-roquettes pour rendre les tirs plus performants. Leurs camarades font le tour des anciens arsenaux et des receleurs.

En huit mois de clandestinité, le groupe du commandant Ali n'a pas subi de pertes. Selon Ali, il est cependant plus difficile de mener la lutte armée dans la capitale qu'en province. « Le relatif anonymat de Bagdad est, contrairement à ce que vous imaginez, une source d'insécurité. Ici le brassage des populations accentue les risques alors que dans les régions le clan forme un bloc protecteur. »

L'un des objectifs du commandant Ali est de sortir la guérilla de Bagdad et des secteurs sunnites. « Des gens de Bassora qui travaillent au sabre se préparent. Les Britanniques ne s'imaginent pas ce qui va leur tomber dessus », menace-t-il. Abou Abdelkrim attend, lui, une prochaine entrée d'argent de « généreux donateurs musulmans ». Tous deux se disent prêts à négocier une solution politique avec les Américains. « Mais nous n'accepterons jamais un leader descendu d'un char américain », déclare Ali, qui reconnaît ne pas avoir trouvé l'homme providentiel.

Premier contingent japonais

Tokyo : Régis Arnaud

Le premier contingent de forces d'autodéfense japonaises à destination de l'Irak a quitté Tokyo hier matin. Une quarantaine de soldats de l'armée de l'air nipponne se sont envolés pour le Qatar et le Koweït, en attendant un contingent ultérieur de 150 hommes en janvier. Au total, 600 hommes devraient être stationnés en Irak pour une période d'un an qui a débuté le 15 décembre.

Pour le Japon c'est un moment historique. Jamais, depuis la désastreuse aventure militaire de la Seconde Guerre mondiale, l'Archipel n'avait envoyé de troupes sur les lieux d'un conflit. Traumatisé, le Japon se tenait sagement au-dessus de la mêlée internationale. Il se contentait d'offrir une aide humanitaire prolixe aux populations meurtries par les guerres et n'assistait les Etats-Unis, son allié historique, que sur les plans logistique ou financier là où ils étaient engagés, récemment au Cambodge ou au Timor-Oriental. Ce rôle, Junichiro Koizumi a toujours voulu

l'étendre : d'abord en soutenant dès le début George W. Bush dans l'intervention irakienne, quitte à tourner le dos aux Nations unies ; et aujourd'hui, en envoyant ses hommes sans aucune expérience militaire sur le front irakien, sans même la couverture d'un mandat onusien. Pourtant, la constitution pacifiste de l'Archipel, unique exemple de renonciation unilatérale d'un pays à son droit à la guerre, lui défend par son article 9 de s'impliquer dans un conflit armé autrement que dans un but d'autodéfense. Junichiro Koizumi prend là un très grand risque politique. Même s'il ne cesse de répéter, jusque sur les ondes de la chaîne al-Jezira, que le rôle des soldats japonais sera simplement de contribuer à la reconstruction de l'Irak (traitement des eaux, distribution, soins médicaux), il sait que pour les terroristes irakiens, leur vie vaut celle des soldats américains. Les troupes japonaises seront pour l'essentiel basées dans la région de Samawah, relativement calme. Mais elles ne sont pas totalement à l'abri. Pour éviter de trop s'impliquer, elles seront elles-mêmes encadrées... par des soldats néerlandais.

IRAK Arrestation de suspects après les attentats de samedi

Le nouveau dialogue Téhéran-Bagdad

Cinq suspects ont été arrêtés après les attentats, attribués à des étrangers, qui ont frappé samedi Karbala, au sud de Bagdad, faisant 19 morts, dont cinq soldats bulgares, et près de 200 blessés.

Les autorités irakiennes et les militaires américains ont évoqué une participation de « terroristes étrangers » à ces attaques à la voiture piégée, les plus sanglantes depuis la capture du président déchu Saddam Hussein, le 13 décembre. Une très forte déflagration a par ailleurs secoué Bagdad lundi, et l'armée américaine a indiqué qu'il s'agissait d'une « explosion contrôlée », sans plus de détails.

Téhéran :
Delphine Minoui

Déchirés pendant huit ans de guerre, l'Iran et l'Irak viennent d'amorcer un rapprochement sans précédent. Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, les membres du gouvernement transitoire irakien multiplient les visites à Téhéran, tandis que les pèlerins iraniens se pressent en Irak sur la trace des grands imams chiïtes.

A 17 ans, Hadi Zeinali, vient de réaliser « un rêve impossible sous Saddam Hussein » : partir en pèlerinage en Irak. Son père, qu'il n'a jamais connu, est mort au front, avant sa naissance, pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988). « L'Iran a sacrifié des centaines de milliers d'hommes à cause de Saddam Hussein. Maintenant qu'il n'est plus au pouvoir, les Iraniens partent l'esprit plus léger en Irak », raconte le jeune lycéen de Téhéran, rentré de voyage la semaine dernière.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, en avril dernier, des milliers de pèlerins iraniens franchissent chaque semaine la frontière irano-irakienne pour se recueillir, à Nadjaf et à Karbala, sur les mausolées des grands imams chiïtes, enterrés en Irak. D'abord clandestine, leur traversée, vient d'être rendue officielle en vertu d'un accord passé entre les autorités iraniennes et le Conseil de gouvernement transitoire irakien. Un accord symbolique du rap-

prochement en cours entre les deux anciens pays ennemis, en dépit des récentes mises en garde de Washington contre l'influence iranienne sur les chiïtes d'Irak.

Dès cet été, l'Iran a ainsi été l'un des premiers États à reconnaître la création du Conseil de gouvernement transitoire irakien – pourtant mis en place par les Américains –, en envoyant une délégation à Bagdad. Depuis, les membres du Conseil multiplient les voyages à Téhéran. Il y a un mois, la visite du ministre irakien du Commerce a déjà débouché sur des projets d'importations de voitures iraniennes. A son tour, le ministre irakien du Pétrole, Ibrahim Bahr al-Oloum, accueilli mardi dernier par le président iranien Mohammad Khatami, a fait officiellement appel à l'aide technique de son voisin pour développer ses infrastructures.

L'actuel représentant de la présidence tournante du Conseil de gouvernement irakien, Abdul Aziz al-Hakim, s'est également dit prêt à réfléchir à la demande iranienne d'obtenir cent milliards de dollars pour compenser les dom-

pages de guerre entre les deux pays. Quant à la décision récente des autorités irakiennes d'expulser les moudjahidins, d'ici à la fin du mois, Téhéran l'a aussitôt accueilli avec enthousiasme.

Soutenus par Saddam Hussein, les quelques milliers de membres du groupe armé d'opposition armée au régime iranien s'étaient retranchés, à la chute du régime, dans un camp au nord de Bagdad, aujourd'hui encerclé par les forces américaines.

S'il est un sujet qui rassemble pour une fois les conservateurs et les réformateurs iraniens – plus que jamais divisés à l'approche des élections législatives de février prochain –, c'est bien celui du rapprochement avec l'Irak, que

tout le monde s'est empressé d'applaudir. « Tant que l'Irak sera occupé par les Américains, il m'est difficile d'envisager d'y aller faire un tour », remarque Mohsen Alviri, professeur d'histoire à l'université Emam Sadeq de Téhéran. Mais ce religieux enturbanné, qui se dit proche des conservateurs, se félicite, sans hésiter, du nouveau dialogue amorcé entre l'Iran et l'Irak. « Culturellement, ces deux pays, majoritairement chiïtes, ont toujours été profondément liés. Saddam Hussein les avait séparés. Mais on ne peut effacer des milliers d'années d'histoire commune », remarque-t-il. Et l'homme de rappeler que la plupart des grands ayatollahs iraniens ont été formés au séminaire de Nadjaf, en Irak, où est enterré l'imam Ali,

gendre et successeur du prophète Mahomet. Sur les douze imams chiïtes vénérés par les Iraniens, six se trouvent en Irak.

« Pour les Iraniens, les villes chiïtes de Nadjaf, Karbala et Samara sont aussi importantes que Mashhad, en Iran, où est enterré l'imam Reza. L'amour des imams dépasse les risques encourus »,

constate Hamid Reza Jalaïpour, qui enseigne les sciences sociales à Téhéran, pour expliquer l'engouement actuel des Iraniens pour le tourisme religieux en Irak. Pour cet ancien journaliste de la presse réformatrice, « le pèlerinage des Iraniens peut devenir une véritable occasion d'échanges économiques entre l'Iran et l'Irak ». A condition, précise-t-il, que « certains fondamentalistes iraniens ne fassent pas de gaffes. » (Autrement dit : qu'ils ne profitent pas du pèlerinage pour imposer leurs idéaux en Irak).

D'après Machallah Chamsolvaezine, à la tête de l'association de la presse libre, proche du courant réformateur, il faut voir dans le dégel irano-irakien une nouvelle porte qui s'ouvre. « L'Irak n'est plus une menace pour l'Iran, dit-il, mais une chance pour normaliser nos relations avec les États-Unis. »

Depuis la chute du régime
de Saddam Hussein,
des milliers de pèlerins
iraniens franchissent
chaque semaine la frontière

LE FIGARO

30 DÉCEMBRE 2003

Japan open to offering debt relief to Baghdad

By Norimitsu Onishi

TOKYO: Japan said Monday that it was prepared to forgive "the vast majority" of its billions of dollars in Iraqi debt to help rebuild the country's economy, if other leading creditors do the same.

The announcement, which came after Prime Minister Junichiro Koizumi met with the U.S. Special envoy James Baker 3rd, lifted Washington's efforts to reduce Iraq's \$120 billion in foreign debt owed to members of the Paris Club of creditor nations and other nations.

"Japan would be prepared to eliminate the vast majority of its Iraqi debt, if other Paris Club creditors are prepared to do so in the context of a Paris Club agreement," the Foreign Ministry announced in a statement. "This is essential for ensuring the Iraqi people to have the opportunity to build a free and prosperous Iraq, and is of special importance to the international security and stability."

The Foreign Ministry added that "the precise figures of debt reduction" would be subject to negotiations.

Iraq owes Japan \$4.11 billion, but late payment charges and other fees bring the total to more than \$7 billion, one of the biggest debts to a Paris Club member. While Japan did not indicate its intention, it has included penalties in previous debt-forgiveness decisions.

"I think we made some very, very good progress on the very important is-



Eriko Sugita/EPA

James Baker 3rd, telling reporters Monday that the U.S. was grateful for Japan's help.

sues of Iraq debt," Baker told reporters after his meeting with Koizumi.

"Prime Minister Koizumi and Japan have taken a leadership role in the reconstruction of Iraq, something that is extraordinarily important and for which the United States is very grateful," Baker said.

After stopping here, Baker led his worldwide lobbying efforts to reduce Iraq's debt to Beijing, where he met Prime Minister Wen Jiabao. Wen said after the meeting that China "will consider reducing the debts owed by Iraq out of humanitarian concern," according to the official Xinhua News Agency.

On that trip, Baker also secured agreements from France and Germany, the two countries most fiercely critical of the war in Iraq. Iraq owes France about \$3 billion and Germany about \$2.5 billion, not including interest and penalty fees.

Russia, which also opposed the war, said recently that it would also waive some of its \$8 billion in Iraqi debt in return for contracts to help rebuild Iraq and produce oil there.

The Paris Club, a group of 19 industrialized countries, holds about \$40 billion of Iraq's estimated \$120 billion in loans; Arab nations hold most of the rest. The agreements in Europe and now in Asia could help Baker in negotiating with creditors not in the Paris Club.

Debt relief is also critical to the U.S. effort to establish a credible sovereign government in Iraq, since a huge debt would hobble any new government from the start. Under Paris Club regulations, debt reduction agreements can be signed only with a sovereign government along with an economic restructuring program agreed to with the International Monetary Fund.

Japan had initially opposed forgiving Iraq's debts because of its potential oil revenue and because it has already pledged \$1.5 billion in grants to Iraq next year, as well as \$3.5 billion in low-interest loans over the next four years. But the Japanese government is believed to have softened its position after European nations agreed to Washington's requests.

The New York Times

Turkish Cypriot to form government

From news reports

ISTANBUL: The Turkish Cypriot leader, Rauf Denktaş, on Monday appointed the leader of a pro-European Union party to form the next government in the breakaway Turkish Cypriot state.

The move came two weeks after elections ended in a deadlock, leaving the Parliament in the Turkish Cypriot-controlled north evenly split between supporters and opponents of a UN plan to reunify Cyprus.

The internationally recognized Greek Cypriot government in the south is due to join the EU on May 1, and reunification would also allow Turkish Cypriots to join.

"We have been given the duty to form the government within the next 15 days which will then be expected to receive a vote of confidence," Mehmet Ali Talat,

leader of the Republican Turkish Party, told reporters.

But it was far from clear whether he would win enough support to form a new government.

Talat has pledged to resume UN-sponsored talks on the reunification of the divided island, but any government that he could form would have to depend on the support of hard-line parties opposed to the UN plan.

He has said he could form a coalition with any party on the condition that the new government presses forward with the UN's reunification plan.

With the approach of Cyprus's entry into the EU, Turkish Cypriots are under increasing pressure to find a solution to the decades-long division of the island.

Cyprus has been split since 1974, when Turkey invaded after a short-lived coup by supporters of a union with Greece. The Greek Cypriot gov-

ernment in the south enjoys international recognition but the self-declared Turkish Cypriot state is only recognized by Turkey.

The EU's laws and benefits will not apply to Turkish Cypriots until the island is reunified.

If a new government is not formed by the beginning of February a new election must be held.

Turkish Foreign Ministry officials were scheduled on Tuesday to give Prime Minister Tayyip Erdogan a briefing on Turkey's strategy for working towards a solution of the Cyprus problem in the framework of the UN plan.

A report in the Cumhuriyet newspaper on Monday said the ministry had prepared a document containing several adjustments to the plan. The document included a series of proposed maps offering alternatives for redistributing land on the island. (AP, Reuters)

En Irak, des attaques concertées ont fait 19 morts et 200 blessés

Toutes les parties prenantes de la coalition des Etats-Unis sont visées

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Au lendemain des attentats à la voiture piégée, perpétrés samedi 27 décembre à Kerbala, au cœur de l'Irak chiite, les spéculations vont bon train, qui évoquent l'implication, dans ces opérations particulièrement bien coordonnées, de terroristes venus de l'étranger.

C'est presque simultanément que quatre voitures piégées ont explosé visant trois cibles distinctes : le siège du gouvernorat de Kerbala, une base de militaires thaïlandais, située à l'entrée de la ville, et une autre de soldats bulgares jouxtant l'université. Au total, l'explosion des quatre véhicules a provoqué la mort de 19 personnes - en majorité des militaires, étrangers et irakiens. Plusieurs civils, parmi lesquels deux enfants qui revenaient de l'école, ont également été tués.

Ces attaques concertées, qui sont parmi les plus meurtrières depuis la capture de l'ancien président Saddam Hussein, le 13 décembre, ont en outre fait près de 200 blessés. La Bulgarie, dont le ministre de la défense et le chef d'état-major général sont partis dimanche pour l'Irak, observera une journée de deuil national mardi.

A Bagdad, le Conseil intérimaire

de gouvernement (CIG) irakien a explicitement évoqué une participation de terroristes étrangers. « Nous pensons que certains viennent de l'intérieur [de l'Irak] et d'autres de l'extérieur », a déclaré à l'AFP le porte-parole du Conseil, Hamid Al-Kifaï. Cette hypothèse a également été évoquée par le général américain Mark Kimmit, à propos des tirs de roquette, lancés pendant la période de Noël, contre le QG américain, l'hôtel Sheraton et les ambassades allemande et turque.

« Ce type d'opération ne nécessite que quelques personnes », a estimé le général Kimmit. Les opérations de guérilla, incessantes depuis l'arrivée de l'armée américaine en Irak, sont perpétrées « par une toute petite minorité d'Irakiens et certains combattants irakiens qui veulent revenir en arrière », a-t-il ajouté. Selon les experts de la coalition, les Irakiens utiliseraient plutôt des armes automatiques et des lance-roquettes, alors que les attaques-suicides seraient menées par des étrangers.

Cet avis est partagé par la population et les notables de Kerbala, une ville jusque-là relativement épargnée par la violence terroriste. « Ce

ne sont pas des Irakiens qui ont fait ça », a insisté le chef de la police locale, Hamid Abbas Fadel, qui se trouvait à l'intérieur du siège du gouvernorat lorsque la voiture piégée a explosé. Le véhicule, qui ressemblait à une voiture de patrouille, suivait un convoi de police, ce qui expliquerait qu'il ait pu franchir les barrières de sécurité et pénétrer dans l'enceinte du bâtiment.

A l'entrée de la ville, site de la base des militaires thaïlandais, visée successivement par une voiture et un camion piégés, les habitants sont catégoriques. « Ce sont des terroristes venus de Bagdad ou de Fallouja qui ont fait ça. Ils sont venus semer le chaos dans une région tranquille », assure un homme, dont le fils, âgé de 14 ans, a été tué

par la double explosion. « Kerbala est une ville sainte chiite tranquille. Les chiites suivent le grand ayatollah

[Alî] Sistani et celui-ci n'a pas appelé à la violence. Ces opérations sont le fait de terroristes étrangers », juge le cheikh Youssef Najid, chef de la tribu Assady. « Nous avons besoin de la présence des forces de la coalition pour assurer la sécurité, mais, dans le même temps, elles représentent un facteur de risque », ajoute-t-il.

« Les ennemis savent que Kerbala est une ville pacifique et c'est pour cela qu'ils ont choisi de l'attaquer, dans l'espoir de généraliser le terrorisme », a précisé, à Bagdad, le porte-parole du CIG, selon lequel les attentats de Kerbala font partie d'une série d'attaques préméditées, marquée notamment par celle lancée contre le contingent italien, le 12 novembre, à Nassiriya.

Cette attaque, qui avait fait 28 morts, avait été revendiquée par le réseau Al-Qaida d'Oussama Ben Laden. Kerbala est située face au désert qui s'étend jusqu'à la frontière avec la Syrie. Le 21 décembre, le président en exercice du CIG, Abdel Aziz Al-Hakim, avait demandé aux autorités de Damas leur collaboration pour empêcher l'infiltration de combattants et mettre un terme aux opérations « terroristes » en Irak.

A Bagdad, les violences demeurent quotidiennes. Dimanche matin, l'explosion d'un engin sur le passage d'un convoi de soldats américains, dans le quartier de Kerrada, a tué deux enfants irakiens et un soldat américain. A Erbil, au Kurdistan, l'adjoint du directeur de la sécurité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) a été blessé et trois de ses gardes ont été tués, lors d'une attaque à l'arme automatique.

Catherine Simon (avec AFP)

« Ce sont des terroristes venus de Bagdad ou de Fallouja qui ont fait ça »



Attaques-suicides à Kerbala

Des habitants de la ville sainte chiite prient devant le cercueil d'un policier irakien, tué la veille dans une attaque-suicide. Kerbala a été la cible, samedi 27 décembre, de quatre attaques à la voiture piégée. Au total,

l'explosion des quatre véhicules a provoqué la mort de 19 personnes - en majorité des militaires, étrangers et irakiens. Plusieurs civils, parmi lesquels deux enfants qui revenaient de l'école, ont également été tués.